

## Présentation

Il est d'usage, dans les milieux marxistes ou anarchistes, de critiquer globalement «la» démocratie («bourgeoise» ou «parlementaire») et de l'opposer en bloc à «la» justice («sociale» ou «prolétarienne»). La critique de «la» démocratie n'est d'ailleurs pas l'apanage des «révolutionnaires», puisque le président de la République d'Iran, Mahmoud Ahmadinejad, a déclaré au quotidien *Le Monde* en février 2008 que les Iraniens étaient mus par la soif de «justice», le respect de la «dignité humaine» et le «refus de la domination», valeurs que cet islamiste place «plus haut» que la démocratie... Le débat est donc vaste et multiforme et nous ne l'épuiserons pas dans le cadre de cette revue.

Ce numéro explore quelques facettes de «la» démocratie et des idéaux de «justice sociale» qu'on lui oppose. Il tente de débroussailler ces questions en s'appuyant sur des analyses écrites par des militants de différentes tendances et qui portent sur des pays spécifiques: Argentine, Corée du Sud, Népal, Birmanie, Venezuela, États-Unis, Cuba, Iran et Irak. Bien sûr, ces textes ne se contentent pas de décrire ou d'évoquer des réalités contrastées, ils défendent aussi des positions politiques précises et nous livrent des réflexions plus générales et théoriques, parfois divergentes.

Nous commençons par un texte de Mansoor Hekmat, théoricien du «communisme-ouvrier» iranien (cf. le texte de Nicolas Dessaux et nos articles dans *Ni patrie ni frontières* n° 13-14 et 18-19-20). Pour Mansoor Hekmat, on ne peut discuter de «la démocratie» en général sans tomber dans des platitudes ridicules et des contresens grossiers. Il faut s'interroger sur les différentes formes prises par «la» démocratie: libérale, parlementaire, sociale, occidentale, populaire, socialiste, bourgeoise, ouvrière, représentative, etc. Nous devons dévoiler à chaque fois ce qui se cache derrière l'adjectif qui complète et détermine cette tarte à la crème qu'est «la» démocratie. Selon Hekmat, dans la lutte pour l'émancipation de l'humanité, c'est la liberté qui joue un rôle essentiel, la «démocratie» n'occupant qu'une place de second plan.

Les articles suivants traitent de cas particuliers, de façon à approfondir la piste dessinée par Mansoor Hekmat et en explorer d'autres, bien sûr. Loren Goldner décrit le combat des prolétaires de Corée du Sud dont le mouvement a été canalisé dans une lutte pour la démocratie parlementaire. Selon Humberto Decarli et le groupe libertaire Insurgentes, les sans-réserves vénézuéliens sont manipulés par un colonel de parachutistes appartenant à des Forces armées qui ont une longue tradition d'intervention politique dans la vie du pays. Jorge Altamira, trotskyste argentin, défend la dictature de Cuba au nom de l'«anti-impérialisme», mais aussi les droits démocratiques y

compris la liberté d'expression pour ses adversaires. Samuel Farber, révolutionnaire cubain, n'a aucune illusion sur le Che Guevara et son rôle dans la création de camps de travail et l'établissement d'une dictature sur le prolétariat dans cette île des Caraïbes. Houzan Mahmood, communiste-ouvrière irakienne, s'élève contre la reconnaissance légale de la charia dans son pays. John Doe, militant d'Amérique du Nord, décortique le fonctionnement du système démocratique dans la plus grande puissance impérialiste actuelle et considère que la défense des droits démocratiques est aujourd'hui dépassée. Enfin, les camarades de Mouvement communiste nous expliquent comment la question démocratique se pose pour les prolétaires et les sans-réserves de deux pays asiatiques (Népal, Birmanie) qui ont connu des affrontements importants en 2007.

Pour nous, la critique du capitalisme ne se réduit pas simplement à de brillantes analyses politiques. Elle passe également par une attention vigilante à la souffrance, la colère et la révolte suscitées par le travail dans cette société, mais aussi par la galère et la recherche d'un emploi. C'est ce que soulignent chacun à sa manière Laura Fonteyn du Groupe CRI (trotskyste) et deux jeunes chômeurs qui nous racontent leurs tribulations à l'ANPE et lors de tests de préselection à la Poste.

Nous revenons sur les rapports entre religion et politique à travers deux critiques de Sarkozy (La Lettre du Militant et Patsy) et une analyse de deux théoriciens du fondamentalisme musulman (Qutb et Fawdawdi) par Mehmet Kirmaci, du groupe *De Fabel van de illegaal*. Nous nous attaquons aux «Dix commandements de la Gauche Théocompatible» ainsi qu'aux ambiguïtés et aux limites du concept de l'«islamogauchisme».

Et pour finir nous publions une contribution de Claudio Ielmini: «Les Damnés de la civilisation». Partant d'une nouvelle lecture critique des *Damnés de la Terre*, l'auteur évoque certaines transformations fondamentales intervenues dans le «Sud», en prenant pour exemple l'évolution du capitalisme chinois. Mais il ne s'arrête pas là puisqu'il s'interroge à la fois sur le rôle des soutiens gauchistes aux «sans pap», sur la fonction des intellectuels dans ses mouvements, et sur le potentiel révolutionnaire des luttes des migrants dans les pays du «Nord». Ce qui repose, sous un autre angle, la question posée par le titre de ce numéro.

## Sommaire

«Justice sociale» ou «démocratie parlementaire»	
- Démocratie: conceptions et réalités (Mansoor Hekmat).....	6
- La classe ouvrière coréenne: de la grève de masse à la précarisation et au reflux, 1987-2007 (Loren Goldner).....	31
- Glossaire Corée .....	57
- Justice et démocratie (Jorge Altamira).....	57
- Glossaire Argentine.....	71
- Le Meilleur et le Pire (Y.C.).....	77
- Réponse de Marcelo N.....	80
- Le mythe de la nature démocratique des Forces armées vénézuéliennes (Humberto Decarli).....	83
- Le militarisme, quatrième moteur de la contre-révolution (Insurgentes).....	114
- Glossaire Venezuela.....	117
- Népal-Birmanie (Mouvement communiste).....	124
- La résurrection de Che Guevara (Samuel Farber).....	148
- La démocratie aux Etats-Unis (John Doe).....	161

### SOUFFRANCE AU TRAVAIL ET HORS DU TRAVAIL

- Course au profit, nouveau «management» et mise en danger des salariés: Les formes actuelles de la souffrance au travail en système capitaliste ( <b>Laura Fonteyn, Groupe CRI</b> ).....	172
- Premiers pas d'un apprenti chômeur.....	183
- La délation en entreprise.....	188

### Religion et politique

- Sarko, le pape et Carla (Le Militant).....	194
- Sarkozy, Dieu et nous (Patsy).....	199
- Les 10 Commandements de la Gauche Théocompatible (Y.C.)205	
- Pour les fondamentalistes musulmans, la gauche révolutionnaire présente un danger (Mehmet Kirmaci, <i>De Fabel van de illegaal</i> )....	213
- L'«islamogauchisme», un concept confus et erroné, même s'il désigne une réalité néfaste (Y.C.).....	226
- «La charia n'est pas une culture !» (Houzan Mahmoud).....	229

### Nouvelles Pistes

- Les damnés de la civilisation (Claudio Ielmini)	
---	--





# Démocratie contre Justice sociale ?

LA DICTATURE C'EST  
FERME TA GUEULE



LA DÉMOCRATIE  
C'EST CAUSE TOUJOURS

Mansoor Hekmat

# Démocratie: Conceptions et réalités

(Cet entretien avec Mansoor Hekmat a été publié dans les numéros 4 à 7 de la revue *International* entre février et juillet 1993. Il a été traduit du persan en anglais par Bahram Soroush et Jamshid Haadian, puis de l'anglais en français par nos soins. *Ni patrie ni frontières*)

**Q.: Partout maintenant, depuis la fin de la guerre froide et la dissolution du Bloc de l'Est, on évoque la «victoire de la démocratie». On affirme que, pour la première fois dans l'histoire, la démocratie règne dans plus de 170 pays.**

**La chute, l'une après l'autre, des dictatures militaires dans les pays latino-américains durant les dernières années, l'apparition de nouveaux gouvernements à la suite d'élections générales dans certains pays de l'Est, ou plus récemment, en Afrique, sont considérées comme des confirmations de cette analyse.**

**Comment interprètes-tu ces événements ? Assistons-nous vraiment à la fin des dictatures militaires et des gouvernements despotiques et totalitaires ?**

Mansoor Hekmat: En fait, la discussion sur le triomphe de la démocratie semble s'être légèrement tassée. J'ai donné mon opinion il y a environ deux ou trois ans quand la discussion était à son apogée. Même à l'époque, l'«ère de la chute des dictatures» était une formule illusoire dans la bouche des politiciens libéraux ou de gauche et des intellectuels frustrés dans le Bloc de l'Est et les pays sous-développés. Cette expression fournissait une indication sur les espoirs importants de ces peuples qui attendaient de recevoir une récompense à l'occasion de la victoire de l'Ouest sur l'Est. Il s'est très rapidement avéré que ce ne serait pas le cas. Vous pouvez vous rappeler les républicains iraniens, par exemple, qui se sont mis sur leur trente et un pour aller à Téhéran célébrer l'aube de cette ère dans la suite du

«président Rafsandjani».

Désormais, ils comptent leurs blessés.

En tout cas, avec cette formule, une catégorie sociale particulière et, dans son sillage, une fraction des populations paupérisées en Occident, à l'Est et dans le prétendu Sud ont soutenu les nouvelles solutions de la droite et la perspective d'un nouvel ordre mondial de l'Occident et des Etats-Unis. Ces illusions se sont maintenant effondrées. La fin de la guerre froide n'a pas conduit à l'expansion des libertés et des droits humains, ni à la paix et l'harmonie sociales. Au contraire, tout le monde discute maintenant des terribles événements des trois dernières années, et de l'insécurité politique et sociale à l'échelle mondiale.

Il est bien sûr vrai que certains gouvernements militaires, surtout en Amérique latine, ont été remplacés par des gouvernements civils. Cela, en soi, cependant, ne donne guère d'indications sur le renforcement ou l'affaiblissement du despotisme et du totalitarisme. Les régimes militaires n'ont pas été la seule forme, ni même la plus commune, du despotisme politique. Dans de nombreux cas, le remplacement des gouvernements militaires par des gouvernements civils n'a pas provoqué un changement notable dans la conduite du gouvernement, ou même dans sa texture. En ce qui concerne le totalitarisme, c'est-à-dire le contrôle du gouvernement sur toutes les interactions politiques et culturelles, cet aspect a été en fait renforcé, dans certains régimes, avec l'apparition des gouvernements islamiques et l'accroissement du pouvoir officiel de l'Eglise dans plusieurs pays.

Le remplacement des anciens gouvernements militaires par des gouvernements civils dans certains pays plus pauvres – qui s'est le plus souvent déroulé selon les plans et les programmes approuvés par les régimes militaires eux-mêmes – est le résultat de causes économiques et de l'affaiblissement considérable de l'utilité sociale des régimes militaires dans ces Etats, plutôt que d'un grand mouvement ascendant pour la liberté. Le problème historique et fondamental de ces Etats est le développement économique. La bourgeoisie de ces pays a eu recours à des régimes militaires pour supprimer les dissensions politiques au sein de la classe dirigeante elle-même, pour renforcer l'oppression et réprimer violemment la classe ouvrière, et pour assurer les conditions politiques et sociales nécessaires à l'augmentation de la rentabilité du capital et du taux de croissance économique. Cependant, les stratégies du développement économique sont, dans l'ensemble, arrivées à une impasse dans ces pays. L'attention s'est tournée vers les mécanismes du marché et, donc, vers l'augmentation de la liberté d'action pour le capital privé. Un gouvernement militaire provoquerait le mécontentement général et l'instabilité politique, sans pour autant résoudre le moindre problème de la bourgeoisie de ces pays.

En tout cas, la démocratie, si l'on pense qu'elle a triomphé

aujourd'hui, n'est pas l'antithèse de l'injustice et du despotisme. Cela signifie seulement qu'il existe maintenant une assemblée nationale de représentants choisis à la suite d'élections générales, mais pas nécessairement libres. C'est certainement préférable à la domination directe de l'armée et de la police, parce que même la référence polie de la bourgeoisie à une société politiquement et intellectuellement libre offre des possibilités à la classe ouvrière, aux plus démunis, à tous ceux qui désirent la liberté.

Mais ces transformations politiques ne nous réjouissent pas pour autant. Les dispositifs essentiels des gouvernements bourgeois dans les pays sud-américains, asiatiques et africains, c'est-à-dire l'interdiction ou la limitation sérieuse des activités des organisations révolutionnaires et de la classe ouvrière; la limitation de la liberté d'expression, de l'activité politique, des droits de s'organiser et de manifester; l'existence d'un formidable appareil de répression militaire et policier fonctionnant au-dessus des lois, d'une justice servile face au gouvernement; le manque de droits sociaux et politiques garantis pour les individus; l'usage de la torture, l'existence de la peine capitale, et, pour résumer, l'impuissance et la dépossession des citoyens de leurs droits face au pouvoir d'État, sont demeurés intacts. On peut le vérifier en analysant la situation de chaque région du monde, de l'Océanie au Sud-Est asiatique en passant par l'Afrique du Nord et l'Amérique du Sud.

Je suis certainement disposé à accepter que la démocratie a triomphé et règne désormais dans cent soixante-dix pays, c'est-à-dire, dans tous les pays où les parlementaires reçoivent des salaires payés sur les fonds publics. Bien sûr, cette liste inclurait également l'Estonie, la Lituanie, et la Lettonie, où près de la moitié de la population n'a pas le droit de vote parce qu'elle commet le crime de chanter des berceuses en russe à ses bébés. Cette liste inclurait aussi bien l'Égypte, la Jordanie, l'Iran, la Corée du Sud, le Koweït depuis peu, le Kenya, et ainsi de suite. On ne peut pas devenir plus royaliste que le roi.

Si, du point de vue des démocrates, la situation qui prévaut dans le monde s'appelle la démocratie, eh bien cela ne me pose pas de problème; mais cela montre que, pour le peuple, le problème n'est pas cette démocratie mais, plutôt, la liberté et l'égalité.

Les chiffres des emprisonnements, des exécutions, des tortures, des limitations des libertés et des interdictions imposées à divers secteurs de la population, sans parler de la pauvreté, des sans-abri, des déplacements massifs de populations, et de la mort provoquée par la faim ou la malnutrition simplement au cours de ces dernières années du «triomphe de la démocratie», ne nous incitent pas à émettre un jugement favorable sur ce monde qui vit sous le règne de la démocratie.

Q.: Il existe plusieurs conceptions de la démocratie. Quelle est la

tienne ?

Mansoor Hekmat: J'espère que tu ne t'attends pas à ce que je te propose une définition de la démocratie «authentique» ou «véritable» !

Dans mon système de pensée, en tant que révolutionnaire socialiste et marxiste, la démocratie ne constitue pas un concept clé. Nous préférons parler de la liberté. Et la liberté est pour nous un concept pivot.

Car la démocratie, comme je l'ai dit auparavant, découle d'une conception de classe particulière, d'une compréhension spécifique, historiquement déterminée, du concept plus large de la liberté. La démocratie est une catégorie grâce à laquelle, à un certain moment de l'histoire, une certaine section de la société humaine a envisagé le concept plus large de la liberté.

Ma conception de la démocratie peut donc seulement être une conception objective et historique. Un libéral ou un démocrate, pour qui la démocratie constitue un idéal, pourra donner une interprétation «interne» ou «subjective» et expliquer ce qu'il pense être une «vraie» démocratie. Mais un marxiste doit élaborer sa définition en partant de la signification historique et pratique de la démocratie et de sa fonction sociale.

Si l'on ne se contente pas de la définition de la démocratie dans tel ou tel vieux traité, on doit s'intéresser à la réalité qu'elle représente pour les gens dans la société actuelle, au fait qu'elle est un produit de l'essor du capitalisme. La démocratie est pour moi la conception bourgeoise de la liberté.

Je ne veux pas dire qu'il existe une seule version de la démocratie, ou qu'historiquement seule la bourgeoisie a tenté d'atteindre ou de définir la démocratie.

En fait, durant les deux dernières générations, ce sont les classes et les couches opprimées qui se sont battues pour la démocratie, et ce sont les intellectuels et les mouvements de ces classes opprimées qui ont défini et interprété de différentes façons ce concept. Cela n'ôte rien au caractère bourgeois de ce concept. Bien au contraire; ce terme exprime la domination de l'idéologie et de la terminologie bourgeoises sur les luttes pour la liberté et la libération de l'humanité. La société bourgeoise a réussi à substituer le concept de liberté et de lutte pour la liberté par la notion de démocratie. Elle est ainsi parvenue à limiter les aspirations des classes dominées dans leur quête de la liberté, et à déterminer la forme finale de leur victoire. En quelle sorte, elle leur a dit: «Combattez pour la liberté et, si vous obtenez la victoire, nous vous donnerons le Parlement et le "pluralisme".»

L'existence de différentes interprétations de la démocratie, y compris de diverses conceptions de classe, l'a transformée en l'un des concepts les plus ambigus et les plus vagues de la terminologie politique.

Divers mouvements et politiciens y ont fait référence, et

continuent à y faire référence, en défendant des intérêts et des objectifs différents, et parfois contradictoires. Ils ne se réfèrent certainement pas à la même chose.

Diverses situations politiques ont été décrites comme démocratiques par diverses tendances. Il existe des conceptions anticommunistes, liées à la guerre froide, tout comme des conceptions humanistes et égalitaires.

Derrière toutes ces conceptions, on peut cependant affirmer que l'essence objective commune à la démocratie et à l'idéologie démocratique, sous toutes leurs formes, diffère du socialisme et de la quête révolutionnaire de la liberté, par exemple. Dans le champ politique, cependant, la démocratie en tant que telle, la démocratie sans phrases, ne nous donne pas beaucoup d'indications. Elle ne nous fournit aucun outil pour distinguer entre les divers mouvements sociaux et tendances. C'est pourquoi ce terme n'acquiert une signification plus claire que si on lui adjoint des adjectifs; ainsi, tu as la démocratie «libérale», «populiste», «parlementaire», «représentative», «directe», «occidentale», etc.

Ces termes sont politiquement compréhensibles et définissables; leurs différences, et souvent leurs contradictions, peuvent être expliquées. On peut souvent définir et distinguer facilement les mouvements et les forces qui se rangent derrière chacune de ses définitions.

Q.: Nous reviendrons à ces distinctions, et ce n'est pas une mauvaise idée, en particulier, d'évoquer la démocratie occidentale, parlementaire, et libérale. Mais commençons par l'essence commune et objective que tu décèles derrière toutes ces conceptions de la démocratie. Comment la définirais-tu ?

Mansoor Hekmat: Je peux souligner quelques facteurs caractéristiques. Une discussion plus détaillée, naturellement, ne sera pas possible dans le cadre limité de cette interview.

La conception de la démocratie comme «gouvernement du peuple» a commencé à gagner du terrain aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles contre la monarchie autocratique et les despotismes fondés sur la monarchie et l'Église. Contre les gouvernements existants dont la légitimité idéologique et le pouvoir provenaient de sources extérieures au peuple et à la société, la bourgeoisie ascendante, les masses populaires, et les réformateurs sociaux ont exigé des «gouvernements du peuple». La revendication en elle-même, comme l'ont montré les luttes qui se sont déroulées durant les deux siècles suivants jusqu'à aujourd'hui, est tout à fait ambiguë.

Premièrement, la forme que doit prendre la participation pratique du peuple au pouvoir politique et au gouvernement n'est pas claire, et, deuxièmement, on ne sait pas ce qu'englobe la catégorie de «peuple».

Jusqu'à notre génération, beaucoup de secteurs de la société (et parfois même la majorité des êtres humains: les femmes, les Noirs, les immigrés, etc.) n'étaient pas inclus dans le «peuple» au sein de certaines démocraties. Cela ne fait pas très longtemps que les salariés sont définis comme le peuple en ce qui concerne le processus démocratique.

Ces deux sphères, la structure du gouvernement et la relation pratique du peuple au pouvoir gouvernemental, et l'étendue de l'inclusion des diverses couches de la population dans la démocratie, ont été le domaine d'affrontements politiques sérieux. Les résultats de ces luttes ont, dans une large mesure, changé les perspectives pratiques de la démocratie dans les sociétés européennes et américaines elles-mêmes.

Il y a, cependant, une réalité objective dans le concept de la démocratie: le rejet d'un régime où la source du pouvoir se trouve au-delà de la société, ou est inexplicable. La force de l'épée, le sang aristocratique, la vaticination, la sainteté, etc., sont considérés comme des sources illégitimes du pouvoir, mais c'est aussi le cas de tout pouvoir immuable en général. Même s'il a une origine électorale, ce pouvoir sera considéré comme non démocratique.

En d'autres termes, la pensée démocratique et les régimes démocratiques, sous diverses formes, affirment que le pouvoir d'Etat doit émaner du peuple, rendre des comptes au peuple, et, sous une forme ou une autre, pouvoir être changé par le peuple.

Je n'aborderai pas ici la question de savoir si cette affirmation est vraie, ou si elle est creuse, pour telle ou telle école de pensée ou dans tel ou tel pays, car il s'agit d'une autre question. Mais je dois souligner que toutes les conceptions de la démocratie font référence au vote populaire et à son rôle pour déterminer le gouvernement.

En second lieu, et c'est encore plus important, il faut noter que la démocratie et l'idéologie démocratique ignorent totalement la structure sociale et les relations économiques.

En d'autres termes, la situation économique existante, le rôle de l'Etat, la position des individus dans les rapports de production et dans les rapports de propriété, la division du peuple en différentes classes et couches sociales, les institutions politiques et administratives existantes, tous ces phénomènes sont considérés comme allant de soi pour la démocratie et l'idéologie démocratique. Le fait d'exiger que le droit de vote ne soit plus lié à la possession d'un titre de propriété, par exemple, est considéré comme une revendication démocratique, alors que l'on ne remet pas en cause la propriété, en elle-même et par elle-même, ni la relation des divers secteurs de la population à la propriété. On peut, d'un point de vue démocratique, exiger que les femmes participent aux opérations de l'armée américaine dans la guerre du Golfe, ou protester parce qu'il n'y a pas assez d'officiers d'origine indienne, mais par contre on ne peut critiquer la guerre elle-même ou le rôle de la CIA.

Le fait de diviser le peuple en shiïtes, sunnites et chrétiens, puis d'exiger, par exemple, que le gouvernement du Liban attribue une portion du pouvoir à chacune de ces catégories est considéré comme une position démocratique.

Ou encore, la conception de la démocratie au sein des entreprises juge «naturelle» la division éternelle entre ouvriers et patrons – et donc la limitation du pouvoir des syndicats.

Évidemment, le fait que la démocratie ignore les relations économiques et la stratification sociale ne signifie pas que la démocratie se limite à la sphère politique, ou que les revendications démocratiques soient une question simplement politique. Au contraire, cela signifie que toute la base économique de la société existante (c'est-à-dire la propriété bourgeoise et la production capitaliste, dans toutes ses dimensions sociales et de classe) est récupérée par cette pensée démocratique et transformée en la base sociale de la démocratie. Les prémices de la démocratie en tant que régime politique existant, ou à venir, reposent sur les structures socio-économiques du capitalisme. Sur le plan théorique, mais aussi dans sa réalité historique, la lutte pour la démocratie est indissociable de la lutte pour un «capitalisme démocratique».

Pour résumer, la démocratie et les aspirations démocratiques possèdent un contenu objectif commun: à tous les niveaux, elles présupposent l'existence des relations sociales capitalistes et la domination intellectuelle de la classe bourgeoise; elles exigent donc que l'on étende le fondement juridique ou formel du pouvoir politique à une plus grande partie des stratifications et des divisions sociales actuelles. D'un point de vue pratique, la démocratie est une formule qui permet à une couche sociale donnée de protester, si elle le souhaite, contre son exclusion légale, ou de facto, du processus de décision politique, et d'exprimer son désaccord. Telle est à mon avis la seule caractéristique commune et générale à toutes les formes de la démocratie.

La démocratie n'est pas en soi un régime politique, ou une situation politique, ou une loi constitutionnelle unique et définissable. C'est, plutôt, un mouvement constant par lequel les couches exclues luttent pour obtenir des droits semblables aux autres par rapport au pouvoir politique. La nature de la démocratie et de l'idéologie démocratique dépend, donc, des couches sociales en question, du genre de société, et de la conjoncture politique dans laquelle elles surgissent.

La bourgeoisie privée, en conflit avec la bureaucratie administrative et industrielle étatique dans le Bloc de l'Est, exige, par la voix de ses porte-parole orientaux et occidentaux, l'Est et l'Ouest, la possibilité de participer au pouvoir politique. Elle appelle son mouvement «démocratique», à la fois à l'Est et à l'Ouest. Les Sud-Africains exigent aussi l'égalité des droits aux élections, et ils veulent également la démocratie. Mais les horizons et les idéaux sociaux de



ces deux mouvements sont, en réalité, très éloignés.

Q.: Selon toi, la démocratie est une formule pour la couche sociale qui veut ouvrir les portes que le pouvoir refuse de lui ouvrir. En d'autres termes, la démocratie se définit, pour toi, par l'extension de la base juridique du pouvoir et de la participation de sections de plus en plus larges de la société au pouvoir. C'est précisément ce qui légitime la démocratie et la rend attrayante aux yeux de l'opinion publique: elle promet la liberté individuelle et la possibilité pour l'individu d'intervenir dans les affaires publiques. Qu'y a-t-il de mal à cela?

Mansoor Hekmat: L'élargissement de la base légale et formelle du pouvoir n'a rien à voir avec la participation de «secteurs de plus en plus larges de la société au pouvoir» ni avec «la liberté individuelle et la possibilité pour l'individu d'intervenir dans les affaires publiques».

Ce qui a donné à la démocratie non seulement une légitimité, mais l'a transformée en un concept sacré dans le vocabulaire politique, pour le peuple et pour la société actuelle, c'est précisément l'illusion que l'extension légale et formelle de la permission de participer au pouvoir équivaldrait à la liberté personnelle et à la possibilité pour l'individu d'«intervenir réellement dans les affaires publiques».

Ce sont deux choses bien différentes. Je répondrai plus tard à la fin de ta question sur ce qu'il peut y avoir de mauvais dans la démocratie – dans la démocratie libérale, en fait.

Le point principal de mon argumentation était que la démocratie sans attributs ne représente pas beaucoup plus qu'une formule et une revendication politiques dans les limites du capitalisme pour permettre aux diverses couches sociales de participer au processus légal de la formation de l'Etat et du pouvoir politique.

La démocratie, dans ce sens, n'indique toujours pas un système ou un statut politique spécifique pour la société. Cela n'équivaut pas à exiger, ou accorder, davantage de liberté à l'individu ou au «peuple». Tous les pays du monde, à quelques exceptions près, et indépendamment de l'ampleur des libertés civiles dont ils bénéficient, se proclament démocratiques quand ils peuvent justifier de l'existence d'un processus formel grâce auquel «le peuple» contribue à déterminer quel gouvernement va le diriger.

Selon la démocratie libérale, beaucoup de ces pays, y compris des gouvernements pro-occidentaux en Amérique latine et en Asie du Sud-Est, ne sont pas, et n'ont jamais été, démocratiques. Selon la démocratie populiste, la démocratie libérale elle-même n'est pas démocratique. Mais ces critiques reflètent seulement les conceptions de la démocratie inspirées de la guerre froide, du populisme, de l'anarchisme, de la social-démocratie, de la technocratie, etc. Elles ne reflètent pas l'«irréalité» de la démocratie dans tel ou tel pays.

En conclusion, je dirais que nous, les [révolutionnaires] socialistes,

avant d'entamer une discussion sur tel préfixe ou tel suffixe, nous sommes très loin d'accepter l'essence commune de toutes ces conceptions. Nous n'acceptons pas la base économique du système existant; nous ne réduisons pas la question de la libération politique à celle de la participation des individus ou des couches sociales au processus légal de la formation de l'Etat.

La démocratie, sous toutes ses diverses formes et dans toutes ses descriptions, a jusqu'ici été le mécanisme qui a servi à légitimer la domination de classe de la bourgeoisie, domination qui, par nature, s'exerce sur le peuple.

Rappelons d'abord, que la victoire de la démocratie sur les gouvernements autocratiques en Europe n'a nullement donné le pouvoir à «l'individu», même dans le sens formel. Pendant de nombreuses décennies, le citoyen jouissant du droit de vote dans les démocraties européennes était un homme, un Blanc «libre», propriétaire d'au moins un bien foncier ou d'un petit capital. Le droit de vote des ouvriers, des femmes, etc., n'est pas un élément organique de la définition de la démocratie, et n'est pas né avec celle-ci.

Ce droit est plutôt le résultat de la lutte pour la justice de diverses classes et couches au sein des sociétés démocratiques existantes – luttes menées sous la bannière intellectuelle et politique d'autres mouvements – les mouvements socialistes, les mouvements des droits des femmes, les mouvements anti-racistes ou ceux qui luttent contre les discriminations ethniques, etc. Et ces mouvements ont eu recours, le plus souvent, à des méthodes jugées «antidémocratiques» ou «illégal».

Deuxièmement, le terme de démocratie, au sens strict, tout comme celui d'indépendance ou d'autodétermination, n'est pas nécessairement synonyme d'expansion de l'égalité et de la justice sociales, ni même d'une expansion des libertés personnelles. La démocratie, l'indépendance, etc., sont des cadres politiques et administratifs capables d'accueillir différents contenus.

On ignore, à l'avance, si l'indépendance du Bangladesh, de la Lituanie, du Tadjikistan ou du Pays basque signifiera nécessairement le développement des droits humains, du bien-être social, ou de l'égalité dans ces pays. Lorsque les Croates, les Serbes ou les Bosniaques gèreront «eux-mêmes» ces territoires, on ne sait pas, à l'avance, si les hommes ou les femmes de ces régions jouiront d'une vie meilleure ou pire dans le secteur géographique que l'on appelait autrefois la Yougoslavie.

En fait, dans beaucoup de cas de l'histoire contemporaine, y compris à notre époque, des peuples ont perdu même leurs maigres droits antérieurs au nom de l'indépendance, de l'autodétermination, et de leur «propre gouvernement».

Ceci s'applique également à la démocratie dans son sens strict, c'est-à-dire la démocratie sans préfixes ni suffixes. Dans la plupart des pays dits «musulmans» aujourd'hui, il est probable que n'importe

quelle majorité parlementaire élue et n'importe quel référendum populaire approuveraient un statut de citoyennes de seconde classe – si ce n'est pire – pour les femmes.

L'opinion publique et les parlements britannique et américain, et, en fait, toute l'Europe démocratique, ont voté pour faire la guerre et massacrer les peuples dans le Golfe [en 1991].

Plus de 90 % de la population iranienne a voté, au cours d'un référendum public, pour instaurer une République islamique en Iran, et la même chose se serait produite en Algérie si le processus n'avait pas été stoppé [par l'armée].

[S'ils devaient se prononcer sur cette question] les parlements de l'Europe libre, et n'importe quel référendum dans cette région, approuveraient aujourd'hui l'interdiction du droit fondamental des citoyens du monde à voyager et se fixer où ils le souhaitent. De telles décisions constituent des violations de l'humanisme, de l'amour de la liberté, de l'égalitarisme et de la dignité humaine, mais pas une violation de la démocratie et du processus démocratique. La démocratie est un cadre juridique pour des processus décisionnels; ce n'est pas un modèle ni un outil de mesure du contenu des décisions prises.

La démocratie, en et par elle-même, signifie le gouvernement du peuple. Comme je l'ai déjà dit, cette idée s'est forgée contre des gouvernements religieux, aristocratiques, monarchiques ou régnant à coups de machette. La démocratie ne se soucie pas de savoir quelle conception de la liberté individuelle, de la justice sociale, de l'égalité des êtres humains et des droits humains prévaut dans une société démocratique. Ce type de problème est plutôt l'objet de controverses intellectuelles et politiques entre les diverses classes de cette société, en fonction des traditions nationales. Une grande partie des revendications, que l'on identifie aujourd'hui avec la démocratie, telle que le règne de l'état de droit, le respect des droits humains, les libertés individuelles et collectives des citoyens, etc., n'ont fondamentalement rien à voir avec la démocratie. Elles sont les résultats de tendances sociales et de certaines traditions intellectuelles et politiques, telles que le libéralisme ou le socialisme.

Q.: Tu penses que la démocratie n'a aucune conception spécifique des droits et libertés des individus et des citoyens ou du gouvernement du peuple ?

Mansoor Hekmat: Le problème est que nous ne disposons d'aucune description de la démocratie qui soit indépendante d'un mouvement ou d'une école spécifiques, ce qui est très significatif, à mon avis.

Les règles d'or de la démocratie ne sont inscrites nulle part, de façon indépendante des diverses écoles politiques. Sur le papier, la conception de la démocratie défendue par l'école libérale est la plus

répandue. Je dis sur le papier, parce que, en réalité, durant la plus grande partie du XX<sup>e</sup> siècle jusqu'à récemment, deux autres conceptions de la démocratie ont, dans la pratique, influencé la vie de la majorité des peuples.

D'une part, la conception de la guerre froide (celle de la «démocratie occidentale»), qui, en dépit de sa relation étroite avec la conception libérale, ne doit pas être confondue avec elle; et, d'autre part la conception populiste (celle de la «démocratie populaire»), c'est-à-dire la version que connaissent les peuples des pays dominés et sous-développés.

Ces écoles diffèrent et n'ont pas la même perception du pouvoir politique, des droits civiques et des différentes libertés individuelles. Durant la plus grande partie de l'après-guerre, pendant que la démocratie occidentale et la démocratie populiste s'affrontaient dans les coins les plus reculés du globe à propos des implications pratiques de leurs concepts pour le peuple, la démocratie libérale dénonçait activement les excès des deux précédentes dans des rapports qu'elle rédigeait pour les institutions culturelles et les organisations charitables ou des droits humains.

Toutes ces interprétations ont un socle commun qui forme la loi indépendante et le contenu objectif de la démocratie: elles sont fondées sur les relations capitalistes et l'établissement d'un mécanisme légal pour la participation du peuple – quelle qu'en soit la définition – à un processus permettant de déterminer et changer le gouvernement.

La démocratie a été définie comme le gouvernement de la majorité, pas comme l'institution de normes, valeurs ou droits spécifiques. Ce sont les divers écoles et mouvements politiques (libéralisme, socialisme, conservatisme, anarchisme, etc.) qui ont eu pour tâche d'introduire de telles normes spécifiques dans le concept de la démocratie.

Certes, la démocratie, en tant que système autorisant l'intervention des différents groupes sociaux et des individus, fournit plus de possibilités [à tous], si on la compare avec les formes non démocratiques de gouvernement. Différents groupes sociaux peuvent laisser leur empreinte sur la société et essayer de provoquer les changements politiques désirés. Mais tout cela ne détermine pas le caractère d'une société. Un processus démocratique n'aboutit pas nécessairement à davantage de liberté personnelle ou collective, davantage d'égalité et de justice sociale, un meilleur respect des droits humains, etc.

La justice sociale et les libertés politiques ne sont pas les produits du processus démocratique en tant que tel. Elles sont plutôt le produit des forces et mouvements sociaux qui exigent la liberté et la justice: au cours de l'histoire, ceux-ci ont réussi, à partir de l'intérieur et de l'extérieur du processus démocratique, à changer l'équilibre des forces sociales en faveur d'elles-mêmes et de leurs idéaux, et à

permettre à certains aspects de ces idéaux de s'incarner dans des lois et des normes [socialement reconnues].

Souvent, comme nous l'avons vu dans les années 1980 avec le thatchérisme, et comme nous l'observons aujourd'hui avec la croissance des forces racistes et fascistes au sein des structures parlementaires européennes, le processus démocratique lui-même, ou au moins certaines de ses formes, peut favoriser la croissance et même la venue au pouvoir de forces obscurantistes, anti-humanistes, et despotiques.

Dans son idéologie officielle et sa propagande politique, le capitalisme tente d'offrir une image attrayante de la démocratie: celle-ci est censée garantir la liberté individuelle de choix et d'action ainsi que quelques droits fondamentaux des êtres humains. Cette image est fondée sur une conception libérale (et dans une certaine mesure sociale-démocrate) de la démocratie.

Pour beaucoup de gens, cette image abstraite et théorique de la démocratie (renforcée par le mode de vie des classes moyennes américaines et européennes, un degré plus élevé de tolérance culturelle et l'absence de préjugés qui, pour différentes raisons, caractérisent ces pays) aboutit à un tableau idyllique de la démocratie.

Quand un intellectuel iranien, russe, ou égyptien exige l'instauration de la démocratie dans son pays, c'est cette image qu'il a en tête. Mais il ne s'agit que d'une simple étiquette sur une boîte. Naturellement, même si le contenu correspondait à l'étiquette, nous, ouvriers et que marxistes, verrions ses défauts essentiels. Nous critiquons le libéralisme et la conception libérale de la liberté. La démocratie libérale est une déformation de l'idée de la libération humaine. Une formule pour renforcer l'atomisation des êtres humains face au Capital dans la sphère politique, et légitimer la dictature de la classe capitaliste qui se considère comme au-dessus et au-delà du peuple. Ceci est un aspect essentiel de notre argumentation au sujet de la démocratie, et nous devons l'expliquer systématiquement.

Cette image libérale de la démocratie a peu d'incidence sur la réalité non seulement dans ses copies d'exportation, mais également dans les pays occidentaux développés eux-mêmes. La démocratie réelle, la démocratie telle qu'elle existe, est encore plus vide et plus hypocrite que sa version libérale.

Dans de nombreux cas, comme lors de l'utilisation de ce terme pendant la guerre froide contre le camp bourgeois rival, ou dans la propagande contre les révolutionnaires et le marxisme dans les pays occidentaux, la démocratie sert manifestement à sacraliser la propriété privée et le marché libre.

Le thatchérisme, par exemple, affirme que les organisations de la classe ouvrière limitent la démocratie et la liberté individuelle (celle,

bien sûr, d'accepter n'importe quel emploi et n'importe quelles conditions de travail).

On sait que les services de police des pays occidentaux utilisent fréquemment la torture.

Juchés au-dessus du pouvoir de l'Etat et du Parlement, des cercles officieux dictent la politique nationale; des procès secrets et des tribunaux cautionnent des décisions prises ailleurs; des institutions et des organes armés contrôlent les peuples; les médias et les journalistes ont porté l'art de l'intimidation, de la provocation, et de l'intox à un niveau de perfection grâce à une véritable révolution technique; des nervis de droite, soutenus par le gouvernement et liés à la police, veillent à ce que la gauche et les couches les plus pauvres ne les gênent pas; et des dizaines d'autres organes et méthodes ont transformé les droits humains, les droits de l'individu et la liberté de choix en une sinistre plaisanterie dans les sociétés occidentales elles-mêmes.

Le citoyen moyen de ces sociétés, dont les conditions de vie sont certes meilleures que dans d'autres régions du monde, est pathétiquement privé de ses droits, intimidé, et impuissant à influencer son propre destin.

Si nous voulons discuter des concepts et des enjeux démocratiques dans le domaine des droits de l'individu, des droits civiques, etc., nous devons:

- soit discuter des diverses écoles de pensée et de leurs conceptions spécifiques de la démocratie; et ceci nous conduira essentiellement à débattre de la démocratie libérale et du système parlementaire;

- soit analyser les résultats pratiques et concrets de la démocratie dans l'histoire contemporaine.

Dans les deux cas, un marxiste se trouvera dans la position d'un critique de la démocratie, à la fois en tant que concept et en tant que réalité.

Q.: Dans la théorie mais aussi dans le tableau que les porte-parole du capitalisme dressent des relations politiques dans leur système, la démocratie libérale et le système parlementaire occupent une position clé. Quelles sont les caractéristiques de la démocratie libérale dans ce tableau abstrait et cette description formelle ?

Mansoor Hekmat: La démocratie libérale est un concept synthétisé et greffé (et dans un certain sens un modèle) qui tourne autour de deux axes: la démocratie comme gouvernement du peuple, ou de la majorité, d'une part; et le libéralisme comme ensemble de croyances et de doctrines spécifiques portant sur les relations politiques et légales entre l'individu et la société, d'autre part.

Beaucoup de gens pensent que la démocratie (ce régime politique) et le libéralisme (cet ensemble de valeurs et de critères politiques et

civils) sont inséparables; ils considèrent que le premier terme désigne la forme, et le second le contenu du système politique; ils croient qu'ils découlent directement l'un de l'autre, et ainsi de suite.

En réalité, il règne cependant une tension constante entre ces deux composantes de la démocratie, et, en dernière analyse, il existe une divergence sérieuse entre elles. Dans la pratique, cette divergence a été la source de contradictions et de conflits politiques significatifs dans la société bourgeoise, et sur la scène politique des pays d'Europe occidentale.

La démocratie repose en principe sur la supériorité de la décision du peuple ou de la majorité. Pour le moment, nous ne nous demanderons pas si cette proposition est vraie ou fausse dans le monde réel. Du point de vue de la démocratie, toute décision prise par la majorité du peuple, ou de ses représentants, au cours d'un processus démocratique, est légitime. Cependant, le libéralisme défend quelques valeurs politiques et civiques a priori, qu'il déclare être les droits normaux ou civiques inaliénables de toute l'humanité. En d'autres termes, du point de vue du libéralisme, la liberté d'action de la démocratie et celle du règne du peuple doivent être contrôlées ou limitées. Selon cette école de pensée, une décision démocratique qui supprime ou viole les droits naturels postulés par le libéralisme manque de légitimité et de crédibilité.

Le libéralisme n'a pas pour fonction de donner un contenu au gouvernement démocratique mais de le contrôler et de le limiter. Le contenu du libéralisme est la définition des droits de l'individu et leur protection contre ceux qui dirigent: le gouvernement, voire, dans un certain sens, la «société». Le libéralisme est favorable à un gouvernement parlementaire, ou, en tout cas, issu d'un processus électif, car il suppose que, comme le pensait John Stuart Mill, le gouvernement du «peuple» n'empiètera pas sur les droits civiques du peuple. Le libéralisme considère ces droits comme premiers et la forme de gouvernement comme seconde.

Cette conception libérale n'est cependant pas entièrement fiable, ni en théorie ni en réalité. Le caractère duel du système mène à l'éclectisme et à des contradictions internes au sein de la théorie de la démocratie libérale elle-même, contradictions qui provoquent des conflits politiques significatifs dans le mouvement des démocraties libérales.

Il convient de noter que, en dehors de la Grande-Bretagne qui n'a pas de Constitution ni de charte des droits individuels et civiques, les autres systèmes parlementaires dépendent généralement d'une Constitution élaborée aux premières étapes de la formation du système dans chaque pays. A la différence des autres lois, il n'est pas possible de modifier la Constitution sans la décision de la majorité relative au parlement. L'existence même d'une Constitution limite, en dernière analyse, le processus démocratique. Elle signifie qu'aujourd'hui les voix des représentants d'un pays de plusieurs

dizaines de millions d'habitants sont subordonnées aux décisions prises par un parlement il y a cent ans, alors que le pays comptait 90% d'habitants en moins, et que le droit de vote était beaucoup plus restreint.

La majorité des peuples actuels se soumettent aux décisions d'un peuple qui était beaucoup plus petit, quatre générations avant eux. Du point de vue de la démocratie, il s'agit d'une limitation et d'une barrière, tandis que, selon le libéralisme, qui a implanté dans les constitutions des systèmes parlementaires ses préceptes et idéaux au cours des luttes sociales et politiques incisives des siècles précédents, cela représente une réussite permettant de préserver et perpétuer les libertés civiles et individuelles dans les démocraties parlementaires. Cette tension existe dans la démocratie libérale à la fois en tant que concept et que système social.

Q.: Qu'est-ce qui est censé incarner la source principale et le bouclier de la liberté et de la démocratie parlementaire: le libéralisme ou le règne de la majorité ?

Mansoor Hekmat: Tous les deux et aucun d'entre eux. Du point de vue de la théorie du gouvernement bourgeois dans le capitalisme moderne, ces deux éléments sont la source principale de la liberté et de la démocratie parlementaire; mais, si l'on observe le comportement politique de la classe bourgeoise et de son gouvernement, je répondrai: «Ni l'un ni l'autre.»

Théoriquement les deux piliers sont vitaux. Une «dictature bienveillante», même si elle respecte les droits civils et individuels, ne peut être considérée comme fondée sur la liberté, puisqu'elle viole le principe du gouvernement du peuple et le droit fondamental de l'individu de changer de gouvernement.

Pour la pensée démocratique et sa conception de la liberté politique, il est essentiel, dans un régime démocratique, que le pouvoir soit placé entre les mains du peuple. D'un autre côté, il n'y a aucune garantie que, dans le processus démocratique, la majorité du peuple ne prenne pas un jour des décisions contraires aux droits naturels et fondamentaux des êtres humains, selon la définition libérale.

Les partisans de l'école libérale, comme John Stuart Mill, par exemple, ont mis en garde contre le concept du «despotisme de la majorité». Théoriquement, donc, les deux éléments sont essentiels pour la démocratie libérale, et, comme je l'ai dit, l'idéologie officielle les présente comme inséparables, comme la base intellectuelle du système politique capitaliste actuel en Europe et aux États-Unis. Cet éclectisme n'a jusqu'ici posé aucun problème à la propagande bourgeoise officielle au sujet des fondements et des avantages du système politique dominant en Occident.

Dans la pratique, cependant, selon la bourgeoisie, aucun de ces



deux éléments n'est censé être la source et le bouclier de la liberté du peuple. Chacun est censé légitimer la domination de classe de la bourgeoisie, c'est-à-dire la dictature d'une minorité au nom du peuple et au nom de la liberté.

Si le peuple prend au sérieux les exigences de liberté que prétendent défendre ces deux éléments, alors la bourgeoisie lui rappellera avec autorité leur signification réelle. C'est là que la bipolarité de la démocratie libérale révèle son utilité pratique.

Partout où surgit le risque que le peuple, ou une génération radicale, par exemple, transforme le frêle parlement bourgeois en une barricade à partir de laquelle il pourra gagner certains droits, la bourgeoisie lui rappelle les limites de l'autorité du parlement. Elle lui rappelle aussi la sainteté des principes qui, au nom du respect des droits individuels et civiques, protègent les privilèges de la bourgeoisie. Et partout où l'influence sociale de la droite a été suffisante, celle-ci s'est empressée de remplir les parlements des factions les plus réactionnaires de la bourgeoisie; celles-ci ont alors totalement discrédité les droits civiques; au nom de la «volonté du peuple» et du «gouvernement du peuple», elles ont violé les droits élémentaires de millions de gens.

Ce n'est pas l'amour de la liberté proclamé par la démocratie et le libéralisme qui jouent un rôle significatif et utile dans le fonctionnement pratique du gouvernement bourgeois; c'est, au contraire, le fait que ces concepts sont éloignés de la liberté réelle et que, de plus, leurs conceptions de la liberté ont une solide base de classe.

**Q.: Quels sont les prémisses du libéralisme et quels «droits naturels» défend-il ? Comment le libéralisme protège-t-il les privilèges de la bourgeoisie en définissant ces droits ?**

Mansoor Hekmat: Une partie des prémices du libéralisme classique sont celles qui sont actuellement considérées comme des libertés civiles et des droits humains évidents: les libertés de pensée, d'expression, de réunion et d'association, etc. Je parle ici du libéralisme classique en tant qu'école de pensée, pas des libéraux ou des partis libéraux qui peuvent ne vouloir défendre aucune de ces libertés.

Le libéralisme et les principes et revendications qui lui sont associés ont joué un rôle primordial dans la lutte de la bourgeoisie montante contre les chaînes féodales et les normes de la monarchie autocratique. La reconnaissance de ces droits, même dans un sens flasque et formel, en tant que droits naturels pour la société, a représenté une véritable avancée, si on la compare à la situation antérieure.

Mais ce n'est pas le problème. Et ces droits ne constituent pas non plus l'essence du libéralisme. Les libertés proposées par l'école

libérale dans la sphère de la politique et de l'Etat sont le reflet, et découlent, des principes préconisés par cette école à propos des sciences économiques et des classes sociales. Le libéralisme est né comme l'idéologie du capitalisme et du marché contre le système économique féodal. Le caractère sacro-saint de la propriété privée bourgeoise et la liberté de l'individu (incarnation humaine de la propriété privée et atome économique présent dans les interactions économiques sur le marché) forment la base du libéralisme. La théorie politique du libéralisme soutient les libertés individuelles et civiles parce qu'elle soutient la liberté économique et politique d'action de l'individu bourgeois dans le monde réel du marché.

Cette base de classe spécifique, qui défend ouvertement l'économie politique du capitalisme, limite et conditionne évidemment l'ampleur du soutien du libéralisme aux droits et libertés politiques. De plus, elle donne un sens et une interprétation particuliers à ce que cette idéologie dit à propos des libertés politiques. La propriété privée bourgeoise est le droit le plus sacré, le plus immuable, et le plus clair du libéralisme. Selon le libéralisme, le droit de propriété est le droit le plus sacré et le plus «naturel».

Si nous considérons que la propriété ainsi sanctifiée est, d'une part, fondée sur la critique et le rejet d'un autre type de propriété (la propriété aristocratique et féodale), et, d'autre part, repose sur l'existence d'une vaste classe privée de toute propriété dans la société moderne désirée par le libéralisme, la fonction de cette école de pensée devient claire: en réalité, elle justifie et sanctifie la position de pouvoir des bourgeois, et le modèle d'une superstructure politique appropriée au capitalisme.

On comprend alors comment la «société civile» préconisée par le libéralisme n'est guère plus que le reflet légal du marché, et comment les droits naturels que prône cette idéologie se réduisent aux droits bourgeois de l'individu, et, en dernière analyse, aux privilèges du bourgeois individuel.

Dans sa version originale et anglaise, le libéralisme repose sur ce que l'on a appelé (de façon mécaniste, selon moi) la «liberté négative», c'est-à-dire la liberté par rapport à tous les obstacles et contraintes externes, y compris les lois et règlements, qui peuvent gêner la liberté d'action de l'individu.

Au départ, le libéralisme vise à protéger la liberté de choix et d'action de l'individu contre tous les empiètements des dirigeants politiques, de l'Etat, et de la «société». De cette façon, les différents droits et libertés civiques assument une nouvelle signification, tout à fait intéressante. L'individualisme et la liberté individuelle sont alors interprétés, pour la classe bourgeoise, comme l'absence de lois et d'institutions susceptibles d'empêcher la libre circulation du capital et la liberté d'action du capitaliste individuel dans les interactions économiques.

D'autre part, pour la classe ouvrière, c'est-à-dire pour ceux qui ne

possèdent aucun moyen de production et ne peuvent exercer aucun contrôle individuel sur ces moyens de production, la primauté de l'individu se traduit par la nécessité de l'isolement et de l'atomisation de l'ouvrier individuel vis-à-vis du capital.

En ce qui concerne le Capital, le libéralisme classique est favorable à la privatisation et hostile à l'intervention de l'Etat dans l'économie.

En ce qui concerne les ouvriers, cependant, le libéralisme s'oppose à leur affirmation collective et à la «subordination» du travailleur individuel à la politique d'une organisation syndicale ou ouvrière. Alors que des gens comme toi et moi pensent qu'un syndicat pourrait contribuer à donner un contenu aux droits civiques «naturels» des ouvriers, le libéralisme classique considère qu'il s'agit d'une violation de la liberté de l'ouvrier individuel, puisqu'un syndicat peut décider de la façon dont le travailleur vend et emploie sa force de travail.

Cet aspect ouvertement réactionnaire du libéralisme, cette conception conservatrice de la liberté individuelle, affirme, au nom du respect du choix, de l'initiative et de l'effort individuels, que l'individu est entièrement responsable de sa position et de son destin en ce monde, que tout dépend de son effort individuel. Cette conception culmine dans l'idéologie libertarienne qui s'est transformée en tendance dominante dans les années 1980 avec le thatchérisme et l'essor de l'école des économistes monétaristes.

Les libéraux plus civilisés, plus humanistes, en Europe et aux Etats-Unis, qui forment le Centre sur la scène politique de ces pays, ne poussent pas le concept de la «liberté négative» jusqu'à sa conclusion finale et extrême – et ce, en partie sous la pression du socialisme et de la social-démocratie, les deux principales traditions politiques du continent par opposition à la Grande-Bretagne.

Dans ces autres écoles de pensée, la liberté est liée non seulement à l'absence d'obstacles externes et de règlements restrictifs, mais aussi à l'existence de possibilités matérielles et spirituelles de faire des choix personnels. Nous avons tous l'autorisation de faire beaucoup de choses en ce monde – des choses, que nous ne trouvons jamais la possibilité matérielle d'entreprendre, ou pour lesquelles nous ne disposons pas des connaissances et des informations suffisantes. Cet aspect de la liberté, de la «liberté positive», c'est-à-dire le fait d'apprécier la possibilité de faire des choix en toute liberté, ne fait pas partie des principes intellectuels libéraux mais provient des traditions sociales et socialistes.

L'essor de la social-démocratie et de l'Etat providence a, dans une certaine mesure, renforcé cet aspect dans la culture politique des sociétés occidentales avancées pendant une période. Cela devait servir de base à une sorte de «capitalisme à visage humain». C'est probablement cet aspect qui a semblé attirant à de nombreux intellectuels et individus cultivés dans les pays sous-développés et qui leur a fait apprécier les systèmes politiques d'Europe occidentale et la démocratie, même si, en elle-même et par elle-même, celle-ci n'avait

aucune relation directe avec ce prétendu «visage humain» du capitalisme.

Le libertarianisme, influencé par le thatchérisme, et dans le contexte des problèmes économiques du capitalisme de l'Etat-providence des années 1980, a secoué les bases de ce système en faisant précisément appel au «gouvernement du peuple» et en comptant sur le vote populaire.

Q.: N'est-il pas possible de dire que la liberté positive, qui semble permettre, par exemple, l'existence de possibilités égales pour les individus, qui prône la responsabilité de la société et la prise de conscience, fournit un meilleur point de départ pour définir la liberté ?

Mansoor Hekmat: Comme je l'ai dit auparavant, je ne crois pas que cette distinction intrinsèque, comme définition de base, soit très utile pour comprendre le concept de la liberté. En dernière analyse, et y compris dans le fonctionnement politique de la société jusqu'ici, la tradition anglaise libérale et la tradition sociale-démocrate européenne ont prouvé qu'elles sont toutes les deux également capables de déformer le véritable concept de la liberté des êtres humains. Elles sont également capables d'assujettir plus solidement le peuple à la classe dominante, de le priver de tout pouvoir politique, et le tout en invoquant la nécessité de créer un régime politique libre.

La liberté positive et la liberté négative se définissent toutes deux dans le cadre d'une conception bourgeoise de l'être d'humain et de la liberté humaine, et au sein d'une société déjà divisée en classes.

Là où l'économie politique de la société est déjà divisée en classes dominantes et classes dominées, l'absence d'obstacles politiques et juridiques à la libre volonté de l'individu signifie seulement la liberté absolue pour la classe dominante d'attaquer la classe ouvrière. Elle peut seulement signifier l'atomisation et l'impuissance totales des individus de la classe dominée face aux conditions sociales et économiques, dont le changement semble échapper entièrement à leur volonté.

Quel que soit le rôle qu'elle a joué contre les monarchies autocratiques des siècles précédents, la «liberté négative» du libéralisme est donc désormais un concept bancal, inutile, pour tous les partisans sérieux de la liberté dans le monde actuel.

Quant à la «liberté positive», elle réclame l'autorité d'une institution sociale pour déterminer les besoins matériels et spirituels des êtres humains et savoir s'ils doivent jouir de la possibilité de faire des choix libres dans le domaine des droits politiques et civiques. Quel est le niveau d'instruction et le genre d'éducation nécessaires pour qu'une personne puisse prendre une décision vraiment libre dans une élection ? Quelle quantité et quel type d'information sont nécessaires pour que quelqu'un puisse librement déterminer sa

position sur une décision nationale, d'une déclaration de guerre à l'adoption d'une politique monétaire ? Quelles devraient être les dimensions physiques minimales de la zone dans laquelle nous sommes capables d'exercer notre droit «naturel» à disposer d'un territoire personnel inviolable ? Combien d'heures par jour un individu doit-il être obligé de travailler sans être privé de son droit naturel à satisfaire ses besoins émotionnels et spirituels ?

La «liberté positive» et le socialisme bourgeois ont traditionnellement fixé à l'Etat la tâche de fournir de tels droits minimaux et donc d'être l'autorité responsable qui en détermine les critères. Mais n'oubliez pas que notre société est déjà une société de classes et que l'Etat est un Etat bourgeois. Tout se résume donc au fait que les limitations bourgeoises aux droits et aux libertés du peuple sont maintenant imposées, non pas par les lois invisibles du marché, mais par l'institution étatique. En apparence, l'Etat est censé protéger l'individu contre les privations de droits provoquées par le fonctionnement spontané du capitalisme et du marché. En réalité, ce sont les institutions politiques et culturelles de la société bourgeoise qui façonnent officiellement la façon de vivre, la pensée et les choix du peuple.

Il faut ici rappeler que désormais, grâce notamment à la révolution de l'information et de l'électronique intervenue durant ces dernières décennies, les mass médias et le journalisme officiel assument la part décisive d'une fonction qui était précédemment remplie par l'Eglise et l'armée, celle de mystifier, tromper et forcer les gens à agir dans une certaine direction. Ils effectuent ce travail d'une façon beaucoup plus moderne, et «aseptisée». Au nom d'un libre accès à l'information censé aider les individus à faire des choix libres et justes, condition d'existence de la «liberté positive», les médias ont pratiquement transformé la désinformation en une composante indispensable de la vie quotidienne des peuples. Plus grande est la taille de votre écran de télévision, plus fabriqués et absurdes seront votre choix et votre volonté politique.

Les résultats pratiques obtenus par ces écoles de pensée [sociale et social-démocrate] en ce qui concerne la question de la liberté sont tout aussi effrayants que ceux obtenus par le modèle libéral le plus pur. Dans les pays où le socialisme bourgeois, sous diverses formes, a pris le pouvoir, qu'il s'agisse de l'ex-Union soviétique ou des pays d'Europe du Nord, par exemple, l'individu bénéficie de plus de sécurité, mais il est d'autant plus dépendant de l'Etat et influencé par lui dans sa vie. Dans ces pays, les droits légaux de l'Etat bourgeois à interférer dans les paramètres économiques, politiques et culturels de la vie des individus sont plus importants. L'Etat établit avec les masses ouvrières un rapport paternaliste qui, dans une large mesure, lui permet de modifier leurs mouvements dans la lutte de classe. Dans ces sociétés, l'individu est plus anonyme et formaté. Il se sent sans défense et résigné face aux vérités qui lui sont assénées d'en

haut, face au mode de vie que l'on décide en son nom, et aux scénarios politiques et économiques qu'on lui présente.

Tant que nous vivrons dans une société de classes, que l'Etat et l'idéologie dominante seront bourgeois, et que cette idéologie sera l'instrument de la domination de la classe bourgeoise, quelle que soit la définition de la liberté fournie par les différentes écoles de pensée bourgeoises actuelles, cette définition servira inévitablement à renforcer les mécanismes et les institutions qui limitent la liberté des masses ouvrières dans la société. Il n'est pas possible d'avoir une classe dominante et, en même temps, une authentique liberté politique. Une société de classes ne peut pas être une société libre.

Dans les systèmes parlementaires, il est indéniable que l'individu peut opérer des choix politiques et intervenir dans la vie politique, sous une forme ou une autre. En outre, l'individu jouit d'une certaine liberté de choisir... dans les limites des options qui lui sont présentées.

Mais, dans une société de classes, les options politiques présentées aux individus, les moyens qui leur sont proposés pour participer à la vie politique, sont faussés et inopérants. D'abord, on nous définit en tant que Serbes, Croates, Arabes, Kurdes, musulmans, chrétiens, Blancs, Noirs, hommes, femmes, salariés, chômeurs, etc. En d'autres termes, on nous assigne une conscience et une identité personnelles liées à un peuple, une race, une religion, un pays ou un certain groupe social. Puis, on nous présente, à nous que l'idéologie dominante conçoit comme des créatures pathétiquement impuissantes, le «libre choix» de constituer une masse d'individus provoqués, intimidés, et remplis de préjugés. Ce groupe a le choix entre devenir l'ennemi mortel de la nation ou de la race voisines, ou bien simplement leur rival économique.

Une fois la scène politique installée, les mass médias, ou ceux qui façonnent l'opinion au service de la classe dominante, créent un climat particulièrement pesant, par exemple en organisant une compétition parlementaire entre les partis bourgeois de droite et de gauche. Ensuite, on nous demande, mais sans trop d'insistance, naturellement, de voter pour l'un d'entre eux de temps à autre.

Certes, l'existence du référendum pour l'indépendance de la Lituanie, du référendum sur le Traité de Maastricht, des élections algériennes, etc., sont des signes de l'existence de la démocratie et de la possibilité de choix individuels. Mais l'essence des choix qui sont présentés au peuple concerne uniquement des formes de domination.

De mon point de vue, la condition nécessaire pour la liberté est la révolution contre la domination et l'exploitation de classe. Une société inégalitaire, une société qui reproduit l'inégalité comme l'une de ses caractéristiques intrinsèques, ne peut admettre la liberté ni le libre choix des hommes. La démocratie libérale et le système parlementaire, indépendamment du concept de la liberté sur lequel ils sont théoriquement fondés, sont un régime politique conçu pour

organiser la société existante et la discrimination sociale qui lui est consubstantielle.

Q.: Tu as évoqué la conception de la démocratie occidentale et les différences entre celle-ci et la démocratie libérale. Peux-tu développer ton analyse ?

Mansoor Hekmat: À la différence de la démocratie libérale, du libéralisme, du parlementarisme, etc., la «démocratie occidentale» n'a pas une base philosophique et théorique. Ce concept est apparu dans le cadre d'un conflit politique spécifique de l'histoire contemporaine, c'est-à-dire la rivalité entre les blocs de l'Est et de l'Ouest et la guerre froide entre eux. La notion de «démocratie occidentale» ne renvoie pas à un système, mais à un bloc politique.

Ce terme a été employé par les appareils idéologiques occidentaux et, surtout, par les politiciens occidentaux dans le cadre de la concurrence avec le bloc de l'Est et son système économique et politique dominant.

Je dois m'empresse d'ajouter que, au cours des dernières années, le contenu de la démocratie occidentale s'est un peu plus éclairci, notamment parce que l'identité occidentale et l'identité européenne ont le vent en poupe depuis la chute du bloc de l'Est. Avant, quand un pays appartenait au camp de la démocratie occidentale, à ce que l'on appelait le «monde libre», cela ne signifiait pas nécessairement qu'il s'agissait d'un pays européen ou américain, ni qu'il disposait d'un parlement ou d'un gouvernement légal. L'appartenance au camp occidental semblait suffisante pour accorder ce label à un pays – et l'on n'était pas très regardant sur les critères.

La démocratie occidentale ne correspondait pas à une pratique politique particulière, mais à une simple déclaration d'adhésion à une série de valeurs politiques, culturelles fondamentales, et, surtout, aux valeurs économiques incarnées et défendues principalement par les Etats-Unis et l'Europe occidentale. Ce concept reposait donc fondamentalement sur le caractère sacro-saint de la propriété privée, et sur l'appartenance au camp occidental à travers l'un des pactes militaires liés aux Etats-Unis.

Évidemment, les modèles politiques des Etats-Unis et de l'Europe occidentale étaient des régimes parlementaires et influencés par le libéralisme. Mais ce n'était pas le cas, avec le même degré de certitude, pour des pays comme Israël, l'Iran monarchique, les Philippines, le Japon, le Chili, la Grèce, la Turquie, etc., tous membres honoraires ou de remplacement de la communauté de la démocratie occidentale. Pour résumer, plutôt qu'un concept de la théorie politique, la démocratie occidentale était un outil employé dans le conflit politique et idéologique entre les deux blocs.

Mais, comme je l'ai dit, cette notion acquiert désormais un contenu plus théorique. Néanmoins, même aujourd'hui, plus que de

décrire des formes, des normes et des structures politiques, elle est associée à une certaine variété de «civilisation», de niveau de vie, et de «culture». On assimile plutôt la démocratie occidentale à un style de vie qu'à régime politique particulier. Aujourd'hui, les analystes politiques occidentaux emploient surtout la notion de démocratie occidentale pour qualifier des pays capitalistes industriels avancés, jouissant d'un niveau élevé de consommation – des pays dans lesquels les traditions ethniques, nationales, et religieuses arriérées ont dû plier devant la culture concurrentielle, individualiste du capitalisme industriel, et où l'idéologie bourgeoise s'est transformée en une force matérielle si puissante qu'elle peut contrôler des turbulences politiques et culturelles intenses.

L'Inde, par exemple, même si elle dispose d'un Parlement et organise des élections parfaitement régulières, ne peut passer pour un spécimen de la démocratie occidentale en raison des affrontements ethniques et religieux qui la consomment. Par contre, le Japon, malgré ses politiciens associés à la Mafia ou corrompus par les grandes entreprises, est considéré comme une oasis de la démocratie occidentale en Orient. Il en est de même, peut-être, pour Taiwan et la Corée du Sud.

Je pense que la «démocratie occidentale» est un concept intéressant parce qu'elle dévoile le sens et la fonction de la «démocratie» pour les «ceux d'en haut». Cette notion est plus sérieuse et réelle que le mythe de la démocratie présenté au peuple par les intellectuels libéraux dans le monde politique et dans les milieux universitaires.

Q.: Quel est le cœur de la critique marxiste de la démocratie libérale et parlementaire et de sa prétention à servir de cadre à la liberté politique?

Mansoor Hekmat: Je dirai ce que je pense de la liberté, de façon positive, un peu plus tard.

Mais commençons par le modèle de la démocratie libérale. Le libéralisme (et le concept de la démocratie parlementaire) essaie, tout comme les autres formes d'idéologies et de théories sociales bourgeoises, de cacher sa base et son contenu de classe. Il tente d'apparaître comme un système universel, fondé sur des principes et des vérités «humanistes». Néanmoins, il n'est pas difficile de déceler son caractère de classe et la façon dont il organise la domination bourgeoise.

Comme je l'ai dit, le libéralisme est une idéologie qui dérive de la propriété bourgeoise et vise à la protéger. Le libéralisme n'est que la traduction des mécanismes du marché et de ses exigences dans la langue du droit et de la théorie politique. Avec son parlement, ses élections, etc., la démocratie libérale est un système, une superstructure politique, pour les sociétés dont les caractéristiques



fondamentales, notamment les liens entre les différents groupes sociaux et le pouvoir politique, ont été déjà déterminées à un niveau beaucoup plus profond. L'idéologie dominante ne détermine pas la nature du pouvoir politique; elle découle de ce pouvoir et le justifie.

La démocratie libérale est donc exactement l'opposé de ce qu'elle affirme être – un prétendu cadre pour la participation du peuple aux affaires publiques et au pouvoir politique. Elle sert à justifier et couvrir la domination d'une seule classe, d'une minorité, sur la société. Elle ne protège pas les droits fondamentaux du peuple, qu'ils soient individuels ou collectifs, contre les empiètements et l'autocratie des détenteurs du pouvoir. C'est, plutôt, un ensemble de lois et de règlements conçus pour nier, de façon légitime, ces droits et en priver les citoyens. La démocratie est un concept qui légitime l'Etat, mais pas la façon dont cet Etat se crée ni ce qui détermine sa nature politique. Un gouvernement démocratique est un gouvernement qui tire sa légitimité et sa légalité du vote du peuple. Mais, le vote des citoyens et le parlement qu'ils élisent ne déterminent ni l'existence ni le maintien du gouvernement, de son pouvoir, des intérêts qu'il défend, et de la classe qui le contrôle. Tous ses aspects se décident en dehors du processus démocratique, dans le contexte plus large de la lutte de classe, et grâce à tout un ensemble d'outils.

La démocratie libérale est une formule pour justifier la domination déjà établie de la bourgeoisie, et pour cacher son caractère de classe. C'est cette domination même qui est contraire à la liberté et la viole. La démocratie libérale est étrangère à la liberté tout comme les autres écoles politiques qui constituent le cadre intellectuel et administratif de cette domination.

Le Parlement, le droit constitutionnel, les lois et traditions libérales, etc., même dans les démocraties occidentales les plus développées, ne constituent pas la base du pouvoir politique ni du réceptacle dans lequel il se matérialise. La domination bourgeoise est essentiellement fondée sur l'exercice de la violence, ou la menace d'exercer la violence, contre le peuple. La domination bourgeoise repose sur la répression, l'intimidation, et le lavage des cerveaux. Les forces de répression (l'armée et la police), tout comme les institutions répressives camouflées (tribunaux, prisons, système judiciaire et système pénal) sont les véritables outils de l'exercice et de la préservation du pouvoir. Les décisions les plus importantes sont prises au sein des divers cercles et associations de la classe dominante, et à travers des institutions et organismes bourgeois informels. Un parlementaire n'est pas automatiquement autorisé à participer à ces cercles officieux, il n'est souvent même pas informé des tractations qui s'y déroulent. Fréquemment, le Parlement n'est même pas la principale institution chargée de faire accepter au peuple les décisions qu'il ratifie. Cette tâche incombe fondamentalement aux médias et aux appareils de propagande de la

classe dominante.

En ce qui concerne les droits fondamentaux du peuple, leur survie est directement liée à la paix de l'esprit et à la tolérance économique de la bourgeoisie. Dans aucune démocratie au monde, les concepts d'«état d'urgence», loi martiale, suspension des droits civiques, etc., ne sont absents de ses lois ou sa tradition légale. Personne ne doit douter un seul instant que, si la fraction de gauche du Parti travailliste arrivait au pouvoir suite à des élections, on déclencherait aussitôt le compte à rebours pour que la police secrète et l'armée interviennent et renversent de façon violente et extra-légale le gouvernement en question, et ce dès l'annonce du résultat du vote.

Tous ces rois et ces reines entretenus à grands frais dans les palais des démocraties occidentales peuvent être du jour au lendemain mis sur le devant de la scène et utilisés comme les symboles ultimes de la nation, de la patrie, et de l'armée contre les «mauvais usages» de la démocratie par la gauche.

L'utilité de la démocratie libérale, même en tant que cadre juridique formel pour la domination bourgeoise ou comme bouclier des droits civiques, l'utilité de la démocratie libérale est limitée aux périodes normales, non critiques. Dans les moments de crise, quand les conflits de classe s'intensifient, et que la victoire de la classe ouvrière, même en tant que menace potentielle, devient réelle pour la classe dominante, le cadre démocratique libéral saute en moins d'une journée.

Le système parlementaire est, en tout cas, un mécanisme indirect pour la participation indirecte du peuple. Ce n'est pas le peuple, mais des individus, ses représentants, qui sont censés participer au gouvernement. Dans le système parlementaire, ces représentants ne sont liés par aucune obligation, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas obligés de refléter les souhaits de leurs électeurs sur diverses questions. Ils sont libres de l'usage de leur voix et expriment leurs propres opinions dans les parlements, les assemblées législatives, etc. En d'autres termes, les gens les élisent, mais les députés ne sont ni leurs représentants ni leurs porte-parole, mais leurs substituts pour gérer le gouvernement. Le processus électoral est donc un processus de légitimation du gouvernement, mais pas de la participation du peuple à la politique. La démocratie se préoccupe surtout d'établir un gouvernement qui provienne du peuple dans un sens purement formel.

Et les élections permettent d'assurer cela à la classe dominante. Tous les 4 ans, elle reçoit cette marque d'approbation et continue ensuite à mener ses petites affaires. Au cours de ces recensements d'opinions, les électeurs sont présents, non pas en tant que personnes vivantes et défendant des opinions, y compris entre deux élections, mais comme de simples unités comptables. Pendant les quatre années qui suivent le moment où ils glissent leur insignifiant bulletin de vote dans l'urne, personne ne leur demande quoi que ce soit ni n'écoute ce

qu'ils ont à dire. Ils n'ont ni accès au pouvoir ni la capacité de se prononcer sur les lois que leurs prétendus représentants adoptent et qui concernent leur vie quotidienne. Ils peuvent, naturellement, protester, mais à condition que leur protestation ne trouble pas le jeu [démocratique] et ne perturbe pas le train-train ordinaire de la société ni ne cause de graves ennuis aux politiciens bourgeois et aux hommes d'affaires. Sinon, leurs droits civiques risquent d'être mis en cause.

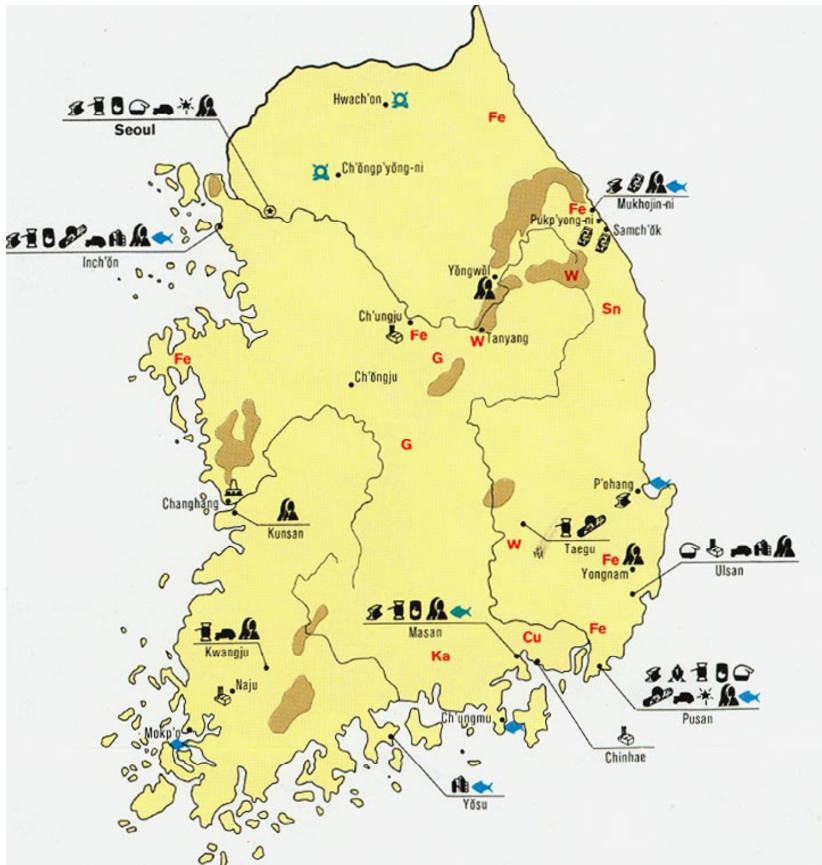
(La seconde partie de cette interview paraîtra dans le prochain numéro de *Ni patrie ni frontières*.)

# La classe ouvrière coréenne: de la grève de masse à la précarisation et au reflux, 1987-2007

Loren Goldner

## Résumé

Conformément au modèle que l'on a pu observer en Espagne et au Portugal (1974-76), mais aussi au Brésil (1978-83) à partir du milieu des années 70, la classe ouvrière sud-coréenne a détruit, grâce à des grèves de masse remarquables au cours des années 1987-1990, les bases d'une dictature militaire qui sévissait depuis des décennies. Pendant une brève période (1990-1994), les grèves ont abouti à la création de syndicats démocratiques radicaux et donc à des augmentations de salaires élevées et générales. Mais, comme dans les autres cas cités ci-dessus, la classe ouvrière a été reléguée au rôle de bélier facilitant un changement politique «démocratique» qui a rapidement chanté l'hymne de la mondialisation et du néolibéralisme en faveur de l'économie de marché. En fait, avant la vague de grèves mais surtout après, le capital sud-coréen investissait déjà à l'étranger et cherchait à imposer une politique d'austérité néolibérale à l'intérieur du pays. En 1997-98, la crise financière asiatique força la Corée du Sud à passer sous la tutelle du FMI, ce qui accéléra considérablement la précarisation de la classe ouvrière coréenne, précarisation qui avait été la principale riposte capitaliste aux avancées de la fin des années 80. Aujourd'hui, au moins 60% de la main-d'œuvre vivent dans la précarité la plus brutale. Soumis aux licenciements instantanés, les travailleurs précaires touchent des salaires et des avantages sociaux qui sont au moins inférieurs de moitié à ceux des travailleurs fixes (10% de la population). Les vestiges bureaucratiques des syndicats démocratiques radicaux du début des années 90 ne sont plus aujourd'hui que des organisations corporatistes représentant cette élite de la classe ouvrière, et autant de luttes ont éclaté entre les travailleurs fixes et les travailleurs précarisés qu'entre l'ensemble des ouvriers et le capital lui-même.



Ressources industrielles de la Corée du Sud. Etain (Sn). Tungstène (W). Cuivre (Cu). Fer (Fe). Graphite (G). Kaolin (Ka)

INDUSTRY	
Iron and steel	Plywood and veneer
Shipbuilding and repair	Smelter
Textiles	Automotive assembly
Food processing	Electronics
Chemical	Petroleum refining
Cement	Thermal electric power
Fertilizer	Hydroelectric power
Major fishing port	

- |                       |                          |
|-----------------------|--------------------------|
| Sidérurgie            | Contreplaqué et placage  |
| Chantiers navals      | Haut-fourneaux           |
| Textile               | Automobile (montage)     |
| Industrie alimentaire | Electronique             |
| Chimie                | Raffinerie (pétrole)     |
| Ciment                | Centrale thermique       |
| Engrais               | Centrale hydroélectrique |

## I - Le contexte historique

À partir de juin 1987 et de manière significative jusqu'en 1990, la vague de grèves que l'on appelle en coréen «Nodongja Taettujaeng», la Grande Lutte des Travailleurs, représente un des principaux épisodes de la lutte de classe durant les années 80, de même que Solidarnosc en Pologne (1980-81), les conseils ouvriers (*shura*) iraniens (1979-1981) et la vague brésilienne de grèves de 1978-1983. La vague de grèves a ébranlé les bases d'une dictature qui avait régné de façon presque ininterrompue après la fin de la guerre de Corée. Ces grèves ont permis que des secteurs importants de la classe ouvrière coréenne bénéficient d'augmentations de salaire significatives, et qu'apparaissent, durant une brève période (1990-1994), des syndicats démocratiques radicaux qui formèrent le Congrès national des syndicats (ChoNoHyop), regroupement qui défendait une politique anticapitaliste, au moins verbalement.

Dès que cette vague de grèves eut triomphé, ses acquis commencèrent à être sérieusement attaqués. Le ChoNoHyop fut détruit par la répression gouvernementale qui frappa ses meilleurs militants. D'autre part, le gouvernement incita les militants plus conservateurs à former la Confédération coréenne des syndicats (Minju Nochong ou KCTU) qui fut créée en 1995; en décembre 1996, le gouvernement essaya d'imposer par la force une loi de précarisation du travail à laquelle la KCTU s'opposa à contrecœur durant la grève de janvier 1997. En automne 1997, la crise financière asiatique obligea la Corée du Sud à passer sous la tutelle du FMI en échange d'un renflouement de 57 milliards de dollars, et le FMI exigea explicitement la précarisation de la force de travail et des licenciements de masse pour appliquer son programme de restructurations. En décembre 1997, Kim Dae Jong, dirigeant de l'opposition démocratique depuis des décennies, fut élu président de la République; en février 1998, il amena la KCTU à signer un «accord historique» et à accepter des centaines de milliers de licenciements et des plans sociaux avec réductions d'effectifs en accord avec les demandes du FMI, le tout en échange de la légalisation définitive de la confédération.

Pour la galerie, le gouvernement de Kim Dae Jong créa également en 1998 une Commission tripartite entre l'Etat, le Capital et le Travail, sur des positions corporatistes. Et cette institution sans signification n'a bien sûr agi qu'au service de l'Etat et du Capital.

Malgré ce sombre tableau et une série de reculs presque systématiques, les capitalistes et l'Etat ont dû combattre la classe ouvrière coréenne, secteur après secteur, au cours de longues grèves aux résultats amers, et les événements récents prouvent que la combativité des travailleurs est loin d'avoir disparu.

Aujourd'hui, vingt ans après la Grande Lutte des Travailleurs de 1987, les prolétaires coréens subissent l'un des programmes de

précarisation les plus réussis du monde capitaliste, en tout cas certainement parmi les pays industriels avancés. Approximativement 10 % de la main-d'œuvre coréenne sont organisés dans les syndicats de la KCTU, disposant d'un travail et d'un salaire fixes, tandis que 60 % sont précarisés, externalisés et victimes de «plans sociaux» à répétition. À la Hyundai Motor Company, par exemple, l'un des bastions du militantisme industriel des années 1987-90, travailleurs fixes et travailleurs précaires bossent côte à côte, effectuant exactement les mêmes tâches, alors que les seconds gagnent moitié moins que les premiers qui touchent entre 50 000 et 60 000 dollars par an, sans compter les primes et les heures supplémentaires. Les travailleurs précaires haïssent généralement la KCTU, car ils la considèrent comme le porte-parole corporatiste des salariés fixes les mieux payés. Les travailleurs fixes ont même agressé physiquement des travailleurs précaires lorsque ces derniers ont lancé des grèves sauvages (comme cela s'est produit à l'usine de la Kia Motor Company en août 2007). Lors des élections présidentielles de décembre 2007, un grand nombre d'ouvriers ont voté pour le candidat de la droite dure, Lee Myoung Back, dirigeant du Hanaratang (Parti d'une seule nation), ex-PDG de Hyundai et maire de Séoul, dans le vain espoir d'un retour à l'expansion économique des années 70 et 80.

Cet article tente d'expliquer comment la classe ouvrière coréenne est passée d'une lutte offensive et victorieuse à la précarisation et aux reculs, en l'espace de seulement deux décennies.

## **II – La démocratie sert à imposer l'austérité. De la lutte de classe dans un régime autoritaire de développement**

Il faut situer l'expérience de la classe ouvrière coréenne dans le cycle plus large des transitions de la dictature à la démocratie (bourgeoise), qui a commencé en Espagne et au Portugal (1974-1976), et a continué dans des pays tels que la Pologne et le Brésil. Nous pouvons également noter que, après les «transitions» de la Péninsule ibérique, les explosions suivantes ont eu lieu pendant une période de régression et de reflux pour les classes ouvrières américaine et nord-européennes.

En effet, elles se sont déroulées dans le contexte de la crise économique mondiale survenue après la fin du boom qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. Dans la Péninsule ibérique, en Pologne et au Brésil, comme en Corée du Sud, l'intervention de la classe ouvrière dans la vie politique et sociale a été précédée par une période prolongée «de croissance économique» intensive (de qualité fortement variable) et la répression violente de l'activité indépendante de la classe ouvrière.

À chaque fois, les luttes des travailleurs ont joué un rôle central dans la bataille plus large de «l'opposition démocratique» contre la

dictature, et à chaque fois, «l'opposition démocratique» a pris le pouvoir et a mis en application (toujours en collaboration étroite avec le capital international) des programmes très stricts d'austérité qui ont fragmenté le mouvement ouvrier. On pourrait en conclure que la «démocratie sert à imposer l'austérité» – et telle est, en effet, ma conclusion.

Le cas coréen, naturellement, comporte beaucoup de particularités qui ne doivent pas être diluées ou dissimulées par une comparaison générale.

La Corée était, en 1960, considérée comme un «cas sans espoir» sur le plan économique, aussi pauvre – en ce qui concerne la consommation par tête – que l'Inde ou la Tanzanie. Mais, en 1996, elle fut accueillie en fanfare dans l'OCDE comme une «économie avancée» et tomba sous le contrôle du FMI à peine un an plus tard.

Néanmoins, la Corée, l'un des quatre «tigres» asiatiques aux côtés de Taïwan, Hong Kong et Singapour, apparut entre 1960 et 1997 comme l'une des rares réussites parmi les centaines d'échecs et de retours en arrière que connurent les pays du tiers monde qui bénéficiaient de l'«aide» occidentale et de la tutelle de la Banque mondiale et du FMI.

Qu'est-ce qui a rendu donc la Corée si différente ?

Tout d'abord son statut spécial (comme les autres «tigres» d'Asie): avant-poste et vitrine pour l'impérialisme américain, son succès économique fournissait un contrepoids important pour la propagande des Etats-Unis face aux (soi-disant) régimes socialistes voisins, à savoir la Corée du Nord, la Chine et l'Union soviétique. Des dizaines de milliers de soldats américains stationnaient dans le pays depuis la fin de la guerre de Corée et les Etats-Unis y ont toléré une politique étatiste de développement à laquelle ils s'opposaient habituellement dans le reste du tiers monde, allant jusqu'à renverser les gouvernements qui voulaient appliquer ce type de mesures.

En second lieu, la Corée du Sud, comme Taiwan, différait de presque tous les autres pays du tiers monde parce que la réforme agraire y avait définitivement éliminé l'aristocratie précapitaliste «yangban» entre 1945 et 1950. (Cette réforme avait eu lieu sous la pression intense de la réforme agraire menée dans le Nord et qui s'était étendue au Sud quand les armées de Kim il-sung avaient brièvement occupé presque toute la péninsule durant les premiers mois de la guerre.)

Troisièmement, la Corée du Sud, pauvre en ressources naturelles et ruinée lors des hostilités de 1950-1953, était le pays par excellence «du capital humain». Elle a toujours accordé une importance énorme, quasi maniaque, à l'éducation. Même en 1960, il n'y avait que 10 % d'illettrisme chez les adultes, pourcentage exceptionnel dans les pays équivalents du tiers monde, à l'époque.

La frontière qui divisait le pays en deux fut fixée le long du trente-huitième parallèle, en 1945, par les armées d'occupation américaines



et et soviétiques. La défaite du Japon pendant la Seconde Guerre mondiale mit fin à 35 années de domination coloniale japonaise. Cette domination représenta un moment important de l'histoire coréenne car elle créa les bases d'une économie capitaliste moderne (le bilan exact de cette période est encore l'objet de controverses).

Quand les occupants japonais s'enfuirent en août 1945, un à deux millions d'ouvriers créèrent des conseils ouvriers (Cheonpyong, ou Conseil des ouvriers nationaux à Choson) dans les usines abandonnées de la zone occupée par l'armée américaine. Ils n'étaient pas spécialement motivés par l'autogestion (la gauche coréenne était alors dominée totalement par le stalinisme), mais ils avaient besoin de produire de quoi satisfaire leurs besoins élémentaires quotidiens. Les autorités américaines d'occupation mirent fin à ce système de conseils ouvriers en décembre 1945.

Comme dans les pays européens occupés par l'Allemagne nazie et dont les bougeoisies avaient collaboré, l'aristocratie précapitaliste yangban et la petite classe capitaliste étaient politiquement et socialement discréditées. À partir de ces forces hétérogènes, la puissance occupante (les Etats-Unis) dut installer un gouvernement viable capable de liquider le soulèvement des ouvriers et des paysans, dont beaucoup étaient fortement favorables à Kim il-Sung et à ses forces de guérilla, et généralement favorables à un changement radical. Les Etats-Unis choisirent Rhee Syngman comme chef du gouvernement. Ils supervisèrent (et participèrent à) l'écrasement impitoyable de la gauche dans la zone méridionale durant les cinq années de guerre de partisans et de massacres qui précédèrent le début de la guerre avec la Corée du Nord en juin 1950. En 1950, tous les militants de gauche du Sud soit avaient été physiquement éliminés soit avaient fui au Nord (où bon nombre d'entre eux furent également liquidés). Dans le Sud, la continuité avec la gauche coréenne d'avant 1945 fut totalement brisée, facteur qui joua un rôle non négligeable lorsque le réveil politique de la gauche et du mouvement social eut lieu dans les années 70.

Solidement épaulé par le soutien militaire et l'aide des Etats-Unis, Rhee Syngman dirigea un pays à l'économie faible et stagnante jusqu'en 1960. Il fut finalement renversé par des émeutes menées par les étudiants en 1960, et la Corée du Sud connut une brève ouverture démocratique, close par le coup d'Etat de Park chung-hee en 1961, qui ouvrit une nouvelle ère.

Park chung-hee n'était pas, du moins pas seulement, le dictateur typique, la marionnette minable soutenue par les Américains, après la fin de la Seconde Guerre mondiale. On prétend qu'il aurait adhéré au Parti communiste dès 1943 (à ma connaissance aucune preuve définitive n'en a jusqu'ici été fournie), et qu'en 1948 il aurait été arrêté car il appartenait à un groupe de discussion du PC regroupant de jeunes officiers. Quand il prit le pouvoir en 1961, les Etats-Unis hésitèrent à reconnaître son gouvernement, et, pendant son règne

autoritaire (1961-1979), les Américains se méfièrent plusieurs fois de ses tendances nationalistes (par exemple de son programme nucléaire militaire indépendant et de ses flirts diplomatiques précaires avec la Corée du Nord).

De plus, Park chung-hee avait été formé dans une académie militaire japonaise pendant la Seconde Guerre mondiale. Il admirait tant le modèle nippon de développement économique qu'il essaya rapidement de l'imiter en Corée du Sud, avec un certain succès. Puisque le modèle japonais avait lui-même été copié du modèle prussien à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la Corée du Sud acquit un certain vernis «allemand». Ce vernis est généralement dissimulé par l'héritage nippon, lui-même souvent caché et objet de polémiques. La Constitution coréenne, par exemple, fut rédigée par un juriste coréen qui avait étudié le droit en Allemagne dans les années 50, et s'était entiché des théories de Carl Schmitt; raison pour laquelle l'«état d'urgence» était l'une des pierres angulaires de l'idéologie de Park chung-hee. Ahn Ho Sang, personnage ouvertement pro-nazi dans les années 30 et qui avait étudié en Allemagne sous Hitler, rédigea les manuels scolaires d'histoire pour le secondaire coréen en y introduisant, après-guerre, le genre de mythes hyper-nationalistes que chérissait le populisme romantique allemand.

Plus fondamentalement, Park chung-hee s'attaqua aux capitalistes parasites du régime Rhee soit en les éliminant, soit en les forçant à se lancer dans des investissements productifs. Il lança la politique du «nouveau village» (*Se Maul*) dans les campagnes, conçue pour capitaliser entièrement l'agriculture et pour forcer une partie importante de la population rurale à émigrer vers les villes et à chercher du travail en usine. Grâce à la Fédération des syndicats coréens (FKTU), très anticommuniste et marquée par la guerre froide, le régime exerça un contrôle draconien sur la classe ouvrière. Les prolétaires travaillaient fréquemment 7 jours sur 7, par équipes de 12 heures, et le régime n'hésitait pas, si nécessaire, à utiliser la terreur policière et la torture. Pendant l'ère de Park chung-hee, les célèbres *chaebol* (conglomérats) s'imposèrent, l'Etat contrôlant le crédit et choisissant les industries qui devaient être de véritables «championnes nationales», pratique qui fut plus tard dénoncée comme un «capitalisme de copinage» quand l'économie coréenne commença à avoir des ratés pendant les années 90.

La Corée, comme les autres «tigres» asiatiques et à la différence de la plupart des pays du tiers monde à la même époque, se développa grâce à une stratégie orientée vers l'exportation. Elle se fraya un chemin vers le sommet de la «chaîne de production» internationale, commençant par le textile et d'autres industries légères de consommation, puis passant à la fabrication (automobile, construction navale) et terminant par la haute technologie, en s'emparant de parts importantes du marché mondial pour les composants d'ordinateur durant les années 90.

Le succès économique des années Park chung-hee ne peut évidemment pas être dissocié de ses méthodes autoritaires ou de la conjoncture internationale de l'époque (deux réalités largement ignorées aujourd'hui dans les discussions au sujet des problèmes économiques croissants en Corée du Sud; la victoire, en décembre 2007, de la droite dure aux élections présidentielles a donné une aura nostalgique, teintée de rose, à la dictature de Park chung-hee). Non seulement l'économie sud-coréenne a tiré profit de sa place privilégiée dans la stratégie géopolitique américaine durant la guerre froide, mais elle chevaucha également la vague croissante d'investissements industriels qui, démarrant vers 1965, commença à rechercher des débouchés en dehors de l'Amérique du Nord et de l'Europe. Les revenus des Coréens à l'étranger jouèrent également un rôle significatif, car les soldats sud-coréens rapatrièrent des millions de dollars durant la guerre du Vietnam et des dizaines de milliers d'ouvriers sud-coréens allèrent au Moyen-Orient travailler sur des chantiers de construction, au cours du boom pétrolier qui eut lieu après 1973.

Étant donné la centralité de l'industrie légère pendant la période de «décollage» des années 60, ce n'est donc pas par hasard que la renaissance du mouvement ouvrier sud-coréen se produisit dans l'industrie textile, ni qu'elle se déroula parmi les travailleuses, puisque la main-d'œuvre était majoritairement composée de jeunes femmes.

Le 13 novembre 1970 marque la naissance symbolique du mouvement ouvrier sud-coréen contemporain. Ce jour-là, Jeon Tae-il, un jeune ouvrier du textile, s'immola au cours d'une petite manifestation dans l'une des zones industrielles de Séoul qui regroupent des *sweatshops* (entreprises où les syndicats sont, de fait, interdits et les ouvriers surexploités). Jeon avait auparavant essayé toutes les démarches légales possibles pour obtenir réparation, mais en vain.

Le mouvement des années 70 fut caractérisé par un nombre croissant de grèves menées, dans les conditions les plus difficiles, par des ouvrières du textile. Les revendications étaient simples et claires; elles concernaient la longueur inhumaine des journées de travail, les bas salaires, l'autoritarisme des chefs et le fait que les femmes étaient obligées de vivre dans des dortoirs. Elles étaient généralement recrutées directement dans les campagnes et les bidonvilles qui fleurissaient autour de Séoul et d'autres villes. Les grèves furent presque toujours brutalement réprimées par les gardiens d'usines, la police, les soldats et des nervis recrutés dans les bas-fonds. La lutte pour la création d'un syndicat démocratique à l'usine de la société textile Dongil à Incheon, entre 1972 et 1976, fut exemplaire à cet égard.

C'est également durant les années 70 que des groupes religieux (principalement chrétiens) et des étudiants radicaux (les «hakchul», «venant de l'université») commencèrent à nouer des liens avec le

mouvement ouvrier. Les groupes religieux étaient inspirés par la théologie de libération catholique et des doctrines sociales protestantes similaires. Les groupes religieux et les étudiants radicaux créèrent des écoles du soir pour les ouvriers et ouvrières du textile, pour leur apprendre à lire et écrire, leur enseigner des rudiments de secrétariat et aussi leurs droits fondamentaux en tant que salariés.

Les années 70 virent aussi éclore le mouvement *minjung* (imprégné par la culture populaire), étroitement lié au mouvement religieux et au mouvement hakchul. Né dans la classe moyenne, le mouvement *minjung* pénétra la culture populaire, qui subissait une érosion rapide sous l'impact de la modernisation de la Corée à marche forcée. Il essaya d'utiliser cette culture populaire afin de créer une «contre-culture de lutte». À cette fin, il utilisa la musique et les danses du chamanisme coréen et des traditions paysannes rurales: il réussit ainsi à consolider la détermination collective des travailleurs pour lutter contre tous les mauvais coups et la répression. Encore aujourd'hui, les chansons, comme chez les IWW américains, demeurent une tradition importante du mouvement ouvrier coréen: lors des manifestations et des grèves, les travailleurs chantent des dizaines de chansons que tout le monde connaît par cœur.

Le mouvement coréen des années 70 – que ce soit le mouvement ouvrier ou les mouvements *hakchul*, *minjung* ou religieux – ne dépassa pas le cadre de l'idéologie démocratique libérale et eut tendance à regarder avec sympathie les États-Unis qu'il considérait comme une force qui orienterait la dictature coréenne vers la démocratie. Tout cela changea avec le soulèvement de Kwangju et le massacre qui s'ensuivit en mai 1980.

Historiquement, la Corée a toujours été un pays caractérisé par des fidélités régionales intenses, et ce phénomène a persisté à l'ère du capitalisme moderne. La province de Cholla, dans le sud-ouest, était traditionnellement une région agricole arriérée. Park chung-hee, quant à lui, était originaire de Gyeongsang, une province du sud-est, et sa politique économique favorisa surtout cette région, donnant naissance à des centres industriels importants (Ulsan, Pohang, et Pusan). Les habitants de la province de Cholla étaient mécontents d'être tenus à l'écart par le pouvoir.

En 1979, des manifestations de masse balayèrent le pays, exigeant l'instauration de la démocratie. Les ouvriers prirent la tête de plusieurs manifestations. En octobre 1979, Park chung-hee fut assassiné par le chef des services de renseignements coréens (la KCIA), qui prétendit que cela s'était produit à l'issue d'une discussion concernant la façon de contenir et réprimer les manifestations en cours.



### III – Le soulèvement de Kwangju et le tournant vers le «marxisme-léninisme»

Une brève ouverture démocratique, semblable à celle de 1960, eut lieu, mais Park chung-hee fut remplacé par un autre dictateur militaire, Chun Doo Hwan. En mai 1980, l'armée tira sur une

manifestation à Kwangju, la plus grande ville dans la province de Cholla. Il s'ensuivit un soulèvement durant lequel la population de Kwangju prit le contrôle de la ville, dévalisa une armurerie militaire, et combattit pendant onze jours les forces de répression, y compris une unité d'élite venue spécialement de la zone frontrière (DMZ) avec la Corée du Nord. Au total, on estime qu'il y eut environ 2 000 morts des deux côtés (la plupart d'entre eux évidemment au moment de la répression de la révolte) à Kwangju.

Kwangju fut coupée du reste du pays et la censure empêcha toute information de filtrer. (Draconienne, la «loi sur la sécurité nationale», adoptée en 1948 et toujours en vigueur aujourd'hui, interdisait, sous peine de graves condamnations, de discuter publiquement du soulèvement de Kwangju jusqu'au milieu des années 90.) On croit cependant que le gouvernement des États-Unis (qui venait de subir le renversement du Shah d'Iran en 1979 et se trouvait au milieu de la crise des otages à Téhéran) décida qu'il ne voulait plus assister à des mouvements radicaux de masse contre des dictateurs amis des États-Unis. Il a donc peut-être été profondément impliqué dans la décision d'écraser violemment le mouvement (hypothèse considérablement renforcée par la récente publication de documents concernant les rapports entre les deux gouvernements pendant la crise de 1980).

À partir de ce moment-là, le mouvement coréen se détacha rapidement des idéologies libérales démocratiques et religieuses des années 70 et prit une orientation plus radicale, essentiellement vers une révolution à la sauce «marxiste-léniniste».

Ce tournant idéologique montre l'importance de toute la période précédente qui fut marqué par:

la discontinuité pratiquement totale avec la gauche qui avait émergé après l'effondrement de l'occupation japonaise en 1945, gauche qui fut détruite par la répression du gouvernement coréen et de l'armée américaine entre 1945 et 1953;

les décennies de dictature après la guerre de Corée qui avaient stigmatisé toute critique sociale comme étant inspirée par la Corée du Nord;

l'isolement de la Corée du Sud par rapport aux mouvements internationaux et à la fermentation politique des années 60 et suivantes.

(Quand les étudiants coréens rejoignirent les groupes clandestins d'opposition dans les années 70 et 80, une de leurs premières tâches fut souvent d'apprendre le japonais, afin de lire tous les livres politiques – et particulièrement marxistes – qui ne pouvaient pas être édités en Corée. Par conséquent les Coréens du Sud ne connurent ni la longue érosion du stalinisme qui dura plusieurs décennies en Europe et aux États-Unis, ni l'impact de 1968 et de la Nouvelle Gauche occidentale, ni la critique radicale du léninisme, ni la redécouverte de Hegel et des écrits de Marx durant les années 1840. Ils ignorèrent tout cela, ou alors ils en prirent connaissance de façon

très déformée. Au début des années 80, la police arrêta les membres d'un groupe d'étude clandestin qui souhaitaient lire en allemand les écrits de Lukacs et de Hegel sur l'esthétique; ils furent condamnés à six mois de prison.)

C'est pourquoi la radicalisation du mouvement coréen, après l'écrasement de l'insurrection de Kwangju, suivit presque toujours une orientation profondément stalinienne, qu'elle se dise «marxiste-léniniste», prosoviétique, prochinoise ou pro-Corée du Nord. Trotsky était très peu connu jusqu'à la fin des années 80, et les critiques de gauche de Trotsky encore plus ignorées.

Certains des groupes marxistes-léninistes qui émergèrent dans les années 80 sont à l'origine des deux tendances principales du mouvement ouvrier coréen actuel (dans la KCTU et dans le Parti travailliste démocratique coréen ou KDLP). Il s'agit:

- d'un côté, de la tendance «libération nationale», favorable à la Corée du Nord: on les appelle les «NL», ou «juche-istes», en raison de la doctrine nord-coréenne du «juche» ou «autosuffisance»;

- et, de l'autre, de la tendance «Démocratie du peuple» (ou PD) qui est en fait proche de la social-démocratie.

Durant la préparation de l'élection présidentielle de décembre 2007, les «Juche-istes» s'emparèrent de l'appareil du KDLP, et purgèrent une partie des membres de «Démocratie du peuple». (Il faut également noter que ces deux courants sont implantés principalement dans les syndicats de cols blancs, tels ceux des banques, des professeurs et d'autres fonctionnaires, tandis que la plupart des cols bleus ne s'intéressent à aucune de ces deux tendances. Sous la direction du courant NL, le KDLP a perdu des voix dans tout le pays, puisque, entre les élections de 2002 et celles de 2007, il est passé de 5 à 3 % à l'échelle nationale, et qu'à Ulsan, le bastion de la classe ouvrière coréenne, son score a chuté de 11 à 8 %.)

Le nationalisme est endémique en Corée, y compris dans le mouvement ouvrier. Cela est dû aux siècles de domination étrangère (chinoise, japonaise, puis américaine) qu'a subis le pays, à la division de la Corée après 1945, et à sa position géopolitique au «carrefour» des sphères d'influence chinoise, japonaise, russe et américaine.

L'hégémonie sur la péninsule coréenne, ou dans cette région, a été l'objectif des intrusions étrangères pendant des siècles, et plus récemment, de la guerre sino-japonaise de 1895, russo-japonaise de 1904-1905, et enfin de la guerre de Corée. «Quand les baleines se battent, les vairons s'enfuient pour se mettre à l'abri» – ce vieux proverbe coréen exprime bien cette réalité. Pendant 35 ans (de 1910 à 1945) la domination coloniale japonaise tenta d'éliminer presque entièrement la culture coréenne, ce qui ne fit que renforcer cette tendance nationaliste. Enfin, les mythes sur l'homogénéité ethnique, promus par les manuels d'histoire remplis de mythes populistes ou, plus récemment, les téléfilms historiques au sujet de la grandeur coréenne passée, ont joué aussi leur rôle. (La Corée du Nord a

propagé, elle aussi, une version différente de ce nationalisme, et bien plus virulente.) Dans ce contexte, même les événements sportifs, comme les Jeux Olympiques de Séoul en 1988 ou les succès de l'équipe coréenne en 2002 lors de la demi-finale de la coupe du monde de football, deviennent des événements qui contribuent à forger l'identité nationale.

Pour les mêmes raisons géopolitiques, toute lutte de classe sérieuse en Corée du Sud prend immédiatement une dimension internationale.

Lors de la renaissance de la gauche et du mouvement social dans les années 70 et les années 80, personne ne remit donc en cause le nationalisme. Durant les années 80 un «marxisme» stalinisé écarta les orientations démocratiques libérales qui avaient dominé durant la période précédant l'insurrection de Kwangju. À travers leurs publications clandestines influentes, les groupes marxistes-léninistes importèrent surtout en Corée du Sud des variantes de la théorie léniniste de l'impérialisme, de la théorie du capitalisme de monopoles et des théories de la dépendance.

Durant les années 80, le mouvement *hakchul* s'implanta aussi dans les usines, exactement comme les «tournants ouvriers» et autres politiques d'«établissement» que prônèrent les petits bourgeois radicaux dans les pays occidentaux après 1968. À la crête du mouvement, des milliers d'ex-étudiants se firent embaucher en usine, et parfois menèrent des grèves importantes.

À la fin des années 80, la gauche et l'extrême gauche coréennes considéraient tout naturellement la Corée du Sud comme un pays «périphérique» du système impérial américain, qui ne pourrait être libéré que par le «socialisme» (au sens stalinien) et la réunification nationale avec le Nord. Elles avaient ainsi tendance à sous-estimer la profondeur du développement industriel coréen et surtout l'élasticité du système qui allait pouvoir accorder des augmentations de salaires significatives, dans un cadre capitaliste, après la révolte ouvrière des années 1987-1990. De telles théories furent renforcées par le fait que la Corée du Sud ne rattrapa, puis dépassa économiquement, la Corée du Nord qu'aux alentours de 1980.

La convergence de tous ces facteurs signifia que l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, coïncidant avec la diminution des luttes ouvrières après 1990, eut un impact psychologique bien plus fort sur les militants en Corée que n'importe où en Occident, où le prestige de l'Union soviétique avait commencé à s'effondrer à partir de 1956 au moins, en tout cas certainement après 1968. Le climat politique devint déjà particulièrement morose au printemps 1991, quand un étudiant de Séoul fut battu à mort par la police et que les candidats de la gauche démocratique furent écrasés lors des élections municipales de juin 1991. Tout cela contribua à créer un certain défaitisme et un sentiment de futilité de la lutte politique après des années de la mobilisation et de luttes. Il faut ajouter que l'économie



coréenne, qui avait connu une phase d'expansion dans la période 1986-88 et durant la première phase de la Grande Lutte des Travailleurs, connut de nouvelles difficultés à partir de 1990, difficultés dont elle n'a pas encore entièrement récupéré jusqu'ici.

Des phénomènes comparables se produisirent en Occident après la fin des années 70, lorsque des milliers de militants arrêtaient leurs activités politiques, décidèrent de ne plus se consacrer qu'à leur vie privée, tentèrent de poursuivre une carrière dans une des professions de la classe moyenne ou, dans les milieux universitaires, succombèrent à l'attrait du post-modernisme.

#### **IV - La politique nationale et la Grande Lutte des Travailleurs (1987-1990)**

Il nous faut également évoquer le contexte politique qui sous-tend le cours de la lutte de classe.

À partir des années 80, les luttes ouvrières pour des syndicats démocratiques passèrent (tout comme l'économie coréenne elle-même) de l'industrie légère à l'industrie lourde. La dictature militaire de Chun Doo Hwan, qui succéda à celle de Park chung-hee, fut obligée de relâcher son contrôle sur la société au milieu des années 80, sous la pression croissante de l'opposition démocratique au cours de la préparation des Jeux olympiques panasiatiques (en 1986) et des Jeux olympiques de Séoul (en 1988). En particulier, le gouvernement dut lâcher une «déclaration sur la démocratisation» en juin 1987, face à la menace que la classe ouvrière s'associe aux protestations en faveur de la démocratie. Et cette déclaration déclencha immédiatement la Grande Lutte des Travailleurs durant l'été 1987. Pour la première fois, le mouvement passa de la région de Séoul-Inchon aux nouvelles zones industrielles méridionales d'Ulsan, Masan et Changwon. En tout, il y eut plus de 3 000 grèves en 1987, qui obtinrent le droit de créer des sections syndicales, de 25 à 30 % d'augmentation de salaire, et l'abolition de la discipline militaire, particulièrement détestée dans les usines: les patrons imposaient aux ouvriers de porter des cheveux courts, de faire de la gym tous les matins, etc. À Ulsan, la ville de la société Hyundai, on assista à des mobilisations massives et à des combats de rues qui durèrent jusqu'en 1990.

La grève de 128 jours (décembre 1988-avril 1989) chez Hyundai Heavy Industries (HHI) se termina par une attaque militaire coordonnée contre le chantier naval de Hyundai, occupé par les travailleurs. Le gouvernement lâcha contre eux 9 000 soldats et policiers, au cours d'une offensive terrestre, maritime et aérienne. Il s'ensuivit dix jours de combats de rues (mobilisant les ouvriers mais aussi leurs épouses et leurs enfants) dans les quartiers ouvriers d'Ulsan. Cette lutte fut suivie en 1990 par la grève de Goliath, encore à Hyundai Heavy Industries, conflit qui se termina par une défaite

amère. (En réponse à ces luttes, Hyundai construisit de nombreux immeubles de grande hauteur pour y loger ses ouvriers.)

#### V - 1990-1997: déclin des luttes et reflux du mouvement

Le reflux des luttes offensives de masse de la période 1987-1990, et l'atmosphère générale de défaite qui s'ensuivit ouvrirent une nouvelle phase dans les organisations ouvrières coréennes. Les augmentations de salaires obtenues à la fin des années 80 renforçèrent brièvement l'illusion de la possibilité d'une cohabitation entre le Capital et le Travail, et renforçèrent donc les courants réformistes.

En particulier, au sein de la Confédération nationale des syndicats (ChoNoHyop), la tendance de droite et ouvertement réformiste (dite NL, pour la libération nationale, et favorable à la Corée du Nord) commença à prendre le dessus sur la tendance radicale affaiblie. (En coréen, la tendance NL s'appelle Kukminpa, ce qui signifie littéralement «Les Travailleurs unis avec la Nation»). Cette tendance a toujours courtisé les bureaucrates et les politiciens. Comme nous l'avons dit précédemment, le gouvernement persécuta les meilleurs militants de la NCTU et soutint les réformistes, ce qui détruisit la NCTU en 1995 et conduisit au regroupement des syndicats dans la KCTU sous la direction de son aile droite. (En effet, à la fondation de la NCTU en janvier 1990, la plupart de ses dirigeants étaient en prison ou dans la clandestinité.) La longue expérience de la dictature et du clientélisme poussa également une partie des ouvriers à accueillir favorablement la démocratie bourgeoise et le néo-libéralisme.

Cependant Ulsan resta un centre de fermentation sociale intense et, en juin 1991, quand Park Chang Su, un dirigeant syndical, fut tué en prison, 20 000 ouvriers de Hyundai Heavy Industries et 30 000 ouvriers de Hyundai Motor Company attaquèrent la mairie d'Ulsan, et leur lutte dura finalement un mois.

En 1992, la Corée du Sud adhéra à l'Organisation internationale du travail (l'OIT), à peu près au même moment où les capitalistes se concertaient pour attaquer leurs gains salariaux. À cette période, les travailleurs du secteur public, qui touchaient de bas salaires, commencèrent à s'organiser, les travailleurs des Télécoms de Corée (KT) étant les plus militants. Même si leurs luttes tendaient à être principalement centrées sur la question des salaires, ils se battaient aussi pour davantage de démocratie dans les entreprises.

En 1993-1994, la discussion fit rage dans le mouvement à propos des perspectives, y compris le besoin de lancer des grèves politiques. Les courants les plus radicaux voulaient transformer les syndicats d'entreprises (les plus répandus à ce jour) en syndicats de branches, et créer une confédération. Tandis que la NCTU déclinait encore sous les coups de la répression et les magouilles de la tendance NL, la voie était ouverte pour la création de la KCTU, qui fut formellement fondée en novembre 1995, même si elle ne fut pas légalisée avant que

n'éclate la crise du FMI.

Quelques grèves réussies eurent lieu en 1995-96, notamment une grève chez KT (les Télécoms de Corée), qui obtint des augmentations de salaires importantes. En raison de grèves comme celles-ci, les salaires des ouvriers tendaient à dépasser ceux des fonctionnaires. En même temps, les employeurs coréens décidèrent d'abandonner progressivement le modèle des *chaebol* pour profiter des avantages de la mondialisation. Les deux camps s'échauffaient en vue de l'affrontement à propos de la loi sur la précarisation du travail, affrontement qui allait se produire en 1996-1997.

À l'automne 1996, la mobilisation de la base et la préparation de la grève générale s'accrochèrent. Sous cette pression, la KCTU dut se retirer des discussions pour la création de l'infâme Commission tripartite (Etat-Travail-Capital) qui sera lancée au milieu de la crise du FMI, au printemps 1998. La base des syndicats commença à rejeter de plus en plus la tendance NL.

Les militants les plus radicaux décidèrent de créer des «*hyung-jang jojik*». Ces structures de base essayèrent de combattre la dégénérescence des syndicats et de la KCTU à l'aide d'une organisation alternative, qui n'était pas «extérieure» aux syndicats mais un contre-pouvoir interne ayant en même temps des liens «horizontaux» avec les militants d'autres syndicats, pour lutter contre les tendances corporatistes fondées sur le patriotisme d'entreprise. Les *hyung-jang jojik* ont eu de l'influence pendant une quinzaine d'années, de 1990 à 2005. Dans différentes circonstances, les *hyung-jang jojik* réussirent à prendre le pouvoir dans des syndicats importants, à la suite de quoi ils se bureaucratisèrent le plus souvent; au cours des dernières années, ils sont devenus la proie de divers groupes qui cherchaient un moyen discret d'influencer les syndicats, et ils se sont finalement effondrés. Mais durant leur meilleure période, dans une situation généralement défensive, ils ont préservé une certaine continuité avec la poussée radicale de la période 1987-1990.

## **VI - La grève générale et la crise du FMI, 1997-1998**

Juste après Noël 1996, le gouvernement coréen de Kim Jung-sam, au cours d'une session spéciale de nuit et en l'absence des députés de l'opposition, fit adopter la première d'une série de lois sur la précarisation du travail destinées à faire pénétrer l'économie sud-coréenne dans l'ère de la «mondialisation», à faciliter les licenciements pour les employeurs, et à introduire des contrats temporaires (différenciés selon le statut). Les employeurs avaient régulièrement rogné les conquêtes des travailleurs acquises à la fin des années 80, et l'économie s'affaiblit davantage durant l'année 1996 avec des faillites de plus en plus nombreuses, mais ce fut la première confrontation directe avec la nouvelle puissance de la classe ouvrière.

Sous l'intense pression de la base, la KCTU, fermement contrôlée

par l'aile droite qui avait battu et détruit la NCTU, appela à une grève générale immédiate qui fut largement suivie. Même la FKTU, syndicat conservateur, jaune, perpétuant l'esprit de la guerre froide, rejoignit le mouvement. Les cols blancs se mirent en grève eux aussi, et, à l'apogée de la lutte, trois millions de travailleurs firent grève. (Le gouvernement retira la législation initiale, mais une loi pratiquement identique fut adoptée en mars 1997, sans réaction significative de la KCTU.) À nouveau, l'expérience historique de la classe ouvrière coréenne et la nouveauté des mesures de précarisation donnèrent à la grève une tonalité plus «antifasciste» qu'anti-néolibérale. La KCTU fit tout ce qui était en son pouvoir pour éviter une confrontation avec le gouvernement, et démobiliser les travailleurs partout où elle le put. La base, quant à elle, fit preuve d'une grande spontanéité, comme chez Hyundai et à la Kia Motor Company. On raconte que la KCTU se réunit secrètement avec les patrons pour leur assurer qu'ils contrôlaient la grève et que celle-ci faiblissait. Ils lancèrent la tactique inefficace de la «grève du mercredi», proposition répétée à plusieurs reprises au cours des années suivantes. La grève générale s'arrêta à la fin janvier, sans avoir rien résolu.

À la suite de la grève générale, le Parti travailliste démocratique coréen (KDLP, ou Minju Nodong TanG) fut fondé au printemps 1997, avec les mêmes éléments de droite qui dominaient la majorité de la KCTU. L'échec de la grève de janvier 1997, cependant, fut à son tour éclipsé par la dévastation de l'économie coréenne pendant la crise financière asiatique de 1997-1998.

La crise commença en Thaïlande, en juillet 1997, par l'effondrement de la devise thaïlandaise, puis elle frappa une bonne partie de l'Asie au cours des mois suivants, alors tous les pays qui avaient défendu «la liberté du commerce», et par conséquent allégé les contrôles sur les mouvements de capitaux, connurent une fuite massive des capitaux et l'effondrement de leur devise. La Thaïlande, l'Indonésie et la Corée furent les plus touchées. Le won coréen chuta de 40 % en novembre 1997, tandis que le gouvernement de Kim Jung Sam était renfloué par le FMI qui promit de lui verser 57 milliards de dollars. Les quatre candidats aux élections présidentielles de décembre 1997 durent tous s'engager par écrit à respecter l'accord avec le FMI, sinon la Corée ne pourrait pas recevoir l'argent.

Ainsi Kim Dae Jong, représentant de l'opposition démocratique, qui fut finalement élu président de la Corée après une très longue traversée du désert, dut consacrer son mandat à faire appliquer le paquet de mesures draconiennes prônées par le FMI: licenciements, coupes dans le budget des services publics, dérégulation, rachat des industries coréennes et des banques par des sociétés étrangères, et précarisation du travail. La démocratie coréenne, tout comme le mouvement ouvrier coréen avant elle, triompha au moment même où la réalisation de ses promesses antérieures était devenue impossible, et son triomphe servit à cacher l'application d'un programme

économique et social extrêmement dur. Les faillites se succédèrent en cascade et les suicides augmentèrent en flèche. Le FMI exigea au début que les banques coréennes congédient 50 % de leur personnel (le chiffre fut ensuite abaissé à 30 %) et que l'Etat fasse de même pour ses fonctionnaires. Le taux de chômage tripla en moins de deux ans, et des millions de gens retombèrent à nouveau dans la pauvreté.

Dans cette situation, Kim Dae Jong et la KCTU jouèrent chacun leur rôle, fixé à l'avance. Kim poussa la direction de la KCTU à signer les accords tripartites de février 1998, donc à approuver les licenciements de masse présentés comme des mesures d'urgence indispensables. La base de la KCTU se révolta contre cette capitulation abjecte et chassa la direction qui avait conclu et signé les accords. Quelques grèves importantes éclatèrent contre des licenciements en 1998, comme à la Hyundai Motor Company (HMC), mais les nouveaux dirigeants de la KCTU furent emprisonnés et les grèves se terminèrent généralement par des défaites.

Pendant la crise du FMI, beaucoup de petites usines furent liquidées, y compris celles regroupant des travailleurs particulièrement militants depuis la vague de grèves de la fin des années 80 et qui auparavant sympathisaient avec la NCTU. Pour la première fois, en accord avec les exigences du FMI, la «main-d'œuvre occasionnelle» devint un phénomène important au sein de la classe ouvrière coréenne. Une grève éclata contre la vente des actions des Télécoms de Corée (KT) aux investisseurs de Wall Street, par exemple. Cette grève montra le fossé croissant qui se formait entre la «main-d'œuvre régulière» et la «main-d'œuvre occasionnelle». Non seulement les travailleurs fixes, plus âgés, touchaient un salaire plus élevé et travaillaient moins que les jeunes en CDD, mais ils n'avaient pas, ou manquaient, de connaissances informatiques, ce qui créait chez eux un sentiment d'insécurité croissante au travail. Les chefs des syndicats employaient un langage radical mais ne faisaient rien. Finalement, les travailleurs fixes et précaires firent grève, mais pas en même temps. La grève des Télécoms de Corée (KT) se termina par le renvoi de 10 000 salariés précaires.

L'accord de février 1998 entre Kim Dae Jong et la direction de droite de la KCTU concernant les licenciements de masse provoqua une révolte de la base de la KCTU, et toute la direction fut chassée après que des militants ouvriers, armés avec barres de fer, eurent occupé le siège du syndicat.

Une nouvelle direction de gauche s'installa à la tête du syndicat et essaya de relancer une grève générale contre la nouvelle loi du travail en mai, juin et juillet 1998, mais en vain. La vieille direction conserva le pouvoir dans les syndicats de l'industrie lourde, et s'opposa à toute action militante. Entre juin et août 1998, une grève de 28 jours eut lieu à la Hyundai Motor Company, qui se termina par le licenciements de 10 000 travailleurs fixes. En l'espace de deux ans,

10000 ouvriers précaires furent embauchés pour faire leur boulot. Les Télécoms coréens et diverses banques licencièrent aussi une partie de leur personnel fixe et le remplacèrent par des salariés précaires.

### **VII – Après 1998: le conflit entre travailleurs «fixes» et «précaires» devient une question centrale pour le mouvement ouvrier coréen**

À partir de la crise du FMI, la question de la «main-d'œuvre occasionnelle» a pris de plus en plus de place au sein du mouvement ouvrier coréen, ainsi que l'antagonisme entre travailleurs fixes et précaires, les salariés fixes voyant les salariés précaires comme un danger pour leur emploi. (En l'an 2000, un syndicat national des salariés précaires a été fondé, et cette confédération compte maintenant plus de 50 000 membres.)

Dès 1999, une grève nationale de 32 jours de 4 000 tuteurs des écoles Jaenung (les «*hakwon*», ou cours privés du soir) leur permit d'acquiescer le droit de mener des négociations collectives. Le gouvernement avait nié leur statut de salariés, les considérant comme des «entrepreneurs indépendants». La grève fut importante parce qu'elle prouva que les travailleurs précaires pouvaient s'organiser, contre la résistance de l'Etat et des employeurs.

En 2000-2002, une grève dura 517 jours chez Télécoms de Corée (KT). Au lendemain de la défaite, le syndicat des travailleurs précaires de KT fut dissous. Les travailleurs fixes de KT étaient généralement hostiles aux travailleurs précaires. Après la grève, les Télécoms de Corée embauchèrent des gens en tant que «salariés à contrat indirect», c'est-à-dire ayant un statut d'intérimaires. En 2002, 49 % des actions des Télécoms de Corée (KT) furent vendus à des investisseurs américains, et on distribua des indemnités substantielles de licenciement aux travailleurs licenciés ainsi que des actions aux salariés fixes.

En 2000-2001, une grève dura plus d'un mois dans une usine de climatiseurs, et fut trahie par les travailleurs fixes, pour contrecarrer l'action des militants des syndicats de salariés précaires.

En 2000, cependant, les salariés du Lotte Hotel fournirent un contre-exemple: ils prouvèrent qu'un syndicat de travailleurs fixes pouvait, dans certaines circonstances, organiser les salariés précaires. Après que les propriétaires d'hôtel eurent mené une violente répression et que les grévistes eurent été emprisonnés, l'hôtel accepta de régulariser les précaires sur une période de deux ans.

Pendant ces mêmes années, cependant, le KDLP vira à droite, et la domination de la ligne du courant NL, orientée vers les bureaucrates de la KCTU et les politiciens du KDLP, empêcha l'organisation des travailleurs précaires. (En 2004, la KCTU aida même un P-DG de Hyundai à mener sa campagne électorale en tant que candidat indépendant.) La KCTU défendait une politique néolibérale qui

imposait l'externalisation.

En 2003, par exemple, les conducteurs de camions de Pusan déclenchèrent une grève avec succès, mais le gouvernement, les patrons, la KCTU et le KDLP la sabotèrent. La même année, une grande grève éclata à la raffinerie LG Caltex (aujourd'hui GS Caltex), mais la KCTU ne fit rien pour aider les grévistes.

En 2005, 10 000 travailleurs précaires du pétrole et de la chimie à Ulsan luttèrent pendant 83 jours à propos de leurs conditions de travail. La structure d'embauche compliquée imposée par les lois du travail et la stratégie des entreprises affaiblirent la grève. Un «Comité pour la région d'Ulsan» fut créé pour régler le conflit, y compris des capitalistes, des P-DG, des patrons de PME, des ONG, et la section d'Ulsan de la KCTU. L'accord se limita à la reconnaissance du syndicat. Les ouvriers retournèrent au travail pendant les six mois que durèrent les «discussions» au sein du comité, et celles-ci n'aboutirent à rien. Les grévistes reprirent le travail suite aux concessions accordées par les PME, mais lorsque la KCTU et le KDLP se retirèrent de la scène, aucune clause de l'accord ne fut jamais appliquée.

Au cours de l'été 2005, une bataille éclata de nouveau chez Hyundai Motor Company, à Ulsan, à propos de la précarisation. Un travailleur s'immola en signe de protestation, mais le syndicat refusa de lier sa mort à la situation dans l'usine. Les travailleurs précaires essayèrent d'arrêter la chaîne, mais les salariés fixes refusèrent de collaborer à leur action. Les cadres de l'entreprise et les jaunes remirent la chaîne en marche tandis que les ouvriers fixes refusaient d'agir. Tous les travailleurs précaires impliqués dans la lutte furent licenciés.

En juin 2006, le syndicat des métallos vota pour former un syndicat de branche afin de tenter de surmonter la fragmentation des ouvriers entre une multitude de filiales secondaires ayant chacune des contrats différents, mais HMC négocie toujours avec le syndicat-maison de HMC. Beaucoup d'ouvriers militants s'opposèrent à la création d'un syndicat de branche en raison de son programme corporatiste.

Plus tard, cet été-là, les travailleurs précaires de la construction des gigantesques usines sidérurgiques de POSCO à Pohang déclenchèrent une grève sauvage et furent battus. En août 2007, les ouvriers précaires de la Kia Motor Company entamèrent une grève sauvage et occupèrent une partie de l'usine, où ils furent physiquement attaqués par les travailleurs fixes de Kia et forcés à reprendre le travail.

### **VIII - La grève d'E-Land éclaire l'horizon social**

La grève d'E-Land qui se poursuit à l'heure où nous écrivons (6 janvier 2008) est la lutte la plus récente et, par certains côtés, la plus importante de toutes celles qui ont placé les travailleurs précaires au

centre et sur le devant de la scène sociale sud-coréenne.

En novembre 2006, le gouvernement coréen fit adopter la plus récente d'une série de mesures sur le travail précaire, qu'il appela, dans un style bien orwellien, la «loi pour la protection de la main-d'œuvre occasionnelle». Elle a été conçue pour créer l'illusion que le pouvoir «faisait quelque chose» à propos d'un problème affectant maintenant plus de 60 % de la population active sud-coréenne. La loi stipule, qu'au bout de deux ans dans la même entreprise, tous les salariés précaires acquièrent automatiquement le statut de travailleurs fixes. La loi entra en application sept mois plus tard, le 1<sup>er</sup> juillet 2007, mais ses énormes lacunes offraient la possibilité aux employeurs de congédier leurs salariés précaires avant la date-limite des 2 années de présence dans l'entreprise. Quelques sociétés se sont conformées à la loi, mais de nombreuses autres ne l'ont pas fait et ont licencié leurs travailleurs précaires en juin 2007. La situation a été mise le plus clairement en évidence dans deux chaînes de grands magasins E-Land et, en second plan, New Core.

E-Land a commencé comme une petite affaire de famille, sous la férule d'un propriétaire chrétien fondamentaliste, et est désormais une société qui fait 58 milliards de dollars de chiffre d'affaires annuel avec 61 succursales dans le pays. Elle s'est emparée des magasins de la chaîne française Carrefour. Cette société impose des conditions de travail particulièrement dures. Elle embauche surtout des femmes avec des contrats précaires; celles-ci gagnent 800 dollars par mois pour des semaines de 40 heures, et sont souvent obligées de travailler 12 heures d'affilée sans même le droit (légal) de se rendre aux toilettes. De plus, la société fait pression sur tous ses employés, qu'ils soient chrétiens ou pas, pour qu'ils fréquentent la chapelle de l'entreprise. Le P-DG d'E-Land a versé 15 millions de dollars à son église en 2006. Juste avant que la nouvelle loi sur la précarisation entre en application, les sociétés E-Land et New Score ont licencié 1000 salariés qui travaillaient depuis suffisamment de temps pour acquérir le statut de travailleurs fixes.

Les salariés ont réagi immédiatement par une grève qui en est maintenant (en janvier 2008) à son septième mois, et ils tiennent toujours bon. Au début de la grève, partout en Corée du Sud, des milliers de travailleurs précaires d'autres branches sont venus pour aider à fermer les magasins d'E-Land. Sous la pression de cet important soutien des salariés, la KCTU est entrée dans le mouvement. Elle a déployé tout son arsenal pour étouffer la grève sous une rhétorique pseudo-radical, tout en détournant l'énergie de la base et des soutiens «extérieurs» vers des actions symboliques sans signification. Le 30 juin, cependant, 200 employés d'E-Land ont occupé une succursale à Séoul et l'ont fermée. Le 20 juillet, le gouvernement a réagi en envoyant 7 000 soldats, policiers et nervis embauchés par la société pour expulser et arrêter 200 personnes. Le gouvernement Noh Moon Yon, en pleine décrépitude (fortement



inpopulaire, il ne durera de toute façon que jusqu'en février 2008), a mis tout son prestige en jeu pour faire accepter la nouvelle loi. Mais il n'était pas le seul à comprendre l'importance de la grève. De nombreux grands *chaebols* ont aidé E-Land en lui prêtant des millions de dollars. La KCTU, pour sa part, promit de prêter des sommes importantes aux syndicats d'E-Land et de New Core quand leur caisse de grève serait vide, vers la fin de l'été 2007, puis elle revint sur son offre. La KCTU a constamment fait pression sur les syndicats-maison pour qu'ils acceptent de venir à la table des négociations tandis que la direction d'E-Land n'a pour le moment lâché aucune concession. A Pohang, en novembre, E-Land a même essayé d'ouvrir une nouvelle succursale avec seulement des employés précaires. 500 travailleurs d'E-Land et d'autres salariés précaires ont non seulement bloqué l'entrée du magasin, mais attaqué et désarmé les flics et les nervis qui le protégeaient. Des actions semblables, y compris des blocages et des occupations de magasins, se sont produites par intermittence tout au long de l'automne 2007.

Contrairement à beaucoup d'autres grèves précédentes autour de la question du travail précaire, ce qui est peut-être le plus remarquable dans la grève d'E-Land, c'est la large sympathie et l'appui dont bénéficie la grève parmi les salariés précaires qui vivent dans la même situation. Un boycott national a réussi, jusqu'au mois de décembre 2007, à réduire les ventes de 30 %, et même les médias, du moins dans les premières semaines, se sont montrés plutôt favorables à la grève. Que la grève d'E-Land permette – ou pas – aux grévistes de récupérer leur boulot, ce mouvement représente déjà une victoire pour le mouvement ouvrier dans son ensemble car désormais on ne peut plus ignorer le problème de la précarisation du travail en Corée du Sud.

**Loren Goldner**

### **Bibliographie**

Pour préparer cet article, j'ai appris bien davantage en discutant et collaborant avec des militants et des intellectuels coréens partisans de la lutte de classe qu'en lisant n'importe quel livre, à l'exception de *Korean Workers, The Culture and Politics of Class Formation* de Koo Hagen publié en 2001. Ce livre constitue l'unique ouvrage disponible dans une langue occidentale et qui offre une analyse complète de l'histoire de la classe ouvrière coréenne. J'ai, bien sûr, été considérablement limité par ma maîtrise insuffisante de la langue coréenne. La liste récapitulative ci-dessous rassemble les ouvrages que j'ai néanmoins trouvés utiles.

Bae, Kichan, *Korea at the Crossroads. The History and Future of East Asia*, Séoul, 2007

Brzezinski, Zbigniew, *The Grand Chessboard. American Primacy and Its Geostrategic Imperatives*, New York, 1997

Cho, Lee-Jay et al., (sous la direction de), *Institutional and Policy*

Reforms to Enhance Corporate Efficiency in Korea, Séoul, 2007

Cho, Lee-Jay et al. (sous la direction de), *Regulatory Reforms in the Age of Financial Consolidation*, Séoul, 2006

Cumings, Bruce, *The Origins of the Korean War*, vol. I: Princeton, 1981; vol. II: Princeton, 1990

Denis, M. et al., *Südkorea: Kein Land für friedliche Spiele*, Reinbek bei Hamburg, 1988

Graham, E., *Reforming Korea's Industrial Conglomerates*, Washington DC, 2003

Harris, N., *The End of the Third World*, London, 1986

Hart-Landsberg, M. et al. (sous la direction de), *Marxist Perspectives on South Korea in the Global Economy*, Hampshire (Grande-Bretagne), 2007

Hart-Landsberg, M., *The rush to development: economic change and political struggle in South Korea*, New York, 1993

Hwang, B-D., *Nachholende Industrialisierung und autoritärer Staat*, Berlin, 1989

Kang, Su-Dol, *Fordismus und Hyundaismus*, Francfort, 1995

Kim, San/Wales, N., *Song of Ariran*, New York, 1941

Kim, S./Shin, D.C., *Economic Crisis and Dual Transition in Korea*, Séoul, 2004

Kim, W./Kim, P.S., *Korean Public Administration*, Séoul, 1997

Jeju Development Institute/ East Asia Foundation, *Building a Northeast Asian Community*, vol. II, Séoul, 2006

Jeong, Seongjin et Shin, Jo-Yung, «Debates on the Economic Crisis within the Korean Left», in *Rethinking Marxism*, vol. II, n° 2, printemps 1999

Jomo, K.S., *Tigers in Trouble, Financial Governance, Liberalisation and Crises in East Asia*, London, 1998

Johnson, Chalmers, *Blowback*, 2000

Kim, Kyeong-won, *Post-Crisis Transformation of the Korean Economy, A Review from 1998 to 2002*, Séoul, 2003

Kirk, D./Choe, S.H., *Korea Witness*, Séoul, 2006

Kirk, Donald, *Korean Dynasty, Hyundai and chung Ju Yung*, Hong Kong, 2000

Koo, Hagen, *Korean Workers, The Culture and Politics of Class Formation*, Ithaca, 2001

Korean National Commission for UNESCO, *The Korean Economy: Reflections at the Millennium*, Séoul, 2001

Lee, B-H., *Verfassungs- und gesellschaftspolitische Konzeptionen und ihre Verwirklichung in der Dritten Republik Koreas (1963-1972)*

Jacobs, Norman, *The Korean Road to Modernization and Development.*, Urbana, 1985

Moon, C. et Steinberg, D., *Korea in Transition, Three Years under the Kim Dae-Jung Government*, Séoul, 2002

Ogle, G., *South Korea: Dissent Within the Economic Miracle*, Londres, 1990

Park, Min-na, *Birth of Resistance, Stories of Eight Women Worker Activists*, Séoul, 2005

Scalapino, R. et Lee, Chong-sik, *Communism in Korea*, vol. I. Berkeley, 1972

Sun, Hak Tae, *The Political Economy of Democratic Consolidation. Dynamic Labour Politics in South Korea*, Kwangju, 2002

Socialist Political Alliance, *Marx/ Revolution, Papers of the SPA International Conference in Seoul and Ulsan*, octobre 2006, Séoul

Suh, D-S., *The Korean Communist Movement, 1918-1948*, Princeton, 1967

West, J., *A Critical Discourse on Korean Law and Economy*, Pusan, 2002

Woronoff, J., *Asia's "Miracle" Economies*, Séoul, 1986

## ***Glossaire***

Cheonpyong: Conseil national des travailleurs à Choson; conseils ouvriers qui se sont emparés de l'industrie coréenne entre août et décembre 1945. Dissous par les forces d'occupation américaines.

Chun Doo-hwan; dictateur militaire sud-coréen entre 1980 et 1987.

Commission Tripartite: organisme corporatiste réunissant des représentants de l'État, du Capital et du travail, et qui s'inspire du modèle néerlandais et de son «Conseil économique et social» tripartite. Elle fut créée en 1998 pour donner au gouvernement sud-coréen une aura sociale-démocratique.

Crise du FMI (1997-98): une fuite massive de capitaux obligea la Corée du Sud à quémander au FMI un prêt de 57 milliards de dollars qui lui fut accordé avec des conditions draconiennes.

FKTU (Syndicats libres coréens): syndicat anticommuniste, de l'époque de la guerre froide. Contribua à réprimer les luttes des travailleurs sous la dictature et devint un syndicat conservateur de cols blancs après la transition à la démocratie.

Grande Lutte des Travailleurs (Nodongja Taetujeang): mouvement de grève qui toucha 3 000 entreprises durant l'été 1987.

Grand Parti national (Hanaratang, littéralement «parti pour une nation unie»): parti de la droite dure qui a gagné les élections présidentielles en décembre 2007; rassemble les nostalgiques du régime Park Chung-hee

Guerre de Corée (1950-1953): important affrontement de la guerre froide entre la Corée du Sud (soutenue par les Etats-Unis), et la Corée du Nord, soutenue par la Chine et l'Union soviétique.

Hakchul (littéralement «venant de l'université»): étudiants qui se firent embaucher en usine pour faire de l'agitation à la fin des années 70 et surtout dans les années 80.

HMC (Hyundai Motor Company): chantier naval au centre de

l'agitation ouvrière dans la ville d'Ulsan, ainsi que HHI (Hyundai Heavy Industry). En 1990, 9000 policiers et soldats menèrent une attaque aérienne, terrestre et maritime contre l'occupation par les travailleurs de l'entreprise.

hyung-jang jojik: organisation dans les ateliers, qui vise à contrebalancer celle des bureaucraties syndicales en entretenant des liens horizontaux avec les travailleurs des autres branches d'industrie (1990-2005).

IWW: Industrial Workers of the World) ou Wobblies. Syndicat révolutionnaire fondé en 1905 par des syndicalistes radicaux qui s'opposaient à la politique conservatrice et pro-patronale de l'American Federation of Labor. De 1905 à 1920 les IWW organisèrent des centaines de milliers d'ouvriers dans les mines, les usines et chez les paysans. Ils ne regroupèrent jamais plus de 150 000 membres à la fois mais près de 3 millions de personnes y appartinrent à un moment ou un autre. Leur but explicite était de renverser le capitalisme et beaucoup de ses membres sympathisèrent avec la révolution d'Octobre. Le gouvernement lança une répression féroce contre les IWW en 1917 et l'influence du syndicat baissa rapidement. Cette organisation, aujourd'hui anarcho-syndicaliste, existe encore, mais ne regroupe plus que quelques centaines de militants.

Jeon tae-il (1948-1970): jeune ouvrier textile qui s'immola par le feu et dont le sacrifice provoqua la renaissance du mouvement ouvrier sud-coréen en 1970.

KCTU (Minju Nochong): Confédération coréenne des syndicats. Fondée en 1995, légalisée en 1998; syndicat réformiste-corporatiste né sur les ruines de la NCTU.

KDLP (Parti travailliste démocratique coréen): parti social-démocrate fondé au printemps 1997. A obtenu 5 % des voix aux élections présidentielles de 2002, puis 3 % en 2007.

Kim Dae-jung: politicien démocrate-libéral, élu président de la Corée du Sud après des décennies de traversée du désert

KT (Télécoms de Corée): entreprise publique de télécommunications qui connut de nombreuses grèves entre 1994 et 2002.

Kwangju (insurrection de): soulèvement qui se produisit en mai 1980 dans la plus grande ville de la province de Cholla dans le sud-ouest du pays. Ecrasée par le gouvernement militaire de Chun Doo-hwan. On estime le bilan de la répression à environ 2 000 morts.

Lee Myung Bak: président de la Corée du Sud élu en décembre 2007; ancien PDG de Hyundai et ancien maire de Séoul.

minjung: mouvement culturel des années 70, inspiré par des chrétiens de gauche. Il puisa dans la culture coréenne populaire pour créer une nouvelle culture d'opposition dans le domaine de la musique, de la danse et des arts graphiques.

NCTU (ChoNoHyop): Confédération nationale des syndicats. Confédération démocratique radicale dans la période 1990-1994.

NL (Libération nationale) tendance favorable à la Corée du Nord majoritaire à la fois dans le syndicat KCTU et le parti KDLP.

Park Chung-hee: dictateur militaire de la Corée du Sud, 1961-1979. Assassiné par le chef des services secrets coréens (KCIA) en octobre 1979.

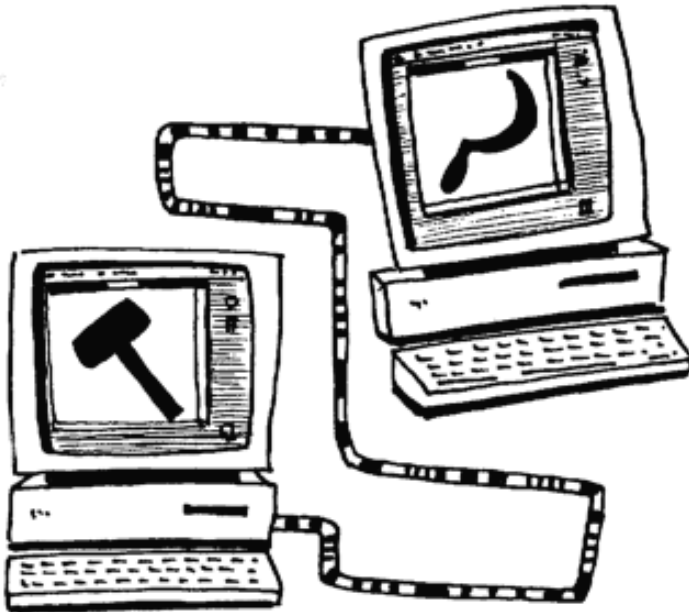
PD (Démocratie du peuple): tendance sociale-démocrate minoritaire dans le syndicat KCTU et le parti KDLP.

Se Maul (Nouveau Village): programme lancé sous la dictature de Park Chung-hee, au début des années 70. Il visait à moderniser l'agriculture et vider les campagnes pour accélérer l'industrialisation du pays.

Syngman Rhee: président de la Corée du Sud (1948-1960). Cette marionnette des États-Unis fut renversée par les émeutes étudiantes de 1960.

Ulsan: principale ville industrielle de Corée du Sud et lieu des plus intenses luttes de classe particulièrement en 1987-1990, mais aussi dans les années suivantes.

yangban: ce terme désigne la classe dirigeante du royaume de Corée durant la dernière dynastie (celle des Choson) entre 1390 et 1910, classe composée d'une caste de guerriers et de lettrés confucéens.



# Justice et démocratie

- *Discours de Jorge Altamira sur la demande d'invalidation de l'élection d'Elena Cruz au Parlement de Buenos Aires, le 18/9/2003*

Nous sommes très loin d'approuver toutes les positions défendues dans le texte ci-dessous, mais il nous a semblé utile de le publier car il nous paraît révélateur des problèmes et des difficultés qu'affronte l'extrême gauche quand elle décide d'assumer une présence – aussi critique soit-elle – au sein des institutions bourgeoises.

Et la question ne se pose pas seulement en Argentine mais aussi en France (puisque LO, la LCR et le PT se présenteront aux élections municipales de mars 2008), au Portugal, en Italie et au Brésil, pays où les trotskystes sont présents dans l'appareil municipal et/ou parlementaire.

En ce qui concerne plus particulièrement l'Amérique latine, le lecteur de ce numéro pourra confronter l'analyse de Jorge Altamira avec celle de Humberto Decarli à propos des mythes de l'«union civico-militaire» et du «nationalisme de gauche» qui ont cours sur ce continent. Notre opinion se trouve brièvement exposée à la fin de l'article et nous avons demandé à un sympathisant du Partido Obrero\* de réagir à notre critique. Un glossaire rédigé par nos soins (et revu par Marcelo N.) a été placé à la fin du texte, dans la mesure où l'auteur fait allusion à de nombreux événements ou individus probablement peu connus des lecteurs français (les astérisques renvoient au glossaire). Le contenu politique des notes et du glossaire n'engage que la revue et pas Jorge Altamira qui n'en a pas pris connaissance. (*Ni patrie ni frontières.*)

Jorge Altamira: Madame la présidente, je crois que, au cours des trois dernières années, il a été fait allusion à plusieurs reprises, sous une forme ou sous une autre, au thème que nous discutons aujourd'hui.

En ce qui me concerne, j'ai toujours soutenu la même position. Je suppose donc que la plupart des députés doivent déjà savoir quelle attitude je vais adopter durant ce débat.

Tout d'abord, je tiens à dire qu'il s'agit d'une position politique que moi et mon parti, le Partido Obrero, avons toujours défendue. Par conséquent c'est aussi celle de dizaines de camarades disparus, enlevés et torturés durant la dictature militaire. Si ces camarades morts, torturés et assassinés se trouvaient aujourd'hui sur les bancs de cette assemblée, ils tiendraient le même discours que celui que je vais vous tenir aujourd'hui.

**Crespo Campos (UCD): Madame la présidente, le discours que va prononcer le député Altamira me semble important. J'aimerais donc que, dans le cadre de son intervention, il m'aide à comprendre sa position: comment une personne qui répudie la démocratie peut-elle entrer dans une assemblée démocratique? Comment un individu qui se vante de restreindre les droits démocratiques peut-il appartenir à une telle assemblée? Comment quelqu'un qui ne croit pas à la démocratie peut-il prêter serment ici et jurer sur la démocratie? Connaissant le talent du député Altamira, j'aimerais, si possible, qu'il analyse ce problème.**

Jorge Altamira: Il n'en est pas question et je n'accepterai aucune interruption.

De toute façon, je tiens à préciser que, quels soient les propos qui se tiendront contre la démocratie – y compris ceux que je vais prononcer ici aujourd'hui –, jusqu'ici personne ne m'a encore accusé de limiter les droits démocratiques de qui que ce soit. Il n'en est pas de même de l'Union du centre démocratique qui a soutenu toutes les dictatures militaires [dans ce pays]. Si des partis comme l'UCD\* se permettent de donner des leçons de démocratie, alors ce débat va se transformer en une [vaste] farce.

Je veux aujourd'hui développer un point essentiel, d'autant plus que mon mandat [de député du Parlement de Buenos Aires] se termine en décembre et qu'il s'agit aujourd'hui d'une des rares occasions durant lesquelles cette opinion pourra être enregistrée. Comme vous le voyez, à quelque chose malheur est bon.

Pour préciser l'ensemble des idées que je vais développer, je veux commencer par vous rappeler qu'en 1986 le président Alfonsín\* a décrété l'état de siège en invoquant un complot de l'extrême droite. Une série d'attentats s'étaient produits contre des établissements scolaires.

Comme l'a reconnu le député Leopoldo Moreau à l'Assemblée nationale, le seul parti politique de ce pays qui se soit opposé au décret sur l'état de siège pris par le Président, alors que le Congrès fonctionnait parfaitement, le seul parti qui s'y est opposé a été le Partido Obrero, parti auquel j'appartiens.

Evidemment, les médias m'ont demandé comment je pouvais être hostile à l'état de siège, alors que cette mesure était justifiée pour contrer un complot de l'extrême droite. J'ai alors répondu: «Dans ce régime politique, il nous faut nous méfier de l'état de siège et des mesures répressives, parce qu'elles prétendent s'attaquer à l'extrême droite, mais en fait elles s'en prennent à la véritable cible, la gauche, les travailleurs et les révolutionnaires.»

Je ne me suis pas trompé. En mai 1989, Alfonsín a de nouveau décrété l'état de siège mais cette fois ceux qui se sont retrouvés en

prison, ce ne sont pas les gens d'extrême droite, mais le Comité national du Partido Obrero, et j'ai été scandaleusement emprisonné à la Casa Rosada.

Mon parti s'est donc montré très sage quand il s'est opposé à la violation des normes constitutionnelles qui interdisent au pouvoir exécutif de déclarer l'état de siège quand le Congrès national est réuni.

Nous avons aujourd'hui un problème semblable dans ce débat parce que nous discutons de l'incorporation à cette assemblée de Mme Elena Cruz à partir du tribunal de la démocratie. C'est-à-dire, au sein du tribunal d'un Etat qui se proclame démocratique et qui, comme n'importe quel Etat, et donc y compris le nôtre, est profondément répressif.

Ceux qui veulent invalider l'élection de Mme Cruz nous demandent aujourd'hui de voter en faveur d'un accroissement des pouvoirs répressifs d'un Etat organisé pour défendre une minorité d'exploiteurs contre une majorité de travailleurs. Il est évident que je ne voterai pas pour que cette assemblée augmente les pouvoirs répressifs de l'Etat. Parce qu'au cours de ce débat nous avons évoqué beaucoup de sujets, sauf le caractère de l'Etat.

Par exemple, dans cet Etat, les électeurs argentins ont-ils davantage de pouvoir que le Fonds monétaire international ? Non, si l'on en juge d'après la situation des retraités et des salariés de ce pays. Le FMI va toucher le paiement de sa dette; quant aux retraités et aux salariés qui constituent l'immense majorité de la population et qui ont le droit de vote, ils vont voir leurs revenus bloqués pendant une longue période parce que le gouvernement s'est engagé à payer la dette extérieure. L'Etat répond à cette structure sociale, à ces intérêts dominants.

Je ne voterai donc pas pour renforcer le pouvoir répressif de cet Etat. Vous avez discuté de nombreuses questions, mais aujourd'hui ce n'est pas le gouvernement Videla qui est au pouvoir, c'est un gouvernement qui doit négocier avec le FMI, et ce n'est pas Videla\*, mais ce gouvernement, tout comme le gouvernement antérieur, qui a dû négocier. Voici le juge, voici les normes que l'on veut nous imposer.

En général, le délit d'opinion a été instauré pour attaquer fondamentalement les opposants historiques d'un système social donné, ceux qui avancent la nécessité d'une transformation sociale.

On a évoqué ici la Loi de Défense de la Démocratie et la Loi de Protection de la Constitution. Mais ces lois ne sont pas dirigées contre les coups d'Etat. Les a-t-on appliquées à Patti\* et Rico\* ? Non. Mais, par contre, on a traîné en justice des militants du camp populaire en se servant de ces lois. Ces lois servent à préserver le système, et non à empêcher qu'un individu organise un putsch, car cet individu, le jour où il formera son gouvernement, sera soutenu par tous les secteurs qui se prétendent aujourd'hui démocratiques,



comme cela s'est produit le 24 mars 1976\*. Aujourd'hui tous les protagonistes se repentent de leur attitude parce que la nécessité d'une dictature ne se pose pas, mais à cette occasion la dictature a pu compter sur leur appui. Ont-ils tous oublié qu'au milieu du mois de février 1976 il y a eu un lock-out patronal soutenu par l'Union industrielle, la Société rurale, la Chambre de commerce, la Chambre des exportateurs et la Bourse de commerce, dont le président donne aujourd'hui l'accolade au président de la République ?

A l'époque, tous ces secteurs attendaient avec impatience le coup d'Etat militaire du 24 mars 1976. Les patrons organisèrent un lock-out. Tous les commerces furent fermés pour faciliter un putsch de l'armée. Quand ces messieurs voudront organiser un nouveau coup d'Etat et s'y sentiront prêts, ils passeront à l'action et aucune belle phrase prononcée ici ne les arrêtera. Ils ne pourront être arrêtés que par la force du peuple qui, malheureusement, n'a pas réussi à stopper le coup d'Etat en 1976, ni en 1955\*, ni en 1966\*, avec la dictature d'Onganía\*.

L'Etat argentin est un Etat répressif. On a rouvert les dossiers de l'Ecole de mécanique de la marine de guerre\* et le procès du Premier Corps de l'armée de terre. Mais qu'en est-il des trois morts du pont Corrientes-Chaco\*, le jour de l'investiture de De la Rúa\* ? Vous avez des nouvelles de l'enquête ? Que savez-vous [du meurtre] d'Aníbal Verón\* ? Que savez-vous de [l'assassinat de] Teresa Rodríguez\* ? Que savez-vous de Kosteki\* et Santillán\*, qui sont morts quand les gouvernements national et provincial ont clairement décidé de mettre fin à la mobilisation des piqueteros\* du pont Pueyrredón\* ? Que savez-vous des milliers et des milliers d'actes de torture et des humiliations qui se produisent dans les commissariats de police ? Voici ce qu'est l'Etat démocratique. Voici la réalité de l'Etat démocratique.

Mme Cruz, d'après ce que l'on m'a dit, ne pourrait pas remplir correctement ses fonctions parce qu'elle serait déjà un peu «gâteuse». Certaines anecdotes sur son comportement font penser que non seulement elle ne devrait pas être députée, mais qu'elle aurait du mal à exercer des activités quotidiennes normales. Mais cette dame est un produit de ce régime. Pourquoi ? Cela ne tient pas seulement à ses opinions ou au fait qu'elle figurait sur la liste de Cavallo\*. Cela ne tient pas au fait que, jusqu'à récemment, les lois de l'«obéissance due»\* et du «point final»\* étaient toujours en vigueur, et que celle des grâces et des remises de peine l'est encore ?

En 1930, la Cour suprême a pris une décision fondamentale et historique qui est toujours en vigueur: entre les régimes constitutionnels et les dictatures militaires il faut maintenir une continuité juridique. Comme le déclarait un parlementaire, et il y a peu nous en plaisantions avec la députée Pierini, la structure juridique de ce pays s'est formée grâce à différentes dictatures militaires et leurs lois continuent à être en vigueur parce qu'elles

n'ont pas été abrogées. Comme je le disais, la norme juridique de ce régime démocratique continue à s'appliquer et cette norme juridique provient, dans une proportion étonnante, du régime militaire. C'est de là que sont sortis les Bussi\* et les Patti. Parce que Bussi n'aurait jamais été candidat si la Loi de l'obéissance due n'avait pas été votée ou si elle n'avait pas existé, même si cette loi est aujourd'hui abrogée. Je suis très contrarié que l'on critique les électeurs de Tucuman parce qu'une partie d'entre eux ont voté pour Bussi, alors que le principal responsable de cette situation est celui qui a permis que Bussi soit candidat. Parce que Bussi n'a pas seulement émis une opinion négative sur les droits humains: Bussi est un assassin, pas simplement quelqu'un qui émet des opinions; c'est un assassin et il s'est présenté aux élections. Cela signifie que les lois de «l'obéissance due» et du «point final» ont joué leur rôle et que même leur annulation a été utile, dans la mesure où elles font partie de la structure de cette continuité juridique.

Je voudrais commenter une déclaration du député Doy. Il a affirmé que, dans ce cas, il met l'accent sur la justice et non sur le droit. Je ne crois pas qu'il ait beaucoup réfléchi à la portée de ses propos – et cela je suis obligé de le lui dire, indépendamment du fait qu'il ait été le mandataire légal de la liste d'Elena Cruz, parce que je suis un homme politique comme n'importe lequel d'entre vous. J'ajoute que s'il veut un régime fondé sur la justice et non sur le droit, il va falloir qu'il révise toutes ses conceptions, parce que le régime actuel est essentiellement fondé sur le droit et non sur la justice.

Il existe un ensemble de droits que l'on appelle individuels, qui sont des garanties, comme, par exemple, le droit de propriété. Le droit de propriété permet qu'un grand propriétaire de la province de Buenos Aires verse [un salaire de] 150 pesos à un ouvrier agricole tandis qu'il se fait payer ses exportations en dollars, et alors que le prix du soja monte. Voilà ce que lui permet le droit. Personne ne peut dire que c'est illégal! Et la meilleure preuve en est que le président de la République veut que ceux qui touchent 150 pesos travaillent sur de grands chantiers publics pour le même salaire, et ils le font déjà dans les hôpitaux de la ville pour effectuer les travaux de nettoyage. Ils le font déjà dans les écoles de la ville et de la province de Buenos Aires, comme concierges ou femmes de service. Voilà ce que permet le droit; s'il s'agissait de justice, alors on supprimerait le droit de propriété des grands propriétaires parce qu'il est évident que l'exploitation d'un nombre si important de gens et un enrichissement aussi important et aussi abusif contredisent la justice sociale.

Je me permets de vous suggérer la lecture de la page agricole du quotidien *La Nación*. Je la lis depuis des années parce qu'on peut y apprendre que le taux de profit dans le secteur agricole d'exportation est de l'ordre de 200% dans un pays où tant de gens meurent de faim. Alors, si le député Doy souhaite un régime fondé sur la justice et non sur le droit, il faut que nous en discutons tous les deux, et qu'il

adhère au Partido Obrero, mais pour cela il devra prendre comme norme d'organisation sociale la justice et non le droit abstrait qui, derrière son abstraction, soutient les plus forts.

Je veux ajouter encore un argument pour démontrer pourquoi Mme Elena Cruz est un produit de ce régime. Elle s'est trouvée sur une liste légalement constituée à laquelle appartenaient des gens comme Beliz\* et le chef de cabinet [du gouvernement de la ville autonome de Buenos Aires], Alberto Fernandez, qui tous deux soutiennent aujourd'hui Ibarra\*. Peu importe qu'ensuite ils aient voulu la destituer, ou que, lorsqu'ils se sont «réveillés», ils aient demandé qu'on la retire de la liste. Cela signifie que nous avons affaire à une seule et même famille. Grâce au principe de la transition, toute la vieille politique qui cachait Elena Cruz se trouve maintenant exposée au grand jour.

Elena Cruz n'était pas cachée, puisqu'elle se trouvait à la vingt-septième place sur les soixante candidats de la liste, ce qui n'était pas mal du tout.

Evidemment la candidature d'Elena Cruz faisait partie d'un projet plus large qui prévoyait de placer son mari au secrétariat à la Culture. Ce n'est donc pas une pauvre femme innocente qui se trouvait sur cette liste. Elle avait un rôle à jouer dans le cadre d'un projet politique. Il y a dans cette assemblée tout un groupe de parlementaires qui soutenaient ce projet politique et voulaient placer Siro au secrétariat à la Culture.

On pourrait légalement faire la différence également entre Telerman\* et Siro, mais Siro bénéficiait de ce type de soutien. Mais le problème est le suivant et il me semble absolument essentiel: certains députés ont déclaré qu'ils pouvaient tolérer les opinions d'Elena Cruz, la côtoyer (c'est le cas notamment de Vilma Ripoll\*), mais ne pouvaient admettre qu'elle fasse partie de cette assemblée. En ce qui me concerne, je pense que cela devrait plutôt être l'inverse. On ne doit pas tolérer les opinions d'Elena Cruz, on doit les combattre ou les éradiquer, mais il n'y a pas de raison de lui interdire l'entrée de cette assemblée.

J'ai été très intéressé par ceux qui ont déclaré qu'ils pensaient ainsi parce qu'ils refusaient les «dénonciations publiques» (*escraches*). Une «*escrache*» offre l'occasion au peuple de manifester contre les opinions d'Elena Cruz. Et c'est très bien. Le peuple a l'obligation d'exprimer son idéal social; il ne peut s'en tenir à des normes juridiques. Si son idéal social s'oppose à celui d'Elena Cruz, il faut qu'il l'exprime publiquement et tout le temps. Je salue les «dénonciations publiques». C'est pourquoi je n'ai jamais critiqué ceux qui s'en sont pris à Alemann; le peuple lui a fait sa fête à lui et à tous les politiciens de l'époque.

Ce processus n'est pas encore arrivé à une conclusion très profonde, comme il ressort des résultats électoraux actuels. Mais, dans un coin de l'inconscient collectif, cette question de la

transformation révolutionnaire est toujours présente et réapparaîtra à un moment ou un autre. Je crois qu'il faut soutenir ces «dénonciations publiques». Mais les principes constitutionnels indiquent que Cruz doit siéger dans cette assemblée.

Si nous permettons qu'elle n'ait plus le droit de siéger dans cette assemblée, et je ne veux aujourd'hui fâcher personne, la prochaine fois c'est la gauche qui sera visée par une telle mesure; et elle le sera au nom des mêmes principes: la Constitution, la Loi de Défense de la Démocratie, etc.

Le député Crespo Campos l'a d'ailleurs déclaré il y a quelques minutes: Comment un adversaire de la démocratie peut-il siéger ici? La prochaine fois, on ne me laissera pas siéger dans cette assemblée. Il l'a déjà annoncé.

Dans leur argumentation en faveur de la destitution, les députés de la gauche (de Izquierda Unida – Gauche Unie – et la députée Baltroc), exigent des lettres de créances démocratiques: le respect de la Constitution et des valeurs constitutionnelles. Ce ne sont pas mes valeurs. Je viens de l'expliquer. Ce ne sont pas mes valeurs.

Je fais partie d'une minorité et j'expose donc mon point de vue. Je suis là pour expliquer ma position. Si, un jour, je persuade la majorité, alors, ce jour-là, avec cette majorité, nous changerons le régime social. De quel droit va-t-on m'enlever le droit d'expliquer mes positions? Ce droit, nous l'avons conquis par la lutte et nous sommes prêts à recommencer à nous battre pour cela, chaque fois que ce sera nécessaire.

L'important, Monsieur le député Crespo Campos, c'est que je n'ai jamais dissimulé ma position. Je sié debate ici au nom du programme de mon parti. Je ne dis pas que je viens au nom d'un autre programme pour pouvoir siéger ici. La preuve en est que même vous, vous vous êtes rendu compte que je défends une opinion opposée à cette organisation de la société, à l'État, qui est répressif, anti-ouvrier, antipopulaire, soumis à l'impérialisme et, qui pratique la torture. Il est évident que je suis contre cet État. Tant que je n'aurai pas la majorité, je ne puis faire triompher mon orientation. Mais je me bats pour cela. Les gens apprécient mes efforts, et cela fait déjà de nombreuses années que je mène ce combat.

Je voudrais signaler une chose très intéressante: j'ai entendu ici des critiques très dures contre le peuple argentin. Par exemple, certains députés ont déclaré que, en fin de compte, cette femme était arrivée ici par la volonté du peuple. Non, cette femme n'est pas arrivée ici par la volonté du peuple. Qui savait qu'elle figurait sur cette liste? On l'a mise sur cette liste, en douce, en cachette.

Cette femme est arrivée dans cette assemblée en vertu des principes constitutionnels et juridiques. La loi stipule que la liste est ainsi constituée, en secret, par trois ou quatre chefs qui la manipulent. On a respecté la norme juridique. La présence de Mme Cruz prouve le caractère réactionnaire de ce régime juridique, elle

n'est pas l'expression de la volonté populaire. Le peuple a dû l'accepter, après coup, quand il en a été finalement informé. On avait monté toute une combine: certains voulaient placer Beliz sur cette liste, ils ne voulaient pas d'Elena Cruz et en même temps ils ne pouvaient pas voter pour Beliz. Alors la personne qui a voté pour cette liste s'est peut-être bouché le nez, elle a voté pour Beliz, en sachant qu'elle votait aussi pour Elena Cruz. De toute façon, a-t-elle pensé, cette dame est en 27<sup>e</sup> position. C'est-à-dire qu'on a trompé le peuple sur la base des principes constitutionnels et juridiques, non sur la base de la volonté populaire !

Pour comprendre ces problèmes, je vous recommande – et d'ailleurs je pense que vous l'avez déjà fait – d'aller voir un excellent film espagnol: *La lengua de las mariposas* (1). La fin est bouleversante parce qu'une famille libertaire, laïque, libre-penseuse et à l'esprit démocratique finit par céder devant la force physique et militaire des fascistes et par dénoncer ses voisins.

Le mythe de la démocratie bourgeoise-formelle repose sur la croyance qu'il existerait une volonté populaire éternelle. Cette volonté semble occuper dans le droit constitutionnel une place équivalente à celle qu'occupait Dieu dans les régimes monarchiques.

Mais la volonté du peuple varie en fonction des pressions et des expressions de la lutte. C'est pourquoi, devant la possibilité que les fascistes tuent leur famille, une mère et son fils (spécialement l'enfant pour sauver ses parents) dénoncent leurs voisins, même si le garçon a été éduqué dans le respect de la liberté et la démocratie. Mais il n'y avait plus ni liberté ni démocratie ! Si les républicains avaient gagné, si les révolutionnaires avaient gagné, cette famille n'aurait jamais livré ses voisins. Mais le garçon n'est pas responsable: il faut rejeter la faute sur la politique nationale et internationale qui a poussé les républicains espagnols à la défaite. Ce sont eux les responsables, et non cette malheureuse famille. Il faut essayer de bien comprendre tout cela, qui n'est pas l'expression de la souveraineté populaire.

Elena Cruz est entrée dans cette assemblée sur la base de la Constitution.

La formulation de la demande d'invalidation m'a interpellé, parce que pratiquement elle s'applique à moi aussi et m'exclut de cette assemblée. Certaines personnes pourraient supposer que je pense à de futures persécutions imaginaires contre mon parti, que je suis une sorte de paranoïaque ou de partisan des théories du complot. Mais la demande d'invalidation indique que les parlementaires doivent s'identifier avec certaines valeurs constitutionnelles de base. Je n'ai pas rédigé cette Constitution ! Ceux qui l'ont écrite adhéraient à une pensée démocratique, et cela me paraît très bien; mais ils avaient une conception de la démocratie que je ne partage pas: ils pensaient que la démocratie représente un régime de liberté pour tout le monde, d'égalité et de fraternité, alors qu'en réalité il s'agit d'une tromperie, d'un régime qui repose sur une terrible pression, sur la répression, la

faim, la persécution, la décomposition sociale, la violence familiale; la Constitution dissimule tout cela. C'est pourquoi je ne suis pas d'accord avec cette pensée démocratique, celle qui est formellement inscrite dans la Constitution.

La Constitution contient déjà toute une série de motifs suffisants pour me destituer si, un jour, je suis élu député au Parlement national. Elle est signée par Izquierda Unida (la Gauche unie) et lorsque je l'ai lue, je me suis senti très mal. J'ai pensé: «Cette clause, ils peuvent me l'appliquer à moi.» Par exemple, il est indiqué dans cette Constitution que l'on ne peut être parlementaire si l'on a participé à un coup d'État. Je n'ai jamais pris part à un coup d'État, mais je veux souligner que les deux plus grands mouvements que l'Argentine a connus ont été extra-constitutionnels.

Yrigoyen\* conspira et conspira, et on va jusqu'à lui reprocher d'avoir accepté la légalité de la Loi Sáenz Peña\*: il aurait dû continuer à conspirer pour balayer le régime conservateur. Parce qu'il n'a pas obéi, ils ont fini par le renverser en 1930. Mais il a conspiré. Il n'était pas constitutionnaliste. Quant à Perón\*, il est le produit du coup d'État militaire de juin 1943, et en plus c'était un coup d'État militaire qui a penché à droite.

L'autre jour – et je dois avouer que j'ai regardé tout le programme à la télévision parce que j'aime bien le personnage – Chavez est venu en Argentine. Tout le monde se réjouit de sa présence, et on lui donne l'accolade. Mais Chávez a dirigé un coup d'État et une insurrection en 1992. Tout le monde l'a dénoncé, parce qu'il avait attenté à la démocratie; il a été rejeté par tous, sauf par le Partido Obrero. Ce n'est pas que nous soyons putschistes mais, face à un coup d'État militaire soutenu par le soulèvement du peuple de Caracas, nous avons déclaré qu'il s'agissait d'une révolution populaire, et non d'un coup d'État. Et nous avons soutenu Chavez.

En 1994 j'ai assisté, à La Havane, à un congrès du Forum de São Paulo, où ce problème a été longuement discuté. On a critiqué Fidel Castro parce qu'il avait soutenu Carlos Andres Pérez\* contre Chávez. Fidel a envoyé un télégramme en disant qu'il défendait Carlos Andres Pérez au nom de la démocratie; et le Partido Obrero, lui, a défendu Chávez. Alors, selon ce qu'affirme la demande de destitution d'Elena Cruz, nous ne pourrions pas siéger dans cette Assemblée.

Récemment nous avons rendu hommage aux soldats morts pendant la guerre des Malouines. Ils ont défendu la patrie, mais quelle patrie ? Le berceau de la démocratie moderne ? [L'Angleterre ?] Non. Ils la combattaient, puisqu'elle était représentée par la flotte britannique. Ils défendaient la patrie de Galtieri\* ! Et certains ont prétendu que, parce que c'était la patrie de Galtieri, il fallait soutenir les Britanniques, qui venaient apporter la démocratie !

Vous avez rendu hommage aux soldats des Malouines, je suppose donc que vous n'avez pas pris parti pour le berceau de la démocratie

[l'Angleterre], mais pour cette Argentine opprimée qui a combattu aux Malouines. J'ai, moi aussi, participé à cet hommage et c'est pourquoi je le soutiens aujourd'hui. Je n'ai aucun problème avec cela; je n'ai pas ce type de conflit. Les problèmes formels, dans notre pensée politique, sont subordonnés à des considérations historiques, sociales et humaines, ils n'existent pas en eux-mêmes, parce que ce dernier mode de pensée est un mécanisme d'affirmation de la classe dominante.

Je veux ajouter une chose: à Cuba il y a une dictature. Contre l'impérialisme américain, je défends la dictature de Cuba. Je ne dis pas: «Non, Cuba est une démocratie et donc, comme c'est un pays plus démocratique que les Etats-Unis, je le défends.» Non, parce que quand j'étais enfant, que j'étais péroniste et que je défendais Perón, ce n'était pas parce qu'il s'agissait d'un démocrate. Non, je savais que c'était un dictateur. A nous travailleurs, Perón nous semblait génial, d'autant plus que nous pensions que les défenseurs de la démocratie allaient venir nous couper la tête à tous. Et effectivement, c'est ce qu'ils ont fait au nom de la démocratie ! Une blague circulait à cette époque. «Tu sais ce que c'est la démocratie ? La dictature des démocrates !»

Si les démocrates gouvernent, alors c'est la démocratie. Mais ils ne représentaient qu'une minorité.

Quelqu'un dans cette assemblée a fait une remarque qui a beaucoup attiré mon attention (NDLR: il s'agit de la députée Baltroc). «Nous n'avons pas affaire ici à Le Pen.» En clair, nous devons rejeter Elena Cruz, mais accepter Le Pen. Mon Dieu! Qu'est-ce que cela veut dire ? Rejeter Elena Cruz, mais accepter Le Pen ? ! Le Pen défend Auschwitz ! Le Pen est à la tête d'une organisation de bandes armées (2) ! Il a participé à la répression en Algérie ! Un type comme cela, il faut l'écraser.

Donc, que se passe-t-il ? Nous devrions accepter Le Pen, parce que la démocratie occidentale l'accepte ? Nous, qui vivons dans ce port de Buenos Aires qui a toujours les yeux fixés vers l'Europe, nous devrions affirmer: «Si les Européens civilisés acceptent Le Pen, alors nous aussi nous pouvons accepter Le Pen, mais pas Elena Cruz» ?

Or, tous deux sont des produits du même système, mais Le Pen a beaucoup plus d'influence. Il a obtenu 20% aux dernières élections présidentielles françaises (3). Il fait partie d'une vieille tradition fasciste: il a collaboré avec les nazis (4). Il vient d'un pays dont le régime politique a collaboré avec les nazis durant la Seconde Guerre mondiale.

En prenant cet exemple, je veux vous expliquer que je ne peux défendre ce régime démocratique, je ne peux lui donner des pouvoirs répressifs supplémentaires. Il s'attaquera aux droits démocratiques. Je ne peux pas lui accorder plus de pouvoirs répressifs que ceux dont il dispose déjà.

Nous avons évoqué Fidel Castro, Chávez et Le Pen. Pourquoi ne

parlerions-nous pas de l'Argentinazo\* ? L'Argentinazo a renversé un régime constitutionnel par des moyens extra-constitutionnels. La démission de De la Rúa\* n'avait aucune valeur constitutionnelle. Un Président doit être totalement libre de sa volonté pour pouvoir démissionner de façon constitutionnelle. Le peuple l'a mis à la porte à coups de pied dans les fesses ! Sa démission n'a été qu'une formalité pour préserver la continuité juridique, pour restaurer le prestige de l'Assemblée législative et donner à celle-ci la possibilité d'élire un successeur. Une telle manœuvre politique n'a rien à voir avec un processus constitutionnel.

Or, l'Argentine dont tous vantent aujourd'hui les mérites... est née de cet événement, non pas dans le sens qu'elle découle directement de l'Argentinazo, mais parce qu'elle lui fait tout le temps des concessions au niveau du langage, au niveau de l'esprit et jusqu'à certains personnages qu'elle représente. C'est pourquoi je ne peux défendre tout cela parce que je combats pour un autre régime politique, différent de cette démocratie.

En définitive, je refuse d'accorder des pouvoirs répressifs à l'État. Cette assemblée fait partie de l'État, et cela [la demande d'invalidation de la députée Elena Cruz] restera comme un précédent parce que, clairement, il s'agit de condamner un délit d'opinion.

Dans ce délit d'opinion ce sont les droits humains qui sont en cause, même s'il est faux d'affirmer qu'ils soient universellement appliqués comme on le prétend dans cette assemblée. Bush applique les droits humains quand il attaque l'Irak; il les applique aussi quand il veut soumettre toute la Péninsule balkanique. Ces droits figurent aussi sur le drapeau de l'impérialisme; nous avons affaire à un phénomène contradictoire. Ce qui est certain, c'est que leur contenu n'est pas le même, d'un côté, pour ceux et celles qui luttent – pour les mères de la Place de Mai et pour les organisations qui défendent les droits humains – et, de l'autre, pour Bush.

La Cour interaméricaine des droits humains les utilise pour s'arroger le droit d'intervenir. Aujourd'hui les entreprises privées se présentent devant la Cour interaméricaine des droits humains pour défendre leurs droits de propriété. Dans cette assemblée, on parle beaucoup de la Cour interaméricaine, mais cette même Cour interdirait un projet de loi que beaucoup de députés souhaiteraient ici voir adopté, celui du droit à l'avortement.

En nous chantant sans cesse la ritournelle des droits humains, on nous a imposé un niveau d'intervention politique phénoménal.

Je ne veux pas dire que nous devons renoncer à la défense de ces droits; mais le contenu de notre lutte n'est pas celui de la Cour interaméricaine, du Département d'État ou de Washington. C'est pourquoi on ne peut parler des droits humains de façon générale. Il faut préciser de quelle manière on les défend.

Renforcer le pouvoir de l'État qui a assassiné Kosteki et Santillán ne renforce absolument pas les droits humains.



Et cela, je le dis en sachant que mes camarades, mes amis et les membres de ma famille qui ont été mutilés et détruits par la dictature militaire prononceraient le même discours que moi, en faveur des «dénonciations publiques» (*escraches*), de la mobilisation populaire, de la destruction totale des organisations d'extrême droite. Mais cette destruction ne doit pas venir de l'État, elle ne doit pas résulter d'une mesure étatique répressive qui, en fin de compte, sera utilisée contre les organisations populaires.

Voilà ma position sur ce problème. Vous comprendrez que, pour moi, la position démagogique la plus simple aurait été de lancer une violente diatribe contre Elena Cruz, mais je dois défendre les intérêts permanents de la classe ouvrière et des opprimés de l'Argentine. Nous devons respecter ce devoir et je ne manquerai pas à ce devoir.

Vous vous souvenez que j'ai fait référence au problème du délit d'opinion. Le délit d'opinion – contre lequel un député s'est prononcé dans cette assemblée –, ce délit existe. La loi punit l'injure et la diffamation. Nous avons aussi le délit d'apologie du crime. Vous punissez l'apologie. Cela me semble très bien de punir le crime mais pourquoi en punir l'apologie ?

Je vais vous raconter le cas d'un crime où je défends la criminelle. Je fais donc l'apologie – même si ce n'est pas exactement le terme adéquat – de ce crime. Une femme de Tucuman a fini par tuer son mari qui la battait, la torturait et la démolissait complètement. Elle est maintenant emprisonnée et moi je demande la libération de cette criminelle. Je fais donc l'apologie d'un crime ? Il est évident qu'il y a crime et crime...

Au lieu d'édicter un oukase pour décider ce qui est bien ou mal – et on retrouve ici la différence entre la pensée socialiste et la pensée formelle bourgeoise –, avant tout j'analyse le mérite d'une action et son contexte.

Je défends les «dénonciations publiques» (*escraches*) et ce que le peuple organise contre ces gens. Mais je ne défends pas la répression de l'État. Je veux terminer en mentionnant un beau film tchèque que l'on peut voir en vidéo, je crois; il s'appelle *Un jour, un chat* (5) et dans ce film les enfants attribuent des couleurs à toutes les «Elena Cruz» pour que les gens les rejettent. Et les villageois progressent moralement en faisant en sorte que le fiancé amoureux d'une jeune fille, et qui recherche le bonheur, ait la couleur de l'adhésion générale. Et que, par contre, celui qui trompe et escroque les autres, ait la couleur du rejet. Cet éventail de couleurs permet d'élever la conscience des habitants de ce village, où se situe ce film tchèque.

La même chose est en train d'arriver à Elena Cruz, mais je ne veux accorder aucun pouvoir répressif supplémentaire à l'État capitaliste.

**Jorge Altamira**



*Protestation contre l'emprisonnement des piqueteros.*

### **Notes du traducteur**

*La langue des papillons* de José Luis Cerda est sorti en 2000. Le film se passe en Espagne en 1936. Voici l'argument du film selon un site Internet: «Dans un village de Galice, Moncho, un enfant de huit ans, va pour la première fois à l'école. (...) Il a peur car il a entendu dire que les maîtres battent les enfants. Le premier jour de classe, il s'enfuit, terrorisé, et passe la nuit dans la montagne. Don Gregorio en personne, son maître d'école, sera obligé d'aller le chercher chez lui. A partir de ce moment, l'apprentissage du savoir et de la vie commence pour le jeune écolier.» Il s'agit de l'adaptation d'une nouvelle de Manuel Rivas.

2. Le Front national n'a jamais été à la tête de bandes armées. Seulement d'un service d'ordre musclé, ce qui, on l'admettra, est déjà trop, d'autant que plusieurs individus gravitant autour du FN ont été mêlé à des violences criminelles.

Comme l'écrivent Martine Aubry et Olivier Duhamel dans leur *Petit dictionnaire pour lutter contre l'extrême droite* à propos du «Marocain Brahim Bouarram, mort sous le pont du Carrousel lors de la manifestation du FN, le 1<sup>er</sup> mai 1995, à Paris»: «Le 12 mai, un jeune Rémois de 19 ans avoue l'avoir poussé dans la Seine; il est inculpé avec deux autres jeunes de Reims. Les trois, sans être militants FN, sont allés à la manifestation dans les cars affrétés par le FN et sont des sympathisants du mouvement pétainiste l'Œuvre française. Le Pen aurait pu condamner ce crime raciste. Il préféra le légitimer en

n'y voyant qu'un "incident".» Aubry et Duhamel citent aussi le cas d'Ibrahim Ali «lycéen de 17 ans, d'origine comorienne, tué dans la nuit du 22 février 1995 à Marseille d'une balle tirée dans le dos par des colleurs d'affiche de Le Pen. Pour le chef du FN, "il s'agit d'un drame de l'autodéfense [...]. Je le considère comme une victime ainsi que ceux qui se trouvent impliqués dans cette affaire". Et enfin à propos d'Imed Bouhoud, «jeune Français d'origine tunisienne précipité par des skinheads dans un bassin du port du Havre, le 18 avril 1995», ils écrivent: «Son corps sera retrouvé le 7 mai, Le Pen parle de "dérapage" et y voit une justification de son refus de "la folle politique d'immigration"»

On voit donc que le FN, s'il ne pratique pas directement l'assassinat de travailleurs immigrés, trouve toujours des circonstances atténuantes, voire des excuses en langage à peine codé, aux meurtriers. De là à penser que ce parti n'hésiterait pas à commanditer ce type d'actions dans une autre conjoncture politique, il n'y a qu'un pas, que nous franchissons sans hésitation.

3. En fait, au deuxième tour Le Pen a obtenu 17,79 % des voix soit 5,5 millions des voix sur 41 millions d'électeurs inscrits, 8,3 millions d'électeurs s'étant abstenus et 25,5 millions ayant voté pour Jacques Chirac.

4. Le Pen étant né en 1928, il avait 12 ans en 1940 et n'a donc guère été en mesure de «collaborer avec les nazis»... Par contre, il a toujours eu des amis pétainistes et collabos, du moins quand il a entamé une carrière politique dans le mouvement poujadiste, et les différents groupes qui ont abouti au Front national actuel; et il a toujours minimisé les ravages causés par l'Occupation et l'existence du génocide commis contre les Juifs..

5. Sorti en 1963 et réalisé par Vojtech Jasný, voici comment le site dvdrama.com résume l'argument de ce film: «Des forains mystérieux vont de ville en ville pour démasquer les fourbes et aider les justes avec les couleurs de l'arc-en-ciel. Un chat aux lunettes noires révèle la part secrète des habitants coincés dans leurs habits serrés et leurs conventions bêtasses. Dès qu'il ôte ses lunettes de star, le chat fait des ravages. Face à lui, la personne devient violette, si elle est menteuse; grise, si elle est voleuse; rouge, si elle est amoureuse; jaune, si elle est infidèle.»

# Glossaire

Ce glossaire a été établi par nos soins et ne reflète donc pas forcément le point de vue politique de Jorge Altamira. Nous remercions pour son aide précieuse Marcelo N. qui a eu la gentillesse de revoir ce glossaire ainsi que la traduction, mais qui n'est pas responsable des appréciations politiques contenues dans ce glossaire.

Ni patrie ni frontières

1955: coup d'Etat militaire qui renverse le deuxième gouvernement Peron (premier gouvernement: 1946-1952; deuxième: 1952-1955).

1966: coup d'Etat militaire qui renverse le président Arturo Umberto Illia élu en 1964. Début d'une dictature qui durera sept ans, jusqu'en 1973, avant de voir la victoire électorale du péronisme (présidence Campora) puis le troisième gouvernement Peron, et son remplacement par sa femme (Maria Estela Martinez) après la mort du démagogue populiste en 1974.

24 mars 1976: coup d'Etat organisé par le général Videla (armée de terre), l'amiral Massera (marine) et le brigadier général Agosti (armée de l'air) qui renverse la présidente Maria Estela Martinez de Peron. Le gouvernement suspend les garanties constitutionnelles, dissout les partis politiques et les syndicats et installe une machine répressive sanglante (30 000 «disparus»). La dictature militaire durera sept ans.

Alemann, Roberto (1924-): Economiste et avocat, homme politique de droite. Fonctionnaire et ministre de l'Economie des différents gouvernements après 1955 et de la dictature militaire (1976-1983).

Alfonsin , Raul: président de l'Argentine (1983-1989). Dirigeant de la UCR – le Parti radical –, il fut le premier président élu en 1983 après la chute de la dictature militaire. Il provoque le jugement des Juntas militaires, qui condamne Videla, Massera et les autres membres à de lourdes peines de prison. Suite à des soulèvements militaires, Alfonsin fait approuver les lois du «Punto final» (point final) et de l'«Obediencia debida» (obéissance due). Obligé de démissionner quelques mois avant la fin de son mandat en raison de l'inflation galopante. Carlos Menem, avec lequel le péronisme revient au pouvoir national, lui succède.

Anibal Veron: travailleur assassiné le 10 novembre 2000 par un policier, au cours d'une manifestation. Il protestait contre les salaires impayés que lui devait l'entreprise de transport Atahualpa dont il avait été licencié.

Argentinazo: soulèvement populaire des 19 et 20 décembre 2001 à Buenos Aires et dans ses environs. Des dizaines de milliers d'habitants manifestent devant le palais présidentiel d'abord pour le départ du ministre de l'Economie (Domingo Cavallo) et contre l'état de siège, puis pour que le président (Fernando De la Rúa) s'en aille. La répression fait 39 morts et plus de 2000 blessés. Après 10 jours de

crise et plusieurs présidents intérimaires, le sénateur Duhalde prend la présidence, qu'il gardera jusqu'en 2003, année où Kirchner sera élu président. L'«*argentino*» a profondément marqué l'évolution politique et sociale du pays.

Baltroc, Beatriz (1953-): députée de la ville autonome de Buenos Aires (2000-2008). Membre du Partido Justicialista (péoniste), puis de nombreuses formations «de gauche». A la réputation d'être un «*caméléon*» politique.

Beliz, Gustavo (1962-): Homme politique lié à l'Église et aux milieux catholiques, qui devient péoniste. Ministre de l'Intérieur (1992-1993) du premier gouvernement Menem. Élu député de la ville autonome de Buenos Aires en 1997. Candidat malchanceux au poste de chef de gouvernement de la ville de Buenos Aires en 2000. Ministre de la Justice du gouvernement Kirchner (2003-2004).

Bussi, Antonio Domingo (1926-): Général de brigade qui gouverna la province de Tucuman pendant la dictature militaire (1976-1983), installant un vaste appareil répressif qui s'attaqua non seulement à la guérilla, mais aux dirigeants syndicaux, politiques et étudiants. Accusé de tortures, d'enlèvements et d'assassinats, il entame néanmoins une carrière politique grâce à la loi du «*Punto Final*» édictée par le président Alfonsín. Élu gouverneur de Tucuman en 1995, puis député. La Chambre refusa son élection et il fut ensuite emprisonné pour plusieurs centaines de crimes commis pendant la «*guerre sale*» (*guerra sucia*) qui se déroula sous la dictature.

Cavallo, Domingo (1946-): Economiste. Nommé en 1982, président de la Banque centrale argentine durant la dictature militaire de 1976-1983. Député péoniste de Cordoba en 1987. Ministre des Affaires étrangères du gouvernement Menem en 1991, puis ministre de l'Économie en 1992-1997. Artisan du plan de convertibilité entre la monnaie argentine et le dollar. Ministre de l'Économie du président Fernando De la Rúa. Prend des mesures extrêmement impopulaires comme la limitation (*corralito*) des retraits dans les banques et les caisses d'épargne, annoncée le 30 novembre 2001. La protestation des classes moyennes (*cacerolazo*) puis de l'ensemble de la population est telle qu'il est obligé de démissionner.

De la Rúa, Fernando: Homme politique du parti radical. Sénateur et maire de la ville de Buenos Aires. Il est élu président de la république en 1999; il doit démissionner en décembre 2001 à cause de l'«*argentino*».

École de mécanique de la marine de guerre: école de formation de sous-officiers, située à Buenos Aires, au bord du Río de la Plata. Fut pendant la dictature (1976-1983) la plus importante des prisons militaires clandestines. 5 000 détenus ont «disparu» après y avoir été torturés.

Escrache(s), «*dénonciation publique surprise*»: opération qui consiste littéralement à «*démasquer*», débusquer un tortionnaire ou un complice de la dictature en se déplaçant jusqu'à son domicile

personnel pour faire connaître à tous ses voisins le «visage caché» de ce sinistre personnage. L'opération se déroule de façon bruyante, on peint des slogans sur les murs de son immeuble ou de sa maison, on diffuse la photo des personnes qu'il a torturées, enlevées ou contribué à faire «disparaître», on flèche le parcours jusqu'à son domicile, etc. Cette forme de protestation est apparue au début des années 90.

Galtieri Leopoldo (1926-2003) L'un des officiers argentins qui renversent la présidente María Estela Martínez de Perón en 1976. Désigné à la présidence de la Junte en 1981, Galtieri est le responsable de l'invasion des Malouines et de l'affrontement armé avec le Royaume uni en avril 1982. Il démissionne suite à la défaite militaire.

Ibarra, Anibal (1958-): Avocat de centre gauche. Chef du gouvernement de la ville de Buenos Aires (2000-2006). Destitué par le Parlement et poursuivi par la justice pour l'incompétence de ses services municipaux, suite à l'incendie d'une discothèque où périrent 194 jeunes.

Izquierda Unida: coalition politique créée en 1985 entre le Partido comunista et le Movimiento socialista de los trabajadores, d'orientation trotskyste. Après s'être présentée à différentes élections avec un certain succès, elle entre dans une période de décomposition et finit par disparaître dans la période récente.

Kosteki, Maximiliano: militant du mouvement piquetero, tué avec Darío Santillán par la police sur le pont Pueyrredón, à Buenos Aires, qu'il bloquait avec d'autres manifestants, le 26 juin 2002. Cette tuerie provoque une crise politique dans le gouvernement Duhalde et l'oblige à avancer la date des élections.

Leopoldo Moreau (1946-): Journaliste, député et sénateur de l'Union Civica Radical.

Loi de l'obéissance due («de Obedencia debida»): loi complémentaire de la «loi du point final». Déclarée inconstitutionnelle en juin 2005.

Loi du «Punto Final» (du point final): promulguée le 24 décembre 1986, sous la présidence de Raul Alfonsín, elle bloqua toutes les procédures judiciaires entamées contre les auteurs d'emprisonnements illégaux, de tortures et d'assassinats qui avaient eu lieu durant la dictature militaire (1976-1983). Déclarée inconstitutionnelle en juin 2005.

Loi Saenz Peña: loi électorale adoptée par le Congrès de la Nation argentine le 10 février 1912 et instaurant le suffrage «universel», secret et obligatoire. Elle exclut les femmes (qui obtiennent le droit de vote en 1946) et les étrangers, très nombreux parmi la population et les ouvriers de Buenos Aires et d'autres villes. La loi Saenz Peña modifie le système électoral, basé sur le vote déclaratif, et politique, contrôlé par les partis conservateurs. Elle permet la victoire électorale de Yrigoyen et de la Unión Cívica Radical en 1916, qui abandonnent toute velléité «insurrectionnaliste».

Onganía, Juan Carlos (1914-1995): Général et Commandant en

chef de l'armée de terre, il renverse le président Arturo Umberto Illia en 1966 et prône une «révolution argentine» de type corporatiste et inspirée par le nationalisme catholique de droite. La rébellion populaire à Cordoba en mai 1969 l'oblige à démissionner et son régime entre alors en crise. Le dernier président de la «*revolución argentina*» est le général Lanusse, qui convoque des élections et facilite le retour du Parti péroniste au pouvoir.

Parlement de Buenos Aires: l'Argentine est une République fédérale de 40 millions d'habitants. Il existe 23 provinces et la «ville autonome» de Buenos Aires qui compte 3 millions d'habitants. La capitale dispose d'un statut spécial depuis 1994, y compris d'une Constitution, d'un gouvernement autonome et d'un Parlement (60 membres élus pour 4 ans).

Partido Obrero: les quatre principales organisations trotskystes argentines sont le Partido Obrero qui publie l'hebdomadaire *Prensa Obrera*, le Partido socialista de los trabajadores, le Movimiento socialista de los trabajadores et le Movimiento al Socialismo. Ces organisations ont beaucoup gagné en influence au cours des dix dernières années et surtout après l'«*argentino*». Elles sont très actives dans le mouvement ouvrier, les piqueteros, les syndicats d'étudiants et participent aux élections dans tout le pays.

Patti, Luis Alberto: sous-commissaire de police et tortionnaire durant la dictature (1976-1983), soutient le président Menem (1989-1990), maire d'Escobar, puis élu député du Partido Unidad Federalista en 2005. Arrêté en novembre 2007.

Pérez, Carlos Andrés (1922- ): Homme politique vénézuélien. Militant d'Acción Democrática, version locale de la social-démocratie. Elu président de la République (1974-79), il nationalise l'industrie sidérurgique et celle du pétrole. Réélu président (1989-94). En 1989 il ordonne de réprimer sauvagement la population de Caracas qui manifeste contre l'augmentation des prix de l'essence et des transports, répression qui occasionne des centaines de morts. L'événement est connu sous le nom de «*caracazo*». En 1992, il doit faire face à deux coups d'Etat ratés (dont celui de Chavez).

Peron, Juan (1896-1974): président de l'Argentine de 1946 à 1955 et de 1973 à 1974. Entré très jeune dans une école militaire, il découvre l'idéologie fasciste et corporatiste lors de son séjour professionnel en Italie, ce qui influencera en partie son orientation politique. Participe au coup d'Etat militaire d'avril 1943 et exerce plusieurs responsabilités gouvernementales. Arrêté en octobre 1945, il est libéré suite à une manifestation de plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers. Le 17 octobre est considéré comme la date fondatrice du péronisme. Le péronisme se développe comme un courant populiste et populaire qui perdure encore aujourd'hui, même si, avec les années il s'est divisé en plusieurs fractions. A partir du gouvernement, Peron essaye d'organiser son mouvement en quatre «branches»: le Parti justicialiste, les syndicats organisés dans la CGT, les organisations de

femmes et les Jeunesses péronistes. Le mouvement péroniste voulait encadrer toute la société au service d'un projet nationaliste, qui prétendait dessiner une «troisième voie» entre le capitalisme et le «communisme». En 1955, Peron est destitué par un coup d'Etat militaire (la «revolución libertadora»), et part en exil, jusqu'en 1973.

Piqueteros: organisations de chômeurs, qui bloquent les routes ou les ponts pour faire entendre leurs revendications. Ce mouvement a été très actif pendant les années qui ont précédé l'«argentinazo» et après. Le Partido Obrero et le Parti Communiste Révolutionnaire (maoïste) sont au début les principales forces politiques qui structurent le mouvement. Ils coexistent avec des tendances autonomistes.

Puente Corrientes-Chaco: pont où se déroula un massacre le 17 décembre 1999 au bout de trois jours de manifestations des étudiants, fonctionnaires et habitants de la ville de Corrientes. Ce jour-là, la gendarmerie tua deux jeunes (Francisco Escobar et Mauro Ojeda) et blessa 30 personnes.

Puente Pueyrredon: pont entre Buenos Aires et sa banlieue sud, souvent bloqué par des manifestations de «piqueteros». C'est le 26 juin 2002 que la police tira sur la foule, blessant 15 personnes et tuant Dario Santillan et Maximiliano Kosteki.

Rico, Aldo: ce colonel tortionnaire participe au premier soulèvement militaire en 1987 contre le président Raul Alfonsín pour exiger le blanchissement des crimes des forces armées pendant la dictature. Il fait une carrière politique, fonde le MODEM et devient ministre et maire dans la province de Buenos Aires.

Ripoll, Vilma (1954-): Infirmière et dirigeante du Movimiento socialista de los trabajadores, trotskyste. Obligée de partir en Colombie en 1977. Participe à la fondation du syndicat unique des travailleurs de la Santé en Colombie. Entre 1989 et 1999 militante syndicale en Argentine. Députée de la ville de Buenos Aires en 2000 et 2003. Candidate aux présidentielles de 2007 (elle obtient 0,76 % des voix).

Rodriguez, Teresa: jeune femme assassinée le 12 avril 1997. Elle participait à une manifestation de «piqueteros» qui bloquait un pont. Elle fut touchée par une balle lorsque la police tira sur la foule.

Santillan, Dario: tué par la police sur le Puente Pueyrredon, avec Maximiliano Kosteki.

Telerman, Jorge (1955-): Journaliste et homme politique péroniste. Ambassadeur à Cuba. Soutient Duhalde durant les élections présidentielles de 1999. Chef du gouvernement de la ville de Buenos Aires (2006-2007) après l'inculpation de son prédécesseur Ibarra.

UCD (Union del Centro Democratico): parti de droite fondé après la «revolución libertadora», à la fin des années 50, il a un poids électoral seulement à Buenos Aires. Lié aux banques et aux entreprises du grand capital. Très antipéroniste à l'origine, il finit par participer au gouvernement de Carlos Menem.



Videla, Jorge Rafael (1925-): général de brigade, puis chef d'Etat-major de l'armée en 1975. Dirige avec Massera et Agosti le coup d'Etat du 24 mars 1976 qui renverse la présidente Maria Estela Martinez de Peron. Exerce la présidence entre 1976 et 1981. Jugé et condamné à la prison à vie et déchu de son grade pour les crimes commis sous la dictature. Le président Menem décide de le grâcier (indulto) lui et les autres militaires condamnés. Il est à nouveau en prison depuis 2005.

Yrigoyen, Hipolito (1852-1933): participe aux insurrections civico-militaires de 1890, 1893 et 1905. L'un des fondateurs de l'Union Civica et de l'Union Civica Radical (cette dernière fait partie de l'Internationale socialiste depuis 1996). Président en 1916-1922 et 1928-1930. Il est renversé par un coup d'Etat. Plusieurs tendances politiques se réclament de son héritage. Les nationalistes et péronistes de gauches essayent d'établir une continuité Yrigoyen-Perón. Son gouvernement fut le premier gouvernement populaire en Argentine mais aussi celui des massacres d'ouvriers durant la «Semaine tragique», en janvier 1919 à Buenos Aires et lors de la révolte de la Patagonie, en 1921 dans l'extrême sud du pays.



# Le Meilleur...et le Pire

Le discours de Jorge Altamira est intéressant à la fois pour ses qualités et ses défauts :

Il s'agit d'un discours politique «à l'ancienne», comme les socialistes en faisaient encore au XIX<sup>e</sup> siècle, quand ils prétendaient porter la bonne parole révolutionnaire au Parlement, cœur du système de domination politique de la bourgeoisie; le lecteur pourra le comparer avec les propos des (ex) députés de LO et de la LCR au Parlement européen ou avec ceux que tiennent les conseillers municipaux ou régionaux de ces organisations, du moins d'après les rares échos qu'en fournissent les médias mais aussi *Rouge* et *Lutte ouvrière*; il témoigne d'une vieille tradition du mouvement ouvrier, en voie de disparition, mais importante à rappeler;

Ce discours est aussi une curiosité politique parce qu'il repose – en partie – sur un paradoxe (apparent) puisqu'un député trotskyste du Parlement de Buenos Aires s'oppose à l'invalidation de l'élection d'une «confrère» d'extrême droite. Le plus surprenant est que son argumentation est, sur certains points, convaincante...pour peu qu'on ait l'envie (selon nous suicidaire dans les conditions actuelles) de se retrouver à sa place dans le ventre de la Bête municipale ou parlementaire !

L'opposition qu'établit Jorge Altamira entre «justice sociale» et «démocratie» est un argument classique et assez juste. Cependant, il a ses limites, surtout dans le camp des défenseurs du Parti bolchevik.

En effet, la «justice sociale» est un concept à géométrie variable chez les léninistes ou les trotskystes: on sait par exemple quels privilèges matériels s'accordèrent dès 1918 les dirigeants bolcheviks à eux-mêmes et aux cadres de leur Parti (à ce sujet on lira avec profit *Le Mythe Bolchevik* d'Alexandre Berkman). On doit aussi se rappeler avec quels arguments ils justifiaient la Terreur exercée contre les paysans et les ouvriers qui leur résistaient, comme le rappellent Óskar Anweiler dans *Les Soviétistes en Russie, 1905-1921* (Gallimard 1972) ou Maurice Brinton dans *Les bolcheviks et le contrôle ouvrier, 1917-1921* (revue *Autogestion*, 1973). Ou encore comment ils défendirent la nécessité de maintenir la hiérarchie des salaires ou les avantages accordés aux cadres et aux directeurs d'usines qui acceptaient de ne pas saboter la production et de soutenir le nouveau pouvoir.

Comme le dit Altamira lui-même, lorsqu'il expose la méthode de pensée des révolutionnaires face à la pensée «bourgeoise formelle», tout dépend de «considérations historiques, sociales et humaines»... La notion de «justice sociale» n'est donc pas un impératif absolu, même chez les critiques les plus radicaux de la démocratie parlementaire.

Et cela les amène à avancer d'étranges et dangereuses justifications de leurs actions politiques. C'est ainsi qu'on pouvait, lire en août 1919 dans *Krasnyi Metch* (Le Glaive Rouge), le journal de la Tchéka (la police politique bolchevik) de Kiev: *«Nous rejetons les vieux systèmes de moralité et d'“humanité“ inventés par la bourgeoisie dans le but d'opprimer et d'exploiter les classes inférieures. Notre moralité n'a pas de précédent, notre humanité est absolue car elle repose sur un nouvel idéal: détruire toute forme d'oppression et de violence. Pour nous, tout est permis car nous sommes les premiers au monde à lever l'épée non pas pour opprimer et réduire en esclavage, mais pour libérer l'humanité de ses chaînes...»*

Si «tout est permis» et si «l'humanité» des révolutionnaires est «absolue», alors leurs adversaires sont du côté de «l'inhumanité» (ce que Lénine appelle des «déchets de l'humanité» dans «Comment organiser l'émulation», 6-9 janvier 1918), et il est effectivement inutile de discuter à propos de la différence entre justice (sociale ou prolétarienne) et démocratie (bourgeoise).

Et l'on s'interdit ainsi de réfléchir à d'autres formes de démocratie que la démocratie parlementaire (la démocratie des conseils ouvriers, par exemple) et d'autres formes de droit que le droit bourgeois (sur ce terrain, tout reste à inventer, l'expérience lénino-stalinienne ayant été catastrophique).

Mais, le Partido Obrero (qui se réclame inconditionnellement du bolchevisme) n'est pas au pouvoir en Argentine, il peut encore évoluer politiquement dans une direction plus originale. Ne désespérons pas. Et reconnaissons que Jorge Altamira prend ici la peine d'exposer de façon vivante et concrète son point de vue, même quand il l'illustre par des exemples aberrants (cf. son soutien au coup d'Etat de Chavez en 1992 sous prétexte qu'il aurait été populaire, ou à la dictature de Castro, sous prétexte que ce régime serait opposé à l'impérialisme américain);

- ce texte repose sur un mythe (sous-jacent) qui n'a jamais été très populaire, du moins à gauche en Europe: l'idée d'un pacte entre le peuple et l'armée, d'une union civico-militaire (cf. l'article d'Humberto Decarli: «Le mythe démocratique des Forces armées vénézuéliennes» dans ce même numéro). C'est seulement si l'on a cet aspect en tête que l'on peut comprendre les allusions positives à Yrigoyen ou à Peron, et la position de Jorge Altamira sur la guerre des Malouines. Pour comprendre sa position, on peut rappeler en Europe le cas du MFA (Mouvement des Forces armées) qui renversa le régime caetano-salazariste, et à l'occasion duquel on vit toute une partie de l'extrême gauche entretenir des illusions sur une mythique «aile gauche» du MFA. Et on retrouve la même cécité politique à propos du colonel de parachutistes Hugo Chavez et du soutien à ce démagogue par de nombreux groupes trotskystes européens au nom d'une fantasmagorique «révolution bolivarienne».

Enfin, ce discours illustre parfaitement les conséquences désastreuses des raisonnements binaires du type, «T'es pour Bush, ou

t'es pour Chavez ?», ou «T'es pour Olmert, ou t'es pour Nasrallah ?», voire, en France, «T'es pour Chirac, ou t'es pour Le Pen ?» en 2002, ou «T'es pour Sarko ou pour Ségo» en 2007. Dans ce mode de pensée, pâle reflet de la Realpolitik bourgeoise, il n'y a jamais de place pour une troisième position, qui tienne compte des intérêts des travailleurs, de façon autonome par rapport aux puissances étatiques ou aux mouvements qui visent à gérer l'État.

À l'extrême gauche, voire chez les anarchistes, il y a malheureusement toujours eu des militants qui ont choisi, par cynisme, par tactique ou même par conviction, de s'aligner sur tel ou tel régime (ou politicien) bourgeois au nom de l'«anti-impérialisme» ou de la défense d'une «nation faible opprimée», en oubliant tous leurs principes.

C'est ce qui amène Jorge Altamira à voir dans Chavez, Castro et même dans Peron, mais aussi dans un hommage national unanime (toutes classes et tous partis confondus) aux soldats argentins morts pendant la guerre des Malouines une expression («déformée» sans doute ?) de la «volonté du peuple» !

On touche là du doigt ce qui arrive quand on prétend faire du parlementarisme ou du municipalisme «révolutionnaire» ou «alternatif». Il est difficile de ne pas résister à la pression ambiante, ici en l'occurrence à celle du nationalisme sous sa forme péroniste, ou de l'anti-«yanquisme» qui fait le jeu des politiciens démagogues et populistes locaux, sans jamais menacer ni le Capital ni l'État en quoi que ce soit.

Le plus grave est ce que ce type de positions dévoile: l'extrême faiblesse numérique et politique de petits groupes révolutionnaires qui n'arrivent pas à peser sur la réalité sociale et essaient d'obtenir de l'oxygène politique à n'importe quel prix, mais surtout une incapacité à accorder, en fait, le moindre rôle «historique» aux travailleurs et aux opprimés, qu'ils réduisent à de la simple chair à canon pour «nationalistes de gauche».

Le tout, bien sûr, présenté sous une phraséologie radicale et «marxiste».

Y.C.

# Réponse de Marcelo N.

D'abord deux remarques générales.

Dans ta contribution, tu développes une critique, une analyse de la relation entre les bolcheviks et le pouvoir. Certes, la question du pouvoir est abordée dans le discours de Jorge Altamira, mais tu en profites pour avancer des critiques des bolcheviques et tu défends une prétendue continuité entre le léninisme et le stalinisme. C'est un classique mais ce n'est pas une façon très politique de discuter. Dans le cadre de la réflexion générale sur l'État bourgeois que mène Altamira et de sa critique de sa nature répressive, réintroduire la discussion sur la prétendue continuité entre stalinisme et léninisme est une façon d'ignorer l'importance politique du discours et de souligner les thèmes importants pour toi. Cette polémique n'a pas sa place ici.

Deuxième remarque générale. Tu évoques «l'extrême faiblesse numérique et politique des petits groupes révolutionnaires» comme source d'explication de certaines positions. Ce n'est pas une manière de polémiquer et ton commentaire ignore la réalité de la lutte de classes en Argentine. Au cours des dernières années, aucun mouvement social et politique d'important n'a eu lieu dans ce pays sans l'intervention, la participation et l'influence – je ne dis pas la direction – du Partido Obrero. Il faut toujours prendre la lutte de classes comme référence.

Et maintenant je voudrais parler de tes critiques sur le nationalisme, sur Chavez, le péronisme et les Malouines.

Tu dis que le discours d'Altamira repose «sur un mythe sous-jacent qui n'a jamais été très populaire en Europe, un pacte entre le peuple et l'armée», et sur l'idée d'une union civico-militaire et ensuite tu dis qu'il y a derrière cela la question du nationalisme.

Ta critique ne me semble pas bien ciblée, pour ne pas dire à côté de la plaque. Il n'y a dans le discours aucune défense d'un pacte civico-militaire, qui fait plutôt partie du patrimoine de la prétendue gauche péroniste. Par contre, le problème du nationalisme est un vrai problème.

Ta façon d'aborder le pacte civico-militaire et le nationalisme est typique d'une approche qui ignore que le capitalisme, la lutte de classes, les affrontements politiques, prennent des formes concrètes, pour exprimer leur nature. Altamira explique dans son discours que les mouvements les plus importants dans le pays n'ont pas nécessairement respecté les formes constitutionnelles. L'histoire du pays et des luttes populaires ne s'organise pas autour de la démocratie. Pourquoi évoquer cette approche ? Parce que dans le débat après 1989, après le prétendu «retour à la démocratie», il y a eu

à l'intérieur de la gauche toute une discussion avec ceux qui disaient, y compris Vilma Ripoll, que la démocratie était une vraie étape historique. Pour ces gens-là, la démocratie n'est pas seulement une forme politique de la domination du capital. Elle correspond selon eux à une étape historique. Ils veulent donc la défendre en tant que telle, comme système. Au lieu de parler du système social et de l'exploitation, ils parlent d'une forme politique. D'une certaine manière, cela correspond au schéma théorique de la révolution par étapes et il s'agit d'empêcher toute intervention indépendante de la classe ouvrière et des masses. Il faut une grande lucidité et du courage politique, pour aborder la question de la démocratie de cette manière, à cet endroit et à ce moment.

Maintenant, abordons la question du nationalisme. Comme tu le sais, les conflits dans la société ne se déroulent pas entre le Travail et le Capital en tant que catégories, abstraites et la lutte contre l'exploitation capitaliste n'est pas toujours directe. L'expérience nous a montré, et c'est en tout cas valable dans un pays comme l'Argentine, que le conflit autour de la domination impérialiste (quel que soit le contenu que l'on donne à ce concept) est une composante décisive pour comprendre le développement historique, parce que le capital existe sur des formes précises dans son développement mondial. La domination impérialiste génère des contradictions, des conflits entre les classes et aussi entre les pays impérialistes et les pays dominés. Il faut les caractériser, et si nécessaire prendre parti.

Nous, marxistes, défenseurs du socialisme et des intérêts historiques de la classe ouvrière, nous ne sommes pas comptables du déclenchement de ce type de conflits et nous essayons de représenter, en quelque sorte, le futur de ce mouvement. Nous essayons d'être l'expression d'un programme qui exprime l'horizon historique. Nous ne sommes pas comptables non plus, en dernière analyse, de l'attitude de la classe ouvrière. Nous disons ce que nous pensons, nous essayons d'intervenir, nous essayons de représenter un mouvement historique et on peut le faire seulement si on intervient dans les manifestations de la lutte entre les classes. Autre chose est de proclamer la lutte pour le socialisme, de se investir comme le porteur d'une vérité universelle et tomber dans le mesianisme.

Le discours d'Altamira n'est pas un appui à Chavez. Dans la crise de 1992, on ne défend pas le gouvernement de Carlos Andres Perez contre Chavez au nom de la défense de la démocratie contre un coup d'Etat et on est contre le gouvernement, sa politique, sa soumission à l'impérialisme. Mais on ne peut pas être pour une politique de coup d'Etat parce que notre principe d'activité est l'intervention de masses, mais nous ne «condamnons» pas l'action de Chavez au nom de la démocratie. La preuve en est que le Partido Obrero n'appuie pas Chavez aujourd'hui, quand ce dernier parle du «socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle». Une fois de plus, il faut souligner le courage et la lucidité du

Partido Obrero qui n'a pas hurlé contre Chavez en 1992 au nom de la démocratie et n'a pas appuyé Chavez en 2007 au nom du socialisme. C'est un acquis politique énorme du Partido Obrero.

La même chose sur les Malouines. Il y a eu un conflit militaire. Nous étions pour la défaite de l'Angleterre et pour la victoire de l'Argentine, sans aucun accord avec la dictature, y compris dans sa politique sur les Malouines, et sans conditions. De même que dans le conflit en Irak, nous prenons parti pour la défaite de Bush, de la démocratie américaine contre une dictature.

Ce problème est un problème important en Amérique latine et partout dans le monde. Je pense que s'il y a un point sur lequel le Partido Obrero n'a pas de leçons à recevoir c'est sur l'autonomie par rapport au nationalisme, sur sa critique pratique du péronisme. Pour les mêmes raisons, ses militants interviennent dans tous les combats contre l'impérialisme et dans la domination du capital.

Finalement, il me semble que le discours d'Altamira est important aussi en ce qui concerne le sens de la démocratie et de l'intervention au Parlement. En plus de l'utilisation de la tribune parlementaire pour développer des idées politiques, aspect que tu soulignes dans ton texte, il y a une idée essentielle: on n'appuie pas l'expulsion de quelqu'un du Parlement bourgeois même si ces opinions sont d'extrême droite. Tout renforcement de l'appareil d'Etat, tout développement de l'appareil répressif va se retourner inévitablement contre la classe ouvrière. Par contre, on utilise le Parlement pour essayer d'articuler l'intervention politique et les luttes de tous les jours. Le Parlement n'est pas simplement un lieu pour «parler» des luttes et dénoncer le capitalisme ; on peut y contribuer à donner une forme politique aux combats immédiats.

Marcelo N. ancien militant du Partido Obrero, aujourd'hui actif en France

(Ce texte est la transcription d'une interview réalisée le 18/2/2008)



«Aucune armée n'est révolutionnaire.»



# Le mythe de la nature démocratique des Forces armées vénézuéliennes

**Humberto Decarli**

Publié dans les «Cuadernos de cultura libertaria» par la Comisión de Relaciones Anarquistas (CRA) en Caracas, en 2006 (deuxième édition juillet 2006), ce texte a été écrit par un avocat libertaire vénézuélien. Ceux qui lisent l'espagnol trouveront d'autres articles de cet auteur sur le Net, notamment sur le site soberania.ve. Même si nous ne partageons pas toujours son point de vue, son texte a le grand mérite de reposer sur de solides informations historiques et d'ouvrir des pistes d'interprétation fructueuses sur les tendances à long terme de la société vénézuélienne, au-delà de la ridicule «chavomanie» actuelle. Les mots ou les dates figurant entre crochets ont été ajoutés par nos soins. Le lecteur trouvera à la fin de ce texte un glossaire détaillé et un article du groupe Insurgentes qui complète et actualise le texte d'Humberto Decarli (*Ni patria ni fronteras*)

«Le grand événement du vingtième siècle a été l'abandon des valeurs de liberté par le mouvement révolutionnaire; le recul progressif du socialisme de liberté devant le socialisme césarien et militaire. À partir de cet instant, un espoir a quitté ce monde, une solitude a commencé pour chaque homme libre.»

Albert Camus

Parler des forces armées vénézuéliennes c'est affronter un mythe solidement constitué et diffusé par l'ordre établi depuis le 23 janvier 1958: l'armée vénézuélienne serait démocratique parce qu'elle aurait soutenu le modèle politique dominant depuis un demi-siècle et n'aurait pas organisé de coups d'État. Derrière cette trame de vérités apparentes se dissimule une pléiade de faits incontestables qui nous amènent à une conclusion opposée.

En réalité, les militaires vénézuéliens font partie d'une institution autoritaire depuis sa création, soit depuis la victoire de Cipriano Castro sur le banquier Matos à La Victoria, soit depuis sa réorganisation sur le modèle prussien, sous la dictature de Juan Vicente Gomez. L'armée actuelle, mutatis mutandis, est la même que celle qui mena l'invasion andine. La preuve en est que ses cadres ont été formés à



l'École des Amériques dont les enseignements ont été mis en pratique dans les camps de concentration des années 1960 et ont culminé dans le génocide du 27 février 1987 [ou massacre du *Caracazo*]. Ce travail vise à démystifier les messages idéologiques des fabricants de l'opinion publique, et à dévoiler de la façon la plus crue les falsifications de tous ceux qui prétendent que les administrateurs de la violence d'État possèdent une mentalité démocratique.

#### Introduction

1. L'armée actuelle n'est pas celle de Bolivar
2. Les débuts des forces armées contemporaines
3. Le Pacte de Punto Fijo et les militaires
4. L'inutilité du pacte civico-militaire
5. Le 11 avril 2002
6. L'armée vénézuélienne n'est pas une institution fiable
7. La fabrication des mythes

«Mon général, votre tank est si solide ! Il couche une forêt, il écrase cent hommes.

«Mais il a un défaut: il a besoin d'un mécanicien.

«Mon général, votre bombardier est si puissant ! Il vole plus vite que l'orage et transporte plus qu'un éléphant.

«Mais il a un défaut: il a besoin d'un pilote.

«Mon général, l'homme est très utile ! Il sait voler, il sait tuer.

«Mais il a un défaut: il sait penser.»

Bertold Brecht (Chansons et poésies)

Introduction

L'un des mythes récurrents du modèle politique actuel consiste à définir les forces armées vénézuéliennes comme démocratiques. Les administrations qui se sont succédé depuis la chute de la dictature de Perez Jimenez se sont chargées de populariser l'idée que l'armée serait une institution citoyenne soumise au pouvoir issu des élections. De Rómulo Betancourt à Hugo Chávez, tous les hommes politiques ont été d'accord pour soutenir une telle conception et ainsi s'attribuer, une fois pour toutes, une aura de légitimité. Pour tous ces gens-là, l'armée nationale serait seulement un outil au service du régime civil.

Pour appuyer cette affirmation, ils citent le petit nombre de conspirations qui se sont produites depuis que le Venezuela est arrivé au stade de la démocratie formelle et représentative (1).

Si l'on entendit beaucoup de bruit de sabres immédiatement après le renversement du général Michelena, la prospérité pétrolière diminua ostensiblement les inquiétudes au sein de ce corps de répression. Citons quand même quelques exemples de turbulences survenues dans l'institution armée immédiatement après 1958:

le soulèvement du général Castro León dans la région de la Planicie, écrasé par le déploiement dissuasif d'un nombre très important de soldats;

la révolte du régiment de cavalerie de San Juan de Los Morros;

et le soulèvement de San Cristóbal (1959) dirigé par ce même général.

Toutes ces tentatives de putsch furent mises en échec car elles ne jouissaient d'aucun appui populaire et parce que leurs dirigeants n'exprimaient pas les revendications des officiers. Les mutineries qui suivirent, celles de La Guaira, le «Barcelonazo» (1961), le «Carupanazo» (1962) et le «Porteñazo» (1962), furent éphémères et le pays connut ensuite une période de calme relatif.

Si le soulèvement de Ramo Verde (1966), la désobéissance publique du général Flores et la méfiance du général García Villasmil pendant la première présidence de Rafael Caldera (1969-1974) marquèrent des exceptions notables à l'équilibre de l'armée, on ne peut pas pour autant affirmer qu'ils ont fondamentalement ébranlé cette institution.

Comme nous le verrons plus loin, l'anticommunisme attisé par

Romulo Betancourt (1945-1948 et 1959-1964) puis la corruption à partir du premier gouvernement de Carlos Andres Pérez (1974-1979) permirent de répondre à toutes les réclamations éventuelles des militaires. Cependant, l'expérience populiste commença à montrer ses limites lorsque se réduisirent les pétrodollars. C'est alors qu'apparut la véritable nature de l'armée et que se produisirent les mouvements étranges qui eurent lieu pendant la dernière étape de la présidence de Jaime Lusinchi (1984-1989) et les événements de 1992. On découvrit alors que c'étaient des facteurs exogènes, et non des raisons institutionnelles, qui expliquaient le calme des militaires. En effet, au Venezuela, il n'y a pas eu un processus d'accumulation historique institutionnelle, d'où l'impossibilité qu'il puisse avoir une tendance continue dans cette direction.

Dans ce domaine, le Venezuela ne constitue pas une exception en Amérique latine. Après l'indépendance, tout le continent sud-américain fut dominé par des élites héritières du pouvoir de la péninsule Ibérique, d'origine espagnole ou portugaise.

Ces élites, dépourvues d'identité, prétendaient imiter les Européens, mais sans avoir les mêmes origines. Elles fondèrent des nations à partir de valeurs racistes qui se manifestèrent dès le départ par l'exclusion des autres groupes sociaux. Elles résolurent la question gouvernementale en copiant les systèmes juridiques du Vieux Continent mais sans les appliquer: c'est ainsi que les *caudillos* et les officiers se partagèrent la scène du pouvoir.

Ils finirent par construire un miroir brisé parce que l'image qui s'y reflétait se décomposait. On peut affirmer que, au Venezuela, la «démocratie» des sociaux-démocrates (*adecos*) et des sociaux-chrétiens (*copeyanos*) s'est appuyée uniquement sur l'hypertrophie financière de l'État – et rien de plus.

Les spéculations sur les vertus du modèle électoral ne sont rien d'autre que des raisonnements creux parce que, si le Venezuela n'avait pas connu l'indigestion d'argent qu'a produite la vente du pétrole brut, ce serait un pays comme la Bolivie ou la Syrie durant les années 1960, avec des changements de gouvernement incessants. L'actuel premier magistrat (Hugo Chávez) tresse fréquemment des louanges aux militaires et ses critères de jugement sont éminemment militaristes. Sa vision du monde est structurée par une optique militaire et c'est pourquoi il préfère que des officiers administrent le Venezuela.

Les discours enflammés de l'époque du Pacte de Punto Fijo nous présentaient également l'armée comme un simple auxiliaire du pouvoir civil. À plusieurs reprises les défenseurs du Pacte de Punto Fijo insistèrent eux aussi sur les échecs des conspirations militaires, et leur position a pu paraître respectueuse des institutions, aux oreilles des Vénézuéliens. Cependant, cette position est en fait totalement idéologique. J'emploie ce terme dans son sens strict: il ne s'agit que d'une version trompeuse de la réalité imposée par les

détenteurs du pouvoir. Il est faux de prétendre que l'armée se serait démocratisée – dans le meilleur des cas ceux qui tiennent ce genre de propos font preuve d'une ingénuité totale.

### **1 - L'armée actuelle n'est pas celle de Bolivar**

Hugo Chávez essaie toujours d'identifier les administrateurs actuels de la violence étatique avec l'armée de Simón Bolivar. Même si l'on s'abstient de tout jugement critique envers les officiers qui dirigèrent le processus d'indépendance, qui expulsèrent les représentants de la Péninsule ibérique et qui fondèrent une nation caractérisée par toute une série d'aberrations intrinsèques, une telle comparaison et un tel jugement de valeur n'ont aucun sens.

En effet, les armées de la révolution indépendantiste, ou sécessionniste comme les appellent certains historiens, visaient à exporter le projet du Libertador. C'est ainsi qu'elles partirent de la République de la Colombie vers le sud, en occupant Quito et Guayaquil avant l'entrevue historique avec José de San Martín en 1830. Elles poursuivirent vers le Pérou où elles affrontèrent l'oligarchie vétuste de Lima; elles réussirent à libérer le Haut-Pérou en créant une nouvelle nation, la Bolivie, où elles imposèrent toute une instrumentation juridico-politique comme en témoigne la première Constitution bolivienne. Par la suite, au Portete de Tarqui, le maréchal de Ayacucho arrêta et liquida l'invasion péruvienne au cours d'une brillante bataille. Jusqu'à ce moment-là on peut dire que cette armée eut un rôle émancipateur parce qu'en général ce qui se produisit ensuite a été surtout une longue série de gémissements.

En effet, on a vu, lorsque les idées unificatrices de Simón Bolivar furent mises en pièces après sa mort, comment les dirigeants militaires s'approprièrent tous ces pays. Le mouvement de la Cosiata dirigé par Miguel Peña avec José Antonio Páez comme pointe de l'iceberg à Valencia, le coup d'État de Francisco de Paula Santander contre Rafaël Urdaneta à Bogota, l'irruption du général indigène de Puerto Cabello, Juan José Flores, en Équateur; et les élites hispanisantes de Lima, tous ont démontré le peu de perspective historique des combattants de l'indépendance – par ailleurs fort courageux. Ils se répartirent littéralement chaque segment de la zone du nord-ouest de l'Amérique du Sud.

Il existe donc très peu de liens, voire aucun, entre les escadrons vénézuéliens qui combattirent sans relâche contre certains de leurs compatriotes et contre les Espagnols, entre 1811 et 1830, et l'actuelle armée vénézuélienne. Ce sont deux corps très différents parce qu'ils obéissent à des circonstances, des causes et des formations diverses.

L'armée libératrice (de Bolivar) a mis en place une organisation armée pour imposer un projet d'État naissant capable de rompre avec la Péninsule ibérique sur le plan politique, mais pas sur les autres plans. Quant à l'armée vénézuélienne actuelle, il s'agit d'une entité forgée avec la naissance du mouvement de Juan Vicente Gomez [à

partir de 1910]. Le *caudillo* de la Mulera est celui qui a fondé l'État vénézuélien actuel en créant un pouvoir hautement centralisé, des forces armées totalement imprégnées par l'idéologie centralisatrice. Ces forces ont garanti la concentration du pouvoir et un système fiscal dirigé à partir de Caracas et la région septentrionale-côtière du pays. Et c'est de là que vient la structure militaire vénézuélienne du XXI<sup>e</sup> siècle.

## **2- Les débuts des forces armées contemporaines**

L'armée vénézuélienne contemporaine est réellement née avec le processus centralisateur dirigé par Juan Vicente Gómez. Il y avait déjà eu un antécédent quand Cipriano Castro avait mis en échec, avec moins de la moitié de ses effectifs, le banquier José Manuel Matos à La Victoria en 1899. Dans son livre *Época de Revolución en Venezuela*, le général Alberto Müller Rojas juge que cet événement représente l'acte fondateur de l'armée actuelle: «Mais la professionnalisation des membres de ce qui se constitua comme une corporation, centrée sur l'entourage/la cour du *caudillo* andin et son successeur, le général Juan Vicente Gómez, a été un processus jusqu'à présent inachevé.»

Le Benemérito, après avoir asphyxié les mouvements et les *caudillos* régionaux (fédéraux), créa un État tout-puissant et pour cela consolida un système fiscal national, une administration publique rigide commandant à partir du centre du pays et évidemment, un appareil militaire compact.

Le chef de la Mulera (Juan Vicente Gomez) fit venir du Chili un officier prussien, Samuel Mc Gill. Celui-ci, appliquant ses critères intransigeants, forgea une armée à son image et à sa ressemblance. La genèse militaire contemporaine est très bien expliquée par le professeur Angel Ziem dans son fameux livre sur la formation de l'armée (2) et il la place à cette époque historique tout comme le fait Domingo Alberto Rangel. C'est le compère d'«El Cabito» qui enclenchera effectivement la genèse des forces armées vénézuéliennes contemporaines.

Cette organisation militaire a amélioré son caractère opérationnel sous les administrations de López Contreras et Medina Angarita, héritiers de Juan Vicente Gómez bien que, avec des ouvertures dictées par les circonstances, on ait organisé une véritable loge militaire qui imagina la gestion de l'armée et, en alliance avec Action Démocratique, domina pendant la période 1945-1948. Ensuite les militaires se débarrassèrent du «parti du peuple» autoproclamé (Action Démocratique) pour administrer le pouvoir seuls, ce qu'ils obtinrent après la chute de Rómulo Gallegos, entre 1948. et le 23 janvier 1958.

La naissance de l'armée vénézuélienne est de nature réactionnaire parce qu'elle s'est produite sous les régimes de Cipriano Castro ou de Juan Vicente Gómez, quel que soit l'angle d'analyse que l'on adopte.

Elle constitue un outil élaboré pour soutenir le réseau des structures dominantes. Sa fonction est essentiellement celle-là, même si certains militaires prétendent être les «garants de la souveraineté nationale» à travers une «doctrine de la dissuasion». Et même s'ils évoquent les «guerres asymétriques» ou celles de la «quatrième génération» (c'est-à-dire menées notamment par l'intermédiaire des médias, *NdT*) (1) auxquelles ils ne sont évidemment pas préparés.

Ce dernier type de confrontation émerge de l'absence de multipolarité militaire [à l'échelle internationale] et dans les pays où des secteurs militairement faibles peuvent se faire remarquer par la voie du terrorisme pour combattre celui de l'État. Le cas typique est celui de la destruction du World Trade Center à New York ainsi que la destruction partielle du Pentagone par un ennemi qui a le don d'ubiquité: le réseau fondamentaliste d'al Qaeda.

### **3- Le Pacte de Punto Fijo et l'armée vénézuélienne**

«Je n'approuve pas les salaires que gagnent les professeurs d'école primaire; le jour où un instituteur gagnera plus qu'un général, alors le Mexique sera sauvé.»

Francisco «Pancho» Villa (lettre à Adolfo De La Huerta, président du Mexique)

Avec l'avènement du projet populiste du Pacte de Puntofijo, Rómulo Betancourt dut affronter les structures militaires/la hiérarchie militaire/ héritées de la dictature de Perez Jimenez. Il était évident que l'organe de sécurité de l'État, la terrible Sécurité nationale, s'était dissous mais l'armée conçue par l'homme de Michelena n'avait pas fondamentalement changé, au point qu'un officier de son administration (qui présida le Cercle militaire et l'Institut national des sports), le contre-amiral Wolfgang Larrazábal, fut le personnage le plus important de la Junte militaire patriotique qui lui succéda.

Deux officiers supérieurs du régime qui venait d'être renversé, «El Turco» Casanova et Romero Villarte firent partie de cette Junte, mais le mouvement populaire réussit à les chasser pour les remplacer par Eugenio Mendoza et Blas Lamberti, représentants évidents du grand capital. Ceux-ci firent évidemment pression pour percevoir les créances (des capitalistes, *NdT*) contre l'État vénézuélien, créances impossibles à négocier sur les marchés internationaux à cause de la crise. Si la présence populaire fut assurée par le biais de la Junte patriotique dirigée par le légendaire Fabricio Ojeda, il n'y eut pas réellement de défaite des forces armées comme celles qu'elles subirent en Bolivie quand un puissant mouvement ouvrier mit en échec l'armée régulière en 1952.

Devant certains administrateurs de la violence étatique, partisans du «putschisme» traditionnel, et face à des actions violentes comme l'attentat de Los Próceres, le gouvernement d'union nationale COPEI-AD (sociaux-chrétiens et sociaux-démocrates) devait

prendre des initiatives. Les militaires de l'époque ne voyaient pas d'un bon œil la coalition du Club Caraïbes (originellement formé par Pepe Figueres au Costa Rica, Muñoz Marin à Porto Rico, Prío Socarrás à Cuba, Víctor Raúl Haya de la Torre au Pérou et le «Napoléon de Guatire» au Venezuela), mais leur haine contre le gauchisme, le socialisme, le communisme et autres idéologies semblables, était infiniment plus grande. Il ne faut jamais oublier que tous ces officiers avaient été formés aux Etats-Unis.

Romulo Betancourt commença donc à diffuser un discours de type maccarthyste afin de regrouper autour de lui le noyau des «putschistes». Il provoqua la gauche, représentée par le Parti communiste vénézuélien et les secteurs radicaux d'Action Démocratique et de l'Union républicaine démocratique. Le mitraillage d'une manifestation de chômeurs sur la Plaza Concordia fut la première étape de ce plan. La gauche vénézuélienne a été toujours très dépendante des oukazes des centres de pouvoir internationaux du bloc socialiste et spécialement de l'Union soviétique. Le «browderisme» (3) eut un effet d'étouffoir pour les communistes dans toute l'Amérique latine et favorisa l'essor de la social-démocratie, puisque l'union antifasciste avec les alliés des PC les poussa à éviter les conflits avec eux et à retarder la réalisation de leurs propres projets.

Évidemment, le Département d'État et le Pentagone s'empressèrent de soutenir le projet de Romulo Gallegos. Ainsi, l'École des Amériques, centre de tortures très spécialisé, forma beaucoup d'officiers dont les «talents» dans ce domaine furent utilisés sur les différents théâtres d'opérations, ce qui se traduisit par un nombre élevé de personnes torturées, «disparues», arrêtées illégalement et assassinées. Les camps de concentration de l'Isla de Burro ou de Tacarigua sur le lac de Valencia (camp ironiquement appelé Rafaël Caldera [du nom du dirigeant et président social-démocrate]), ceux de Cachipo, Cogollar et d'autres qui échappent à ma mémoire, ont servi de terrains d'apprentissage pour ces méthodes.

La confrontation n'occasionna pas beaucoup de pertes parce que les petits groupes d'avant-garde – le «Triangle Noir», le FUL (Front uni de libération) et le Directoire Révolutionnaire Vénézuélien ou Direve – s'empressèrent de se rendre dans les montagnes pour rééditer l'expérience de la Sierra Maestra. Le Parti communiste vénézuélien (PCV), le MIR (Mouvement de la Gauche révolutionnaire) et certains secteurs de l'Union républicaine démocratique dirigés par Fabricio Ojeda, prirent ensuite le chemin de la lutte armée rurale dans un pays éminemment urbain. La défaite était prévisible mais le projet populiste utilisa la conjoncture pour intégrer à sa coalition le facteur de pouvoir le plus important, celui des armes. Les partisans du Pacte de Punto Fijo réussirent ainsi à agréger les militaires à son modèle.



Il nous faut ici nous arrêter un moment pour commenter les insurrections de 1962 connues sous le nom de «Carupanazo» et de «Porteñazo», et qui se produisirent dans les villes de Carúpano et de Puerto Cabello, respectivement le 4 mai et le 2 juin de cette année. Elles furent organisées par un groupe de l'appareil militaire du Parti communiste vénézuélien et du secteur militaire du MIR (Mouvement de la Gauche révolutionnaire) dans deux centres de la marine et de l'armée de terre. Les deux actions se terminèrent par un échec et affaiblirent fortement la gauche au sein de l'armée. Ces actions ne furent pas coordonnées avec les guérillas et, isolées, elles ne pouvaient qu'être vaincues.

Ces deux soulèvements se produisirent sous le gouvernement du social-démocrate Rómulo Betancourt, quatre ans à peine après la chute du dictateur Perez Jimenez et la consolidation du modèle populiste instauré à partir du Pacte de Punto Fijo entre les chefs des trois formations politiques [AD, COPEI et URD] qui étaient revenus d'exil et dont les objectifs étaient transparents.

Le dirigeant du Guatire, Romulo Betancourt, avait formé un gouvernement de coalition de son parti, Action Démocratique (social-démocrate) avec le COPEI (chrétiens sociaux) et l'Union républicaine démocratique. Il doubla le budget pour que l'État assume le fardeau qui pesait sur l'économie nationale: la clientèle des partis qui gravitait autour du secteur public pour obtenir des charges, des contrats et des parcelles de pouvoir.

Toutefois, en matière militaire, il devait affronter un grave problème. Malgré le renversement du dictateur Pérez Jiménez l'appareil militaire continuait à exercer un pouvoir sur le gouvernement. Quelques officiers qui avaient étroitement collaboré avec la dictature furent purgés de l'administration mais on entendait le bruit des sabres dans la classe militaire. Plusieurs événements comme la mutinerie de La Planicie et la prise de San Cristóbal par le général Castro León, le «Barcelonazo» et l'attentat de Los Próceres, révélèrent les problèmes posés par les militaires.

En outre, il fallait tenir compte d'un facteur international significatif pour l'armée. Les régimes au pouvoir en Amérique latine à cette époque étaient essentiellement dominés par les casernes. Odría au Pérou, Somoza au Nicaragua, Batista à Cuba, Stroessner au Paraguay, Duvalier à Haïti, Trujillo en République dominicaine, les forces de gendarmerie en Argentine, au Guatemala et dans d'autres pays d'Amérique centrale et les Caraïbes, étaient dirigées par des officiers et des sous-officiers appartenant à l'armée.

Romulo Betancourt avait fixé une orientation politique très nette dans le cadre des confrontations de la guerre froide. Il avait ouvertement pris le parti des États-Unis et son amitié avec l'emblématique gouverneur de Puerto Rico, Muñoz Marin, ne pouvait que conforter ce choix. Pour consolider sa position politique, il avait besoin du soutien des forces armées et il l'obtint en utilisant la

peur du communisme et le chantage au péril rouge.

Pour concrétiser son projet, il provoqua la gauche afin qu'elle se lance dans la rébellion. La manœuvre réussit facilement, vu le manque d'idées des forces révolutionnaires, qui tombèrent dans le piège et se réfugièrent dans les montagnes pour rééditer l'exploit de la Sierra Maestra. Cette action poussa les militaires, généralement fascistes ou de droite, à serrer les rangs et à se regrouper tous, sans le moindre doute, derrière le président.

Avec les guérillas du Parti communiste vénézuélien, du MIR (Mouvement de la Gauche révolutionnaire), de secteurs de l'Union républicaine démocratique et de groupes indépendants, Rómulo Betancourt résolut deux difficultés auxquelles devait faire face son gouvernement. D'une part, il obtint l'appui inconditionnel des militaires face au péril communiste; d'autre part, il démontra son audace et ses capacités politiques au président John F. Kennedy en se révélant un allié absolument fiable dans le conflit Est-Ouest.

Cependant, quelques officiers défendaient des positions idéologiques différentes de la majorité des cadres militaires, grâce au travail des organisations de gauche à l'intérieur des forces armées. Ils jouissaient d'un certain prestige et, poussés par le désespoir, décidèrent d'organiser un putsch. Le lieutenant-colonel Jesús Molina Villegas, le commandant Vegas Castejón et le lieutenant Fleming Mendoza furent entre autres, les porte-drapeaux de la mutinerie de Carúpano. Mis en échec par les forces loyalistes, ils furent arrêtés et emprisonnés avec les civils Eloy Torres et Simón Sáez Mérida.

Moins d'un mois plus tard, Puerto Cabello, la ville où la Première République s'était effondrée, fut le théâtre d'une autre tentative importante de renverser le régime. Le capitaine de navire Manuel Ponte Rodriguez, le capitaine de frégate Pedro Medina Silva et le capitaine de corvette Víctor Hugo Morales constituèrent la direction du soulèvement qui disposa de l'appui des lycéens et du peuple en général. Les bombardements opérés par les forces aériennes et le fait que le détachement local de la Garde nationale de Puerto Cabello décida de se retirer de la conspiration furent les deux facteurs déterminants qui expliquent la défaite des insurgés.

L'existence de petites fractions de gauche dans l'armée et ces deux insurrections ne signifient nullement que l'armée vénézuélienne ne soit pas une entité au service des intérêts transnationaux. Pendant le début du régime populiste, les militaires s'alignèrent de façon inconditionnelle sur les Etats-Unis. Et par la suite ils ont continué à maintenir la même attitude, comme tente de le montrer cet article.

Il vaut la peine de signaler ici la conception que défendait le chef d'Action Démocratique, originaire de la ville de Guatire, Romulo Betancourt: il envisageait en effet un système politique, économique et social, la Pentarchie, dont nous parlerons plus loin, et qui repose sur cinq facteurs de pouvoir. Dans le domaine politique Bettancourt crut toujours en l'alternance entre les deux partis ayant des objectifs

clientélistes, Action Démocratique (les sociaux-démocrates) et COPEI (les sociaux-chrétiens), bien que d'autres groupes aient servi de bouche-trous comme l'Union républicaine démocratique, le FND (Front national démocratique) et le FDP (Front démocratique populaire), puis plus tard le MEP (Mouvement populaire) et le Mouvement d'action pour le socialisme (MAS).

Dans le domaine religieux, le haut clergé constitua l'axe de la représentation catholique qui pesa, par sa voix et par son vote, dans les décisions du petit comité dirigeant. Fedecámaras représenta le patronat et la Confédération des travailleurs vénézuéliens (CTV), la centrale syndicale chargée de retenir et d'encadrer la classe ouvrière. Et pour parachever le modèle de Romulo Betancourt, il y eut l'armée qu'il informa de ses orientations les plus importantes.

Betancourt considérait que les militaires constituaient un soutien essentiel dans un pays dépourvu de tradition démocratique et ayant eu une trajectoire particulièrement mouvementée. Il réussit ainsi à neutraliser les groupes de droite qui dominaient l'armée dans les années 1950 et, avec la menace fantasmatique du communisme, il les amena à se rallier à lui pour défendre son nouveau schéma de domination. La défaite de l'insurrection des guérilleros lui permit d'intégrer les militaires dans son modèle politique. Sur ce plan il fut toujours soutenu par le Pentagone. Il bénéficia aussi de l'afflux des pétrodollars qui jouèrent un rôle déterminant, notamment grâce à son disciple Carlos Andres Pérez. Cette situation lui permit non seulement de briser les conflits sociaux mais d'endormir les officiers de l'armée.

#### **4- De l'inutilité de l'«alliance civico-militaire»**

Il est vrai qu'au départ les communistes essayèrent d'infiltrer les forces armées et qu'ensuite le groupe Ruptura, dirigé par Douglas Bravo dans les années 1970 et 1980, poursuivit la même orientation: ces deux tendances défendirent la thèse d'une alliance entre les civils et les militaires, avec un apparent succès. Néanmoins, si l'on observe le comportement des officiers qui se sont mis au service du régime chaviste, on constate qu'il n'existe aucune différence avec l'attitude des militaires qui ont soutenu auparavant le pacte de Punto Fijo. C'est pourquoi ceux qui défendent la possibilité d'un progrès politique, résultant d'une concertation avec les militaires vénézuéliens actuels, avancent des arguments trompeurs et mensongers.

Les victoires remportées contre la gauche après quelques escarmouches épuisèrent l'efficacité de l'argument de la menace communiste pour les militaires. Il fallait donc formuler un nouveau modèle pour les maintenir tranquilles. La prospérité pétrolière après l'embargo arabe de 1973 en fournit l'occasion. La corruption permit de calmer ce secteur de la société vénézuélienne. Et la Commission de la Défense du Sénat, autorisée par la Constitution à promouvoir

les officiers ayant au moins le grade de colonel et de capitaine de navire, compléta cette politique. Cette commission étant dominée par les sociaux-démocrates d'Action démocratique et les sociaux-chrétiens de COPEI, les deux partis décidèrent évidemment des promotions selon des critères politiques, ce qui leur permit de manier les ressorts du pouvoir.

L'effondrement du prix du brut entraîna la crise du clientélisme vénézuélien et la chute du projet de la polyarchie. Cette circonstance influença aussi la conduite des forces armées qui furent affectées par un malaise ostensible. Mais auparavant les militaires se livrèrent à un génocide effroyable le 27 février 1989. Seize ans plus tard, ils continuent à bénéficier de l'impunité et l'on ignore encore ce qui est arrivé à de nombreuses personnes assassinées de la manière la plus barbare. La première grande insurrection contre la mondialisation a été noyée dans le sang.

Un bureau de l'agence de presse United Press International (UPI), a qualifié les émeutes vénézuéliennes de février 1989 de «baiser de la mort» du Fonds monétaire international. Un dirigeant politique aujourd'hui décédé, sorte d'oracle du populisme national, a repris cette expression pour décrire les terribles événements survenus pendant les derniers jours de février et les premiers jours de mars 1989.

Les causes de cet événement sanglant sont nombreuses. Il faut commencer par indiquer que la violence tangible, directe et immédiate, n'a pas souvent été présente à une grande échelle pendant le XX<sup>e</sup> siècle au Venezuela, excepté quelques conflits isolés ou éphémères. Ainsi, au début du XX<sup>e</sup> siècle, le pays a connu quelques affrontements significatifs comme la bataille de La Victoria, durant laquelle 9 000 soldats gouvernementaux écrasèrent environ 16 000 insurgés. Après le renversement d'«El Cabito», Juan Vicente Gómez se chargea de chasser les *caudillos* régionaux pour créer un État national unifié et solidement vertébré. Cependant, cette unification signifia la création d'un État puissant et la liquidation des autonomies régionales qui avaient un long enracinement historique.

À la dictature de Juan Vicente Gomez, succéda un gouvernement dirigé par le général Eleazar López Contreras, qui utilisa la violence comme un dispositif de maintien de l'ordre et créa une administration qui prépara la transition vers d'autres formes politiques. Isaías Medina Angarita incarna une gestion tranquille mais les putschistes qui le renversèrent employèrent des méthodes arbitraires après avoir déposé le président Rómulo Gallegos et écarté les sociaux-démocrates d'Action Démocratique.

Entre 1948 et le 23 janvier 1958, les secteurs militaires dirigeants du Venezuela eurent recours à la répression, à la torture et à l'intoxication de l'opinion publique. Ils se fondèrent sur l'emploi de la force et bénéficièrent de l'appui des Etats-Unis, puisque leur politique était en harmonie avec leurs intérêts durant la guerre froide.

Quelques réactions violentes se produisirent dans les rues, mais elles furent rapidement contrôlées par les cadres traditionnels des partis qui n'engagèrent pas de lutte contre le gouvernement de facto [des militaires]. Rómulo Betancourt, Rafael Caldera et Jóvito Villalba, les principaux dirigeants d'Action Démocratique (sociale-démocrate), de COPEI (sociaux chrétiens) et de l'Union républicaine démocratique, tombèrent d'accord durant leur exil à New York pour instituer un modèle politique fondé sur le populisme et la collaboration des facteurs de pouvoir. Ils reçurent la bénédiction des Etats-Unis parce que les trois partis voulaient que le Venezuela soutienne l'Occident dans le conflit de la guerre froide.

Des groupes d'avant-garde se rendirent dans les montagnes pour imiter l'exemple cubain. Le Parti communiste vénézuélien, le MIR (Mouvement de la Gauche révolutionnaire) et des secteurs de l'Union républicaine démocratique se lancèrent dans une lutte armée rurale. Poussée par l'immédiatisme, la gauche tomba dans le piège de Betancourt et fut battue. Pendant des années on assista à une sorte de guerre de positions et à des escarmouches entre l'armée et une avant-garde ne bénéficiant d'aucun soutien des masses.

L'influence d'Action Démocratique (sociale-démocrate) se poursuivit avec Raúl Leoni, qui utilisa la même dose d'oppression et de violence léthale, comme dans le triste cas du professeur Alberto Lovera, des frères Pasquier (deux militants du Mouvement d'action pour le socialisme assassinés en 1965, NPNF), de Donato Carmona et de beaucoup d'autres «disparus». La lâcheté du ministre de l'Intérieur, Gonzalo Barrios, se manifesta de la façon la plus évidente lorsque, interviewé par Miguel Otero Silva dans le quotidien *El Nacional*, il osa déclarer que les camarades de Lovera étaient responsables de sa mort !

Le premier gouvernement du social-démocrate Rafael Caldera réprima violemment le mouvement étudiant et viola les droits humains, comme en témoignent les cas de Carlos Bello, Luis Hernández, José Uribe et de beaucoup d'autres jeunes qui furent tués dans la rue par les forces de répression de l'Etat, qui changèrent alors de nom (la Digepol fut remplacée par la Disip, et la SIFA devint la DIM).

Les régimes des sociaux-démocrates Carlos Andres Pérez (1974-1979) et Luis Herrera Campins (1979-1984), connurent une immense prospérité fiscale, garantissant donc la tranquillité sociale par la neutralisation des conflits grâce à des ressources considérables. La nouvelle classe politique émergente, née à la faveur de la corruption, opéra une énorme ponction sur le budget public.

Le social-démocrate Jaime Lusinchi assura ensuite le pouvoir (1984-1989) son administration signa des accords de refinancement (de la dette) avec la Banque mondiale dans des conditions très défavorables au pays et mena une politique économique d'expansion de la demande sociale accompagnée d'une inflation relativement

haute (40 % en 1987 et 356 % en 1988).

Le social-démocrate Carlos Andres Pérez (dirigeant d'Action Démocratique) gagna une seconde fois les élections présidentielles le 4 décembre 1988 grâce à son charisme personnel. Le peuple vénézuélien aspirait à une solution messianique et magique de la situation et il crut que la prospérité de 1974 reviendrait sous la direction de ce personnage qui avait su profiter de l'embargo pétrolier arabe de 1973. Mais le social-démocrate de Clarines (Carlos Andres Pérez) avait ruiné le pays: le Venezuela ne disposait plus de réserves opérationnelles. Le pays ne réussissait qu'à payer un montant dérisoire de l'amortissement de la dette externe et connaissait une situation inflationniste.

Devant ce tableau désastreux, Carlos Andres Pérez aurait pu récupérer la vaste dette du secteur privé envers l'État à travers l'impôt sur le revenu, taxer la sortie de devises, fortifier les salaires et la consommation, entreprendre une réforme fiscale progressive et proportionnelle, et imposer des mesures protectionnistes. Mais il fit tout le contraire: il alla voir les créanciers du pays et refinaça à nouveau la dette. Plus grave encore, il adopta des mesures [d'austérité] néo-libérales et suivit les recettes des institutions internationales.

Le *caudillo* de Rubio préféra pactiser avec les groupes économiques nationaux exportateurs, ceux qui avaient un excédent à placer, vu l'insuffisance du marché intérieur vénézuélien. En annonçant la liste des membres de son cabinet, l'ancien secrétaire de Rómulo Betancourt présenta surtout des *yuppies* de l'IESA et des personnalités patronales: Moisés Najm (Développement), Fanny Bello (Agriculture), Gustavo Rossen (Éducation), Pedro Tinoco (Banque centrale du Venezuela) et Reynaldo Figueredo (secrétariat de la Présidence), tous liés à ces milieux patronaux.

Le 2 février 1989, il prit possession de sa charge au cours d'une cérémonie organisée dans la salle Rios Reyna du complexe Teresa Carreño. Ce fut un spectacle fastueux, ostentatoire et vulgaire, auquel assistèrent une brochette hétéroclite de personnalités: Fidel Castro, Dedmont Hoyte, Daniel Ortega, Oscar Arias, Virgilio Barco, Willy Brandt, Alan García et même des chefs d'État d'Océanie. Ce prologue servit à dissimuler la prise de décisions qui allait suivre.

Le président Carlos Andres Pérez présenta son plan: augmentation des services collectifs (électricité, eau, téléphone, essence, etc.), unification des taux de change à un taux fluctuant en accord avec le rapport entre l'offre et la demande, augmentations salariales pour les travailleurs du secteur public sans embauche collective, privatisation d'entreprises publiques et élimination de subventions dans différents secteurs de l'économie. C'étaient des mesures très semblables à celles prises par le président Hugo Chávez le 12 février 2002 quand il dévalua fortement la monnaie vénézuélienne, le bolivar. Le peuple les surnomma le «*paquetazo*» (le grand paquet), «les recettes» ou

«l'électrochoc».

L'application de ces mesures visait à prendre un virage radical pour améliorer la santé économique de la nation, en conservant toujours la même structure sociale et en cherchant à obtenir une plus grande rentabilité du capital. Peu importait au gouvernement le coût humain de ce *paquetazo*, ce n'était pas son problème.

La nouvelle dimension planétaire du pouvoir politique confère à l'économie des buts qui n'ont aucun rapport avec l'amélioration de la qualité de vie des hommes et des femmes. Aujourd'hui, la compétitivité, la rentabilité du capital et le fait que le travail soit dépouillé de tout facteur humain entretiennent et reproduisent la logique d'un mouvement productif et commercial indépendant du sujet de l'histoire.

Il y avait déjà eu des précédents internationaux en matière de restrictions graves pour sauver les créances de la Banque mondiale. Le modus operandi avait été mis au point à partir de la crise mexicaine de 1982. Comme on pouvait difficilement imposer un embargo économique contre les États nationaux endettés du tiers monde, il était préférable, et moins coûteux, de faire jouer dans ces pays l'intervention économique des organismes de Bretton Woods: la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

La révolte du «*Caracazo*» se déroula du 27 février aux premiers jours de mars 1989. Carlos Andres Pérez et ses technocrates lancèrent un ensemble de décisions préjudiciables qui provoquèrent, moins d'un mois après la prise de fonctions présidentielles, une réponse ferme des Vénézuéliens face à des décisions qui ne pouvaient qu'aggraver leur situation. Tout était mis en place pour faire peser le lourd fardeau de l'intervention économique des institutions internationales sur les épaules des classes économiques les plus faibles de la pyramide sociale.

La révolte du «*Caracazo*» fut précédée par quelques signes annonciateurs sur le plan interne. Le 2 février 1989, le président Carlos Andres Pérez organisa une réunion fastueuse pour son intronisation. Fidel Castro, par sa personnalité haute en couleurs, fit passer à l'arrière-plan la présence de tous les autres chefs d'État présents, y compris de hauts dignitaires espagnols et américains. La droite maccarthyste vénézuélienne, représentée à l'occasion par le groupe Cisneros, lança d'abord de violentes attaques contre le président cubain, puis vanta l'intérêt commercial et politique de sa venue au Venezuela.

Le *Diario de Caracas*, le même jour, fit sa une sur le «mariage de l'année», entre deux personnes appartenant à des groupes monopolistes nationaux. On ne pouvait mieux souligner l'existence de deux mondes aussi éloignés dans le pays.

Le samedi 25 février 1989 on put voir un spectacle kafkaïen dans les stations-service: de longues files d'automobilistes qui remplissaient leurs réservoirs d'essence, profitant du dernier jour

avant la hausse. En même temps n'était-il pas absurde d'acquérir un bien inéluctablement voué à augmenter? Cela illustre bien la conduite magique et irrationnelle des Vénézuéliens quand ils cherchent une solution à leurs difficultés.

La hausse du combustible était une des premières mesures imposées par le Fonds monétaire international. Cette augmentation entraîna automatiquement une hausse des tarifs des transports publics. Mais les gouvernants ne s'attendaient pas à une réaction du peuple, qui, d'une façon étonnante et unique, avait toujours supporté les humiliations et les vexations. Depuis les débuts du modèle populiste, de l'augmentation des dépenses publiques et de la triste diminution concomitante du salaire des fonctionnaires durant le quinquennat de Rómulo Betancourt (1958-1964), jusqu'à «l'électrochoc» de Carlos Andres Pérez en 1989, pendant toute cette période où la morale de la république avait été piétinée, la Pentarchie n'avait jamais imaginé une seconde que le peuple vénézuélien fût capable de réagir. Les élites dirigeantes ne tenaient aucun compte de ce qui s'était produit dans les autres pays d'Amérique latine où l'on avait appliqué la recette du FMI.

Le lundi 27 février 1989 semblait devoir être une journée comme les autres. Cependant, à Guarenas, une ville-dortoir proche de la capitale, des incidents graves éclatèrent à cause de l'augmentation disproportionnée du prix des transports vers Caracas. C'est à peine si la «sultane de l'Avila» [Carlos Andres Pérez] s'émut des troubles habituels qui se produisirent à la fin de la matinée à l'Université centrale du Venezuela. Mais l'après-midi fut différent. Les automobilistes et le peuple en général prirent possession des rues en érigeant des barricades. La révolte culmina par des pillages dans toutes sortes de magasins, avec la participation de la classe moyenne et la complicité de la Police métropolitaine. La terreur, le désordre et le chaos régnaient. Une masse sans organisation, sans objectifs ni avant-garde, secoua l'ordre établi. En fait, le «Caracazo» reproduisait ce qui s'était déjà produit au Brésil et en République dominicaine.

Les élites avaient commis une grave erreur. La Confédération des travailleurs vénézuéliens ne voulut pas exercer de pressions sur le gouvernement; Fedecámaras (organisation patronale vénézuélienne) était satisfaite des accords internationaux et de sa participation importante au gouvernement récemment formé; les services secrets de l'armée n'avaient pas prévu l'émeute populaire; les sociaux-démocrates d'Action Démocratique restèrent prostrés et furent complices de l'exécutif. L'opposition était trop occupée par le partage des postes au profit de sa clientèle (les sociaux chrétiens de COPEI, le Mouvement d'action pour le socialisme et la Nouvelle Génération Démocratique étaient en train de négocier à propos des présidences des commissions parlementaires et autres sinécures nécessaires pour rassasier leur faim [de pouvoir]).

Le mardi 28 février 1989, la capitale était méconnaissable. Elle



semblait avoir été dévastée par les affrontements; certains endroits rappelaient Beyrouth au pire moment de la guerre civile libanaise. Et l'armée patrouillait dans les rues. Mais les troubles, les pillages et les destructions continuèrent, débordant les militaires.

Même si les marmites des gens du peuple étaient souvent vides, c'était surtout la bouilloire de leur colère qui avait explosé. Trop de choses pesaient sur son couvercle et maintenant elle avait atteint le point d'ébullition. De façon irrationnelle, le peuple se fit justice lui-même. La petite-bourgeoisie commença rapidement à s'inquiéter et à prendre ses distances avec les «marginiaux», tandis que le lumpen faisait des siennes et s'attaquait aux tout petits commerçants.

Tout le monde connaît le dénouement de ce mouvement spontané provoqué par la hausse des prix de l'essence et des transports collectifs. Il s'agit du génocide le plus important jamais commis dans l'histoire du pays. Les organisations internationales de défense des droits humains estiment que plus 3 000 personnes furent assassinées, malgré le cynisme des chiffres officiels qui dépassent à peine les trois cents.

Cependant, le plus triste est que ce massacre est resté impuni jusqu'à ce jour. En effet, la Cour interaméricaine des droits humains a condamné l'État vénézuélien à verser une indemnisation financière et à prendre une série de mesures pour sanctionner pénalement les responsables, purger les forces de répression afin d'éviter un nouveau massacre et prendre les mesures nécessaires pour qu'une situation semblable ne se reproduise plus.

Seize ans après ces événements infâmes, les responsables matériels et intellectuels des morts, des blessés et des disparus du «Caracazo» n'ont toujours pas été condamnés. Les procès sont paralysés et l'enquête n'a pas avancé. Les forces de répression sont restées intactes et on n'a rien fait pour qu'un tel massacre ne se reproduise plus jamais.

Les événements du 11 avril 2002 [le dernier coup d'Etat manqué contre Hugo Chavez] ont démontré cette assertion.

L'État se réjouit d'avoir négocié le paiement des indemnisations. Mais il se passe la même chose qu'après le massacre d'El Amparo, à la suite duquel la Cour interaméricaine des droits humains a ordonné à l'État vénézuélien de payer des dommages et intérêts aux familles des victimes, de sanctionner les responsables de la tuerie et de réformer ce dinosaure juridique que constitue le Code de justice militaire, qui viole le droit de la défense et le processus nécessaire [à la manifestation de la vérité]. Si des dommages et intérêts ont bien été payés aux victimes, les autres décisions sont restées lettre morte.

Le Cofavic (Comité des familles des victimes du 28 février 1989), organisation née après le «*sacudón*», insiste pour que l'État exécute la décision de la Cour interaméricaine des droits humains mais en vain: l'État refuse absolument d'appliquer la sentence. Cette attitude n'a pas été seulement celle des administrations de Carlos Andres Pérez

[social-démocrate], Ramón J. Velásquez [ ] et Rafaël Caldera [social-démocrate]. C'est aussi celle de l'actuel gouvernement d'Hugo Chavez qui a fait bien peu de démarches pour que les auteurs du génocide soient condamnés, étant donné que ce sont les policiers, les membres des services secrets et les administrateurs de la violence d'État qui ont été les agents actifs de ce massacre.

Certains prétendent innocemment que ce n'est pas un gouvernement déterminé qui serait l'auteur du crime mais la structure de pouvoir existante. On a entendu (et on entend) cet argument dans toute l'Amérique latine, continent qui a connu ce type d'atteintes aux droits humains. En Colombie, l'État prétend combattre la guérilla et le trafic de drogues; au Guatemala, le gouvernement affirmait lutter contre une insurrection de guérilleros; en Argentine, les militaires et la Triple A se sont livrés à des exécutions; au Salvador, ce furent les escadrons de la mort du commandant Robert D'Aubuisson; au Chili, il y eut Pinochet et ses «caravanes» de la mort; en Uruguay, la répression fut orchestrée par l'armée; au Pérou, Fuji Mori prit prétexte du combat contre le Sentier Lumineux; et le massacre le plus emblématique, celui de la Place des Trois-Cultures, au Mexique, eut lieu sous la dictature parfaite du Parti révolutionnaire institutionnel.

Au Venezuela, les droits humains ont toujours été violés. Jusqu'à une période récente, l'École des Amériques a été un institut pédagogique parfait pour que les militaires vénézuéliens apprennent les techniques de persécution sur leurs théâtres d'opérations. Et cela s'est traduit au Venezuela par les massacres de Yumare, Cantaura et El Amparo, et ceux de l'actuelle administration Chavez à Puente Llaguno et à Vargas. Tous ont un dénominateur commun: ces crimes sont restés impunis.

Le massacre d'El Amparo n'est que l'une des nombreuses violations des droits humains commises par les militaires et les policiers vénézuéliens. Malgré le verdict de la Cour interaméricaine des droits humains qui a ordonné à l'État de verser des indemnités aux familles des victimes, la décision n'a été qu'à moitié appliquée et aucune responsabilité pénale n'a été fixée pour les responsables de cette tragédie. La Cour interaméricaine des droits humains a aussi ordonné une réforme du Code de justice militaire parce que ce code porte atteinte aux droits de la défense, mais rien n'a été fait à ce sujet. L'histoire vénézuélienne contemporaine a connu plusieurs tueries comme celles de Cantaura et de Yumare, qui n'ont jamais été sanctionnées.

Un autre argument des défenseurs de l'«union civico-militaire» reprend en fait la vieille thèse du Département d'État américain, qui voulait liquider les armées latino-américaines. Il s'agit d'imiter l'expérience du Costa Rica en vue de créer une seule entité chargée de maintenir l'ordre intérieur (la Garde civile), pour combattre la criminalité et les insurrections. Il est certain qu'une telle situation

conviendrait aux États-Unis et l'histoire des forces armées latino-américaines a montré qu'elles ont toujours suivi les intérêts des États-Unis et qu'elles ont été formées par les académies militaires américaines. Les courants de type «nassérien» n'ont guère eu de succès dans notre région. Velasco Alvarado, Omar Torrijos, Juan José Torres et compagnie, n'ont représenté que des expériences relativement éphémères.

Quoi qu'il en soit, dans le passé récent, l'armée vénézuélienne a toujours joué un rôle de police, de force contre-insurrectionnelle et de gardienne de l'ordre public. Il n'est pas nécessaire que les Américains veuillent l'éliminer, ou la transformer en un larbin soumis, car la hiérarchie militaire vénézuélienne a toujours répondu parfaitement aux désirs du Département d'État.

Il faut donc s'interroger sur l'utilité réelle de cette fameuse «union civico-militaire» dans le Venezuela contemporain. La première manifestation de cette union a commencé le 23 janvier 1958 et a conduit à la création d'un modèle politique pentarchique, qui a escamoté les droits démocratiques, la démocratie représentative ou formelle. Les insurrections de l'année 1992 [le coup d'État manqué de Chavez] n'ont pas véritablement uni les deux secteurs parce que la direction est restée exclusivement entre les mains des officiers. Les plans de Kléber Ramirez (dirigeant de Ruptura incorporé au courant chaviste comme conseiller des officiers insurgés) ne furent pas pris en compte et l'organisation des deux soulèvements fut strictement militaire.

On a pu observer un autre échantillon des liens entre militaires et civils au sein du gouvernement chaviste où les hauts cadres de l'exécutif sont des militaires. La combinaison entre les deux expériences historiques (celle du pacte de Punto Fijo et celle du chavisme), a été pour le moins néfaste. En fait, la thèse de l'union civico-militaire a servi à sauver la structure de domination vénézuélienne une fois les formes de domination antérieures épuisées. L'expérience de Pérez Jiménez (1952-1958) tout d'abord, puis l'expérience clientéliste ont lamentablement échoué, et il fallait donc les remplacer. L'union civico-militaire apparut miraculeusement pour maintenir la catastrophe nationale.

Comme les partis politiques souffraient d'un profond discrédit, Chávez s'est peu servi de ces organisations. Il les a utilisées pour les élections et les mobilisations de rue avec le Mouvement Cinquième République et la fédération des groupes qui constituaient le Pôle Patriotique. Il a attaqué la Confédération des travailleurs vénézuéliens mais il lui a permis de subsister car il n'a jamais cherché à faire appliquer l'un des rares décrets de la Constituante bolivarienne qui avaient un sens, celui qui concernait les enquêtes sur les biens des dirigeants syndicaux. Fedecámaras [organisation patronale] s'oppose à Chavez mais ne représente pas les chefs d'entreprise les plus importants en raison de la mondialisation. Le président critique

violemment la hiérarchie catholique quand cela lui convient. Il lui est arrivé d'appeler l'évêque Baltazar Porras un «*adeco* [membre d'Action Démocratique] en soutane», mais quand il a eu besoin de lui, le 11 avril 2002, il lui a demandé pardon et l'a appelé pour qu'il vienne participer au négociations du fort Tiuna [où Chavez fut enfermé lors du coup d'Etat]. De toute manière, l'Eglise catholique a perdu beaucoup de sa force en tant que pilier du pouvoir.

L'armée, en particulier selon la Constitution, est le pilier du schéma politique de Chavez. Ce schéma est fidèle au triangle conçu par le sociologue péroniste Norberto Ceresole et qui repose sur trois éléments: le Chef, l'Armée et le Peuple, ce dernier étant bien sûr compris comme une masse amorphe. Cette organisation armée répond aux intérêts des Etats-Unis. Ce n'est pas un hasard si l'on entend les officiers de la Plaza Altamira parler de «castrocommunisme» et s'ils emploient d'autres termes provenant du vieux lexique de la confrontation Est-Ouest. Même s'il est évident que l'armée n'est pas une caste, elle se place au-dessus du reste de la société. Avec l'avènement du lieutenant-colonel Hugo Chavez les militaires ont acquis désormais une plus grande importance et c'est pourquoi ils occupent des postes élevés dans l'administration.

### **5- Le 11 avril 2002**

Un débat s'est engagé pour savoir si le grand bouleversement qui a eu lieu le 11 avril 2002 a été un coup d'Etat, une vacance du pouvoir ou une conspiration multiple. Nous n'allons pas transformer l'interprétation de ces événements en un problème sémantique. Quel que soit l'angle d'analyse choisi, on arrive à une seule conclusion: Chavez a été renversé, et il n'a opposé aucune résistance puisqu'il s'est rendu sans conditions quand il a été menacé d'être bombardé. Il est arrivé au fort de Tiuna et les officiers qui y étaient cantonnés ont certainement été surpris par sa passivité.

Une énorme manifestation de gens qui s'étaient au départ réunis près du siège de l'entreprise pétrolière PDVSA dans le quartier de Chuao, à Caracas, se dirigea vers le palais présidentiel de Miraflores pour crier son hostilité au gouvernement chaviste qui avait soulevé tant d'espoirs et dont les résultats étaient les mêmes (voire pires) que ceux des gouvernements précédents. Bien que le trajet de la manifestation ait été modifié [et se soit finalement dirigé vers le palais présidentiel], la manifestation aurait pu être l'objet d'une répression sélective par le gouvernement, et il aurait pu y avoir peu de victimes, du moins, leur nombre aurait pu ne pas dépasser certaines limites.

Néanmoins le gouvernement réagit par un génocide. Les soldats et les policiers s'attaquèrent implacablement aux manifestants. Et les groupes de supporters chavistes agirent de la même façon, comme le montrèrent parfaitement les images diffusées à la télévision. Des civils armés tirèrent en toute tranquillité contre des personnes

désarmées et sans aucune justification.

Personne n'a été arrêté pour ces actes arbitraires. Tout le monde sait qu'une cour d'appel de l'Etat d'Aragua a décidé de laisser en liberté ceux qui ont participé à ce massacre de civils sans défense. L'impunité se perpétue au Venezuela puisqu'il n'existe pas de pouvoir judiciaire autonome et indépendant.

C'est ensuite que s'est produit la mutinerie parmi les administrateurs de la violence de l'Etat. Mais le gouvernement provisoire a ignoré totalement les réalités [géopolitiques] actuelles et n'a pas tenu compte des intérêts américains dans l'hémisphère Sud. Si l'on écarte les absurdités juridiques du «décret de fondation» et les quelques actions répressives qu'il a menées, le nouveau régime a pris la forme d'un coup d'Etat traditionnel et c'est ce qui explique son échec. Les dirigeants du putsch n'avaient pas compris que la seule façon de mettre en œuvre la mondialisation, de continuer à fabriquer de la pauvreté, de la faim et du chômage, c'est de conserver les parodies de démocratie qui existent en Amérique latine et dont le régime d'Hugo Chavez est l'un des exemples.

Le reste de l'histoire est connu. L'armée comprenait très bien la conjoncture internationale: elle n'eut pas d'autre choix que de remettre en place le militaire qu'elle venait de déposer. Elle a parfaitement joué son rôle de facteur de pouvoir prépondérant au sein de la société vénézuélienne, en harmonie avec la conjoncture historique et particulièrement en tant que satellite politique, financier et économique des Etats-Unis.

Le secteur militaire a opéré un repli et c'est pourquoi il a rendu la présidence à Chavez. Il est faux d'affirmer que ce serait la pression populaire ou la force du courant chaviste au sein de l'armée qui expliqueraient fondamentalement la résurrection du caudillo de Sabaneta. Il n'y avait pas plus de 20 000 manifestants prochavistes au palais présidentiel de Miraflores et le nombre de ceux présents au fort de Tiuna était encore moindre. La cause essentielle [du retour de Chavez au pouvoir] fut la pression des puissances étrangères qui voulaient isoler le gouvernement provisoire et le réduire à sa plus simple expression.

Le 11 avril 2002, se produisirent au Venezuela des événements qui bouleversèrent le pays et surprirent le monde entier. On avait déjà vu des soulèvements commencer par triompher puis échouer à cause de la réaction d'une partie de l'armée ou d'une intervention extérieure, mais on n'avait jamais assisté à ce qui se passa durant les deux jours suivants.

Je me souviens parfaitement comment le chef d'Etat du Soudan, le général al-Nemeiri, fut déposé par des officiers de gauche en 1983 et comment, quelques jours plus tard, ses fidèles organisèrent un contre-putsch et comment al-Nemeiri revint au pouvoir de façon particulièrement cruelle. Une situation similaire se produisit pendant la perestroïka et le chantage à l'équilibre de Gorbatchev. L'un des

protagonistes, le groupe des conservateurs staliniens les plus durs, emprisonna le dirigeant de la Glasnost, ce qui provoqua la réaction des réformistes dirigés par Boris Ieltsine. Une coalition des masses avec les forces armées réussit, par la voie de la dissuasion, à créer un nouveau régime.

Les deux cas que je viens de citer sont des exemples typiques de gouvernements éphémères où l'on a assisté à des contre-attaques pour remettre en selle le dirigeant renversé, ou pour créer une troisième option, imprévue. On peut trouver différents exemples dans des pays africains comme la Gambie ou le Cap-Vert où un soulèvement militaire s'est terminé au moins par des négociations.

Néanmoins, le cas vénézuélien se distingue des autres sous plusieurs aspects:

Il n'y a pas eu d'unanimité politique entre les putschistes, ce qui explique les divergences entre les différents groupes de conspirateurs qui n'ont pas agi dans une direction précise.

Le courant chaviste ne n'est pas battu, comme le montre la reddition immédiate du président qui n'a opposé aucune résistance.

L'opposition a fait preuve d'un crétinisme abyssal durant ce soulèvement. Elle a agi comme si elle vivait encore au temps de la guerre froide, suivant ainsi l'exemple des moyens de communication de masse qui crée de toutes pièces un péril communiste. Elle a cru que prétendre voir des communistes partout, jusque dans la soupe, des communistes prêts à manger les petits enfants, allait marcher.

L'opposition n'a pas compris la conjoncture historique dans laquelle nous vivons, quand elle a lancé un décret extrêmement autoritaire qui dissolvait tous les pouvoirs et ne respectait pas la Constitution bolivarienne.

L'opposition n'a pas non plus compris quels sont les intérêts américains actuels dans l'hémisphère Sud puisqu'elle s'est présentée comme la façade [civile] d'un putsch traditionnel.

Les groupes qui ont pris la tête du mouvement anti-Chavez adoptèrent des positions très diverses, puisqu'on y trouvait à la fois le président de l'organisation patronale Fedecamaras, un groupe lié aux secteurs les plus conservateurs des sociaux-chrétiens (COPEI) et certains groupes de patrons. Ils ont ignoré la Centrale des travailleurs vénézuéliens, les partis politiques en général, et même des secteurs importants des administrateurs de la violence de l'Etat. De nombreuses conspirations se mirent en place mais un seul groupe prétendit tout régenter.

Le maccarthysme de ceux qui s'approprièrent le coup d'Etat se dévoila quand ils annoncèrent la fin des exportations de pétrole vers Cuba et qu'ils effectuèrent un raid particulièrement sauvage contre l'ambassade de ce pays.

Le fondement juridique du nouveau gouvernement reposait sur un décret prétendant être une Constitution et un pouvoir constituant. D'un côté, on dérogeait à la Constitution de 1999 et, de l'autre, on

dissolvait tous les pouvoirs publics. Les rédacteurs de ce document infâme montrèrent leur ignorance, mais surtout ils dévoilèrent leur mentalité dictatoriale incommensurable.

Mais l'acte le plus grave commis par Carmona et sa bande fut d'agir en marge des réalités internationales. Ils ne comprirent pas que, désormais, il n'est plus possible de mener des coups d'Etat militaires traditionnels comme ceux de Pérez Jiménez au Venezuela, de Fulgencio Batista à Cuba, de Tacho Somoza au Nicaragua, de Manuel Odría au Pérou, de Trujillo en République dominicaine, de Stroessner au Paraguay, de Pinochet au Chili et de Videla, Viola, Gualtieri et autres assassins en Argentine.

La sévérité des mesures dictées par la mondialisation rend nécessaire l'existence de gouvernements issus des urnes et le recours aux institutions existantes dans toute la zone comprise au sud du Río Grande. Les gouvernants doivent faire preuve de charisme, être populaires, avoir les qualités d'un *caudillo* pour pouvoir imposer de grands sacrifices aux masses. Les cas de Lula au Brésil, de Lucio Gutiérrez en Equateur et de Chávez au Venezuela montrent bien de quel type de dirigeants le système a besoin, tout comme, dans un passé immédiat, ceux de Carlos Ménem en Argentine et du Roi du Baratin.

Les antichavistes ont ignoré cette réalité et ont cru pouvoir implanter au Venezuela une dictature traditionnelle, ce qui allait à l'encontre de la politique américaine dans la région. Le jour même des attentats d'Al Qaeda contre les tours jumelles de New York, cette politique américaine fut renforcée par l'approbation de la «Charte démocratique» de l'Organisation des Etats américains qui était l'échafaudage de l'organisation du système interaméricain.

Face à l'accumulation des erreurs commises par les antichavistes, que nous venons de décrire, le principal pilier du pouvoir au Venezuela, l'armée, n'eut pas d'autre issue que de réanalyser la conjoncture. Et effectivement les militaires se réunirent et, en voyant le spectacle dantesque offert par des gens comme Pérez Recao et leur larbin Carmona, ils agirent en conséquence. Ils remirent Hugo Chávez en place à la présidence pour réparer les dégâts.

Le chavisme, et particulièrement la gauche rancie qui le soutient, a créé plusieurs mythes autour des événements d'avril 2002. En particulier ces gens-là prétendent avec insistance que la réaction populaire des 12 et 13 avril aurait été la cause déterminante du retour au pouvoir du *caudillo* de Sabaneta. Ils affirment que ces mobilisations ont permis au président de revenir au pouvoir dans le cadre d'une alliance civico-militaire qu'ils comparent au 23 janvier 1958. Ils vont même jusqu'à extrapoler et comparer l'expérience d'Allende en septembre 1973 à celle du 11 avril 2002 vénézuélien.

Il nous faut donc décortiquer les différents éléments du mensonge le plus gros inventé par la clique gauchisante du chavisme. Soulignons d'abord que la mobilisation populaire après le 11 avril 2002 et les

manifestations en faveur du retour au pouvoir de Chávez n'auraient pas été suffisantes pour dévier le cours des événements et ne peuvent expliquer l'échec [du coup d'Etat antichaviste].

De plus, la comparaison entre le 11 avril 2002 et le septembre 1973 chilien sert surtout à maquiller la conduite de Chávez en 2002. On ne peut assimiler l'expérience chilienne à l'expérience vénézuélienne qu'en pratiquant une «*reductio ad absurdum*» [un raisonnement par l'absurde: méthode de raisonnement logique qui consiste à affirmer le contraire de ce que l'on veut démontrer et à aboutir à une contradiction, *NdT*]: il s'agit en effet de deux cas spatio-temporels distincts.

Le gouvernement de l'Unité populaire fut renversé par une coalition de facteurs, internes et externes, dans le cadre du conflit entre l'Est et l'Ouest. Les Etats-Unis voulaient faire valoir leur droit à une «destinée manifeste» [justifié par leur mission divine de répandre la démocratie dans le monde, *NdT*] dans leur arrière-cour, c'est-à-dire dans l'hémisphère Sud. À cette fin, le gouvernement américain accéléra une grave crise économique mal abordée par l'administration Allende, en soutenant une conspiration mobilisant les milieux patronaux, la classe moyenne et certains groupes fascistes comme Patrie et Liberté. De même les Etats-Unis poussèrent l'armée chilienne, marquée par sa formation prussienne, à mettre de l'ordre dans un pays conservateur où un accident historique avait permis une expérience réformiste dans un contexte à la légalité sujette à caution (5). Le précédent de Marmaduke Grove et de son pouvoir éphémère (pendant les années 30) constituait déjà un point noir dans l'histoire de cette nation rigide, même si elle disposait d'un mouvement ouvrier bien organisé. Il est important de comprendre aussi la conduite des gouvernants [socialistes] chiliens: elle reposait sur l'illusion que les forces armées respecteraient les institutions et que les classes dominantes chiliennes resteraient passives. Ce qui s'est passé dans la patrie de Pablo Neruda n'est rien d'autre qu'une gestion sociale-démocrate [de l'Etat] accompagnée de quelques nationalisations et mesures favorables au peuple, mais qui durent affronter une grande résistance des structures existantes. Cette situation se tendit sous la pression d'un mouvement de base, qui se traduisit par la prise en main de certaines usines, l'occupation d'immeubles vides et en général une activité très intense des organisations populaires.

Quand la marmite de la participation populaire atteignit son point d'ébullition et que l'avenue Bernardo O'Higgins fut occupée par un million de manifestants durant les derniers jours de l'administration de l'Unité populaire chilienne, la droite prit peur et se prépara à l'affrontement, accélérant ses plans d'intervention des bandes armées. Face aux manifestants qui lui demandaient des armes, le président Allende réagit en cherchant l'alliance avec la Démocratie chrétienne et, devant son échec, il fit appel à l'armée. Le reste est une histoire connue et on n'a pas oublié les rodomontades de César Altamirano



[secrétaire général du Parti socialiste chilien, *NdT*] qui prétendit tout brûler de Arica à Puerto Williams, et ne fit sans doute qu'éteindre quelques mégots. Quant à la riposte armée du MIR, on l'attend toujours.

C'est une aberration d'identifier les deux processus, celui qui s'est conclu au Chili le 11 septembre 1973 et celui qui s'était apparemment interrompu le 11 avril 2002, parce que les deux époques ne sont pas comparables, pas plus d'ailleurs que la personnalité des deux dirigeants, Salvador Allende et Hugo Chavez.

Le médecin qui mourut dans le Palacio de La Moneda a eu une trajectoire politique intéressante. Il fut le dirigeant emblématique de l'unité d'un Parti socialiste particulièrement bigarré. Tous ses courants furent galvanisés sous sa direction et, après avoir échoué plusieurs fois aux élections présidentielles, Allende put triompher à la tête d'une coalition, elle aussi hétérodoxe. En effet l'Unité populaire rassemblait le Parti communiste, le Parti socialiste, le Parti radical et trois scissions de la Démocratie chrétienne (la Gauche chrétienne et les deux MAPU). De même, Allende fit preuve d'un courage incomparable, en sachant que les conditions lui étaient totalement défavorables, quand il résista à l'intérieur du palais présidentiel aux attaques des Fokker et ce jusqu'à sa mort. Sa dignité le poussa à refuser de négocier et à n'accepter ni sauf-conduit ni exil.

Hugo Chávez, quant à lui, est un officier dont la vocation militaire se réduisait au départ à utiliser l'armée pour devenir joueur de baseball comme il l'a avoué lui-même. Il a eu un parcours très moyen au sein de l'institution militaire. Mais, poussé par l'obsession de devenir un grand dirigeant, il a toujours orienté sa carrière dans ce sens. Il bénéficia d'une certaine publicité grâce à une brève apparition à la télévision et, à partir de là, il construisit son image dans l'opinion.

Il sut transformer son échec militaire du 4 février 1992 en une victoire politique qu'il remporta sur le terrain électoral [en 1998]. Son attitude, à des moments décisifs de sa vie, ne s'est caractérisée ni par son audace ni par sa résolution. En deux occasions, le 4 février 1992 et le 11 avril 2002, il se rendit en négociant avec ses adversaires et fut emprisonné. L'incompétence de l'opposition antichaviste et la façon libérale dont l'administration chaviste a géré l'économie en garantissant les intérêts des forces de la mondialisation, ont joué en faveur du lieutenant-colonel. Même dans ces conditions, le président posa comme condition à sa démission l'exil de sa personne et de sa famille à Cuba, menant ainsi une transaction tout à fait évidente avec ses géoliers.

On ne peut donc comparer les deux chefs d'Etat, Allende et Chavez. Parcours personnel, conditions historiques, positions doctrinales, conduite devant des événements graves, formation politique, tout montre qu'un abîme les sépare. On ne peut établir aucune relation entre eux.

Je voudrais donc présenter maintenant quelques conclusions à partir des prémisses exposées antérieurement. Le 13 avril, se réinstalla au gouvernement un personnage indispensable pour mener à bien le processus complexe de mesures économique-financières conçues par les institutions internationales. La présence d'un homme charismatique [au sommet de l'Etat] est un outil utile pour injecter des illusions [dans le peuple] tout en s'adaptant à la réalité merveilleuse vénézuélienne. Ni Carmona ni l'opposition médiatique ne possèdent les outils pour exercer une politique populiste de façon aussi efficace que le fait Chávez grâce à son audience importante dans les secteurs populaires. Mettre en pratique des politiques économiques qui génèrent chômage et exclusion sociale est une tâche complexe et ardue. Ce n'est réalisable que par l'intermédiaire d'une direction politique ayant un magnétisme suffisamment puissant pour confondre temporairement le peuple.

La véritable raison du retour de Chavez au pouvoir réside dans le manque total de représentativité de l'opposition et le fait qu'elle n'ait pas tenu compte des intérêts des Etats-Unis dans l'hémisphère Sud. En effet, ceux-ci ne veulent plus permettre des coups d'Etat militaires, du moins de style traditionnel. En ne tenant pas compte de ces réalités Carmona signa son arrêt de mort et les militaires, accomplissant le rôle qui leur est assigné à l'intérieur de la structure du pouvoir, choisirent la meilleure option pour conserver un modèle économique-social dont ils constituent un élément fondamental.

L'essai systémique du pouvoir se reforma et nous sommes maintenant face au gouvernement le plus autoritaire qu'il y ait eu au cours de ces dernières années au Venezuela. Une telle situation est une condition nécessaire pour conserver l'état de choses qui fonde le projet clientéliste que nous subissons et bien sûr pour soutenir les initiatives économiques qui dominent dans l'hémisphère Sud. Et les opposants de Chavez, qui assumèrent le pouvoir les 11 et 12 avril 2002, ne représentaient pas une option différente parce qu'en fin de compte ils avaient les mêmes projets sous un emballage différent.

Ce qui est en jeu, c'est l'application des politiques restrictives d'un modèle capitaliste mondialisé qui privilégie exclusivement la productivité et la rentabilité du capital. Et cela doit se faire avec l'image populaire qui est celle du caudillo de Barinas. C'est pourquoi j'affirme que le 13 avril marque le retour de la mondialisation, avec tous ses privilèges, et de son vecteur le plus efficace, durant ces dernières années, le président Hugo Chávez Frías.

Ce moment éphémère [les 11 et 12 avril 2002] montre de manière limpide le caractère systémique de l'armée vénézuélienne, aux ordres des valeurs de la mondialisation: le pouvoir. Jamais l'essence du pouvoir, à l'échelle internationale, n'est apparue plus clairement que depuis l'effondrement du bloc soviétique, la crise financière du tiers monde et la réorganisation intervenue immédiatement après les attentats contre les tours jumelles. Qualifier de démocratiques les

agissements de l'armée vénézuélienne le 11 avril 2002, c'est soit faire preuve de naïveté, soit être resté bloqué à l'époque de la confrontation Est-Ouest. L'armée vénézuélienne a tout simplement eu une conduite pragmatique dans le contexte international actuel.

## **6- L'armée vénézuélienne n'est pas une institution fiable**

Le bruit de sabres a commencé en 1987 quand un groupe mécanisé de l'armée effectua une manœuvre inhabituelle à côté du ministère de l'Intérieur, alors que Simón Alberto Consalvi assumait l'intérim du pouvoir, lors d'un déplacement du président Jaime Lusinchi [1984-1989] à l'étranger. On sait aujourd'hui que c'est le lieutenant-colonel Ortiz Acosta qui a dirigé cette manœuvre étrange dénoncée par Eduardo Fernández comme un coup d'État qui n'avait rien de virtuel.

Deux mutineries se produisirent ensuite en 1992, au caractère très orthodoxe et bénéficiant d'une très faible participation des civils. L'erreur léthale du 4 février 1992 fut de n'avoir prévu aucun moyen de diffusion de masse. Il en résulta deux défaites militaires qui se transformèrent en des victoires politiques et électorales.

A l'époque le colonel José Machillanda avait déjà publié son travail de recherche *Poder militar y poder político en Venezuela, 1958-1986* (4), dans lequel il caractérise la société vénézuélienne comme une société quasi prétorienne; en effet, même si nous ne vivons pas sous un régime militaire, le secteur militaire possède un privilège évident qui le place au-dessus de tous les autres. Comme l'écrit Machillanda:

«En accord avec l'élite de la "Société Prétorienne", l'Institution Militaire se transforme en un "Modérateur de la Gestion Politique", mais cette même fonction lui nie le droit de s'ériger en un "Recteur" d'un changement du système politique. Sa tâche modératrice est essentiellement de préserver, surveiller, l'intégrité du système [politique et social] et de coopérer avec lui et ces fonctions sont fondamentalement conservatrices (4).»

La venue au pouvoir de Chávez n'a provoqué aucun changement substantiel parmi les administrateurs de la violence de l'État. Bien au contraire, son premier ministre de la Défense fut un officier bénéficiant de la confiance absolue de Washington, le général Raúl Salazar. Les postes dirigeants de l'armée ont toujours été occupés par des personnes proches des intérêts des Etats-Unis dans l'hémisphère Sud. Les militaires vénézuéliens se rangent inconditionnellement aux côtés de l'Onclé Sam.

Les pratiques antérieures des militaires vénézuéliens se perpétuent mais elles sont dissimulées par une réglementation ad hoc. Tout d'abord on continue à inculper des civils pour des infractions militaires. En outre, le Code de justice militaire est un texte légal destiné à rendre expéditive la procédure de jugement des inculpés. On a démesurément renforcé les pouvoirs du juge en lui donnant la possibilité d'ordonner la mise en détention préventive sur la base

d'un seul indice. Il existe une procédure permettant au président de la République d'ordonner un non-lieu ou la continuation du procès en passant par-dessus un pouvoir judiciaire censé être «autonome». Bien que le Mur de Berlin ait été démoli en 1989, on a voulu conserver à tout prix un dinosaure juridique.

Pendant le mandat présidentiel de Chavez se sont produits quelques incidents comme celui du lieutenant Sicatt, qui a brûlé deux subalternes, ainsi que plusieurs mauvais traitements et homicides de conscrits commis par des officiers. De plus un massacre comparable à celui du 27 février 1989 a été commis le 27 février 2004. La protestation dans les rues de ceux qui souhaitaient l'organisation d'un référendum a été liquidée à coups de balles, de chevrotine, de grenades lacrymogènes et de toutes sortes de projectiles, rappelant une époque que l'on croyait révolue.

C'est pourquoi je peux affirmer, sans le moindre doute, que l'agressivité de la Garde nationale, le vendredi 27 février 2004, ne fut pas accidentelle. Elle est conforme aux pratiques autoritaires des forces armées vénézuéliennes. On a affaire au même corps prétorien que celui en place lors de la présidence de Carlos Andres Pérez, sauf que maintenant il participe davantage à la conduite de l'État. Les changements intervenus se réduisent au remplacement de certains hommes par d'autres. Les militaires occupent désormais une position plus élevée au sein de la société vénézuélienne. L'État, dans toutes ses dimensions, n'est plus quasi militarisé mais très militarisé.

Il est important de souligner que, durant les deux dernières années, des soldats sont morts ou ont été blessés au cours de plusieurs incidents [douteux]. Le premier est arrivé en 2004, au fort de Mara, dans l'État du Zulia: le conscrit *Ciro Pedrañez* est décédé et un autre soldat a été sérieusement blessé par un incendie déclenché à l'extérieur de la cellule où ils purgeaient leur peine. L'autre, plus récent, s'est déroulé à Cumaná où deux jeunes, qui accomplissaient le service militaire obligatoire, ont été gravement brûlés puis sont morts quelques jours plus tard. Dans un premier temps, l'inspecteur des Forces armées, le vice-amiral *Maniglia*, a annoncé que les soldats emprisonnés avaient eux-mêmes déclenché l'incendie. Puis la version officielle a changé: les autorités ont alors accusé de tentative d'homicide un simple soldat qui gardait les deux conscrits punis, car c'est lui qui aurait mis le feu à la prison. Cependant ce dernier a essayé de réfuter cette accusation en indiquant qu'il avait été contraint à signer des aveux.

Si l'on fait abstraction du motif de l'accident, force est de constater que tout est fait pour encourager une mentalité rigide et punitive. Les sanctions brutales sont à l'ordre du jour et on applique des peines corporelles disciplinaires dans le plus grand mépris de la condition humaine et au moyen de toutes sortes d'humiliations. C'est dans ces cas récurrents et publics, que l'on peut apprécier la volonté autoritaire des administrateurs de la violence de l'État.

### **7- La fabrication des mythes**

Le mythe du caractère démocratique des forces armées vénézuéliennes et de son respect pour les institutions est en train de s'effondrer parce qu'il n'a jamais eu de fondement dans ce pays. L'armée est une formation monolithique au service de l'équipe au pouvoir et surtout au service du modèle politique, socio-économique et culturel dominant à cette étape de la mondialisation. Cette armée joue un rôle spécifique dans le projet de collaboration entre les différents piliers du pouvoir, projet initialement conçu par Romulo Betancourt. Aujourd'hui elle occupe un espace important et est un élément fondamental du pouvoir dans un pays qui ne connaît pas la démocratie mais une caricature de gouvernement populaire.

La thèse rebattue de l'alliance civico-militaire a été utilisée de façon perverse: elle a en réalité consolidé un projet des élites fondé sur la collaboration entre plusieurs piliers internes du pouvoir et sur leur articulation avec des groupes de pouvoir internationaux. Le tout afin de perpétuer la folie de la mondialisation économique, qui va de pair avec l'exclusion sociale, la faim, la misère et le chômage. Cela s'est fait d'abord avec l'instauration du populisme à partir du 23 janvier 1958 et ensuite, avec la continuation de ce modèle, dans un autre contexte, après l'élection de Chavez en 1998. Ses résultats sont contraires à toute initiative démocratique et populaire.

En raison des considérations précédentes, il est donc impossible de compter sur l'armée, sur sa structure actuelle, pour construire un modèle social différent. L'armée représente un outil fondamental pour consolider un régime caractérisé par l'autoritarisme. Elle ne symbolise absolument pas une institution fiable parce qu'elle est une structure de pouvoir, de nature prétorienne, depuis sa création par Juan Vicente Gomez [en 1948]. Le peuple vénézuélien n'est pas en armes, il subit le joug des armes.

**Humberto Decarli, Caracas, mars 2005**

## Notes de l'auteur (NdA) et du traducteur (NPNF)

1. La «démocratie» a été rétablie au Venezuela en 1958 (NPNF)

On lira à ce propos l'interview du général Raul Isaias Baduel, <http://www.voltairenet.org/article17133.html>. Elle illustre parfaitement la confusion mentale, la prétention et l'ignorance des militaires chavistes, car ce parachutiste cite de façon favorable Samuel Huntington (!), Noam Chomsky et John Berger, qu'il n'a visiblement pas lus et qu'il met sur le même plan, tout en parlant à plusieurs reprises de ses «amis» officiers parachutistes américains rencontrés à l'École des Amériques, cette célèbre école de tortionnaires et de spécialistes de la lutte contre la guérilla pendant des décennies ! Ce ministre de la Défense du gouvernement Chavez est très récemment devenu d'ailleurs un opposant du régime, un peu avant le référendum de la fin 2007. (*Ni patrie ni frontières*)

Müller Rojas, Alberto (2001), *Época de Revolución en Venezuela*, Caracas, Solar Ediciones, p. 122 (NdA).

Ziems, Ángel (1979), *El Gomecismo y la Formación del Ejército Nacional*, Caracas, Editorial Ateneo de Caracas (NdA).

Thèse préconisée par le secrétaire général du Parti communiste américain de l'époque, Eugene Browder, qui prônait une alliance avec certains secteurs de la bourgeoisie nationale et avec toutes les couches sociales pour créer l'unité dans la lutte contre les menaces représentées par le fascisme et le nazisme durant la Seconde Guerre mondiale (NdA).

Machillanda Pinto, José (1988), *Poder Político y Poder Militar en Venezuela 1958-1986*, Caracas, Ediciones Centauro 88, p. 14 (NdA).

\* «Ce terme a été introduit par le politologue américain Robert Dahl pour décrire le fonctionnement politique des sociétés industrielles occidentales. Les caractères constitutifs de la polyarchie sont la dispersion des sources du pouvoir, le droit pour tous de participer à la désignation des autorités politiques et une organisation qui tend efficacement au règlement pacifique des conflits.» (Encyclopédie Universalis)

Insurgentes

# Le militarisme, quatrième moteur de la contre-révolution

(Publié le 24 septembre 2007 sur le site soberania.org, cet article précise l'évolution du rôle de l'armée vénézuélienne depuis mars 2005, date à laquelle a été écrit le texte précédent de Humberto Decarli. Insurgentes est un regroupement de plusieurs opposants révolutionnaires au chavisme et l'on retrouve dans cet article de nombreuses idées exposées par Decarli dans ses contributions. *Ni patria ni fronteras.*)

La proposition de réforme de l'article 328 de la Constitution, soutenue par le président de la République [Hugo Chavez], marque un pas de plus dans le processus de militarisation de la société vénézuélienne. Le militarisme est non seulement l'expression du comportement des militaires dans le «processus bolivarien», mais aussi une façon de régler la vie en société.

Les Forces armées sont les exécuteurs du monopole de la violence aux mains de l'État. Elles défendent des valeurs comme l'organisation verticale, une chaîne de commandement incontestable, un nationalisme exclusif et guerrier, l'homogénéisation de la pensée, la mythification des armes et de la violence, le machisme et la xénophobie. Ces caractéristiques sont incompatibles avec la démocratie directe, participative et vivante, ainsi qu'avec un socialisme nouveau et rénovateur qui ne répéterait pas les erreurs du passé.

Le gouvernement vénézuélien actuel affirme que la possibilité d'une «invasion impérialiste» nécessiterait l'organisation militaire de la société. Ce discours émanant du palais présidentiel de Miraflores réinterprète le sentiment anti-impérialiste, qui a sous-tendu les luttes sociales latino-américaines des dernières décennies, pour le transformer en un outil de son projet de domination. En centrant ses critiques exclusivement sur le gouvernement de George Bush, il dénature la réalité qui régit le monde globalisé: l'existence d'acteurs multiples et variés qui permettent la circulation de l'argent et du pouvoir par l'intermédiaire des réseaux qui enserrent le marché mondial. L'un de ces réseaux est celui constitué par les multinationales de l'énergie, principales bénéficiaires des projets de réforme constitutionnelle réalisés – ou proposés – par le président Chávez. La Constitution actuellement en vigueur, approuvée en 1999, stipule que les investissements internationaux possèdent le même

statut que les investissements nationaux (article 301). Dans l'actuel projet de réforme constitutionnelle, différents articles (les numéros 112, 113, 115 et 156) accordent un statut constitutionnel aux entreprises de capital mixte, qui permettent aux multinationales de se transformer en partenaires de l'Etat vénézuélien pour l'exploitation de l'énergie.

Bien que le chavisme prétende vouloir nous défendre contre une possible invasion américaine, ce danger nous semble improbable. Et il ne faut pas seulement en chercher la raison dans les textes constitutionnels. Depuis l'arrivée au pouvoir du président Chávez, le gouvernement a mis en œuvre des politiques qui, contrairement à ce qu'il explique dans ses discours, favorisent le capitalisme contemporain. Le refus par traité d'instaurer une double fiscalité [pour les entreprises étrangères qui investissent au Venezuela], l'octroi de concessions dans les principaux gisements du pays, la construction de grandes infrastructures pour l'exportation vers le marché planétaire, l'appui de l'Etat vénézuélien à la libre circulation des capitaux financiers et spéculatifs, ainsi que la transformation du pays en un paradis financier pour les investissements dans les banques, les assurances et les télécommunications – tout cela forme des faits concrets qui montrent comment le Venezuela joue le rôle que lui a assigné la mondialisation économique. Pour continuer à jouer ce rôle de fournisseur, sûr et fiable, d'énergie, le pouvoir propose, dans l'article 11 du projet de réforme constitutionnelle, de créer des régions militaires spéciales à des fins stratégiques, ce qui ouvre la possibilité de transformer les régions minières frontalières en des zones économiques spéciales, du type *maquilladoras*, gardées par les militaires.

Le renforcement militariste, proposé dans la réforme de l'article 321, aura des conséquences quotidiennes négatives pour les secteurs défavorisés et les minorités. Si cet article est approuvé, les Forces armées assumeront désormais des tâches permanentes de défense de la sécurité des citoyens, ainsi que de maintien de l'ordre intérieur. Auparavant, l'armée se livrait à des actions répressives uniquement dans des situations qualifiées d'extraordinaires. À l'avenir, l'armée remplacera les forces de police pour réprimer les manifestations, ce qui ne pourra qu'augmenter les violations des droits humains. Les Forces armées sont formées pour exterminer des ennemis militaires. L'article 321, quant à lui, déclare la guerre à tous ceux qui portent atteinte à l'«ordre intérieur»: ceux qui protesteront contre le manque de logements, d'eau, de services, d'emplois, de Sécurité sociale et de sécurité personnelle; les opposants à la politique gouvernementale ou tous ceux qui s'organiseront selon des critères différents de ceux fixés par les quatre instances du prétendu «pouvoir populaire» selon la nouvelle Constitution.

Sur ce point, également, l'actuel gouvernement vénézuélien s'accorde avec les politiques promues par les centres de pouvoir



mondiaux. Depuis deux décennies, les Etats-Unis, à travers les documents de Santa Fé 1 et 2, préconisent que les forces armées du continent [sud-américain] changent de fonctions et se transforment en des forces de police, pour s'insérer dans le combat contre le crime, le trafic de drogues et le terrorisme. Aujourd'hui, cette politique est mise en œuvre, paradoxalement, par un État qui s'intitule lui-même «révolutionnaire». Pour cette raison, la «loi antiterroriste» vénézuélienne prolongera l'actuelle proposition de réforme constitutionnelle. Elle criminalisera définitivement ceux qui remettent en question la nouvelle caste bureaucratique vénézuélienne et ceux qui se révoltent contre elle. Que les nouvelles fonctions des forces armées soient appelées «patriotiques, populaires et anti-impérialistes» ne sert qu'à dissimuler le renforcement de leurs nouvelles tâches assignées par la Constitution.

De même, l'attribution de fonctions policières aux administrateurs de la violence de l'État ne fait qu'officialiser ce qui se produit déjà dans la réalité: l'armée agit de fait comme une force de gendarmerie, ainsi qu'en témoignent les massacres de la Paragua dans l'État Bolivar et du Llano Alto dans l'État d'Apure.

La proposition de réforme constitutionnelle veut imposer une autre nouveauté en assignant une place constitutionnelle à la milice nationale bolivarienne, nouvelle composante de la Force armée bolivarienne. De cette façon, la Constitution institutionnalise les tâches policières qu'effectuent déjà les organisations qui soutiennent le gouvernement, parmi lesquelles on doit mentionner la localisation et la dénonciation des dissidents révolutionnaires, travail effectué sous le nom politiquement correct d'«intelligence sociale».

Ainsi le prétendu «socialisme bolivarien du XXI<sup>e</sup> siècle» répète les pires méthodes des socialismes réellement existants dans l'histoire, et reproduit le caudillisme et le militarisme présents dans l'histoire du Venezuela. Nous avons eu un échantillon de la volonté autoritaire [du pouvoir] quand, au milieu du débat fictif sur la proposition de réforme constitutionnelle, certains des partisans du président ont osé remettre en question certains aspects de cette réforme. Le pouvoir a réagi par un lynchage symbolique et moral de ces critiques. Nous qui remettons en cause la réforme constitutionnelle à partir de positions radicales et révolutionnaires, nous savons qu'un autre type de représailles nous attend. Et si les 33 articles de la réforme constitutionnelle sont approuvés en bloc, ces représailles seront exécutées par n'importe lequel des corps militarisés intronisés par la nouvelle Constitution.

**Insurgentes**

# Glossaire

**L'article d'Humberto Decarli fait référence à beaucoup de personnages, de sigles et d'événements de l'histoire vénézuélienne ou latino-américaine, sans doute peu connus en France. Nous avons donc ajouté quelques explications pour aider le lecteur à s'orienter un peu plus facilement. L'auteur de l'article n'est évidemment pas responsable du contenu de ce glossaire ni des éventuelles erreurs qu'il pourrait comporter. (*Ni patrie ni frontières*)**

Arias, Óscar (1941) Secrétaire général du Parti de la libération nationale (PLN) en 1979. Président du Costa Rica (1986-1990). Auteur d'un plan de paix en Amérique centrale entre le Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua en 1987.

Batista, Fulgencio (1901-1973) Militaire cubain d'origine populaire, ayant fait des études de journalisme, il entre en contact en 1928 avec les opposants à la dictature de Gerardo Machado, et devient leur chef. En septembre 1933, après l'accession au pouvoir de Carlos Manuel de Céspedes, il organise une mutinerie militaire en coordination avec les organisations étudiantes, ce qui provoque la création d'un gouvernement provisoire sous la direction de Ramón Grau de San Martín. Batista est en fait le véritable homme fort du pays, même s'il se tient dans l'ombre. Il assume le pouvoir en 1940, légalise le Parti communiste cubain (qui le soutient au nom de l'antifascisme) et introduit une série de réformes financières et sociales. Allié des Etats-Unis, Batista leur permet d'utiliser ses bases militaires pendant la Seconde Guerre mondiale.

Betancourt, Rómulo (1908-1981) Le «père» de la «démocratie» vénézuélienne. Etudiant, il lutte contre le dictateur Juan Vicente Gómez. Emprisonné, il part en exil et participe à la fondation du Parti communiste vénézuélien mais rompt avec les staliniens en 1936. Il crée Action Démocratique en 1944 «premier parti moderne de l'histoire vénézuélienne, à mi-chemin entre le libéralisme et le socialisme». Président de la République (1945-1948). Conclut un accord plus favorable pour le Venezuela avec les compagnies pétrolières étrangères, fait adopter une Constitution démocratique. Il est remplacé par le social-démocrate Rómulo Gallegos, mais ce dernier est renversé en 1948 par un coup d'Etat qui instaure la dictature de Pérez Giménez, jusqu'en 1959. Pendant son second mandat (1959-1964), Betancourt réalise une réforme agraire, généralise la négociation collective, développe une politique protectionniste et de travaux publics. Son alignement politique sur les Etats-Unis provoque une scission «de gauche»: le MIR (Mouvement de la Gauche révolutionnaire).

Ceresole, Norberto Rafael (1943- 2001) Sociologue péroniste,

négaționiste et antisémite. Avant d'écrire deux livres sur Chavez, il a entretenu des contacts avec de nombreux militaires d'Amérique latine de l'extrême droite (Aldo Rico) à la gauche nationaliste (Juan Velasco Alvarado). Il prétendait même avoir milité à la fraction ERP-22 des Montoneros. Il fut expulsé du Venezuela en 1995 mais put y revenir en 1999, après l'élection de son lieutenant-colonel adoré. Chavez lui a rendu hommage en ces termes: «

D'Aubuisson, Roberto (1944-1992) Inspirateur de groupes paramilitaires d'extrême droite, il fut accusé d'avoir ordonné l'assassinat de Monseigneur Romero au Salvador. Président de l'Arena, l'Alliance républicaine nationale.

Duvalier, François (1907-71) Fils de paysans pauvres haïtiens, il fait des études de médecine. A la tête d'un mouvement de jeunes intellectuels, il devient directeur du service de santé en 1946 puis ministre du Travail. Renversé par un coup d'Etat militaire, il se présente quelques années plus tard aux présidentielles et est élu en 1957. Pour contre-balancer le pouvoir de l'armée, il crée une police secrète les «tontons Macoute» qui devient l'épine dorsale du pays et terrorise la population. En 1961, Duvalier décide qu'il a été élu pour 6 ans et fait adopter en 1964 une nouvelle Constitution par les députés qu'il a nommés. Puis il organise un référendum pour se faire nommer président à vie.

Galtieri, Leopoldo (1926) L'un des officiers argentins qui renversent la présidente María Estela Martínez de Perón en 1976. Membre de la Junte militaire dirigée par le général Jorge Rafael Videla qui suspend les garanties constitutionnelles, dissout les partis politiques et les syndicats et installe une machine répressive sanglante (30 000 «disparus»). Désigné à la présidence de la Junte en 1981, Galtieri est le responsable de l'invasion des Malouines et de l'affrontement armé avec le Royaume uni en avril 1982. Jugé et condamné par le Conseil suprême des forces armées sous la présidence de Raúl Alfonsín.

García Pérez, Alan (1949-) Député en 1980, secrétaire général, de l'APRA en 1982, il est élu président du Pérou en 1985 pour la première fois sur un programme «nationaliste de gauche». En août 1987, il propose de nationaliser le système financier et bancaire, ce qui soulève l'opposition de la droite et du centre. Il doit aussi faire face à la grogne d'une partie de l'armée (qui n'accepte pas le contrôle civil du ministère de la Défense) et à la guérilla maoïste du Sentier lumineux. Il abandonne alors ses timides velléités de s'opposer au FMI et entame des négociations avec la Banque mondiale, ce qui n'empêche pas l'économie du pays de s'effondrer complètement, notamment sous la pression d'une inflation galopante. En 1990, Alberto Fujimori lui succède. Garcia est de nouveau président depuis 2006.

Gómez, Juan Vicente (1859-1935). Aide Cipriano Castro à prendre le pouvoir pendant la révolution de 1899 au Venezuela. Vice-

président et chef de l'armée (1902-08). En 1908, s'empare du gouvernement par un coup de force puis devient légalement président (1910-1915), grâce à une nouvelle Constitution. Stabilise la monnaie, subventionne les entreprises nationales tout en protégeant les capitaux étrangers, gagnant ainsi l'appui des grandes puissances. De nouveau président de 1922 à 1929, puis de 1931 à 1935, il gouverne en autocrate.

Grove Vallejo, Marmaduke (1879-1954) Militaire socialiste chilien, il fait partie du gouvernement formé après le coup d'Etat militaire de 1925, mais s'exile car il désapprouve l'autoritarisme de Ibáñez. En 1932, ministre de la Défense de l'éphémère gouvernement socialiste. Renversé par Carlos Dávila, il est exilé à l'île de Pâques. Sénateur (1933-1949) et candidat malheureux à la présidence en 1938.

Herrera Campíns, Luis (1925-). Vénézuélien opposé à la dictature de Pérez Jiménez, emprisonné pendant quatre mois (1952) puis exilé. En 1958, rentre au Venezuela, est élu député, puis sénateur en 1973. Candidat des sociaux-chrétiens de COPEI, il est élu président de la République (1979-1984). Il libéralise l'économie et se révèle incapable de réduire le colossal déficit public.

Larrazábal, Wolfgang (1911-1970) Commandant général des forces navales vénézuéliennes en 1958, il participe au renversement du dictateur Pérez Jiménez. Président de la Junte de gouvernement. Candidat de l'Union républicaine démocratique en 1959 (soutenu par le Parti communiste vénézuélien), il fonde en 1963 le parti FDP (Force démocratique populaire).

Leoni, Raúl (1905- 1972) Vénézuélien exilé en 1928, il fonde à son retour le Parti démocratique national en 1937. En 1945 le PDN devient Action Démocratique. Ministre du Travail (1945-1948), sénateur, président de la Chambre (1959-1962) et président de la République (1964-1969). Signe avec la Colombie le pacte antigüerrilla de Río Arauca (1966).

López Contreras, Eleazar (1883-1973) Participe en 1899 au soulèvement militaire qui donne le pouvoir à Cipriano Castro au Venezuela. Ministre de la Guerre et de la Marine (1931-1935), il réprime durement plusieurs révoltes à la mort de Gomez (1935). Elu président (1936-1941), il promeut une nouvelle Constitution et une politique de grands travaux. Exilé aux Etats-Unis (1945-1958), il devient sénateur à vie à son retour après l'institution de la «démocratie».

Lovera, Alberto: secrétaire général du Parti communiste vénézuélien arrêté le 17 octobre 1965 par des policiers de la DIGEPOL. Son corps fut retrouvé dix jours plus tard, atrocement mutilé.

Medina Angarita, Isaías (1897-1953) Lieutenant-colonel vénézuélien, ministre de la Guerre et de la Marine (1936-1940) de López Contreras. Accusé d'être philofasciste, il est pourtant élu président par le Congrès le 28 avril 1941, pour 5 ans, à une écrasante

majorité. Il légalise Action Démocratique (l'ancien Parti démocratique national) et le Parti communiste en 1945. Il donne le droit de vote aux femmes, rend possible la légalisation de nouveaux syndicats, crée une Sécurité sociale, fixe un salaire minimum, réforme le Code du travail, signe une convention collective favorable aux travailleurs de l'industrie pétrolière, entame une timide réforme agraire, étend l'enseignement obligatoire, crée de nouvelles universités et lance un programme d'alphabétisation.

Menem, Carlos Saúl (1930-) Argentin à l'origine du soulèvement militaire qui renverse le gouvernement d'Isabel Perón en 1976. Elu président en 1989. Accorde l'amnistie aux dirigeants de la dictature en 1990.

Michelena, Santos (1797- 1848) Ministre des Finances et des Relations Extérieures (1830-1833 et 1835-1837). Signe le traité Michelena-Pombo (1835), qui résout les problèmes survenus après la séparation entre le Venezuela et la Grande-Colombie. Signe avec l'Angleterre l'abolition du trafic d'esclaves. Vice-président de la République (1840).

Muñoz Marín, Luis (1898-1980) Membre du Parti libéral portoricain, sénateur, au départ partisan de l'indépendance de l'île, comme son père. Fonde en 1937 le Parti populaire démocratique. En 1940, le PPD obtient la majorité parlementaire et Muñoz Marín est nommé président du Sénat. Ses relations furent toujours excellentes avec les États-Unis, et ce d'autant plus que ses positions devinrent de plus en plus modérées. Gouverneur de Porto Rico entre 1948 et 1964, à chaque fois réélu, il obtint des États-Unis le statut d'État libre associé. Sénateur jusqu'en 1970.

Odría, Manuel Arturo (1897-1974) Général péruvien, ministre et chef de la Police entre 1947 et 1948. Le 28 octobre 1948, dirige un soulèvement militaire à Arequipa qui renverse le président José Luis Bustamante, avec lequel il avait pris ses distances parce que ce dernier ne voulait pas interdire l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA). Forme une Junte militaire qui dirige le pays jusqu'en 1950, année d'une élection présidentielle où Odría est le seul candidat. Au pouvoir jusqu'en 1956, il persécute l'APRA, mène une politique nationaliste de grands travaux, et promeut des réformes sociales pour les plus pauvres.

Ortega, Daniel (1945). Dirigeant étudiant nicaraguayen opposé à Somoza il entre au Frente Sandinista de Liberación Nacional (FSLN) en 1962; membre de la direction en 1966, il est rapidement emprisonné (1967-1974). Commandant de la guérilla et l'un des dirigeants de la tendance «terceriste» du FSLN. Après la chute de Somoza (1979), coordinateur de la Junte du gouvernement de reconstruction nationale. Elu président de la République en tant que candidat du 1 FSLN (1984). Perd les élections en 1990. Elu de nouveau président en 2006 avec 38 % des voix.

Páez, José Antonio (1790- 1873). Caudillo de l'indépendance et

premier président de la Quatrième république du Venezuela. D'origine modeste, il devient éleveur et grand propriétaire foncier. Homme charismatique, il fait aussi une carrière militaire et son armée s'unit à celle de Bolivar en 1818. Ecrase les forces royalistes espagnoles durant la bataille historique de Carabobo (1821). Nommé général en chef, il est partisan de La Cosiata (sécession du Venezuela par rapport à la Grande-Colombie). S'oppose de plus en plus à Bolivar. Se proclame dictateur en 1826 et est à l'origine de l'indépendance du Venezuela en 1829. Président de la République de 1831 à 1835, de 1839 à 1843 et de 1861 à 1863 avec des pouvoirs dictatoriaux.

Peña, Miguel (1781-1833) Collaborateur de Miranda, gouverneur de La Guaira (1812). Préside le Congrès de Cúcuta, qui constitue la Grande-Colombie (1821), et la Cour Suprême (1821-1825). Secrétaire à l'Intérieur et à la Justice il préside aussi le Congrès de Valencia (1830), qui sépare le Venezuela de la Grande-Colombie.

Pérez Jiménez, Marco (1914) Participe en 1948 au coup d'Etat militaire qui renverse Romulo Gallegos. Est imposé comme président de la République en 1952, bien qu'il n'ait pas la majorité des voix. Son régime est marqué par la répression policière, le développement de l'industrie pétrolière et la corruption. Destitué en 1958, jugé pour malversation (1963) et emprisonné jusqu'1968. Condamné de nouveau pour corruption en 1994.

Pérez, Carlos Andrés (1922-): Homme politique vénézuélien né à Rubio (Etat du Táchira). Militant d'Acción Democrática, il est emprisonné en 1952 par le dictateur Pérez Jiménez et contraint à s'exiler. Après la chute de celui-ci (1958) devient ministre de l'Intérieur (1962-63) du gouvernement Betancourt. Elu président de la République (1974-79), il nationalise l'industrie sidérurgique et celle du pétrole. Réélu président (1989-94). En 1992, doit faire face à deux coups d'Etat ratés (dont celui de Chavez). La corruption de ce politicien est tellement flagrante que la Cour suprême de justice entame des poursuites contre lui en mai 1993. Condamné à deux ans et quatre mois de prison en mai 1996 pour avoir détourné 17 millions de dollars de fonds publics (secrets), utilisés pour des campagnes électorales au Venezuela et la protection de la présidente du Nicaragua, Violeta Chamorro. A effectué toute sa peine.... à son domicile (!?) jusqu'en septembre 1996. Surnommé le «Cha-cha-cha» dans les années 80 parce que les Vénézuéliens considéraient déjà qu'il avait volé trois fois plus d'argent que le Shah d'Iran !

San Martín, José Francisco de, dit «el Libertador» (1778-1850). Ce lieutenant-colonel argentin formé en Espagne est un fervent partisan de l'indépendance américaine. Il retourne en Argentine en 1811 et réforme profondément l'armée en 1814. A la tête d'une armée, il délivre le Chili puis le Pérou entre 1817 et 1821. Il n'arrive pas à se mettre d'accord avec Bolivar sur le futur régime politique des nouveaux pays d'Amérique latine et se retire aux Pays-Bas en 1822,

puis en France.

Santander, Francisco de Paula (1792-1840) Général de Bolivar puis chef d'état-major. Lors de l'indépendance de la Grande Colombie en 1819 (qui regroupe la Colombie, le Venezuela, le Panama et l'Equateur), il est le vice président du pays. Entre en conflit avec Bolivar. Contraint de s'exiler, il rentre après la mort de Bolivar (1830), quand la Grande-Colombie se morcèle en plusieurs Etats. Premier président constitutionnel de la Colombie (1832-37) il mène une répression sanglante contr les partisans de Bolivar et ses autres opposants.

Somoza, Debayle Luis (1922-1968) Frère d'Anastasio Somoza Debayle, président du Congrès (1951) puis de la République du Nicaragua (1957-1963). Favorise le développement économique en s'appuyant sur les investissements américains, cherche à contenir la guérilla du Frente Insurreccional (1960).

Somoza, Anastasio dit Tacho (1896-1956) En 1925, participe à l'insurrection du général Chamorro qui amène au pouvoir le Parti libéral au Nicaragua. Commande la Garde nationale à partir de 1933. Dirige un coup d'Etat en 1937 et assume le pouvoir jusqu'en 1947. Se fait nommer président en 1951. Soutient la politique des Etats-Unis dans la région, réprime férocement toute opposition interne. Contribue à renverser le président Figueres du Costa Rica (1954) et le gouvernement Arbenz au Guatemala (1954). Amasse une fortune personnelle considérable (il possédait une proportion importante des terres cultivables du pays). Meurt assassiné.

Stroessner, Alfredo (né en 1912) Devient commandant en chef de l'armée uruguayenne en 1951. Participe à un coup d'Etat militaire et est ensuite élu Président, tout en étant l'unique candidat. Il consacre la moitié du budget national à former une armée qui met en coupe réglée le pays. Renversé par un coup d'Etat militaire en 1989.

Torres González, Juan José (1919-76) Chef des forces armées boliviennes, il oblige le président de la République, le général Ovando, à démissionner en octobre 1970, et devient président à son tour. Se présentant comme un «nationaliste de gauche» et un «président révolutionnaire», il est renversé en août 1971 par le colonel Hugo Banzer. Se réfugie au Chili, puis en Argentine après la chute d'Allende (1973). Enlevé puis assassiné en 1976.

Torrijos, Omar (1929 -1981). Organise un coup d'Etat au Panama en 1968. Préside une junte de gouvernement militaire, puis accroît ses pouvoirs en 1972-1978 et devient président du gouvernement. Fait pression sur James Carter pour récupérer la souveraineté du canal, d'où les accords Torrijos-Carter, qui prévoient la restitution graduelle du canal jusqu'en 2000. Se retire du gouvernement mais reste chef de la Garde nationale et président du Parti révolutionnaire démocratique. Meurt dans un mystérieux accident d'avion.

Urdaneta, Rafael (1788 - 1845). Rejoint l'armée de Simon Bolivar en 1813. Général de division en 1815, puis général en chef en 1822, il

participe à la libération du Venezuela et de la Colombie actuelles. Président du Sénat, ministre de la Guerre et enfin président de la République de Colombie.

Uribe, Antonio José (1869-1942) Homme politique, diplomate et juriste colombien. Ministre de l'Education, ambassadeur de Colombie au Pérou.

Vargas, Getúlio (1883- 1954) Député du Parlement brésilien en 1922, ministre des Finances, puis gouverneur de l'Etat du Rio Grande do Sul. Battu aux élections présidentielles de 1930, il organise un coup d'Etat et instaure une dictature qui durera jusqu'en 1945, date à laquelle il sera renversé par un putsch. Réélu président en 1951, il se suicide trois ans plus tard.

Velasco Alvarado, Juan (1910 -1977) Organise le coup d'Etat qui renverse le président du Pérou, Fernando Belaúnde Terry (1963-1968) et préside la Junte militaire révolutionnaire. Promulgue une réforme agraire et des nationalisations qui le transforment en icône des tiers -mondains, mais doit faire face à une vague de grèves et de mouvements étudiants en 1972. Renversé par un coup d'Etat militaire, le 29 août 1975, dirigé par son compère, le général Francisco Morales.



# **Birmanie, Népal : Persistance de la Révolution démocratique**

Les manifestations d'août et de septembre 2007 en Birmanie, qui ont un moment semblé pouvoir faire vaciller la dictature militaire, ont montré des aspects particuliers: les animateurs du mouvement étaient des bonzes, ils ont bénéficié du soutien de la population. Ces événements ne sont pas sans rappeler des événements similaires qui ont eu lieu au Népal en 2006, notamment dans l'apparition de revendications démocratiques portées par le prolétariat. D'ailleurs, les derniers événements tant au Népal qu'en Birmanie montrent que la situation dans ces deux pays n'est pas stabilisée.

Le texte comprend donc:

- Une partie sur la Birmanie (Chronologie des événements, Présentation du contexte socio-économique, Témoignage d'un bonze animateur du mouvement),
- Une partie sur le Népal (Chronologie des événements, présentation du contexte socio-économique, évolution de la situation),
- Une analyse de la résurgence de la révolution démocratique.

S'intéresser aux luttes dans lesquelles le prolétariat joue un rôle non négligeable mais n'arrive pas à cristalliser sa force politique de manière indépendante des formations bourgeoises ou petites-bourgeoises ne vaut pas seulement pour ces pays (parmi d'autres) de la périphérie du Capital mais surtout comme indication de ce qui se pourrait se passer chez leur grand voisin, la Chine.

## **BIRMANIE** **CHRONOLOGIE**

15 août

Le gouvernement décide de doubler les prix de l'essence et du gazole, alors que le prix du gaz comprimé, utilisé pour propulser les bus, est multiplié par cinq.

19 août

Petite manifestation de quelques centaines de personnes à Rangoon pour protester contre les hausses. Des vétérans des luttes de 1988 vont rapidement se joindre aux manifestations. Des dizaines d'activistes vont rapidement être arrêtés et jetés en prison.

28 août

Après deux semaines de manifestations sporadiques menées par des activistes vétérans de 1988 et des militants du NLD (opposition démocratique), les moines bouddhistes vont, pour la première fois, se joindre au mouvement à Sittwe, au nord-ouest du pays.

5 septembre

Dans la ville de Pakokku, au centre du pays, des moines manifestent pacifiquement en soutien aux manifestants de Rangoon. Les troupes tirent et plusieurs moines sont blessés.

6 septembre

Une vingtaine de fonctionnaires de l'administration sont retenus par des moines dans leur monastère – et leurs voitures brûlées – pour obtenir des excuses officielles des autorités. Les otages sont relâchés mais le gouvernement refuse toute excuse.

Les manifestations quotidiennes vont se multiplier et gagner les villes les plus importantes et leurs participants devenir plus nombreux. Les moines, en première ligne, refusent massivement d'accepter l'aumône quotidienne des militaires, ce qui revient, dans un pays religieux, à une forme d'excommunication.

16 septembre

Pour la première fois, deux moines sont arrêtés à Sittwe. Deux jours plus tard, les autorités dispersent une manifestation de 1 000 moines et civils à coups de lacrymogènes.

19 septembre

Formation d'un comité de moines (voir témoignage d'Ashin Kovida).

20 septembre

L'université de Rangoon est bloquée par des barbelés.

22 septembre

Une manifestation de moines et de civils se rend au domicile d'Aung Sang Suu Kui, assignée à résidence. Elle apparaît en public pour la première fois depuis mai 2003.

23 septembre

Pour la première fois des nonnes bouddhistes se joignent aux manifestations.

24 septembre

Au moins 100 000 Birmans descendent dans les rues. Si les moines récitent leurs prières, les autres manifestants crient «*Démocratie, démocratie !*» C'est la plus importante manifestation à Rangoon depuis 1988.

25 septembre

Le gouvernement ordonne aux moines de rentrer dans leurs monastères.

26 septembre

Le gouvernement organise la répression, et commence l'occupation des monastères les plus importants. Les manifestations sont dispersées par la force, les activistes connus et les moines à la pointe du mouvement sont arrêtés ou doivent s'enfuir.

27 septembre

La répression s'intensifie.



## **BIRMANIE: UN PAYS TRES PAUVRE, MAIS UNE PUISSANCE ENERGETIQUE REGIONALE**

Il peut sembler paradoxal que les manifestations massives qui ont fait trembler le pouvoir birman aient été déclenchées par une hausse des prix de l'essence et du fuel domestique. Le pays est en effet un exportateur important d'hydrocarbures et ses ventes de gaz naturel lui ont rapporté 2,8 milliards de dollars en 2006, assurant plus de la moitié de la valeur de ses exportations globales.

Ces ventes de gaz ont permis aux militaires au pouvoir d'acheter des armes à la Chine (1,4 milliard de dollars, selon les renseignements occidentaux), des hélicoptères à l'Inde et même d'envisager plus tard la construction d'un centre nucléaire à usage médical par les Russes (250 millions de dollars), soi-disant pour produire des isotopes à usage médical. Les anciens Pays de l'Est, Russie, Ukraine et Serbie vendent également à la Birmanie leurs vieux stocks d'armes de l'époque de la Guerre froide. Plus discrètement, la Corée du Nord et Israël livrent ce qu'il est plus difficile de se procurer sur les marchés traditionnels: fusées ou électronique militaire. Tandis que la population ne dispose que d'un revenu moyen de 1 800 dollars par an (équivalent pouvoir d'achat), soit nettement moins que les deux autres pays les plus pauvres de la région: le Cambodge (2 700 dollars) et le Laos (2 100 dollars). Ce qui n'a pas empêché le gouvernement militaire de s'offrir une nouvelle capitale, Naypyitaw (le siège des rois), ni d'augmenter de 1 000 % les salaires des fonctionnaires et en particulier des 400 000 militaires. Rappelons que ce pays compte 47 millions d'habitants.

Une manne financière pendant quarante ans

Si les réserves de gaz birmanes ne sont pas gigantesques, 538 milliards de mètres cubes (0,3 % des réserves mondiales), elles n'en sont pas moins appétissantes pour les grands voisins à la recherche de l'énergie nécessaire à leurs économies en croissance accélérée. Elles devraient assurer également 2 milliards de dollars de revenus au pays pendant quarante ans, une manne suffisante pour fournir une survie économique confortable au régime birman. La Thaïlande, qui avale 40 % des exportations birmanes, est le principal acheteur de son gaz (2,16 milliards en 2006/2007). Pas moins de 20 % de l'électricité thaïe est générée par le gaz du pays voisin, sans lequel Bangkok serait dans le noir.

Contrairement à l'opinion trop répandue, la Chine n'est encore que le deuxième partenaire de la Birmanie, même si elle y occupe le premier rang en termes d'importations. Un commerce qui croît rapidement; selon les douanes chinoises, le commerce avec son voisin se serait apprécié de 39,4 % à 1,11 milliard de dollars pour les sept premiers mois de l'année 2007. La Chine inonde son voisin des produits de consommation qui ne trouvent pas preneurs sur les

marchés des pays plus riches et achète au marché noir bois rares et pierres précieuses. En 2006, 475 000 tonnes de marchandises diverses ont, selon le gouvernement du Yunnan, traversé la frontière. Par contre, la Chine n'a guère apprécié l'explosion des ventes d'héroïne qui ont provoqué une hausse mortelle du sida dans les régions limitrophes.

Pour la Chine, la Birmanie présente un intérêt économique, mais peut-être encore plus stratégique. Elle a l'intention d'investir 2 milliards de dollars dans la construction d'un pipe-line reliant le golfe du Bengale à sa province du Yunnan. Ses approvisionnements pétroliers en provenance du Moyen-Orient éviteraient ainsi le détroit de Malacca, toujours sous le risque d'un blocus de la flotte des États-Unis en cas de conflit. L'ouverture de cette voie vers l'Océan indien était à l'étude depuis 1985.

Pour les démocrates, libéraux et autres alter-mondialistes, qui préconisent un arrêt des investissements en Birmanie, il faut rappeler que, après l'écrasement dans le sang du soulèvement de 1988, les investisseurs asiatiques avaient immédiatement pris la succession des entreprises occidentales. Neuf compagnies étrangères participent actuellement aux recherches pétrolières sur le sol du pays, dont Total, le malais Petronas, le thaï PTTEP, le coréen Daewoo, les entreprises d'État chinoises Cnooc et Sinopec. Australiens, Britanniques et Canadiens sont également présents. Daewoo et Korea Gas se sont associés aux entreprises d'État indiennes ONGC et Gail sur un projet gazier offshore.

Total, montré du doigt par Sarkozy, affirme n'avoir pas procédé à de nouveaux investissements depuis 1998. Il opère dans le champ gazier de Yadana avec Chevron qui en a acquis 28 % en rachetant Unocal. Ouvert en 1998, Yadana produit quotidiennement près de 20 millions de mètres cubes de gaz. Total et Unocal avaient chacun investi 300 millions de dollars dans ce projet. Petronas contrôle de son côté 41 % du gisement de gaz offshore de Yetagun qui produit chaque jour près de 13 millions de mètres cubes depuis 2000.

La Thaïlande, la Chine, la Corée et le Bangladesh se disputent l'acquisition du gaz birman. Ce dernier pays compte alimenter une usine d'engrais avec le gaz acheté à son voisin. L'Inde a depuis plusieurs années un projet de pipe-line d'un coût de 1 milliard de dollars. Toutefois, en raison de leurs liens privilégiés tant politiques que militaires, les Chinois pourraient remporter des contrats de livraison sans offrir l'enchère la plus haute.

Mais les ressources gazières ne sont peut-être pas la source d'énergie la plus intéressante de la Birmanie. Doté d'un vaste réseau fluvial, le pays pourrait connaître un rapide développement de ses capacités hydroélectriques. Les entreprises thaïlandaises, affamées d'électricité, sont à l'affût et Egat, l'organisme de l'électricité thaï, a déjà signé en décembre 2005 un projet portant sur la construction d'un complexe hydroélectrique doté d'une turbine de 600 MW.

Un autre joint-venture a été signé en avril pour la construction d'un barrage et d'une centrale hydroélectrique, projet qui devrait recevoir 6 milliards de dollars d'investissement. Chinois et Coréens ont également des projets d'envergure de ce type sous le coude, ce qui pourrait transformer la Birmanie en véritable centrale hydroélectrique de la région. Les besoins toujours croissants en énergie de la Chine, de l'Inde, de la Corée et des autres pays voisins semblent avoir trouvé une source d'alimentation à la fois proche et sûre. Pas question de tenter d'intervenir et de modifier une situation si favorable à la transformation de la Birmanie en «vache à énergie» de la région, mise en coupe réglée par un gouvernement rentier soutenu par une armée de 400 000 hommes.

Outre l'énergie, le bilan du développement économique d'un pays qui, sous l'occupation britannique, était le grenier à riz de la région est globalement négatif. Alors que la Thaïlande ou, plus loin, la Corée du Sud, se sont industrialisées à la dure sous des dictatures militaires, la «voie birmane vers le socialisme» a plongé le pays et ses habitants dans la misère et le sous-développement absolu.

La Birmanie collectionne les records sur l'échelle de la pauvreté avec plus de 5 millions de mal-nourris. Avec une cinquantaine de millions d'habitants, le pays avait un PIB de 85,2 milliards de dollars (équivalent pouvoir d'achat) en 2006. L'agriculture en représente 50 %, l'industrie 15 % et les services les 35 % restants. Environ 70 % des 25 millions de Birmans en âge de travailler sont employés dans l'agriculture, 7 % dans l'industrie et 23 % dans les services. Si l'Afghanistan est redevenu numéro un mondial de l'opium, la Birmanie est un solide numéro deux et surtout une source majeure de méthamphétamines.

Une comparaison avec la Thaïlande, le pays voisin, est édifiante. Quand elle est devenue indépendante en 1948, la Birmanie avait l'une des économies les plus prometteuses de la région et était l'un des grands exportateurs mondiaux de riz. Aujourd'hui, la Thaïlande, malgré une douzaine de coups d'États militaires, est le premier exportateur mondial de riz. En Birmanie, dix enfants sur cent meurent avant d'atteindre leur cinquième année et une femme sur 75 meurt en couches, contre respectivement deux sur cent et une sur 900 chez le voisin. Les Thaïs ont une espérance de vie de 71 ans, et dix de moins pour les Birmans, dont 33 % des enfants ont une taille inférieure à la normale. Le système de santé birman est au 151<sup>e</sup> rang sur 191 dans un classement de l'OMS, celui de la Thaïlande au 33<sup>e</sup> rang.

Alors que d'autres dictatures militaires – la Corée du Sud, etc. – profitaient de la faiblesse de leur classe ouvrière à défendre ses intérêts immédiats pour poser les bases d'un développement capitaliste accéléré, les militaires birmans se contentaient de consolider leur position de rentiers. Vivant de la rente agricole durant la longue période de la «voie birmane vers le socialisme», l'État

militaire allait démultiplier ses revenus avec le développement de ses richesses pétrolières et gazières à partir de 1990, au lendemain de l'insurrection de 1988.

N'intervenant pas dans le processus d'extraction et de traitement des hydrocarbures, ni dans son transport, tout étant confié à des compagnies étrangères, l'Etat se contente de toucher la rente de son sous-sol. Le système rentier peut perdurer, il va bientôt s'appliquer aux cours d'eau, avec de nombreux projets hydroélectriques destinés à l'approvisionnement des pays voisins.

Après la mise en place de sanctions économiques liées à la répression de 1988, les entreprises étrangères, principalement dans le textile, ont déserté le pays. Beaucoup se sont installées à la frontière, principalement en Thaïlande. Pas moins de 2 millions de travailleuses et de travailleurs birmans travaillent ainsi en Thaïlande, avant tout dans le bâtiment et dans le textile, particulièrement dans les usines de sous-vêtements qui ont quitté la Chine à la recherche de main-d'œuvre bon marché. Le salaire minimum en Thaïlande est de 4,5 dollars par jour, largement supérieur à celui qui se pratique en Birmanie mais les trois quarts des immigrés birmans qui n'ont pas de permis de travail doivent accepter un salaire inférieur.

### L'armée

A l'indépendance de la Birmanie en 1948, l'armée ne comptait pas plus de 15 000 hommes. En 1955, suite à la guerre civile, les militaires étaient déjà 40 000 et présents dans le transport maritime, la banque et l'édition. La croissance allait être exponentielle, 104 000 en 1962, 140 000 en 1976, 160 000 en 1985 et 200 000 dans les trois armes en 1988. Aujourd'hui, l'armée est forte de 400 000 hommes alors qu'il n'y a pratiquement plus de conflits avec des guérillas armées. Depuis 1988, la modernisation de l'équipement réalisée avec l'aide de la Chine, si elle est sans utilité contre des mouvements urbains, renforce cependant le soutien crucial de l'armée au régime.

### Les étudiants

Après 1988, les universités ont été divisées en campus plus petits pour limiter les capacités d'organisation des étudiants. Depuis 1990, les deux grands campus urbains de l'université et de l'université technologique de Rangoon ont été délocalisés à plusieurs heures de la ville. Les études ont été raccourcies et l'enseignement à distance encouragé.

En 1990, la Ligue nationale pour la démocratie, le parti de Aung Sang Suu Kwei, a gagné 392 des 485 sièges de députés et le Parti des militaires, dix. Pas de problème, le parti vainqueur a été mis hors la loi.

### Les fonctionnaires

Les fonctionnaires et employés de l'Etat, qui en 1988 avaient massivement participé au soulèvement – les employés des banques

avaient refusé aux agences gouvernementales d'effectuer des retraits d'argent alors que les travailleurs des stations-service refusaient d'approvisionner en essence les véhicules militaires –, ont été neutralisés. Un grand nombre d'entre eux ont été déplacés vers la nouvelle capitale et en plus ils ont reçu d'importantes augmentations de salaires. Résultat, ils n'ont guère participé aux manifestations contre le régime.

Les moines

En revanche, la tentative des militaires de se concilier le clergé par des dépenses somptuaires consacrées aux monastères a fait long feu. Ce sont rapidement les moines bouddhistes qui ont été en première ligne des cortèges hostiles au régime et qui en assureront l'organisation.

Il y a quelques centaines de cafés internet, mais le gouvernement contrôle les deux serveurs qui ont rapidement bloqué les accès à Google et Yahoo.

### **TEMOIGNAGE**

Extraits d'un article de l'IHT (*International Herald Tribune*) du 25/10/2007.

Un des principaux organisateurs des marches de protestation de septembre en Birmanie, Ashin Kovida, un moine bouddhiste de 24 ans, a fui en Thaïlande. (...) il décrit une organisation minimale, un groupe de quinze moines âgés d'une vingtaine d'années qui ont organisé les manifestations de septembre. Il dit en avoir été élu le leader et s'être inspiré des vidéos tournées durant les soulèvements populaires en Yougoslavie contre le gouvernement de Slobodan Milosevic.

Le groupe a reçu une aide financière de trois dissidents birman bien connus – un acteur, un comédien et un poète – mais n'a reçu aucune assistance de l'étranger pendant les manifestations, souligne Ashin Kovida. Huit des quinze moines du comité organisateur manquent à l'appel, dit-il. Les six autres se cachent dans Rangoon (...)

Ashin Kovida a conduit les manifestations quotidiennes à travers Rangoon du 18 au 27 septembre, le lendemain du jour où les autorités ont commencé à faire des rafles dans les monastères.

Une de ses principales préoccupations, dit-il, était de nourrir les milliers de moines venus à Rangoon en provenance d'autres régions. Il était aussi inquiet au sujet de la présence de ce qu'il appelle des «faux moines», qu'il suspectait d'avoir été infiltrés par le gouvernement militaire.

L'étincelle qui a déclenché les manifestations a été les tirs de sommation de la police en direction de moines, le 5 septembre, dans la cité de Pakokku, au centre de la Birmanie.

«La première fois que j'ai entendu l'information, je suis resté sans voix», raconte Ashin Kovida. «C'était quelque chose d'incroyable.»



Ses coreligionnaires étaient outragés et cherchaient un moyen de riposter. Ils décidèrent de couper toute relation avec le gouvernement en refusant toute offrande, aide ou contact avec celui-ci.

Des moines plus âgés et des supérieurs ont exhorté les moines à poursuivre leurs manifestations à l'intérieur des monastères, mais Ashin Kovida raconte que les moines les plus jeunes ont bravé ces directives, pensant que protester dans leur monde cloîtré n'amènerait rien de bon.

Ashin Kovida est entré en contact avec des étudiants qu'il avait rencontrés lors des quêtes et a ainsi commencé à préparer des manifestations de protestation à travers Rangoon.

«*Nous avons alors réalisé qu'il n'y avait pas de direction*», se rappelle-t-il. «*Un train doit avoir une locomotive.*» Il dit qu'il a aidé à superviser l'impression des tracts qui allaient être distribués dans les monastères avec pour titre: «*Les moines vont sortir dans les rues.*»

«*Il y avait des étudiants et des jeunes gens qui étaient de notre côté*», poursuit Ashin Kovida. Les étudiants ont tapé les textes des brochures sur leurs ordinateurs, les ont imprimés et ont fait des photocopies.

«*Nous devons en faire des centaines*», dit-il, «*nous les avons distribuées dans tous les monastères de Rangoon. Nous avons essayé de les distribuer dans le plus grand nombre de régions possibles.*»

Le 18 septembre, relate-t-il, il conduisait la première ligne de moines à travers les rues de Rangoon. Le 19 septembre, une foule d'environ 2 000 protestataires, dont 500 moines, était assise sur le sol carrelé de la pagode Sule quand Ashin Kovida s'est levé pour s'adresser à eux.

Ashin Kovida se rappelle avoir dit: «*Pour continuer les manifestations de façon pacifique, nous devons avoir une direction. J'appelle dix moines à venir me rejoindre devant.*»

Quinze moines se portèrent à l'avant, sous les vivats de la foule.

Ils formèrent ce qu'ils ont appelé le Sangga Kosahlal Apahwe, le Groupe représentatif des moines. Ashin Kovida en fut élu porte-parole. Ensuite, Ashin Kovida s'adressa de nouveau à la foule avec un discours concis.

«*Dans ce pays, actuellement, nous endurons des privations*», se souvient-il avoir dit. «*Les gens ont faim, les prix montent. Sous le gouvernement militaire, il y a tant de violations des droits de l'homme. J'appelle le peuple à se joindre à nous. Nous poursuivrons ces manifestations pacifiquement chaque jour jusqu'à ce que nous gagnions. S'il n'y a pas de droits de l'homme, il n'y a pas de valeur de l'homme.*»

Ashin Kovida dit qu'il a mené une semaine de manifestations quotidiennes, rencontrant son groupe d'organiseurs le matin et commençant les défilés à midi. Il a entendu des rapports sur le service en langue birmane de la BBC à propos d'autres groupes de

moines qui s'étaient organisés eux-mêmes, mais il n'a jamais rencontré ces groupes.

Les manifestations furent pacifiques et sans obstacles jusqu'au 26 septembre, quand la police anti-émeute bloqua le trajet des moines avant de les charger et de les disperser.

«Les policiers ont attrapé les robes des moines et les ont battus», se rappelle Ashin Kovida. «Ils ont arraché le sarong de certaines nonnes.»

Des douzaines de moines furent mis en détention; Ashin Kovida s'échappa en escaladant un mur de briques.

Le jour suivant, le 27 septembre, alors que la répression s'intensifiait, rapporte Ashin Kovida, il changea de vêtements et mit un sarong et une chemise à manches courtes. Il s'enfuit vers un petit village, à environ 65 kilomètres de Rangoon et, avec l'aide de parents et d'amis, se cacha dans une hutte en bois abandonnée.

Il avait si peur d'attirer l'attention des voisins qu'il s'interdisait de tousser et ne sortait jamais de sa maison, qui n'avait pas l'eau courante. Pendant deux semaines, il vécut dans l'obscurité de sa cabane sans aucun moyen de prendre un bain. Il se soulageait à l'aide d'un seau en plastique. Des amis lui laissaient occasionnellement de la nourriture.

Le 12 octobre, quand sa mère adoptive fut mise en détention, la nouvelle lui fut immédiatement transmise. Il s'enfuit de nuit, pieds nus. (...) Ashin Kovida encourt une peine de prison quasi certaine s'il retourne en Birmanie.

Dans l'édition du 18 octobre de *La Nouvelle lumière de Birmanie*, le journal d'Etat, il était accusé de cacher «48 cartouches jaunâtres de TNT très explosif» dans son monastère.

«Ils veulent juste associer les moines à la violence et au terrorisme», dit Ashin Kovida.

«J'ai été dans la vie monacale depuis que je suis tout jeune. Ma vie entière, je n'ai fait qu'étudier le bouddhisme et des idées pacifiques», souligne-t-il.

Il dit que son père est charpentier et que sa mère tient un petit étal dans un marché, vendant des oignons et des piments. Les deux vivent dans l'Etat du Rakhine, dans le nord-ouest de la Birmanie, près de la frontière avec le Bangladesh.

Beaucoup, en Birmanie, ne pourront pardonner au gouvernement la répression sur les moines, affirme-t-il.

«C'est une tache dans l'histoire de la Birmanie», explique Ashin Kovida. «À l'intérieur de la Birmanie, maintenant, beaucoup d'étudiants et de gens sont en train d'organiser la prochaine étape contre le SPDC – l'acronyme pour le gouvernement militaire –, je pense que cela se passera en même temps que les Jeux Olympiques en Chine», poursuit-il, en référence aux Jeux de 2008 à Pékin. «C'est mon opinion personnelle.»

## NEPAL

### CHRONOLOGIE

**2005**

1<sup>er</sup> février: Le parti maoïste provoque le limogeage du gouvernement et la prise des pleins pouvoirs par le roi Gyanendra en refusant l'organisation d'élections. Celui-ci instaure l'état d'urgence, suspend les droits fondamentaux et prend la tête d'un nouveau gouvernement. Ce coup de force soi-disant pour mieux lutter contre l'insurrection maoïste, et dénoncé comme un «coup d'Etat» par les partis politiques, n'était pas sa première tentative absolutiste assortie d'une promesse de rétablir plus tard la démocratie. Cette fois, le roi semble être resté sourd à la pression de la rue et aux multiples appels de l'étranger pour le rétablissement de la démocratie.

Personne à ce moment précis ne regrette vraiment les partis politiques. Dans la rue, on se dit écœuré par leurs querelles continues, leur népotisme, leur corruption, la multiplication des gouvernements, une douzaine depuis l'instauration du multipartisme au Népal en 1990.



3 septembre: Les maoïstes annoncent un cessez-le-feu qui durera quatre mois.

22 novembre: Les sept principaux partis d'opposition et leurs anciens ennemis maoïstes concluent un accord pour rétablir la démocratie.

Une étude réalisée par l'hebdomadaire *Nepali Times* auprès de 5 000 personnes révèle que si la population reste attachée à la monarchie, elle ne veut plus de Gyanendra. «La plupart des jeunes

*citadins sondés ne veulent d'aucune sorte de monarchie*» (environ 60 % des 23 millions de Népalais ont en dessous de 24 ans), a constaté l'hebdomadaire.

## 2006

En janvier, les maoïstes mettent fin à leur trêve. Le 20 janvier, les autorités placent Katmandou sous couvre-feu afin d'empêcher le déroulement d'une manifestation en faveur de la démocratie.

26 janvier: L'opposition décrète la grève générale.

8 février: Participation minimale aux élections municipales.

6 avril: Plus de 300 manifestants sont arrêtés. Début d'une grève générale de quatre jours à l'appel de l'opposition et des maoïstes.

8 avril: Le gouvernement instaure un «*couvre-feu diurne*» dans plusieurs villes, dont Katmandou, et coupe les lignes des téléphones portables pour contrecarrer les manifestants. Un premier opposant est tué par la police.

9 avril: Des milliers de manifestants défient le couvre-feu.

10 et 11 avril: Washington et l'Union européenne demandent au roi Gyanendra de «*rétablir immédiatement la démocratie*»

13 avril: Levée du couvre-feu dans Katmandou et dans ses environs et rétablissement des lignes des téléphones portables. Gyanendra appelle à des élections législatives. Appel rejeté par l'opposition le lendemain.

15 avril: Des milliers de Népalais manifestent à Katmandou.

16 avril: L'opposition appelle au boycott général du pouvoir royal.

17 avril: En raison de la grève générale, les autorités déploient l'armée pour assurer l'approvisionnement de la capitale.

18 avril: Des milliers de manifestants dans la rue. Premières arrestations de fonctionnaires.

19 avril: Au moins quatre manifestants sont tués. Les autorités imposent le couvre-feu à Katmandou et ordonnent de tirer à vue sur les contrevenants. 4 000 arrestations. Les manifestations pro-démocratie se font de plus en plus pressantes aussi bien dans les villes que dans les campagnes.

20 avril: Trois manifestants sont tués alors que des dizaines de milliers de personnes protestent dans la périphérie de Katmandou.

21 avril: Malgré la prolongation du couvre-feu à Katmandou, des dizaines de milliers de Népalais manifestent à proximité et dans Katmandou pour réclamer le rétablissement de la démocratie. Le roi demande à l'opposition de lui proposer un nom pour le poste de Premier ministre et appelle à l'organisation d'élections «*le plus vite possible*»

22 avril: Des centaines de milliers de Népalais manifestent à Katmandou alors que les partis d'opposition et les maoïstes ont rejeté les concessions faites par le roi. Une centaine de personnes blessées (balles, coups, gaz lacrymogènes) sont hospitalisées.

23 avril: Les opposants massés à la périphérie de Katmandou tentent de rallier les forces de sécurité à leur cause.

24 avril: Les Etats-Unis demandent à leurs ressortissants et aux familles des diplomates d'évacuer le Népal à la veille d'une nouvelle manifestation massive. Dans une proclamation télévisée, le roi Gyanendra accepte de rétablir le Parlement dissous en 2002 après trois semaines de manifestations massives organisées à l'appel des sept principaux partis politiques avec le soutien des rebelles maoïstes et marquées par la mort de 19 manifestants. Plusieurs milliers de Népalais manifestent leur joie dans le centre de Katmandou.

25 avril: L'opposition propose l'ex-Premier ministre Girija Prasad Koirala, chef de file du Congrès népalais (NPC), comme Premier ministre. Les maoïstes rejettent l'offre du roi et décrètent un blocus de la capitale.

26 avril: L'opposition réitère son engagement à former une Assemblée constituante devant limiter les pouvoirs du roi. Les maoïstes acceptent de lever leur blocus jusqu'à la session inaugurale du Parlement dont ils exigent l'élection d'une Assemblée constituante conformément à l'accord de novembre 2005, avec l'alliance d'opposition.

27 avril: Les maoïstes annoncent un cessez-le-feu unilatéral de trois mois. Girija Prasad Koirala est nommé Premier ministre par le roi.

28 avril: Le Parlement, se réunissant pour la première fois depuis 2002, annonce des discussions en vue de l'élection d'une Assemblée constituante. Le nouveau gouvernement intérimaire entame un grand nettoyage en se débarrassant du personnel politique nommé par Gyanendra en 2002.

30 avril: M. Koirala prête serment devant le roi et appelle les maoïstes à renoncer à la violence et à négocier avec le nouveau gouvernement. Le Parlement se prononce à l'unanimité en faveur de la convocation d'une Assemblée constituante qui décidera de l'avenir de la monarchie.

2 mai: Les premières nominations en vue de la formation du gouvernement placent en position de force le Congrès népalais.

3 mai: Les maoïstes rejettent tout désarmement et accusent le gouvernement de réunir de «vieilles figures» manquant de vision. Le nouveau gouvernement intérimaire décrète un cessez-le-feu avec les maoïstes et supprime la qualification de «terrorisme» qui leur était appliquée.

Le *Kathmandu Post* met en garde le futur gouvernement intérimaire composé des sept partis. Ils ont montré «maturité» et «unité», est-il écrit. «*Mais nous avertissons que le peuple (les) surveille de près et n'excusera aucune erreur ou (mesure) encourageant népotisme, favoritisme, corruption.*»

**2007**

Novembre: Le gouvernement de coalition regroupant les sept principaux partis népalais a signé un accord de paix avec la guérilla maoïste, mettant ainsi fin à un conflit qui a fait plus de 13 000 morts et au moins un millier de disparus depuis 1996. Cet accord a été conclu après que les maoïstes, qui constituent une organisation

militaire réclamant un Etat socialiste avec un gouvernement républicain, avaient quitté le gouvernement en septembre 2007 en demandant l'abolition de la monarchie. En vertu de ce texte, les rebelles doivent déposer les armes qui seront placées sous la supervision de l'ONU avant d'entrer au sein d'un gouvernement intérimaire. Son rôle principal consistera à préparer les élections d'ici à avril, à convoquer une Assemblée constituante, à abolir de manière officielle la monarchie et à rédiger les détails du nouveau système politique. La nouvelle alliance des sept partis a indiqué: *«le Népal sera une république démocratique fédérale (...) et la décision sera appliquée après la première réunion de l'Assemblée constitutionnelle. Mais si le roi pose problème durant l'élection de cette assemblée, une majorité des deux tiers du Parlement temporaire pourra abolir la monarchie avant le scrutin.»* De plus, il a été décidé que l'Assemblée serait constituée de 601 membres: 240 membres directement élus par le peuple, 365 membres désignés par un système de représentation proportionnelle, dans laquelle chaque parti obtiendra des sièges en proportion avec le nombre de votes obtenus et le reste sera désigné par le gouvernement. Les maoïstes réclamaient une généralisation de ce mode électoral qui leur est favorable.

Décembre

31 décembre: Les anciens rebelles maoïstes rejoignent le gouvernement provisoire du Népal, deux jours après le vote du Parlement en faveur de l'abolition de la monarchie et suite à un accord signé, le 23 décembre à Katmandou, entre eux et la coalition des six partis au pouvoir. Si l'accord est respecté entre des partis connus pour leurs incessantes querelles, le Népal s'apprête à négocier un tournant décisif de son histoire. Les rebelles avaient quitté le gouvernement en septembre en exigeant la fin du système monarchique et l'introduction du système proportionnel pour les prochaines élections, déjà deux fois repoussées, destinées à désigner l'Assemblée constituante. Un communiqué gouvernemental précise que le Premier ministre Girija Prasad Koirala a nommé cinq ministres et deux secrétaires d'Etat maoïstes au gouvernement. Le Népal est appelé à devenir un *«État républicain, fédéral et démocratique»*

Le roi Gyanendra continuera de résider dans son palais mais sans exercer de pouvoir jusqu'à l'élection de l'Assemblée constituante qui devrait avoir lieu d'ici à la mi-avril. L'abolition de la monarchie n'entrera en vigueur qu'après ce scrutin. Son départ marque la fin d'une dynastie au pouvoir dans la vallée de Katmandou depuis 1796. En attendant la modification de la Constitution, c'est le Premier ministre actuel qui deviendra président du Parlement et continuera à diriger le gouvernement de transition composé de représentants des principaux partis politiques népalais. D'autre part, le gouvernement assurera le processus d'intégration des anciens combattants, probablement dans les rangs de la police armée, en échange d'une restitution par les maoïstes des biens et des terres saisis durant les

années de guerre.

Pour l'heure, le Népal n'est plus tout à fait une monarchie mais il a encore un roi.

### **UNE ECONOMIE ENCLAVEE DEPENDANTE DU PUISSANT VOISIN**

Avec 28,7 millions d'habitants, le Népal reste l'un des États les plus pauvres d'Asie du Sud (c'est le premier des *«pays les moins avancés»*). Le PIB par habitant était de 383 dollars en 2006-2007 ou 1 100 dollars en équivalant pouvoir d'achat. Même si on estime que la part de la population pauvre a diminué de 34,4 % à 24 % entre 1996 et 2004, 51,4 % de la population est analphabète et l'espérance de vie est de 60 ans. L'armée royale népalaise comptait 69 000 hommes en 2004.

Alors qu'il connaît depuis 1991 des mutations importantes, avec une relative libéralisation de son économie, le pays est confronté depuis 1996, à une grave crise politique et à des difficultés dans le secteur industriel (ralentissement de l'activité, suite à des revendications salariales pour l'amélioration des conditions de travail).

En 2006-2007, la situation des secteurs de l'industrie et des services s'est encore dégradée, avec des croissances respectives estimées à 2,1 % et 4,1 % (contre 4,2 % et 4,8 % en 2005-06). L'insécurité persistante dans la plaine du Terai au sud du pays (toutes les routes d'approvisionnement passent par cette bande frontalière), due aux revendications d'autonomie des ethnies Madhesis (le peuple des plaines) et à la guérilla maoïste, empêche les ateliers de production industrielle qui y sont implantés (dont l'habillement et les tapis déjà affectés par la sortie de l'accord multifibres et l'érosion des préférences communautaires) de se redresser.

Le secteur tertiaire, dominé par le tourisme, a également souffert en raison de l'insécurité du pays (le racket des touristes). Mais il reste encore la première source de devises. Il emploie 250 000 personnes et représente un million d'emplois indirects.

Malgré la tentative de l'État népalais d'ouverture vers la Chine, l'économie reste fortement dépendante des échanges avec l'Inde qui représentait en 2005-06 près de 68 % du commerce extérieur du Népal. Cette dépendance a toujours été prépondérante, notamment en raison des importations de produits pétroliers et de plus en plus en matière d'aide au développement (financement de barrages hydroélectriques).

Les États-Unis sont le deuxième client du Népal depuis les années 1950 (11,6 % des exportations en 2007). L'Union européenne est peu présente, mais l'Allemagne est le 3<sup>e</sup> client du Népal avec 4,7 % d'exportations. Les principaux postes d'exportation sont l'habillement (11,9 % des exportations en 2005-06) et les tapis de

laine (9,5 %).

L'Europe est en revanche le premier donateur d'aide et l'aide internationale (33,7 % du budget) et les envois des travailleurs expatriés sont un facteur majeur de son économie. Un tiers de la population népalaise vit en Inde, et les revenus des travailleurs expatriés (1,42 milliard de dollars en 2006-2007) représentent un montant supérieur à celui des exportations du pays.

En 2006-2007, les exportations n'ont augmenté que de 3,2 %, s'élevant à 1,24 milliard de dollars, par rapport à la même période précédente (avec une augmentation de 23 % pour les exportations vers l'Inde à 0,57 milliard de dollars). Les importations sont également en hausse de 18 % et atteignent 2,9 milliards de dollars (et même 23 % pour celles en provenance d'Inde à 1,52 milliard de dollars), d'où un creusement du déficit commercial de 33 %, soit 1,6 milliard de dollars. Le volume des échanges a tout de même augmenté, ce qui indique une intégration croissante du Népal à l'économie mondiale (adhésion à l'OMC, en 2004).

Le secteur agricole qui emploie plus de 70 % des actifs (croissance estimée à 0,7 % en 2007 contre 1,2 % en 2006), et reste prédominant dans l'économie (36 % du PIB), a souffert, en 2007, d'une mauvaise mousson et de l'abandon de nombreuses terres arables dans les districts du sud occupés par les maoïstes, entraînant une concentration sur les terrains périurbains, chers et mal irrigués.

Le niveau de l'investissement stagne en 2006-2007, à 20,3 % du PIB.



**UN  
NOUVEL  
ELIXIR  
DE  
JEUNESSE  
POUR  
LA  
DEMOCRATIE  
RADICALE**

Les tentatives d'insurrections au Népal, au printemps 2006, et en Birmanie, en automne 2007, ont des caractéristiques communes importantes en dépit des nombreuses différences qui existent entre ces deux formations économiques et sociales. Essayons de les énumérer.

1) Les deux épisodes se produisent environ vingt ans après des mouvements analogues. Au Népal, au printemps 1990, il y a eu des grandes manifestations dans la capitale (Katmandou) en faveur de la démocratie politique. Il y a exactement deux décennies, Rangoon s'insurgeait contre la junte militaire. Dans les deux cas, la répression avait eu raison des mouvements. Dans ces moments cruciaux, aucune force politique ou syndicale significative ne s'était imposée comme solution alternative crédible pour le capital aux régimes dictatoriaux en place. L'opposition politique aux deux dictatures militaires restait incarnée par des individualités démocratiques faibles en Birmanie ou par le parti de coloration maoïste au Népal qui vit du racket organisé des paysans et de leur soumission à l'esclavage militarisé (recrutement contraint des miliciens et travail civil forcé).

2) En dépit de la présence en force des prolétaires et de leurs revendications immédiates, les insurrections birmane et népalaise d'hier et d'aujourd'hui n'ont guère produit d'organisations ni d'éléments de programme communistes. Les travailleurs et les chômeurs en révolte n'ont pas davantage rejoint les rangs des formations bourgeoises clandestines placées dans l'opposition aux deux régimes. A aucun moment, la classe ouvrière en mouvement de ces pays n'a tenté de se singulariser des autres classes. Elle a encore moins esquissé une critique pratique de la démocratie bourgeoise, horizon politique jamais dépassé de ces insurrections populaires. Au contraire, la démocratie radicale, celle qui, de préférence, trouve sa légitimité dans la rue et qui tend à minimiser le mécanisme de la délégation en faveur de l'expression collective directe de la population, a été parfaitement capable de contenir et d'encadrer les revendications plus précisément prolétariennes.

3) Aussi bien à Katmandou qu'à Rangoon, des protestations initialement très minoritaires et cantonnées à la revendication de davantage de démocratie et de liberté politique se sont rapidement étendues à des secteurs importants de la population dans lesquels les prolétaires constituent la composante de loin la plus nombreuse.

Cette composante apporte au mouvement à la fois sa grande détermination dans les combats et ses revendications de défense économique contre la pauvreté et la vie chère. Les jeunes prolétaires montent systématiquement aux avant-postes lors des affrontements les plus violents et les plus difficiles. A Katmandou, dans les périphéries de la capitale népalaise, ce sont eux qui recherchent avec entêtement ce type d'engagement. La forme insurrectionnelle, combats de rue déployés plus manifestations de masse, n'est pas intégrée et renforcée par les grèves. La confrontation a lieu exclusivement avec le pouvoir exécutif représenté par des régimes héritiers directs, dans le cas népalais, ou indirects, en Birmanie, du classique despotisme oriental.

4) Le fondement premier du despotisme oriental est le «système villageois» fait de «petits centres disséminés dans tout le pays», dotés «d'organisations indépendantes et de vie propre» et combinant «travail agricole et travail artisanal» (Karl Marx, New York Tribune; 25 juin 1853). Sur ce système d'unités sociales dispersées mais relativement autonomes, s'érige un Etat distant et despotique, la plupart du temps de droit divin, qui s'occupe des grands travaux publics. Le despotisme, lui, n'est autre que «le mépris de l'homme, l'homme vidé de son humanité»; «Le despote ne voit jamais les hommes autrement que dépouillés de leur dignité. Sous ses regards et pour lui, ils se noient dans la boue de la vie abjecte d'où ils remontent toujours à la surface comme les grenouilles. (...) Le principe essentiel de la monarchie, c'est l'homme méprisé et méprisable, l'homme déshumanisé. (...) Monarchie, despotisme et tyrannie sont des noms d'une seule et même idée, ou, tout au plus, des variantes superficielles d'un même principe. Là où prédomine le principe monarchique, les hommes sont en minorité; là où ce principe n'est pas mis en doute, il n'y a point d'hommes» (Karl Marx, Lettre à Ruge; 1843). Ces concepts s'adaptent parfaitement aussi bien à la monarchie népalaise de droit divin qu'à la dictature militaire birmane.

5) Le despotisme oriental en Birmanie et au Népal tire son aliment de la rente foncière, du pillage légalisé des masses paysannes des provinces agricoles ainsi que de la rapine de portions relativement importantes de plus-value sociale issue des manufactures et des rares industries modernes existant dans ces deux pays. Le despotisme oriental représente de manière imparfaite le capital dans son expression la plus développée. Ses intérêts parasitaires se marient mal avec la recherche du profit maximum et le renforcement de la concurrence, mouvement vital de la reproduction du capital. L'absence d'une représentation politique adéquate de la société civile et les innombrables transformations de la formation économique induites par la destruction de la société villageoise opérée par le capital créent des frictions de plus en plus grandes qui nécessitent l'extension et l'approfondissement du contrôle répressif. Ceci a un coût qui alourdit sans cesse la facture, aussi bien pour le capital que le

travail. Outre le parasitisme, la superstructure étatique despotique génère clientélisme et corruption en série; autant de freins pour l'expression pleine et libre du mouvement du capital. Le capital tolère le despotisme notamment quand la rente est forte et lui faible. Il peut l'utiliser ici et là lorsqu'il correspond à certains de ses intérêts spécifiques et contingents de développement. Toutefois, la qualification politique du capital achevée, la République démocratique reste la forme historiquement déterminée de son despotisme de classe.

6) Au Népal et en Birmanie de ce début du troisième millénaire, le capitalisme continue son œuvre lente et méthodique de démolition du système villageois et du despotisme oriental. Il agit dans ce sens à partir de ses centres politiques et administratifs des deux capitales, Katmandou et Rangoon, devenues, entre autres, le siège privilégié de petites manufactures et de commerces en tous genres; lieux élus de l'immigration intérieure de paysans pauvres déclassés et des emplois étatiques civils et militaires; réceptacles de masses croissantes de sans-réserves, survivant au prix des pires sacrifices dans les quartiers et les bidonvilles misérables de leurs périphéries immédiates.

Plusieurs interrogations pour les communistes découlent des deux situations identifiées dans leurs points communs. Comment expliquer, à l'ère du capitalisme mûr et du marché mondial unifié, la domination idéologique et programmatique de la démocratie radicale dans ces deux assauts insurrectionnels? S'agit-il de phénomènes isolés? Comment juger, du point de vue du prolétariat révolutionnaire, la subalternité politique de la classe ouvrière dans ces mouvements importants qu'elle a produits? Quelle attitude adopter face à la multiplication des insurrections démocratiques dans les pays dotés d'Etats dictatoriaux et rentiers?

Nous allons tenter d'apporter des éléments de réponse. Le retour en vogue de la démocratie radicale en milieu prolétarien dépend de deux facteurs essentiels:

l'un relatif à la spécificité des formations économiques et sociales dotées d'Etats dictatoriaux;

l'autre de la nature et du signe du cycle politique prolétarien actuel.

L'Etat despotique et rentier, l'absence de toute liberté d'expression et d'un tissu légal d'organes d'intégration au système du prolétariat placent d'emblée le combat, tout type de combat y compris défensif, sur le terrain politique et, par là, militaire. La démocratie républicaine bourgeoise moderne contient en elle la capacité de *«transformer les états politiques en états sociaux, en sorte que les différents membres du peuple ... sont égaux dans le Ciel de leur monde politique et inégaux dans l'existence terrestre de la société. C'est seulement la Révolution française qui achèvera la transformation des états politiques en états sociaux, autrement dit, fit des différences d'états de la société civile de simples différences sociales, des différences de la vie privée, qui n'ont aucune importance dans la vie politique. La séparation de la vie politique et de la*

*société civile se trouva de ce fait achevée*» (Karl Marx, *Critique de l'Etat hégelien*, 1843).

Il en va tout autrement pour les régimes despotiques. Ici, la privation de l'égalité politique ne permet pas au capital de repousser l'être social de la société civile dans la simple dimension de la sphère privée. La séparation entre politique et social n'est donc pas assurée, encore moins achevée. Ce trait spécifique du despotisme, y compris dans ses expressions les plus récentes, le rend relativement inadéquat au développement du capital. Cette relative inadéquation provoque continuellement l'apparition de forces bourgeoises et petites-bourgeoises se battant pour la démocratie politique avec les seuls moyens à leur disposition: la conspiration et la lutte sur le terrain illégal.

Sous la férule du despotisme, l'exploitation, l'être social de la classe ouvrière, n'est perçue d'emblée par les prolétaires que comme l'une des caractéristiques propres à la dictature. L'état social des classes subalternes correspond immédiatement à l'état politique général de la société civile. Aucune séparation ne s'installe entre la lutte contre l'exploitation et celle pour la liberté politique. Le social est directement politique mais dans une séquence logique inversée et déformée par rapport à celle qui régit la révolution prolétarienne. Le combat politique de la classe ouvrière n'est pas issu de la place particulière que cette dernière occupe au sein du système capitaliste de la production sociale.

Toute lutte prolétarienne défensive menée sur le terrain des intérêts immédiats revêt un caractère politique. Mais ce caractère politique n'appartient pas exclusivement à la classe exploitée. Il est l'expression sans médiation de la société civile tout entière. Il fonde l'unité matérielle contingente entre capital et travail sur le terrain de la revendication de la démocratie et des libertés politiques individuelles. Le prolétariat se voit ainsi dépossédé de son parti et de son programme révolutionnaire propre en agissant certes en défense de ses intérêts immédiats mais aussi en soutien de la forme politique adéquate de la dictature du capital, la République démocratique parlementaire. Centrale dans la production sociale de capital, la classe ouvrière est subalterne au plan politique dans *«les conditions empiriques distinctes»* du régime despotique.

Rien d'étonnant donc que les prolétaires se jettent régulièrement à corps perdu dans les batailles les plus radicales contre les dictatures au nom de leurs propres objectifs défensifs sans, pour autant, élaborer et consolider leur indépendance politique des formations bourgeoises et petites-bourgeoises d'opposition aux régimes despotiques. Dans ce sens, les épisodes népalais et birman sont des paradigmes de la lutte de classes sous les dictatures.

Nota bene: il est question ici de toutes sortes de dictatures, par-delà leurs différentes colorations politiques, religieuses ou autres. Toutefois, leur caractère spécifique est également assuré, compte

tenu de l'expansion accélérée et planétaire du modèle démocratique moderne d'État capitaliste.

Ces moments particuliers, quoique répétitifs, de la lutte des classes globale n'incarnent pas la tendance historique dominante à l'affrontement direct entre démocratie et communisme.

La guerre de classe menée avec un courage et une détermination exceptionnels par les sans-réserves birmanes et népalais a peu à peu enseigné, en matière d'autonomie politique, aux ouvriers des pays à capitalisme mûr. Pourtant, les révoltes prolétariennes qui ont suivi la vague pré-révolutionnaire mondiale des années 1960 et 1970, depuis celles des travailleurs polonais, coréens ou sud-africains dans les années 1980, ont, sans exception notable, un important trait commun apparent avec celles dont nous nous occupons maintenant. La totalité d'entre elles ont trouvé dans la démocratie radicale leur résultante politique. A aucun moment, elles n'ont secrété des organisations de classe propres au prolétariat révolutionnaire.

On est ici en présence d'une discontinuité forte avec le cycle politique précédent (1968-1977). Cette discontinuité est, à ne pas s'y méprendre, source de grande mystification et de démoralisation car elle tendrait à démontrer que la classe ouvrière a épuisé sa capacité et sa force révolutionnaires. En réalité, ce nivellement vers le bas du combat politique de la classe ouvrière est exclusivement le fait de la cassure, de la défaite subie lors de sa dernière tentative d'assaut au ciel du capital.

La destruction soudaine du bloc dictatorial stalinien et la mutation pro-marché de la terrible dictature maoïste chinoise ont de nombreuses raisons. Mais l'une d'entre elles, et pas la moindre, concerne ce changement de cycle politique prolétarien. En embrassant, avec ses forces débordantes et ses méthodes décidées de combat, la perspective de la démocratie radicale, la classe ouvrière a accéléré le processus de décomposition et de transformation en profondeur des pays du camp dit socialiste.

A l'inverse, ces régimes ont tenu le choc et ont finalement su s'adapter aux rapports de forces modifiés par la puissante initiative pratique des travailleurs car ceux-ci, bien qu'en s'adossant à sa variante la plus radicale, ont lié leur sort à celui de la démocratie bourgeoise. Mais cette étape démocratique n'est pas la destination ultime du mouvement prolétarien. Cette «étape» à l'enseigne de la démocratie n'est justifiée ni par la déchéance des conditions objectives qui ont fait de la classe ouvrière la seule classe révolutionnaire de l'ère moderne, ni par une quelconque défaite définitive que les ouvriers auraient endurée.

Il s'agit uniquement de la marque caractéristique de la nouvelle période, du cycle politique prolétarien actuel. Marque singulièrement renforcée par l'offensive générale menée sous les drapeaux de la démocratie des pays à capitalisme mûr contre les nouvelles et anciennes barrières à l'unification de plus en plus robuste du marché

mondial. Cette offensive du centre du capital s'est nourrie des poussées révolutionnaires des masses de sans-réserves de nombreux pays encore régis par des dictatures appartenant à la périphérie proche ou plus lointaine des métropoles du capital mondial.

Dans cette catégorie, nous classons naturellement les pays prétendument socialistes et la plupart des pays dits du tiers et du quart monde. Le fait qu'en cette période historique les insurrections prolétariennes contre les dictatures et la pauvreté ne dépassent pas l'horizon politique démocratique radical ne doit pas inspirer de l'indifférence ou, pire, du mépris de la part des communistes. Au contraire, ces épisodes de la lutte des classes doivent être étudiés attentivement. Il faut valoriser leur qualité de moments du mouvement réel global de libération du prolétariat sans oublier de critiquer leurs limites politiques évidentes.

Quand la classe ouvrière se bat à sa façon et avec toute son immense énergie sous les drapeaux de la démocratie, celle-ci en sort partiellement transformée car elle cesse, à ces instants précis, d'être un pur projet de modernisation, d'adaptation de l'Etat aux conditions générales du marché mondial et de la dictature du capitalisme mûr. Le prolétariat qui prend les armes a la capacité, la puissance nécessaire à mettre en péril cet *épilogue normalisateur*. C'est pourquoi toute révolte des sans-réserves est accueillie avec méfiance par les patrons et les dirigeants des places fortes du capital. Et ce, en dépit de leur volonté, bien réelle quoi qu'en disent les antimondialistes et les gauchistes de tout poil, de diffuser le plus largement sur la planète le régime démocratique parlementaire.

Ce système, rappelons-le encore une fois, est à la fois le mode de représentation le plus accompli de l'intérêt général du capital et la forme de domination de classe la plus sophistiquée et la plus efficiente de l'âge moderne. *L'injection en doses massives de la haine de classe du prolétariat pour les classes dominantes dans le corps à vif du mouvement démocratique de la société civile contre le despotisme se solde souvent par des revendications indistinctes de démocratie directe* et dresse un obstacle de taille à l'autonomisation et à la spécialisation du Politique.

Les communistes doivent appuyer de toutes leurs maigres forces l'interprétation ouvrière de la lutte contre la dictature. Plusieurs éléments du dispositif tactique adopté par le courant communiste dans les années qui vont de 1840 à 1860 se révèlent d'une cuisante actualité aujourd'hui, dans ce cycle politique prolétarien spécifique. *«La position du parti ouvrier révolutionnaire par rapport à la démocratie petite-bourgeoise est la suivante: il marche avec elle contre la fraction dont elle poursuit la chute; il s'oppose à elle toutes les fois qu'elle veut déterminer ses propres positions»* (Karl Marx, *Adresse*, mars 1850).

Traduction par Marx lui-même, quelques paragraphes plus loin dans ce texte: «Tandis que les petits-bourgeois démocrates veulent amener au plus vite la révolution à son terme, notre intérêt, notre

tâche est de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été écartées du pouvoir, que le pouvoir d'Etat ait été conquis par le prolétariat et que, non seulement dans un pays, mais dans tous les pays qui dominent le monde, l'association des prolétaires ait réalisé assez de progrès pour faire cesser dans ces pays la concurrence des prolétaires et concentrer entre leurs mains à tout le moins les forces productives décisives» (Idem).

Pas question, naturellement, de poursuivre dans ce combat le but d'une quelconque alliance avec la démocratie petite-bourgeoise. Elle *«tournerait uniquement à l'avantage des petits-bourgeois et au désavantage complet du prolétariat»*. Et encore: *«S'il s'agit de livrer combat à un adversaire commun, point n'est besoin d'union particulière: dès qu'il faut combattre un tel adversaire, les intérêts des deux partis coïncident momentanément: il en a été ainsi jusqu'à ce jour, et dans l'avenir aussi cette alliance simplement temporaire s'établira d'elle-même»* (Idem).

Alliance éphémère et non déclarée entre ouvriers et démocrates petits-bourgeois donc, *mais qui appelle simultanément une œuvre constante d'affaiblissement des alliés d'un jour du prolétariat en mouvement. «Il est en le pouvoir des ouvriers de rendre plus difficile la montée des démocrates en face du prolétariat en armes et de leur dicter des conditions telles que la suprématie des démocrates bourgeois renferme, dès son origine, le germe de sa mort et que son éviction ultérieure par la suprématie du prolétariat s'en trouve considérablement facilitée»* (Idem).

Comment faire ?

Primo, «pendant et après la lutte, les ouvriers doivent en toute occasion formuler leurs propres revendications à côté de celles des démocrates bourgeois»

Deuxio, «il faut qu'ils exigent des garanties dès que les bourgeois démocrates s'approprient à s'emparer du gouvernement (...). Il leur faut, au besoin, emporter ces garanties de haute lutte et veiller, d'une façon générale, à ce que les nouveaux gouvernants soient contraints à toutes les concessions et à toutes les promesses possibles – c'est le plus sûr moyen de les compromettre».

Tertio, «il faut qu'à côté des nouveaux gouvernements officiels, ils créent en même temps leurs propres gouvernements ouvriers révolutionnaires, sous forme de municipalités ou de conseils municipaux ou sous celle de clubs ou de comités ouvriers». Le contre-pouvoir s'organise. La dualité des pouvoirs s'installe.

Quarto et dernier point, «il faut obtenir immédiatement l'armement de tout le prolétariat» et organiser une garde prolétarienne autonome placée «sous les ordres non pas du pouvoir public mais des conseils municipaux révolutionnaires obtenus par les ouvriers».

La finalité de ce plan est claire: «annihiler l'influence des démocrates bourgeois sur les ouvriers; réaliser immédiatement

l'organisation autonome et armée des ouvriers; entraver la domination, pour le moment inévitable, de la démocratie bourgeoise en la gênant et en la compromettant» (Idem).

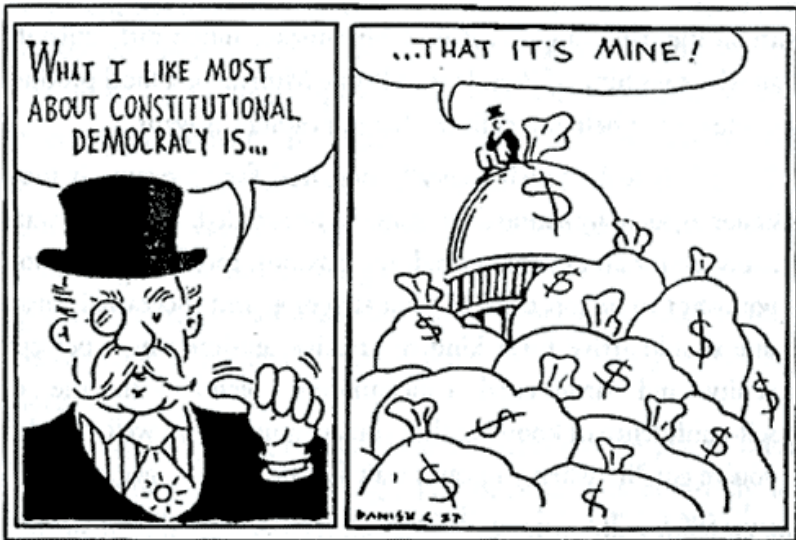
Marx a donné un nom à ce plan, à ce véritable «*cri de guerre*»: «*Révolution en permanence*.» Prise dans ce qu'elle contient d'universel, la feuille de route originellement conçue par le théoricien du communisme moderne pour les travailleurs allemands de son temps garde toute sa fraîcheur et sa pertinence pour les combats ouverts du prolétariat contre les régimes despotiques de la périphérie du monde capitaliste ponctués par l'absence de mouvements d'ampleur, directement révolutionnaires, de la classe ouvrière dans les métropoles du capital.

*Mouvement communiste* – Lettre n° 27 – janvier 2008

[www.mouvement-communiste.com](http://www.mouvement-communiste.com)

\*\*\*\*\*

«Ce que j'apprécie le plus dans la démocratie constitutionnelle, c'est qu'elle m'appartient.» (Un capitaliste qui célèbre les vertus de la Constitution)





Samuel Farber

# La résurrection de Che Guevara

Cet article est paru dans la revue américaine *New Politics* en été 1998. Il recense trois ouvrages dont deux (ceux de J.G. Castaneda et P.I. Taibo) ont été traduits en français. Les numéros de pages indiqués en notes ou entre parenthèses renvoient aux éditions anglaises et les citations ont été traduites par nos soins. Bien que cet article date d'il y a dix ans, il soulignait déjà un phénomène (la guévaromanie) qui continue à sévir aujourd'hui. Samuel Farber est né à Cuba et vit désormais aux Etats-Unis.

Il a publié plusieurs livres: *Révolution and Reaction in Cuba (1933-1960)*; *The Origins of the Cuban Revolution Reconsidered (Envisioning Cuba)*; *Before Stalinism: Rise and Fall of Soviet Democracy*; *Social Decay and Transformation, A view from the Left*, ainsi que de nombreux articles dont l'un (sur le racisme à Cuba) a été partiellement traduit dans le numéro 21-22 de notre revue. (Ni patrie ni frontières)

## I

TRENTE ANS APRÈS SON EXÉCUTION SOMMAIRE PAR L'ARMÉE BOLIVIENNE, exécution dont la CIA fut complice, Che Guevara attire une fois de plus l'attention de l'opinion publique. Son image a été reproduite à d'innombrables reprises par une étrange combinaison d'individus et d'institutions: du président de droite de l'Argentine, Carlos Menem, qui a fait éditer un timbre commémoratif avec la collaboration du gouvernement cubain, aux agences de publicité qui vendent des marchandises dernier cri aux jeunes cadres dynamiques. Cette situation a poussé un dessinateur du quotidien mexicain de gauche *La Jornada* à représenter le Che avec un béret orné du logo de Nike. Cette résurrection du Che a été accompagnée (et est en partie provoquée) par la publication d'un certain nombre de livres largement recensés dans les journaux et revues, politiques et intellectuels.

Mystifié et mythifié depuis qu'il a été exécuté, le Che est devenu une source d'inspiration politique pour beaucoup de gens qui n'ont qu'une notion très vague de ses activités et idées politiques. Dans cette perspective, mon article vise à reconstruire un portrait politique de Che Guevara, en puisant dans les documents

inestimables fournis par trois ouvrages<sup>(1)</sup>. Je m'appuierai principalement sur le livre de Jorge G. Castañeda, qui est le plus astucieux politiquement et peut-être celui dont on a le plus parlé, mais je ferai aussi référence occasionnellement aux biographies de J.L. Anderson et de Paco Ignacio Taibo II.

Jorge G. Castañeda est un auteur mexicain célèbre qui entretient des liens étroits avec l'élite politique de son pays (son père, récemment décédé, fut ministre des Affaires étrangères). Ancien communiste de tendance althussérienne<sup>(2)</sup>, il est récemment devenu célèbre en raison de son soutien à un programme politique social-démocrate pour l'Amérique latine et son rejet concomitant d'une solution révolutionnaire pour le continent sud-américain. Son livre, cependant, ne peut être considéré comme totalement hostile au Che. Quant à ceux qui affirment que Castañeda accuse Fidel Castro d'avoir abandonné Guevara afin qu'il meure en Bolivie, l'auteur se montre en fait beaucoup plus prudent. Il propose cette piste comme une hypothèse et, tout en n'écartant pas cette possibilité, il expose en détail les fortes pressions qu'ont exercées les Soviétiques sur Castro, pressions qui ont alors limité la liberté d'action de Fidel.

Les critiques de Castañeda sont principalement dirigées contre les aspects révolutionnaires de la personnalité du Che. Ainsi, dans le prologue de son livre, il souligne son «refus éternel de l'ambivalence» et la tendance, chez les jeunes des années 1960, génération à laquelle il a appartenu, à prôner «un rejet total des contradictions de la vie», et à s'interdire, par principe, «tous sentiments contradictoires, désirs conflictuels ou objectifs politiques mutuellement incompatibles», dans une époque qui était «dépeinte uniquement en noir et blanc». Ces positions et cette critique sous-jacentes n'aident pas le lecteur non averti à distinguer entre, d'une part, les critiques généralement justifiées que formule Castañeda contre la guérilla en tant que stratégie révolutionnaire et contre ses applications spécifiques au Congo et en Bolivie, et, d'autre part, la politique et la stratégie révolutionnaires marxistes. Le lecteur est ainsi incité à considérer, au moins par défaut, que la réforme (et non la révolution) serait la seule solution alternative viable et sensée.

## II

ERNESTO GUEVARA DE LA SERNA EST NÉ EN 1928 EN ARGENTINE, qui, à l'époque, était non seulement la nation la plus prospère d'Amérique latine mais aussi l'un des pays les plus riches au monde. Mais sa famille, qui appartenait à l'élite, connut aussi des difficultés financières en raison des faillites commerciales du père de Guevara. Si le Che assimila certainement les valeurs de gauche d'un couple fortement affecté par la Guerre civile espagnole, il ne se distingua par aucune activité politique particulière avant d'avoir atteint environ 25 ans. C'était plus un jeune bohème qu'un

révolutionnaire mais, phénomène beaucoup plus répandu à l'époque, dans l'ambiance relativement prospère et européenne de l'Argentine, que dans la plupart des autres pays latino-américains, y compris Cuba. Guevara n'abandonna pas entièrement cet esprit bohème quand il se politisa pendant qu'il parcourait l'Amérique latine dans les années 1950. Des traces significatives de cette période bohème subsisteront et elles influenceront son évolution politique ultérieure.

Lorsqu'il quitta le Guatemala, en 1954, au lendemain du renversement du gouvernement constitutionnel de Jacobo Arbenz, renversement orchestré par l'impérialisme américain, Guevara était un individu complètement politisé qui défendait une conception stalinienne du monde. Et ce, dans ses deux dimensions:

au sens général, puisqu'il était devenu un fervent défenseur du modèle politique, représenté par l'URSS, d'un Etat répressif dominé par un parti unique, possédant et dirigeant l'économie sans que le peuple exerce le moindre contrôle démocratique, sans syndicats indépendants, sans la moindre liberté pour les ouvriers ou les citoyens,

mais aussi au sens littéral puisque le Che éprouvait la plus grande admiration pour Joseph Staline.

Ainsi, avant même son expérience guatémaltèque, quand Guevara parcourut le Costa Rica et qu'il put observer de près le pouvoir impressionnant et effrayant de la multinationale américaine United Fruit, il écrivit à sa tante Beatriz qu'il avait juré «devant une image de notre cher vieux et regretté camarade Staline [qu'il n'aurait] pas de repos avant d'assister à l'anéantissement de ces pieuvres capitalistes». Il signa «Staline II» une autre lettre qu'il envoya à cette même tante (J.G. Castaneda, p. 62 ; J.L. Anderson, p. 167).

Mais il est plus important de souligner que, lorsque Guevara visita l'URSS en novembre 1960, en tant que l'un des chefs les plus importants de la révolution cubaine, il insista pour déposer une gerbe de fleurs sur la tombe de Staline, malgré l'avis contraire de l'ambassadeur cubain en URSS (J.G. Castaneda, p. 181). Soulignons que ce geste eut lieu quatre ans après que Krouchtchev eut révélé les crimes de Staline.

La plupart des gens de gauche ou d'extrême gauche associent le stalinisme à la période du Front populaire. Or, le stalinisme de Guevara était d'un autre type, beaucoup plus proche de la politique agressive, collectivisatrice, du régime stalinien à la fin des années 1920 et au début des années 1930.

Il est révélateur que Guevara ait fortement critiqué Lénine pour avoir introduit certains éléments de la concurrence capitaliste en URSS dans les années 1920 (la fameuse NEP, nouvelle politique économique) (J.L. Anderson, p. 697). Le collectivisme de Guevara était donc du stalinisme pur et dur. En mars 1960, il déclara: «on doit constamment penser au nom des masses et non pas au nom des individus (...) il est criminel de penser aux individus parce que leurs

besoins ne sont que peu de chose auprès de ceux des masses».

En août 1964, Che affirma: l'individu «se réjouit de se sentir l'un des rouages de la roue, un rouage qui a ses propres caractéristiques et est nécessaire mais pas indispensable, au processus de production, un rouage conscient, qui a son propre moteur, et qui essaye consciemment de pousser de plus en plus fortement vers une conclusion heureuse, l'une des prémisses de la construction du socialisme – la création d'une quantité de biens de consommation suffisante pour l'ensemble de la population». (J.L. Anderson, 470, 605)

Les critères de Guevara concernant cette «quantité de biens de consommation suffisante pour l'ensemble de la population» étaient particulièrement ascétiques, conformément aux normes qu'il s'imposait à lui et sa famille. Ceci était, à son tour, lié à son puritanisme dont les effets se vérifieront – et seront même remis en cause – avant l'établissement d'un régime de parti unique à Cuba.

Ainsi, pendant la lutte armée contre Batista, le Che essaya de réglementer les relations sexuelles entre les hommes et les femmes de sa colonne, jusqu'à ce qu'il soit forcé de reconsidérer sa position. De même, quand ses troupes occupèrent la ville de Sancti Spiritus au centre de l'île de Cuba, vers la fin de l'année 1958, il essaya d'interdire l'alcool et la loterie, mais il dut y renoncer face à la résistance des habitants de cette ville (Castaneda, p. 132).

Il avait une conception spartiate de la vie en collectivité; il souhaitait une société égalitaire dirigée par les révolutionnaires dévoués et désintéressés à la tête d'un Parti-Etat ne laissant aucune place à la démocratie, à l'individualité ou à l'abondance matérielle. Cela explique pourquoi la notion de stimulants moraux joua un rôle si essentiel dans sa vision sociale et politique. Le dévouement, le sacrifice et l'altruisme collectifs constituaient les trois piliers de sa politique face à une société d'individus politiquement conscients, à l'esprit indépendant, rationnels qui auraient souhaité élaborer des objectifs et des programmes collectifs à travers des discussions et des votes démocratiques; c'est-à-dire, qui auraient voulu s'appuyer sur le pouvoir d'une majorité qui accorde et garantisse des droits à la minorité.

L'ascétisme personnel et politique de Guevara l'a nécessairement conduit à se montrer indifférent face aux besoins matériels et aux préoccupations des couches populaires, voire à mépriser ces besoins. Quand il critiqua vivement ce qu'il appela «l'embourgeoisement» du bloc soviétique après la mort de Staline, il ne se demanda pas une seconde si les changements politiques et économiques décidés par Krouchtchev et ses homologues est-européens avaient amélioré la vie quotidienne des masses derrière le rideau de fer, précisément parce que ces régimes étaient désormais obligés de produire et distribuer davantage de biens de consommation que son héros Staline. La biographie de Paco Ignacio Taibo II indique que Guevara a été très

influencé par les idées de Gandhi avant qu'il n'adopte la version stalinienne du marxisme. Cette information est très significative et attire notre attention sur les affinités électives entre le gandhisme et l'esprit bohème du jeune Guevara, idéologies qui toutes deux méprisent le confort et les progrès «bourgeois» de la civilisation moderne, et sa version particulière d'un stalinisme ascétique qu'il soutiendra et développera lui-même plus tard.

Le stalinisme de Guevara se caractérisait aussi par un solide volontarisme, ce qui le rapprochait de la variété maoïste du stalinisme. Les analyses du marxisme classique sont traversées par une tension permanente entre le rôle des facteurs objectifs et subjectifs dans le développement historique, comme l'exprime la célèbre formule que l'on trouve dans *Le 18-Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte*: «Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé.» Cette tension entre facteurs objectifs et subjectifs chez Marx a été plus tard abandonnée par de nombreuses tendances qui se prétendaient marxistes. Par exemple, la social-démocratie allemande élabora un objectivisme mécaniste qui réduisait au minimum le rôle de l'élément actif-subjectif dans l'histoire.

À un autre bout de l'échiquier politique, le maoïsme et le guévarisme se sont distingués par un volontarisme extrême qui ignorait complètement la réalité objective.

C'est ainsi que le programme économique de Guevara pour Cuba prônait une planification fortement centralisée éliminant tous les mécanismes du marché. Sa politique reposait principalement sur des stimulants moraux, et ignorait toute notion de contrôle ouvrier (pratique bien différente d'une participation des travailleurs contrôlée par en haut). Guevara ne tenait pas compte des caractéristiques spécifiques de l'économie cubaine; bien que relativement avancée par rapport au reste de l'Amérique latine, elle était encore très éloignée d'une économie industrielle entièrement développée. L'existence d'un petit commerce important n'était pas, en dernière analyse, une question relevant d'un choix volontariste de la politique gouvernementale. Au contraire, l'activité du marché reflétait la réalité matérielle, c'est-à-dire la prépondérance d'une petite production marchande, un retard dans le développement et l'organisation collective des moyens de production et des moyens de distribution. Selon Marx et Engels, l'abolition du marché comme régulateur principal de l'activité économique aurait lieu dans le contexte d'un système reposant sur un réseau étendu d'usines où la production serait déjà organisée sur une base sociale plutôt qu'individuelle.

Le puissant volontarisme de Guevara s'exprima également quand il présenta la guérilla comme l'unique stratégie révolutionnaire pour l'Amérique latine. Il est intéressant de noter que ses premières

formulations de sa théorie de la guérilla mettaient en garde contre le fait d'essayer de lancer une lutte armée dans les pays latino-américains dirigés par des gouvernements constitutionnels élus. Cela venait certainement du fait qu'à Cuba les guérilleros avaient triomphé, dans une large mesure, parce qu'ils s'étaient opposés à un gouvernement illégitime issu d'un coup d'Etat militaire effectué peu avant une élection générale que Batista aurait certainement perdue. Plus tard, le Che abandonna cette limitation initiale quand il déclara que les conditions étaient également mûres pour la guerre de guérilla dans toute l'Amérique latine. En défendant cette position, il se montra à nouveau incapable d'identifier des textures politiques spécifiques et des conjonctures historiques. Et ce fut évident dès le début, à Cuba pendant la période de la lutte armée contre la dictature de Batista. Il ne pouvait pas comprendre, par exemple, la tactique très efficace de Castro qui consistait à faire des prisonniers puis à les renvoyer (sans leurs armes) à l'ennemi (J.G. Castaneda, p. 103), et il combattit cette position. Pourtant cette tactique était très sensée face une armée de mercenaires et de soldats démoralisés, privés de tout appui social ou politique significatif dans la population.

Guevara commit une erreur politique encore plus frappante et grave en proposant que les rebelles dévalisent les banques pour financer leurs opérations. Quand la direction urbaine du Mouvement du 26 juillet s'y opposa, Guevara l'interpréta comme un symptôme de leur conservatisme social. (J.G. Castañeda, p. 129; J.L. Anderson, p. 347). Apparemment le Che ignorait, tout comme d'ailleurs ses biographes, que, vers la fin des années 1940, c'est-à-dire un peu moins de dix ans plus tôt, Cuba était passée par une période de gangstérisme politique: beaucoup de révolutionnaires étaient devenus des voyous qui menaient des activités violentes, y compris des braquages de banques. Si les révolutionnaires des années 1950 s'étaient de nouveau engagés dans de telles activités, cela aurait fait aussitôt resurgir les mauvais souvenirs de la période antérieure et aurait eu des effets extrêmement néfastes, en particulier parce que Fidel Castro lui-même avait été associé à ces groupes quand il était étudiant. Et cela aurait permis à la presse contrôlée par Batista d'affirmer que les révolutionnaires voulaient seulement revenir à la sombre période du gangstérisme politique.

### III

PENDANT LES ANNÉES 1950, GUEVARA PARTAGEAIT LA MÊME VISION DU MONDE QUE LES PARTIS COMMUNISTES LATINO-AMÉRICAINS favorables à Moscou mais il n'a jamais adhéré à un PC. Guevara n'appréciait pas la stratégie du Front populaire ni les manœuvres politiques tordues qu'elle impliquait. Étant donné son indépendance d'esprit, il n'était pas le genre d'homme à accepter d'être réduit à un simple rouage de l'appareil bureaucratique d'un parti. Cependant, comme nous le verrons, Guevara se rapprocha des

vieux communistes cubains (du Parti socialiste populaire) lorsqu'il changea de ligne politique et décida de soutenir les guérilleros dans la Sierra Maestra en 1957. Cette proximité avec les communistes (et indirectement avec Moscou) dura pendant les premières années décisives de la révolution.

Aucun sujet n'a été l'objet de plus grandes déformations et dissimulations que la rupture de Guevara avec l'URSS au milieu des années 1960. Le premier signe de son mécontentement vis-à-vis de l'URSS se manifesta pendant sa visite, précédemment citée, à ce pays en novembre 1960. Si elle ne diminua pas son admiration globale pour le système soviétique, il fut troublé par les inégalités, qu'il observa à Moscou, entre le niveau de vie des dirigeants du pays et celui du reste de la population. Malgré cela, il rejeta les remarques critiques de certains responsables cubains qui avaient également visité l'URSS et l'Europe de l'Est à l'époque (J.G. Casteneda, p. 180-181). C'est entre 1963 et 1965 que le Che prit ses distances par rapport à l'URSS. En octobre 1962, tout comme le reste de la direction cubaine, il désapprouva la façon dont Krouchtchev régla la crise des missiles sans consulter Fidel Castro et ses associés. Un an après, le 12 octobre 1963, le Che prit la parole lors d'une réunion à son ministère de l'Industrie, mais ces propos ne furent pas rapportés dans la presse cubaine, probablement à cause de la virulence de ses remarques. A cette occasion, il analysa la crise agricole en URSS et l'attribua carrément à l'existence de parcelles privées, à la décentralisation, aux stimulants matériels, et à l'autonomie financière (J.G. Casteneda, p. 255). On ignore si Guevara savait que les parcelles privées avaient une productivité bien supérieure à celle des fermes collectives ou d'Etat. (Dans le cadre de son idéologie stalinienne, le Che ne pouvait pas se demander pourquoi les gens qui travaillaient dans les fermes collectives et les fermes d'Etat avaient – au mieux – une attitude apathique, ni comment la démocratie et le contrôle ouvrier auraient pu résoudre le problème de la faiblesse de la productivité.)

Pendant les 18 mois suivants, comme le Che était de plus en plus impliqué dans l'aide aux mouvements révolutionnaires internationaux, il devint plus critique face à l'URSS et à sa volonté de les subordonner à ses objectifs diplomatiques, y compris à la politique de la détente avec les États-Unis. En 1964, il apparut clairement que l'URSS faisait pression, avec un certain succès, sur le gouvernement cubain pour qu'il réduise son appui aux mouvements révolutionnaires, en particulier en Amérique latine. L'URSS souhaitait aussi que Cuba se concentre sur la production de sucre et remplisse ainsi le rôle qu'elle lui avait fixé dans le cadre de la division du travail au sein du bloc «socialiste». Au terme de longues négociations, Cuba et l'URSS signèrent un accord économique à long terme, le 16 février 1965. Les Cubains étaient particulièrement mécontents des prix élevés que les Russes leur imposaient pour les machines et l'équipement soviétiques. Une semaine plus tard, le Che

prononça un discours à Alger qui marqua une rupture définitive avec l'URSS: «Le développement des pays qui empruntent maintenant le chemin de la libération doit être payé par les pays socialistes (...). On ne doit plus parler d'un commerce mutuellement avantageux fondé sur des prix que la loi de la valeur (...) impose aux pays arriérés. Quelle est la signification «de l'avantage mutuel» quand [certains pays] vendent aux prix mondiaux des matières premières qui ont coûté aux pays arriérés une quantité infinie de sueur et de douleur, alors qu'ils achètent aux prix du marché mondial des machines produites dans de grandes usines mécanisées (...) ? Si nous établissons ce type de relations entre ces deux groupes de nations, nous devons convenir que les pays socialistes sont, dans une certaine mesure, complices de l'exploitation impérialiste (...) et de la nature immorale de cet échange. Les pays socialistes ont le devoir moral de mettre fin à leur complicité tacite avec les pays exploités de l'Occident» (J.G. Castañeda, p. 291)

Avec ce discours, Guevara brûla les ponts avec l'URSS, mais il compromit également son rôle de dirigeant à Cuba. Il était désormais inévitable que le Che démissionne du gouvernement et se consacre à fomenter la guérilla à l'étranger, même si c'était avec l'appui matériel de Fidel Castro. Son évolution politique future l'amènera à s'éloigner encore davantage de l'URSS et des partis communistes pro-Moscou en Amérique latine.

Si la critique de Guevara représentait une rupture nette avec l'URSS et les partis qui la soutenaient, rien ne suggère qu'il ait rompu avec son idéologie stalinienne solidement enracinée dans sa tête. Dans les écrits, les actes ou les discours du Che, rien ne suggère qu'il ait jamais remis en cause ou critiqué le principe du Parti-Etat et l'absence complète de démocratie dans les pays communistes; et rien n'indique qu'il ait réfléchi, regretté ou douté à propos de son propre rôle dans l'écrasement des formes résiduelles de démocratie qui existaient au début du processus révolutionnaire cubain. À la lumière de tous ces éléments, il est absurde d'applaudir la politique plus vigoureuse et plus militante de Guevara, quand on sait que ses efforts étaient dirigés vers l'établissement d'un système complètement opposé à la démocratie et par conséquent au pouvoir du peuple.

#### IV

LES TRAVAUX HISTORIQUES RECENTS SUR GUEVARA ONT CONSIDÉRABLEMENT ÉCLAIRÉ SON RÔLE dans le processus révolutionnaire, y compris quand il était au gouvernement. Comme nous l'avons signalé, le Che était étroitement lié aux vieux communistes cubains du Parti socialiste populaire pendant les années cruciales du développement et de la consolidation du système communiste à Cuba. J.G. Castañeda a raison d'écrire à propos des relations du Che avec le PSP: «il a complètement partagé leurs



opinions pendant presque quatre ans» (p. 154). Cette relation remontait à la période de la Sierra Maestra, comme nous l'avons déjà mentionné.

En 1957, peu après que le PSP eut décidé de soutenir le projet insurrectionnel des guérilleros, cette organisation établit une relation étroite avec le Che. Ainsi, lorsque Guevara fonda sa première école des cadres dans la Sierra Maestra, le Che demanda au PSP de lui envoyer un premier instructeur politique. Le PSP accéda à sa requête et lui envoya Pablo Ribalta, un militant cubain noir, jeune mais expérimenté, qui, quelques années plus tard, deviendra l'ambassadeur de Cuba en Tanzanie et donc le principal contact du Che avec La Havane quand Guevara était engagé dans la guérilla au Congo (J.G. Castaneda, p. 116-117; J. L. Anderson, p. 296-297)

Le lien du Che avec Ribalta est le premier maillon de ce qui allait devenir bientôt la fraction pro-PSP et pro-soviétique dans le Mouvement est le premier jalon de ce qui allait devenir du 26 juillet. Elle était dirigée par Che Guevara et le frère cadet de Fidel Castro, Raul, qui avait appartenu aux jeunesses du PSP dans les années 1950. A partir de 1957, cette tendance pro-communiste s'opposa régulièrement aux autres courants politiques dans le Mouvement du 26 juillet et aux autres groupes révolutionnaires. Le livre de Paco Ignacio Taibo II est le seul qui offre une description honnête et exacte de la nature des forces en présence dans le camp révolutionnaire. Influencé par son propre passé politique, J.G. Castañeda ne tient pas compte du rôle joué par les révolutionnaires non communistes. Quant à J.L. Anderson, son analyse est proprement scandaleuse. Il décrit tous les révolutionnaires en désaccord avec les communistes comme des gens de droite, ce qui l'amène à des absurdités comme le fait de qualifier le commentateur de radio Jose Pardo Llada de « militant de droite » au moment où ce dernier... accompagne le Che dans un tour du monde en été 1959 (J.L. Anderson, p.426)! Pardo Llada était alors un défenseur inconditionnel de Castro et un nationaliste de gauche, de type péroniste, depuis longtemps.

Paco Ignacio Taibo II décrit trois tendances dans le camp de la révolution, cent jours après le renversement de Batista. Une aile droite renforcée par les secteurs modérés du gouvernement, parfois liés à certains éléments de l'oligarchie agraire; une aile socialiste autoproclamée menée par Raul Castro et Che Guevara et qui sympathise avec le PSP; et un troisième courant, de gauche, représenté par des cadres surtout urbains tels que Carlos Franqui, Faustino Perez, Marcelo Fernandez et Enrique Oltuski. Ces derniers étaient relativement indépendants de Fidel Castro: leur anti-impérialisme se combinait avec une forte critique des communistes, qu'ils jugeaient conservateurs et sectaires (Taibo, p. 275).

René Ramos Latour («Daniel»), coordinateur national du Mouvement du 26 juillet, était l'un des représentants de cette aile

révolutionnaire de gauche mais pas communiste. Il a été tué dans la lutte armée et n'a pu assister au triomphe de la révolution. Dans une lettre à «Daniel» datée du 14 décembre 1957, que le Che lui-même qualifia plus tard de «plutôt idiot», sans expliquer ce qu'il trouvait stupide dans cette missive, Guevara écrivit: «en raison de ma formation idéologique, je suis l'un de ceux qui croient que la solution aux problèmes de ce monde doit être trouvée derrière le prétendu rideau de fer». Dans la même lettre, le Che note, de façon révélatrice, qu'il «a toujours considéré Fidel comme un dirigeant sincère de la gauche bourgeoise, bien que son caractère soit enrichi par des qualités personnelles d'un extraordinaire éclat et qui l'élèvent bien au-dessus de sa classe. C'est dans cet esprit que j'ai rejoint la lutte; honnêtement, sans espérer aller au-delà de la libération du pays, prêt à partir quand les conditions de la lutte évolueraient vers la droite (vers ce que vous représentez)» (I. Taibo, p. 109).

Ramos Latour réfuta l'accusation du Che selon laquelle il était un homme de droite et ajouta que le salut ne se trouvait pas derrière le rideau de fer. Il critiqua Guevara car ce dernier pensait que «la solution à nos maux pass[ait] par la libération de la domination nocive des Yankees, au moyen de la domination non moins nocive des Soviétiques» (P.I. Taibo, p. 111).

Fidel Castro lui-même joua un rôle ambigu au cours de cette lutte entre les différentes tendances jusqu'à ce qu'il mette un terme à ces discussions quand, avec le Che et Raul Castro, il prit la décision fatale de soutenir les vieux communistes durant un congrès syndical très important en automne 1959. Ce congrès marqua le commencement de la fin de la liberté et de l'indépendance des syndicats à Cuba. Les frères Castro et Guevara donnèrent aux vieux communistes le pouvoir et l'influence qu'ils n'avaient pas à réussi à conquérir en se présentant aux élections du début de l'année 1959.

A ce jour, le rôle exact joué par Castro demeure peu clair. Par exemple, on a récemment appris que les premières mesures pour créer les organes de sécurité de l'Etat cubain avaient été prises seulement deux semaines après la victoire révolutionnaire du 1<sup>er</sup> janvier 1959. Elles ont été mises en application pendant les premiers mois de 1959 avec la participation de Raul Castro, de Che Guevara, du dirigeant du Comité militaire du PSP et d'un certain nombre d'agents communistes espagnols du KGB soviétique<sup>(3)</sup>.

Fidel Castro, cependant, ne semble avoir assisté à aucune de ces réunions concernant les services secrets. Fût-ce une tactique délibérée afin de pouvoir affirmer, de façon plausible, qu'il ignorait tout alors qu'il approuvait pleinement ce qui se tramait ? Ou Fidel s'abstint-il d'y participer afin de maintenir sa liberté d'action vis-à-vis des Américains et des Russes ? Cette première collaboration avec le KGB fut-elle menée derrière son dos ?

Pendant plusieurs années, le Che fut un membre proéminent du groupe occupant les sommets de l'Etat cubain. Il partage donc la

responsabilité du bilan répressif de ce régime, en particulier quand il s'allia avec ceux qui exercèrent des pressions énergiques sur le gouvernement pour que celui-ci adopte le modèle soviétique. Guevara dirigea personnellement plusieurs de ces activités répressives. Il était le responsable de la forteresse militaire de La Cabaña où plusieurs centaines d'exécutions eurent lieu durant les premiers mois de 1959. J.G. Castañeda a raison de préciser que très peu de personnes innocentes furent exécutées dans cette prison (p. 143-144). Mais il ne peut pas nier que, si le Che avait eu des positions révolutionnaires différentes, on aurait pu éviter d'exécuter des innocents. Il est également possible qu'un certain nombre de partisans de Batista aient subi des punitions tout à fait disproportionnées par rapport aux crimes qu'ils avaient commis. Il faudrait mener des recherches sur cette question, en particulier à la lumière des témoignages de ceux qui prétendent avoir été témoins de la cruauté de Guevara dans la prison de la La Cabaña<sup>(5)</sup>.

On peut sans doute avancer quelques arguments pour justifier son comportement à La Cabaña, ou au moins présenter des circonstances atténuantes en sa faveur. Mais aucun argument ne peut justifier le rôle capital du Che dans la création du premier camp de travail à Cuba dans la région de Guanahacabibes, à l'ouest de l'île, en 1960-1961, pour enfermer les personnes qui n'avaient commis aucun crime punissable par la loi, que cette loi soit révolutionnaire ou pas. Che défendit cette initiative avec sa franchise habituelle :

«[nous] n'envoyons des gens à Guanahacabibes que dans les cas douteux où nous ne sommes pas sûrs qu'ils devraient être emprisonnés. Je crois que nous devons enfermer les individus qui doivent aller en prison. Qu'ils soient des militants de longue date ou pas, ils doivent être emprisonnés. Nous envoyons à Guanahacabibes les individus qui ne doivent pas aller en prison, mais qui ont commis des crimes contre la morale révolutionnaire, à un degré ou un autre; cette mesure est accompagnée de sanctions comme celle la perte de leur emploi, mais, dans d'autres cas, ils conservent leur poste car ils sont rééduqués par le travail. C'est un travail dur, mais pas cruel, les conditions de travail sont dures mais pas inhumaines» (J.G. Castaneda, p. 178).

Il est donc clair que Che Guevara a joué un rôle clé en inaugurant une longue tradition de détentions arbitraires, administratives et non judiciaires. Ces mesures seront plus tard utilisées dans les camps de l'UMAP pour y enfermer les dissidents et les «déviant» sociaux: homosexuels, témoins de Jéhovah, adeptes des religions secrètes afro-cubaines comme l'abakua, et rebelles apolitiques. Dans les années 1980 et 1990 ces mesures d'enfermement forcé et non juridiques furent également appliquées aux victimes du SIDA.

CHE GUEVARA EST UN PERSONNAGE ATTRAYANT POUR BEAUCOUP DE GENS. Certains connaissent parfaitement les implications du guévarisme et sont attirés par lui en raison de ses caractéristiques, comme cela a été le cas des groupes et individus divers qui ont été historiquement séduits par différentes formes de la politique stalinienne. En ce qui me concerne, je me soucie davantage de tous ceux, en particulier parmi les jeunes, qui se rendent compte que la société capitaliste est manifestement injuste et repose sur l'exploitation, et qui veulent agir pour la changer. Très peu d'entre eux connaissent l'idéologie du Che et encore moins connaissent son histoire. Leurs illusions sont renforcées par la politique étrangère des Etats-Unis et son blocus criminel contre Cuba.

Il y a certes des aspects séduisants chez Che Guevara. Cet homme a renoncé aux privilèges du pouvoir politique pour s'engager dans des mouvements de guérilla dont le succès était loin d'être assuré, ni même probable. Dans des conditions très hostiles, il a incontestablement fait preuve de courage voire d'héroïsme. Son intégrité personnelle était incontestable, particulièrement si on la compare à celle de Fidel Castro. D'ailleurs, le Che était un partisan farouche de l'égalitarisme au point qu'il critiqua même son épouse quand elle se servit de sa voiture de fonction pour faire des courses (J.G. Castañeda, p. 235-236). Mais il était aussi arrogant et il a fréquemment humilié ceux qui lui étaient intellectuellement inférieurs (J.G. Castaneda, p.120; J.L. Anderson, p. 567). Comme je l'ai déjà noté, son mépris «bohème» pour le confort matériel l'a rendu peu sensible aux préoccupations matérielles des classes populaires.

En dernière analyse, cependant, une question politique essentielle demeure: Che Guevara était-il un ami ou un ennemi politique de la lutte pour l'émancipation et la libération de l'Homme ? Le bilan historique est clair; le guévarisme est incompatible avec la lutte pour construire une société égalitaire et démocratique, une société où les travailleurs décident de leur propre destin sans se fier à des «sauveurs bien intentionnés».

**Samuel Farber**

### **Notes de l'auteur et du traducteur**

1. Il s'agit de Jorge G. Castañeda, *Companero, Vie et mort du Che Guevara*, traduit par I. M. Wild et T. Battaglia, Grasset & Fasquelle, 1998, 477 p; J.L. Anderson, *Che Guevara. A Revolutionary Life*, New York, Grove Press, 1997; et Paco Ignacio Taibo II, *Ernesto Guevara, connu aussi comme le Che*, traduit par F. Bourgade, B. de Chavagnac, C. Gobin, et al., Métailié, Payot, 1997, 796 p. (Note de NPNF).

2. Louis Althusser (19-19), philosophe stalinien du PCF qui influença non seulement une partie de ses élèves de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm – qui allaient créer l'Union des jeunes communistes marxistes léninistes (UJC-ml), puis la Gauche

prolétarienne –, mais aussi toute une génération d'intellectuels en France (Etienne Balibar, Pierre Macherey, Nicos Poulantzas, Charles Bettelheim) et dans bien d'autres pays. (Note de *NPNF*).

3. Paco Ignacio Taibo II, p. 11. Pour une analyse des implications sociales et politiques des idées de Gandhi, on pourra consulter Samuel Farber, «Violence and Material Class Interests: Fanon and Gandhi», *Journal of Asian and African Studies*, vol. xvi, n° 3-4 (1981). (Note de Samuel Farber.)

4. Castañeda, p. 146. Cf. également la documentation plus fournie sur ce sujet présentée par Aleksandr Fursenko et Tomothy Naftali sur la base des archives soviétiques dans *One Hell Of A Gamble. Khrushchev, Castro and Kennedy. 1958-1964*, New York: W. W. Norton and Company, p. 12. (Note de Samuel Farber.)

5. Cf., par exemple, la lettre de Pierre San Martin dans *El Nuevo Herald* (Miami), du 28 décembre 1997. (Note de Samuel Farber.)



John Doe

# Sur la démocratie aux Etats-Unis

## *Le système politique américain*

Les Etats-Unis sont une République bourgeoise. De par sa structure et la façon dont cette République a été conçue pour fonctionner, il s'agit d'une construction étatico-juridique du XVIII<sup>e</sup> siècle qui précède la conception moderne de la société en termes de classes, la centralité de la production pour la vie sociale et l'historicité des formes sociales. Cette République se considère comme éternelle, invariable, ou alors n'admet que des modifications extrêmement mineures au cours des siècles. Elle se comprend elle-même selon les termes d'une Constitution qui est également invariable, ou qui ne peut être modifiée qu'à l'issue d'un processus long et compliqué.

En principe, quand quelqu'un parle des Etats-Unis et de leur Constitution, il est censé ne faire aucune différence entre un négociant de New York qui vendait des tissus et des articles de mercerie en 1791 et un avocat spécialisé dans les droits de la propriété industrielle et qui s'apprête à défendre un client en 2007.

Les Etats-Unis ont été fondés en 1787, au cours d'une convention constitutionnelle, par des propriétaires fonciers possédant des plantations, des grands négociants et des ecclésiastiques, délégués par plusieurs Etats politiquement souverains – les anciennes colonies britanniques. Ces treize Etats (aujourd'hui on en compte cinquante) abandonnèrent une partie de leur souveraineté pour former un Etat plus grand, politiquement plus centralisé. D'où son nom, les «Etats-Unis», que l'on appelle parfois «l'Union fédérale» ou simplement l'«Union».

Instituée par cette convention, la République des Etats-Unis est régie par la Constitution adoptée par cette convention de 1787, la loi fondamentale qui sous-tend tout le droit écrit ou positif et d'où cette loi dérive, parfois directement et parfois d'une façon artificielle et faussée.

La Constitution a créé trois branches de gouvernement: exécutive, législative et judiciaire. L'exécutif se compose d'un président et d'un vice-président élus, et de plusieurs «ministres» (les secrétaires d'Etat aux Affaires étrangères, à la Guerre, au Trésor, au Commerce, etc.) qui sont nommés par le président. La branche législative (connue sous le nom de Congrès) possède deux corps élus: la Chambre des

représentants et le Sénat.

Chaque Etat de l'Union a droit à un certain nombre de représentants qui lui sont attribués en fonction de la taille de sa population. Plus un Etat compte d'habitants, plus importante est sa représentation à la Chambre. La Chambre est à l'origine de toutes les lois, en particulier des mesures qui aboutissent à collecter et dépenser de l'argent.

Le Sénat ne représente pas toute la population, mais les prétendus intérêts de chaque Etat (c'est-à-dire des classes et groupes sociaux qui dominent l'Etat). Chaque Etat a droit à deux représentants, que l'on appelle les sénateurs, et qui sont en fonctions pendant six ans. Un tiers du Sénat est renouvelé tous les deux ans. Le Sénat ratifie tous les traités ainsi que les nominations présidentielles (notamment celles des secrétaires d'Etat et des hauts fonctionnaires dans chaque «ministère»). Le Sénat approuve également les lois qui proviennent de la Chambre des représentants. Pour qu'une loi votée par cette Chambre soit valable, il faut qu'elle soit approuvée (au sein d'un Comité mixte) par le Sénat, et ensuite signée par le président.

Le système judiciaire se compose d'une série de cours, à commencer par la plus connue (la Cour suprême) qui traite seulement des questions concernant la Constitution et son interprétation. Elle s'inspire des décisions précédemment prises, et dont certaines remontent au XVIII<sup>e</sup> siècle. À cet égard, ses décisions sont définitives.

La Constitution américaine (article II, section I) stipule que seul un nombre limité «de cours inférieures» peuvent être créées par le Congrès. Au cours des cent cinquante dernières années, le Congrès a institué toute une série de cours, de différents niveaux jusqu'à la Cour suprême (les plaignants qui se présentent devant une cour plus basse peuvent faire appel à une cour de niveau plus élevé). Ces tribunaux statuent sur le droit écrit...

A ce stade, il peut être utile de comparer le système politique des Etats-Unis avec celui de différents Etats européens. Trois remarques doivent être faites à cet égard.

1) En théorie comme en pratique, les Etats-Unis se considèrent, de façon ahistorique, comme une entité politique qui serait en grande partie synonyme de sa Constitution. Si sa Constitution cesse de fonctionner (comme cela a failli se passer durant la Guerre de Sécession, en 1861-1865), la République américaine s'effondre (comme cela a failli arriver durant la «crise de la sécession» de 1861, lorsque neuf Etats du Sud essayèrent de quitter l'Union fédérale pour créer un nouveau gouvernement basé sur l'esclavage). Ainsi, à la différence de la France, il n'y a eu qu'une seule République dans toute l'histoire des Etats-Unis. Cette République est fondée sur une Constitution qui – en apparence et en théorie – la régit sans interruption depuis sa fondation.

2) Le président, en tant que chef de l'exécutif, possède une

indépendance extraordinaire vis-à-vis des autres institutions politiques grâce:

– aux vastes pouvoirs que lui attribue la Constitution (article II, section II) sur les appareils répressifs (forces armées, milices d'Etat, services secrets, procureurs fédéraux, juges désignés par lui),

à son contrôle du développement économique national (contrôle fondé sur les ministères du Commerce, de l'Agriculture, des Transports, de l'Education, de l'Energie, etc.),

et à son contrôle sur un système clientéliste: il décide des nominations de ceux qui dirigent l'énorme bureaucratie étatique dans les différents «secrétariats» (l'équivalent des ministères européens).

Ce pouvoir présidentiel n'est peut-être pas unique au monde, mais la particularité des Etats-Unis est que le chef suprême l'exerce sans aucun contrôle ou alors avec un contrôle très réduit: le Parlement ne peut exprimer un vote de défiance susceptible de faire tomber le président. Une fois élu, il reste en place jusqu'à l'expiration de son mandat, quelle que soit l'importance de l'opposition à sa politique (comme c'est le cas aujourd'hui avec Bush à propos de l'occupation de l'Irak).

3) Cette forme de gouvernement a créé un système de représentation politique où seulement deux partis politiques concurrents peuvent prospérer, et représentent tous deux la classe dominante.

À la différence de l'Italie, de la France ou de la Grande-Bretagne, les Etats-Unis n'ont pas, et n'ont jamais eu, un parti politique viable défendant les intérêts des paysans, de la petite bourgeoisie urbaine ou des ouvriers. Il y a eu des partis politiques disposant, par exemple, d'une base ouvrière, mais ils ont disparu, et aucun n'a jamais réussi à élire une seule personne à la Chambre des représentants durant toute l'histoire de la République américaine.

Si les classes à la base des deux grands partis américains peuvent changer, et si ces deux formations politiques connaissent également des changements en raison du développement de la production et de l'apparition de nouvelles classes dans l'histoire et la société américaines, le système bipartisan en tant que tel, lui, ne change pas.

De 1791 à 1824, ce système bipartisan a opposé les fédéralistes aux républicains nationaux; de 1825 à 1854, les libéraux (whigs) aux démocrates jacksoniens; et de 1854 à aujourd'hui, les deux partis principaux – les démocrates et les républicains – ont été des partis du Capital.

Tous ont été des partis de la classe dominante, même si, en leur sein, d'autres couches, classes et groupes sociaux ont cherché à être représentés. A chaque période de l'histoire politique américaine, ces organisations de la classe dominante ont contrôlé la principale institution législative à l'échelle nationale, le Congrès. De ce fait ils ont contrôlé le financement du processus électoral et les lois qui lui sont liées; ils ont institutionnalisé leur présence au sein de l'Etat



américain et en sont devenus constitutifs, y compris de façon non officielle.

Dans les périodes d'instabilité sociale, lorsque de nouvelles classes ont émergé ou que de vieilles classes ont disparu, des partis sont certes brièvement apparus: les Know-Nothing (1854-1856), le Populist Party (au début des années 1890), le States Rights Party (Parti des droits des Etats, 1947-1948) [1]. Mais les forces qu'ils représentaient furent rapidement absorbées dans les deux principaux partis ou alors ces forces sont simplement tombées dans les poubelles de l'histoire.

La conjoncture politique actuelle

Le système politique est censé être entièrement renouvelé tous les quatre ans, au cours d'un cirque électoral national qui concerne le président, la Chambre des représentants et un tiers du Sénat. Les deux grands partis du Capital décident de la façon dont ils vont choisir leurs candidats sans avoir à se soucier de la loi, puisque la Constitution n'aborde pas ce sujet – et même si la sélection des candidats peut être partiellement déterminée par le droit écrit. Les partis choisissent leurs candidats pour le plus grand prix – la présidence –, en convoquant une convention de délégués. Leur nombre dépend de la population de chaque Etat. Les plus peuplés obtiennent plus de délégués, les moins peuplés en obtiennent moins.

Ces dernières années, la méthode de sélection choisie consiste à organiser une élection (une «primaire») dans chaque Etat, où chaque candidat présidentiel potentiel se présente contre les autres candidats de son parti au cours d'un scrutin organisé au niveau de l'Etat. On attribue au gagnant de chaque «primaire» un certain nombre de délégués à la convention nationale du parti, et celui qui arrive en tête rafle tous les délégués de l'Etat concerné. Le jour de la convention, chaque Etat a donc – en théorie – sondé l'opinion de ses «citoyens» et obtenu des délégués.

Lors de la convention nationale, le Parti choisit le candidat qui obtient la majorité absolue (50 % des voix plus une) pour le représenter à l'élection présidentielle...

Bien sûr, la description que je viens de faire n'est qu'une fiction: elle ne rend compte que des apparences, pas de la façon dont le système fonctionne en réalité.

Au moment où j'écris ces lignes (le 22 janvier 2008), les Etats-Unis se trouvent au milieu de la «saison des primaires». Les républicains ont quatre candidats viables (Huckabee, Romney, Guiliani et McCain), les démocrates en ont trois (Clinton, Edwards et Obama). Chacun d'entre eux dispose d'une base sociale dans un ou plusieurs des groupes suivants: les fondamentalistes chrétiens, les professions libérales, la petite bourgeoisie, les femmes, les capitalistes de la finance, les militaires, la bureaucratie syndicale et une mince couche de Noirs parmi les classes moyennes.

En théorie, les élections primaires constituent un processus de sélection fondé sur les positions prises par les candidats, un processus

qui a lieu sous les projecteurs des médias. En pratique, les candidats tiennent des propos vagues, toujours optimistes à propos de l'avenir des Etats-Unis, et ils ne rentrent jamais dans les détails. Ils défendent rarement des positions, et ils n'avancent jamais des programmes pour deux raisons:

ils craignent de dévoiler la base de classe de leurs positions réelles, et ils ont peur de prêter le flanc à une critique «populiste démagogique» qui les discréditerait, si jamais l'un d'eux, par miracle, avait le courage de défendre une position précise.

Dans le cadre de la «compétition des primaires» organisée par les médias, les candidats essaient de projeter l'image d'un chef inflexible, au caractère trempé, résolu en matière de défense nationale, prêt donc à s'engager dans une nouvelle guerre impérialiste, ou à la poursuivre, en détruisant le maximum d'infrastructures et en pratiquant le meurtre de masse; chaque candidat doit se montrer prêt à diminuer radicalement, ou à augmenter, selon le collège électoral auquel il s'adresse, un filet social de sûreté minimal, etc.

Quelles sont donc les «questions» qui ne sont jamais abordées? Elles sont nombreuses. Même si l'on reste dans le cadre de la reproduction des relations sociales existantes (c'est-à-dire, si l'on ne tient compte que du point de vue du Capital), elles incluent:

l'effondrement de l'infrastructure des Etats-Unis (ponts, routes, aéroports, moyens de transport de masse dans les villes, canaux et égouts, barrages, usines de traitement de déchets, centrales électriques, etc.);

l'insuffisance des programmes de recherche permettant la reproduction du Capital dans un contexte d'accélération des changements climatiques;

l'importance disproportionnée des dépenses militaires par rapport au reste du budget de l'Etat;

et, dans la conjoncture actuelle, la contraction de la production liée à la transformation de l'économie des Etats-Unis en une économie rentière, et à l'éclatement de la bulle financière. En ce qui concerne le discours chauvin des syndicats américains, cette contraction de la production masque la destruction de la base industrielle des Etats-Unis et la précarisation du travail qui en découle dans la société américaine.

Si, en ce moment, ce dernier «problème» (la précarisation) trouve une certaine résonance dans les campagnes des divers candidats (qui évoquent des questions comme la création d'emplois, les bas salaires, le travail à temps partiel, les emplois peu qualifiés et non «protégés» par des accords entre patrons et syndicats), personne, dans cette élection, ne s'intéresse à des questions comme la défense de la démocratie formelle et des droits démocratiques

Démocratie formelle et droits démocratiques

Aux Etats-Unis, comme nous l'avons vu, la démocratie formelle est

inextricablement liée à la Constitution, à la séparation des pouvoirs, à la représentation politique, et au système des élections «libres». Mais les campagnes actuelles des primaires évitent soigneusement la défense de la démocratie formelle. Pourquoi ?

La Constitution américaine n'a aucun sens si elle tolère les détentions illimitées, la torture pour obtenir des aveux, l'absence d'avocats pour les inculpés ou les détenus, l'impossibilité de remettre en cause les affirmations des témoins de l'accusation et les tribunaux secrets.

La séparation des pouvoirs est une idée creuse dans un régime où l'exécutif est tout-puissant.

La représentation politique est sans valeur si elle se réduit à la lutte entre les représentants de divers groupes capitalistes pour conquérir l'hégémonie dans les structures législatives nationales.

Les élections «libres» sont une vaste farce si des fractions importantes de groupes sociaux spécifiques (en particulier la classe ouvrière noire) sont systématiquement rayés des listes électorales<sup>(2)</sup> et si on utilise des machines à voter pour fabriquer des résultats sur mesure.

Depuis l'automne 2001, le président Bush a approuvé les détentions illimitées, la torture, l'absence d'avocats et les tribunaux secrets sur les bases militaires américaines à Guantanamo (Cuba) et Bagram (Afghanistan), que le gouvernement des Etats-Unis considère comme faisant partie du «sol américain», et où la Constitution exige donc, du moins en principe, l'application de la loi américaine.

Les détentions illimitées, la torture et l'absence d'avocats ont une longue histoire aux Etats-Unis, et sont des pratiques courantes au Centre fédéral de détention du Queens à New York depuis le milieu des années 1980 dans les commissariats de police de Chicago, et dans d'autres endroits comme des articles de presse récents l'ont démontré.

Le pouvoir législatif du Congrès est vide de contenu en raison:

des refus de l'exécutif de répondre à ses demandes d'enquête et de fournir des documents,

des directives des ministères qui violent les lois au sujet de l'environnement, des droits des travailleurs et des obligations des entreprises,

et, ces dernières années, en raison du recours systématique du Président à des «déclarations signées». Cette procédure lui permet d'opposer son veto à des lois votées par le Congrès, de les interpréter ou de les appliquer partiellement à sa guise. Bush a ainsi décidé qu'il pouvait ignorer l'amendement McCain contre la torture, ignorer la loi qui requiert un mandat pour espionner des Américains, ignorer l'interdiction des détentions illimitées sans accusation ou procès et ignorer les Conventions de Genève pourtant signées par les Etats-Unis.

Les élections «libres» sont une escroquerie:

quand des listes entières d'électeurs sont remises en cause par un seul parti politique,

quand des électeurs sont empêchés de voter si leur résidence présente ne correspond pas à l'adresse indiquée sur leur carte d'électeur,

quand des bureaux de vote sont fermés avant l'heure officielle pour empêcher que l'on surveille les opérations de dépouillement,

quand des machines à voter sont déclarées inopérantes,

quand des votes sont confisqués et ne sont pas comptés,

quand des quartiers entiers «disparaissent» au moment de la comptabilisation des voix, etc.

On a pu observer tout cela à Chicago lors de l'élection nationale de 1960, en Floride lors de l'élection nationale de 2000 et en Ohio lors de l'élection nationale de 2004.

Dans un tel contexte, cela a-t-il encore un sens de vouloir défendre les droits démocratiques ?

En premier lieu, il faut préciser que ces droits n'ont jamais fait partie de l'univers quotidien des travailleurs: constitutionnellement, ils ont seulement été conçus pour s'appliquer aux hommes (et aux femmes), de façon totalement abstraite, c'est-à-dire uniquement en tant que citoyens.

Aujourd'hui, les habitants des Etats-Unis vivent dans un régime totalitaire de surveillance, de contrôle et de criminalisation (les personnes sont considérées coupables tant qu'elles n'ont pas prouvé leur innocence, mais, même dans ce cas, les accusations infondées portées contre eux continueront à figurer dans leur dossier). Nous vivons dans un système parallèle d'espionnage qui régit les lieux de travail et va bien au-delà des travailleurs précaires et des «marginiaux», et concerne aussi les salariés travaillant dans les grandes firmes capitalistes.

Deuxièmement, les droits démocratiques «protégés» par la Constitution des Etats-Unis sont enchâssés dans ses dix premiers amendements, ce que l'on appelle le Bill of Rights (la «déclaration des droits»).

Les droits les plus importants sont:

la liberté de réunion et la liberté d'expression sans restriction (1<sup>er</sup> amendement);

le droit de s'opposer aux perquisitions et saisies peu raisonnables (4<sup>e</sup> amendement);

le droit contre le double péril et le droit de ne pas s'auto-incriminer (5<sup>e</sup> amendement);

le droit à un procès juste, c'est-à-dire rapide, public, devant un jury de ses pairs; le droit à être informé sur la nature d'une accusation et de confronter son accusateur; le droit de faire comparaître des témoins favorables au prévenu et de recevoir l'aide d'un avocat (6<sup>e</sup> amendement);

le droit de ne pas être soumis à des punitions cruelles ou

exceptionnelles (8<sup>e</sup> amendement).

Passons maintenant des beaux principes à la réalité.

La liberté de se réunir sans restrictions (1<sup>er</sup> amendement) a été considérablement limitée.

Depuis quarante ans, il n'y a pas eu une seule ville aux Etats-Unis où une manifestation a pu se passer de l'autorisation de la police, autorisation qui doit être complétée (dans la plupart des cas) par une autorisation de la mairie quand ce n'est pas d'autres autorisations provenant d'autres organismes. Chacune de ces institutions peut interdire une manifestation, une marche ou un rassemblement, sans avoir à justifier sa décision par le moindre argument ou en invoquant le moindre critère juridique ou légal.

De plus, ces mêmes autorités peuvent interdire (et interdisent) l'accès de certains espaces et endroits publics pour les manifestations et les rassemblements. Dans le cas, par exemple, où des rassemblements contre des racistes ou des fascistes anti-avortement sont prévus à l'avance et ne se développent pas de façon spontanée, les services de police ont pris l'habitude, depuis la fin des années 1980, d'exiger des manifestants de se laisser enclerquer par des barrières métalliques et des cordons de policiers.

Dans de nombreuses villes, les autorités ont instauré des périodes de couvre-feu après une certaine heure de la nuit et elles interdisent en particulier les rassemblements nocturnes des jeunes sous peine de poursuites.

En ce qui concerne la liberté d'expression, ce droit lui aussi n'a plus guère de sens aujourd'hui.

Grâce au Patriot Act et à sa section 215, le gouvernement américain criminalise et qualifie de «conspiration contre l'Etat» (sujette à des poursuites judiciaires et à un emprisonnement prolongé) les opinions politiques et les projets d'actions hostiles à la «guerre contre la terreur» menée par l'administration Bush. Et cela en toutes circonstances: que ces opinions et projets soient évoqués au téléphone, sur Internet, en «public» ou dans des réunions privées, et même si les personnes concernées expriment clairement leur opposition aux activités terroristes menées par des individus, des groupes ou des Etats.

Les protections constitutionnelles contre les perquisitions et saisies arbitraires effectuées par la police ont aussi été supprimées.

En 1984, la Cour suprême a décidé que les mandats de perquisition qui s'avéraient défectueux a posteriori pouvaient néanmoins servir à établir la culpabilité d'un individu. En mai 1991, la cour a déclaré que des personnes arrêtées sans mandat pouvaient être détenues et emprisonnées jusqu'à 48 heures, y compris les jours fériés et les week-ends, sans attendre qu'un juge statue pour savoir si l'arrestation était appropriée. En juin de la même année (1991), la cour a affirmé que la police ne violait pas les droits garantis par la Constitution quand elle montait à bord d'un autocar effectuant un long trajet, interrogeait ses

passagers et fouillait leurs bagages en vue d'y trouver de la drogue. Cette disposition a plus tard été étendue aux domiciles privés, aux bureaux, aux lieux de travail, aux restaurants, bars, cafés, supermarchés, etc., dans le cadre de la lutte antiterroriste.

Enfin, pour ce qui concerne le droit d'avoir un procès équitable (5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> amendements), ce droit a jusqu'ici été, en grande partie, retiré aux citoyens arabes-américains et aux ressortissants étrangers. Les personnes appartenant à ces deux catégories sont le plus souvent détenues sans motif ni inculpation, puis accusées de «terrorisme» d'après les dispositions du Patriot Act.

L'abrogation du droit à avoir un procès équitable est désormais solidement établie grâce à de nombreux précédents.

Le cas le plus significatif est celui de Jose Padilla, un citoyen des Etats-Unis, qui a été secrètement enlevé et emprisonné pendant trois ans (2002-2005) dans une prison de la Marine, maintenu en isolement et torturé: il a été régulièrement battu, soumis au supplice de la noyade, maintenu nu ou sans chaussures dans une cellule glacée, éclairée 24 heures par jour sur 24 et il a été soumis à la diffusion d'une musique tonitruante quand il essayait de dormir. Il a finalement été inculpé pour avoir tenté de poser une «bombe sale» dans une ville des Etats-Unis, mais, faute de preuves, cette accusation a dû être abandonnée. Le gouvernement l'a alors inculpé pour activités terroristes en se servant du Patriot Act et l'a condamné à dix-sept ans de prison.

Pour résumer mon propos, je dirai donc que les principaux amendements constitutionnels qui garantissent les droits démocratiques aux Etats-Unis ont été en grande partie liquidés. Au lecteur de juger si la démocratie formelle et les droits démocratiques ont encore un sens aujourd'hui dans ce pays.

John Doe

(22 janvier 2008)

## Notes

Le Know Nothing Party était un parti anti-immigrés et anti-catholiques né en 1849 et fondé par des protestants. D'abord clandestin, il se donna des structures publiques sous le nom d'American Party et compta jusqu'à 43 députés sympathisants dans le Congrès élu en 1855. Mais son influence diminua rapidement. Le Populist Party ou People's Party était un parti de fermiers du Sud-Ouest et des Grandes Plaines, opposés à l'étalon-or et à la baisse des prix agricoles. Créé en 1889, ce parti n'hésita pas à promouvoir des femmes dans ses rangs, et même (très brièvement) à prôner l'unité d'action entre les paysans noirs et blancs; il ne connut que quelques années de notoriété et disparut en 1908. Quant au State Rights Party (Parti pour les droits des Etats, aussi appelé le Dixiecrat Party), il fut créé en 1948 par des démocrates du Sud hostiles à l'«intégration raciale» et favorables à la ségrégation, mais n'eut que quelques mois

d'existence.

Aux Etats-Unis le Parti républicain s'est fait une spécialité de mener la chasse aux électeurs qu'il considère «bidons» et qui sont en fait les plus pauvres. Sa technique est simple: le Comité national républicain envoie des lettres aux personnes inscrites sur les listes électorales; si elles refusent de répondre et renvoient ce courrier à l'expéditeur, si elles ne sont pas présentes au moment où la lettre arrive chez elles, ou si elles sont devenues entre-temps SDF, le Parti relève leurs noms. Cette méthode est particulièrement efficace contre ceux qui ne connaissent pas les lois, ou qui n'ont pas le temps, la volonté ou l'argent suffisant pour prouver que leur inscription est valable. Le jour de l'élection, le représentant du Parti républicain remet alors en cause leur droit de voter. En 1981, le Parti républicain envoya des circulaires dans les quartiers noirs du New Jersey: 45 000 lettres lui furent retournées. Il recommença l'opération en Louisiane en 1986 pour éliminer 31 000 électeurs, majoritairement afro-américains. Les mêmes procédés furent utilisés durant la campagne de Bush en 2004 en Floride, à une échelle plus réduite (1 800 personnes, toujours majoritairement noires).



Karim Landais

***Passions militantes  
et rigueur historique (tome 1)***

Sur le Parti des travailleurs et le «lambertisme» –  
**Journalistes et histoire de l'extrême gauche** –  
Individualité et militantisme à l'OCI-PCI – **Prendre  
parti** – Éléments pour une théorie de l'organisation –  
**Interviews d'ex-militants de l'OCI**

620 pages, 20 € (frais de port compris)

***Passions militantes  
et rigueur historique (tome 2)***

**À propos du terrorisme** – Anarchisme, identité et  
culture – **Chefs et liberté** – ATTAC, «gauche de la  
gauche» et altermondialisme – **L'Affaire Dreyfus et  
l'antisémitisme dans le Rhône** – Idées reçues sur  
l'anarchisme – **Quel socialisme ?** – Maastricht et  
l'Europe – **Marxisme libertaire ?** – L'Éducation  
nationale

752 pages, 20 € (frais de port compris)

Pour toute commande des livres de Karim Landais

Prière d'écrire à

**Guy Landais**

**La bastide des capucins**

**84 240 Cabrières d'Aigues**



**Souffrance  
au  
travail  
et  
galère  
du  
«demandeur  
d'emploi»**

# **Course au profit, nouveau «management» et mise en danger des salariés: les formes actuelles de la souffrance au travail en système capitaliste**

Après l'affaire de la caisse noire de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), un autre scandale vient éclabousser le patronat: il concerne la médecine du travail. Les services interentreprises de santé au travail (SIST) sont actuellement au cœur d'une affaire de financements occultes. Les médias ont révélé que le patronat puise allègrement dans les caisses pour des dépenses qui n'ont rien à voir, ni de près, ni de loin, avec la médecine du travail: ici des biens immobiliers pour le Medef local, là des services de secrétariat, ailleurs des voitures de fonction. En outre, les pressions et autres «tentatives de déstabilisation» à l'égard des médecins trop favorables aux salariés et dénonçant la souffrance au travail, éclatent au grand jour. Il s'agit rarement de licenciements, mais plutôt de harcèlement, de violences verbales voire physiques, de mutations d'office, de plaintes déposées à l'ordre des médecins (1). Il y a là en soi un scandale: ces médecins du travail sont employés par le patronat, et donc dépendants de lui, alors qu'en fait, rémunérés par les cotisations sociales («salariales») et «patronales», c'est-à-dire par le salaire indirect des travailleurs, ils devraient être au service des salariés et de leurs droits, en toute indépendance vis-à-vis du patronat.

Cette affaire intervient alors que la médecine du travail est un secteur lui-même en souffrance, puisque le manque de personnels y est criant: on dénombre 6 774 médecins et 2 965 infirmiers pour 15 300 900 salariés (2)... Or, il y a un contraste monstrueux entre les carences de la médecine du travail et les pathologies physiques et psychiques provoquées par les conditions de travail. Ravages de l'amiante, ulcères, cancers, dépressions, troubles musculo-squelettiques (en tel développement depuis les années 1990 que des spécialistes évoquent une épidémie engendrée par l'intensification du travail [3]): il y a là autant de maux nés du travail en système capitaliste. La souffrance au travail n'est certes pas nouvelle, mais certains de ses avatars sont pour une part inédits. Si la médecine du travail n'a pas les moyens humains et matériels pour faire correctement face à ces fléaux, la pénibilité du travail et la dégradation de la santé qui en résulte, vécues en silence par les travailleurs et peu mises en avant par les syndicats eux-mêmes, sont devenues un champ de recherche nourri par des psychologues, psychiatres, ergonomes, économistes et sociologues. C'est ce dont témoignent de nombreuses publications et la sortie récente d'un excellent et édifiant documentaire, *J'ai (très) mal au travail* (4).

Les différentes formes – physiques et psychiques – de souffrance au travail résultent des systèmes de production adoptés par les entreprises capitalistes. Au taylorisme s'est progressivement combiné, sans le faire disparaître, un nouveau productivisme, appelé aussi «productivisme réactif», engageant de plus en plus l'individu au service de l'entreprise. Ces modes de production s'accompagnent d'un discours «managérial», qui n'est pas seulement une rhétorique mais se révèle être en fait une véritable construction idéologique destinée à l'asservissement de ceux qui n'ont pour vivre que la vente de leur force de travail.

*Modes de production, techniques managériales  
et idéologie capitaliste*

### **Persistance du taylorisme**

On estime que 25 % des salariés en France travaillent toujours selon un mode de production strictement tayloriste: travail répétitif, encadré par des normes extrêmement contraignantes et sans aucune autonomie pour le salarié, placé sous la férule d'un contrôle disciplinaire et aliéné par l'automatisme de la tâche. C'est bien sûr le cas des ouvriers sur les chaînes de production et de conditionnement, mais aussi des caissiers et caissières, de manutentionnaires, de salariés de la restauration rapide... Dans ces régimes à tension extrême, les travailleurs sont contrôlables à chaque geste et en permanence. Telle est aussi la situation des salariés des centres d'appel qui, pendant leurs échanges téléphoniques avec leurs clients, entendent aussi la voix de leur supérieur hiérarchique les corrigeant ou les sermonnant. On imagine le stress qu'un tel interventionnisme peut engendrer chez ces salariés, par ailleurs extrêmement précarisés.

Certes, le contrôle de chaque tâche parcellisée n'est pas nouveau. Mais la gestion informatisée a permis de le renforcer considérablement, l'ordinateur pouvant déterminer avec une rigoureuse précision le rendement, les arrêts dans le travail, les erreurs commises, etc. Toutes les tâches sont formatées, jusqu'au sourire lui-même taylorisé – dans certaines branches en contact avec la «clientèle», on demande aux salariés de sourire de telle ou telle façon; des fiches de poste consignent aussi la manière dont il faut regarder le client dans les yeux. Il s'agit ainsi de normer ce qu'il y a de plus personnel dans l'expression de soi et la relation à autrui (5).

### **«Productivisme réactif»**

#### **et «management participatif»**

Le «productivisme réactif», théorisé dans les années 1960 mais réellement implanté en France à partir des années 1980-1990, se fonde quant à lui sur la polyvalence, soit l'obligation faite aux salariés d'occuper plusieurs postes – c'est la raison pour laquelle trois salariés sur cinq déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre non prévue –, le «juste-à-temps» (stocks réduits au minimum, flux tendus, réactions très brèves aux demandes des donneurs d'ordre) et l'objectif de «qualité totale» pour une production «au plus juste» (6). Ce système de production induit une intensification du travail, en raison des objectifs «zéro défaut», des cadences élevées et de la rigueur des délais qu'il suppose. En effet, cette nouvelle ère est marquée par les technologies de l'information et de la communication (téléphonie, informatique, Internet...), qui reposent sur l'instantanéité. Par là même, les entreprises imposent de plus en plus à leurs salariés de travailler selon le mode de l'immédiateté et de l'urgence, au point que l'on parle désormais d'activités «TTU» («très très urgentes»)...

Il s'agit de pressurer le temps et, par conséquent, de mettre les travailleurs sous une pression permanente: suppression des temps morts, diminution des moments de récupération, travail masqué (prise d'informations pendant le temps officiel de la récupération par exemple...). À cela s'ajoute la flexibilité du temps de travail, qu'ont renforcée les lois Aubry en accroissant l'irrégularité des horaires, ce qui empêche toute maîtrise du temps quotidien: un salarié sur cinq ignore ses horaires du mois à venir; un sur vingt ne connaît même pas ses horaires du lendemain (7). La sous-traitance est elle aussi source de forte dérégulation dans les horaires et l'organisation annuelle du travail pour le salarié.

Ce système s'adosse sur des méthodes managériales, dites de «gestion des ressources humaines», particulièrement surnoises. Elles assurent que la logique disciplinaire propre au taylorisme n'a plus lieu d'être: les salariés ont officiellement une marge d'autonomie qu'ils doivent consacrer au bon fonctionnement de l'entreprise. Le principe du «management affectif» ou «participatif» consiste donc à rattacher le salarié à sa «boîte», à tous les niveaux de la hiérarchie. C'est une

implication maximale, une mise au service corps et âme, que l'on requiert du travailleur. Cette exigence d'engagement total passe, par exemple, par l'obligation d'une «formation continue», moins formation du travailleur qu'entretien et développement du «capital humain» tout entier asservi à la logique du profit de l'entreprise, exigence elle-même génératrice de dévalorisation de soi, de stress, de culpabilisation... Elle s'illustre aussi, pour les cadres notamment, par des «séminaires de motivation» qui ont lieu le plus souvent en dehors des heures de travail, le week-end en particulier. Le système engendre ainsi des immixtions dans la sphère privée, comme l'illustre le développement du travail à domicile, le soir ou le week-end, au moyen notamment de l'ordinateur qui sert d'objet-fétiche à l'entreprise et permet à celle-ci de suivre son employé jusque chez lui. S'il arrive donc qu'on «offre» l'ordinateur au salarié, c'est pour mieux l'atteler à son entreprise, à n'importe quelle heure du jour et n'importe quel moment de la semaine: un retour sur investissement en quelque sorte. D'après un sondage réalisé pour *Les Échos*, 40 % des actifs – des cadres, mais aussi d'autres catégories professionnelles – emportent du travail en week-end (8). Ici réside le comble de l'aliénation: obliger le salarié à se vouer entièrement à son entreprise et lui faire croire que là est sa libération, sa raison de vivre. C'est là un approfondissement de ce que Marx appelait la «subordination réelle du travail au capital», l'individu étant appelé à investir toutes ses capacités au service du capital, jusqu'à s'y perdre.

#### *L'allégeance à «l'esprit maison»*

L'allégeance du salarié à son entreprise devient un critère majeur pour le recrutement. On propose par exemple aux postulants à un emploi de participer à des jeux de rôle, destinés à sélectionner ceux qui s'y prêtent avec le plus de soumission. En entrant dans l'entreprise, le salarié doit revêtir une nouvelle identité, tout entière asservie à la compétitivité de la «boîte». Pour ce faire, les questionnaires des recruteurs s'immiscent très loin dans la vie privée des postulants. Pour exemple, dans un questionnaire d'embauche de l'entreprise Carrefour, on demande au candidat la composition de sa fratrie, la nature de ses lectures, s'il est optimiste ou pessimiste, s'il a de la chance dans la vie, s'il exerce une activité dans un mouvement quelconque, comment il définirait son caractère, quelles sont les personnes (avec noms, adresse et téléphone) qui pourraient fournir des renseignements à son sujet (9) ! Autre exemple: un tribunal a jugé que le groupe Intermarché pouvait être assimilé à une secte; la charte des «Mousquetaires de la distribution» exige en effet de ses candidats de privilégier leur entreprise au détriment de leur famille; un document interne parle à ce sujet de «*credo*» et de «*foi*» (10).

Selon le sociologue Paul Ariès, qui y voit une nouvelle forme de totalitarisme, plus l'entreprise se déshumanise, plus elle se pare des atours de ce que pourrait être une communauté: ce qu'on appelle aussi «l'esprit maison». De plus en plus, on demande aux salariés de

penser l'entreprise, de vivre avec l'entreprise, de faire corps avec elle. Pour intégrer le salarié, il arrive même qu'on le «marque» à la gloire de l'entreprise, comme en témoignent ces espèces de bracelets brésiliens au nom de leur société que doivent porter certains salariés. Chez Nike par exemple, il est bien vu que les employés se fassent tatouer la cheville au logo de la marque (11) !

Tout est fait pour que les salariés s'approprient les objectifs économiques de l'entreprise: *«Au-delà de leurs fonctions purement techniques, les outils socio-techniques [flux tendu, amélioration permanente, qualité totale...] jouent un rôle fondamental dans l'acceptation sociale des obligations liées au flux tendu. Ils sont en effet les moyens de faire partager concrètement aux salariés subalternes les objectifs de l'entreprise [...]. Ce sont des objectifs généraux, ainsi que les exigences des actionnaires, qui sont traduits en micro-objectifs locaux adaptés aux champs des préoccupations des salariés, eux-mêmes enfermés dans un espace social et technique restreint [...]. [Ils] constituent les pratiques correspondant à l'idéologie de la globalisation et à ses exigences compétitives, voire à celles de ses actionnaires (12).»*

En raison de cette intériorisation, l'employeur a moins besoin de contrôle disciplinaire, avec contremaître en garde-chiourme, puisque *«le flic est dans le flux (13)»*. Cet auto-contrôle généralisé, qui culpabilise le salarié et l'enchaîne aux performances de l'entreprise, apparaît bel et bien comme un *«système diabolique de domination autoadministré, qui dépasse de très loin les performances disciplinaires qu'on pouvait obtenir par les moyens conventionnels de contrôle jadis (14).»* Une transparence totale est exigée du salarié – comme en témoignent par exemple l'obligation de laisser la porte de son bureau ouverte, le remplacement des murs par des cloisons vitrées ou le travail «en plateau», quand tous les salariés sont regroupés sur un même espace sans séparation. Cette répartition spatiale doit faciliter le contrôle mutuel des salariés et aiguïser, avec cette mise en surveillance, leur mise en concurrence.

**Individualisation, performance et évaluation:  
la casse des métiers et de la solidarité ouvrière  
L'atomisation: un combat patronal acharné  
contre la lutte de classe**

Ces méthodes de *management* prennent socle sur l'individualisation croissante, qui fait des ravages chez les salariés, engendrant de nouvelles pathologies liées au stress et à l'isolement. L'individualisation de la relation salariale passe notamment par la variabilité des rémunérations: *«L'employeur ne rémunère plus le poste, ou, pour être plus précis, il ne rémunère plus de la même façon tous les salariés occupant le même poste: il rémunère chaque individu selon la manière dont il tient le poste (15).»* C'est donc l'équivalent d'un retour déguisé au salaire aux pièces, que Marx qualifiait déjà comme *«la forme de salaire qui correspond le mieux au mode de production capitaliste (16)»*, car elle maximise l'intensité du travail et exerce une pression à la baisse sur le niveau moyen de salaires. En effet, elle entraîne *«de grandes différences*

*quant aux revenus réels selon les différences d'habileté, de force, d'énergie, de résistance, etc., des travailleurs pris individuellement. (...) Le champ d'action plus vaste que le salaire aux pièces offre au jeu de l'individualité tend à développer d'une part l'individualité, et par là le sentiment de liberté, l'autonomie et le contrôle de soi chez le travailleur, et, d'autre part, la concurrence des travailleurs les uns avec les autres et les uns contre les autres. Le salaire aux pièces, tout en élevant certains salaires individuels au-dessus du niveau moyen, comporte donc une tendance à faire baisser ce niveau lui-même (17).»*

De fait, selon le psychiatre et psychanalyste Christophe Dejours, spécialiste de psychopathologie du travail, les espaces de rencontre et de camaraderie ont été réduits à l'intérieur des entreprises. Les nouveaux *managers* entendent éradiquer toute culture ouvrière, toute solidarité entre salariés. Dans ce cadre, le collègue devient un rival, parfois un adversaire – certaines formations d'entreprise incitent à développer un esprit d'agressivité à l'égard de l'autre: c'est la culture et le vocabulaire belliqueux propres à la «guerre économique» dont les salariés doivent être les «petits soldats». Dans le documentaire *J'ai (très) mal au travail*, un représentant du MEDEF, très sûr de lui et de sa rhétorique managériale, affirme tranquillement: «*Avant, pour se confronter aux autres, on avait la guerre. Aujourd'hui on a l'entreprise. C'est peut-être pas si mal.*» En particulier, «*apprendre aux gens à éliminer leur coéquipier, ça ne peut pas donner des syndicalistes (18)*». Il s'agit bien de faire voler en éclats toute forme d'entraide entre travailleurs et, en dernier ressort, de réfréner la lutte de classe.

### **Évaluation et concurrence généralisée entre salariés**

Y concourt également l'évaluation incessante, qui aggrave la concurrence généralisée et contribue à l'atomisation sur le lieu de travail. L'évaluation tous azimuts tend en outre à remettre en cause les métiers et les savoir-faire professionnels au profit d'autres critères, regroupés sous le terme de «compétence»: conformité à la norme «maison», disponibilité, coopération, esprit d'initiative, engagement au service de l'entreprise... L'évaluation devenue norme absolue débouche sur un système de sanctions qui doit être accepté et intériorisé par le salarié; d'où les feuilles de chiffres, la quantification de la «performance», les grilles de résultats. Toute défaillance est interprétée comme «*manque de compétence, manque de sens des responsabilités ou manque d'engagement (19)*» et par là même comme un échec individuel. Il faut en permanence atteindre des objectifs; ne pas y parvenir peut conduire à la hantise de la relégation et à une forte déstabilisation psychologique. «*Le stress est d'autant plus fort que les agents ont conscience au fond d'eux-mêmes qu'ils n'arriveront pas à atteindre les objectifs fixés. [...] Chaque fois qu'un salarié est confronté dans l'urgence à des tâches pour lesquelles il n'est pas suffisamment préparé ou doté de moyens conséquents, chaque fois qu'il ne peut obtenir l'aide de ses collègues ou supérieurs et qu'il n'est pas reconnu dans sa fonction, il risque de connaître des troubles de santé d'ordre psychosomatique (20).*»

***Pathologies physiques et psychiques:  
souffrance, maladies et accidents de travail***

**Accroissement des maux psychiques, persistance des maux physiques**

Individualisation, évaluation permanente, course à la performance, tendance à la disparition des solidarités peuvent conduire à une extrême fragilisation des travailleurs, à un sentiment de solitude et de carence identitaire. On estime que, chez les salariés, 34 % des femmes et 20 % des hommes souffrent d'un excès de stress ou «surstress» représentant un facteur de risque (21). De plus, deux millions de salariés en France souffrent de maltraitance et de harcèlement moral au travail. Dès lors, les pathologies psychiques accompagnent le travailleur au quotidien, affectant aussi son entourage: *«Les études cliniques montrent que la vie hors travail est pour une bonne part colonisée par les exigences psychiques qu'implique la participation à des stratégies défensives contre la souffrance au travail (22).»* Les répercussions, d'un point de vue psychopathologique, peuvent toucher jusqu'aux enfants des salariés concernés: *«En particulier, la perte des espoirs des parents quant à l'accomplissement de soi par le travail et quant à la puissance émancipatrice du travail se traduit presque immédiatement par des difficultés cognitives ou des troubles du comportement de l'enfant à l'école (23).»* Dans ces conditions, on assiste à un cumul de contraintes pour les salariés: *«Les salariés qui enduraient seulement des contraintes mentales (pression du client, tensions, etc.) voient s'ajouter des contraintes physiques. Inversement, les contraintes mentales touchent désormais les professions auparavant soumises uniquement à des contraintes physiques (24).»*

Car il ne faut pas croire au mythe de la modernisation qui aurait rendu le travail «immatériel». Les pénibilités physiques sont toujours extrêmement présentes et fréquentes. En France, 39 % des salariés déclarent porter ou déplacer des charges lourdes; 34 % assurent «rester longtemps dans une posture pénible»; 15 % disent subir des vibrations ou des secousses – ils n'étaient que 8 % en 1984 (25). Évidemment, les ouvriers sont à cet égard les premiers concernés: 64 % déclarent porter ou déplacer des charges lourdes (contre 30 % chez les non-ouvriers); 52 % travaillent dans la saleté (contre 18 %); 64 % disent respirer des fumées ou des poussières (contre 21 %); 48 % sont en contact avec des produits dangereux (contre 21 %); 51 % affirment ne pas pouvoir quitter leur travail des yeux (contre 27 %); 35 % déclarent devoir faire attention à des signaux visuels ou sonores brefs, imprévisibles ou difficiles à détecter (contre 15 %) (26).

L'usure des corps par le travail reste donc un fléau. Ainsi, dans l'industrie chimique, des travailleurs ont-ils *«les doigts tellement usés qu'on peut voir la chair à vif (27)»*. Dans le secteur du bâtiment, il n'est pas rare qu'ouvriers et techniciens travaillent 60 à 64 heures par semaine au moment des gros chantiers. *«Évidemment, de telles durées sont inhumaines, les hommes deviennent des zombies [...] ils ont 40 ans et en*



*paraissent 60. On a vu [sur le chantier de construction du tunnel sous la Manche] un conducteur de travaux de 56 ans passer sa sixième nuit consécutive de 12 heures au fond du trou. Il était complètement usé, mais ne voulait pas se plaindre. "Ne dites rien, monsieur l'inspecteur, c'est mon dernier chantier, sinon ils vont me virer (28)."*»

### **Le scandale des maladies professionnelles que l'on pourrait empêcher**

A cette pénibilité physique du travail s'ajoutent les maladies professionnelles, que les capitalistes tentent de camoufler ou qu'ils ne font rien pour empêcher. 13 % des salariés sont exposés à au moins une substance cancérigène et, chaque année, plusieurs milliers de cancers sont attribuables à des cancers d'origine professionnelle (29). On estime que 100 000 personnes ont été victimes de l'amiante et l'on prévoit encore 3 000 décès par an d'ici 2025. Or, *«dès 1906, un rapport soulignait la forte mortalité des ouvriers des usines de tissage et de filage de l'amiante. En 1945, un tableau des maladies professionnelles liées à l'amiante est établi. En 1971, une réunion se tient à Londres, où des "patrons de l'amiante" prennent connaissance des études scientifiques prouvant sa nocivité. En 1978, le Parlement européen souligne le caractère cancérigène de l'amiante. En 1982, le patronat décide de créer le Comité Permanent Amiante (CPA), où siègent aussi les syndicats. En 1986, les États-Unis demandent l'interdiction de l'amiante. S'appuyant sur un rapport du CPA, la France refuse. En 1991, l'Allemagne demande son interdiction en Europe, mais le CPA et le lobby minier canadien font pression pour qu'il n'en soit rien (la France est alors le 1<sup>er</sup> importateur d'amiante). Il faudra attendre 1997 pour que soit enfin interdit l'usage de l'amiante, soit 91 ans après le premier rapport scientifique (30)»*. Pour autant, les patrons n'ont rien appris de ce drame. Ils remplacent désormais l'amiante par des fibres céramiques réfractaires (FCR) tout aussi dangereuses pour la santé: elles provoquent les mêmes maladies que l'amiante (épaississement de la plèvre, lésions pleurales, cancers...). Bien que l'État soit régulièrement informé des risques encourus et de la haute toxicité de ces fibres, elles ne sont toujours pas interdites.

De même, lors de l'épidémie de légionellose (31), à l'hiver 2004, qui a tué 13 personnes, l'usine Noroxo à l'origine de l'infection s'était refusée à pratiquer des analyses après la découverte des premiers cas; malgré la contamination, le site de l'usine n'a pas été fermé un seul jour. Dans les secteurs industriels où les risques liés aux produits toxiques sont importants pour les salariés, des règlements existent qui sont censés les protéger ou, tout au moins, leur permettre de se soigner. Mais le recours au travail précaire et à l'intérim permet aux patrons de contourner ces règlements. Ainsi, dans certaines entreprises exposant au saturnisme, si un arrêt de travail est prévu en cas de détection de quantité trop importante de plomb dans le sang, il s'agit pour les intérimaires d'un arrêt définitif: *«La boîte d'intérim ne renouvelle[le] pas la mission, pour ne pas avoir à payer le congé obligatoire (32).»*

## **Accidents du travail et subterfuges du patronat**

Même type de méthodes au niveau de la sécurité censée protéger les salariés des accidents du travail. Pour augmenter les cadences dans certaines usines, l'encadrement peut aller jusqu'à couper les sécurités des machines, qui parfois retardent passagèrement la production. Les accidents du travail tuent chaque année deux millions de personnes dans le monde. On dénombre en France environ 760 000 accidents du travail par an (33); deux personnes en meurent chaque jour. Et l'on estime qu'au rythme actuel un salarié sur dix environ sera victime d'une forme d'invalidité avant d'atteindre sa retraite à cause des accidents du travail (34).

Encore ces chiffres sont-ils sans doute bien inférieurs à la réalité. En effet, la sous-évaluation des maladies professionnelles et des accidents du travail est forte, en raison de la sous-déclaration. Par exemple, alors qu'il y a 2 500 décès par an dus à des asthmes d'origine professionnelle, 50 % ne seraient pas déclarés (35). L'angoisse de perdre son travail y est évidemment pour beaucoup. Des études indiquent qu'en Île-de-France, 54 % des salariés ayant déclaré un asthme professionnel ont perdu leur emploi dans un délai de deux à trois ans (dont 40 % par licenciement pour «inaptitude») (36). De fortes pressions sont exercées sur les salariés pour que, en cas d'incident, ils ne se rendent pas à l'infirmerie et qu'en cas d'accident, ils ne le déclarent pas. Par exemple, à EDF, la «méthode zéro accident» consiste notamment à verser des primes aux chefs d'unité pour qu'ils remplissent cet objectif et ainsi exercent une pression considérable auprès des salariés pour dissimuler les accidents du travail (37). Le témoignage de cet ouvrier cariste dans une usine métallurgique illustre parfaitement les procédés mis en œuvre: *«Quand quelqu'un est malade, la maîtrise téléphone pour prendre des "nouvelles". Au passage, évidemment, le chef rappelle que ça coûte cher à l'entreprise. Ensuite, s'il y a arrêt de travail, le chef "suggère" de ne pas envoyer l'arrêt à la caisse de Sécurité sociale: "Tu peux rester chez toi deux ou trois jours, puis on essaiera de te reclasser." Cette pression contre des absences pourtant justifiées existe aussi pour les arrêts maladie, mais elle est systématique en cas d'accident du travail. Au retour, on est convoqué pour établir "l'arbre des causes" et la hiérarchie essaie souvent de nous culpabiliser en invoquant un éventuel non-respect des règles de sécurité. Cela marche, parce que la maîtrise a évidemment beaucoup de moyens de pression: pas d'augmentations individuelles, refus d'arrangement pour les vacances, travaux les plus durs pour les récalcitrants... Il y a beaucoup de jeunes intérimaires dans l'atelier, et pour eux les pressions sont encore plus fortes. Le moindre retard, le moindre accident, peut faire que le jeune soit renvoyé (38).»*

À l'aube du XX<sup>e</sup> siècle, la prétendue «modernité» n'a rien apporté de bon aux travailleurs, toujours soumis au joug du patronat et à ses exigences de profits. L'objectif capitaliste de baisse du coût du travail se poursuit sous des formes prétendument «modernisées», mais en réalité perverses, dont les effets sont délétères pour la santé physique

et psychique des salariés. La dégradation des conditions de travail, l'intensification et l'augmentation de la charge de travail, les nouvelles pathologies qui en sont la conséquence, sont reconnues par tous les spécialistes. Les changements intervenus dans les modes de production n'ont pas amélioré le sort des salariés mais, tout au contraire, produit des maux nouveaux. Et l'angoisse de perdre son travail, une situation de chômage de masse et de précarité galopante aggravent encore ces fléaux sociaux.

C'est pourquoi ce qu'écrivait Engels à ce sujet reste pleinement d'actualité: «Le travailleur n'a que cette alternative: se soumettre à son sort, devenir un “bon ouvrier”, servir “fidèlement” les intérêts de la bourgeoisie – et dans ce cas, il tombe à coup sûr au rang de la bête – ou bien alors résister, lutter tant qu'il le peut pour sa dignité d'homme, et cela n'est possible qu'en luttant contre la bourgeoisie (39).»

### **Laura Fonteyn**

(Article extrait du *Cri des travailleurs* n° 30, janvier-février 2008, journal du Groupe CRI)

#### Notes

1. *Le Monde*, supplément Économie, 4 décembre 2007.
2. Chiffres de 2006, cités *ibidem*.
3. En l'espace de dix ans, de 1990 à 2000, le trouble musculo-squelettique le plus répandu, le syndrome du tunnel carpien qui affecte un nerf du poignet, a vu le nombre de ses cas multiplié par treize ! (Philippe Askenazy, *Les désordres du travail. Enquête sur le nouveau productivisme*, Paris, Le Seuil, 2004, p. 26). Ces affections sont douloureuses et parfois invalidantes, nécessitant une opération chirurgicale.
4. Documentaire de Jean-Michel Carré, 2007.
5. Paul Ariès dans *J'ai (très) mal au travail*.
6. Philippe Askenazy, *Les désordres du travail, op. cit.*, p. 12-13.
7. Michel Gollac, Serge Volkoff, *Les conditions de travail*, Paris, La Découverte, 2007, p. 79. Par exemple, les emplois du temps des caissiers et caissières de supermarché changent chaque jour, les directions des grandes surfaces voulant ajuster leurs effectifs à la fluctuation de la clientèle. «L'autorisation de se rendre aux toilettes est elle-même subordonnée à l'affluence dans le magasin.» (*idem*).
8. Paul Ariès, *Harcèlement au travail ou nouveau management*, Villeurbanne, Éditions Golias, 2002, p. 72.
9. Cité *ibidem*, p. 52-53.
10. Albert Durieux, Stéphane Jourdain, *L'entreprise barbare*, Paris, Albin Michel, 1999, p. 137.
11. Paul Ariès, *Harcèlement au travail ou nouveau management, op. cit.*, p. 82.
12. Jean-Pierre Durand, *La chaîne invisible. Travailler aujourd'hui:*

*flux tendu et servitude volontaire*, Paris, Le Seuil, 2004, p. 77.

13. *Idem*, p. 79.

14. Christophe Dejours, *Souffrance en France. La banalisation de l'injustice sociale*, Paris, Le Seuil, 1998, p. 63.

15. Jean-Pierre Durand, *La chaîne invisible*, *op. cit.*, p. 114.

16. *Le Capital*, Livre I, trad. de J.-P. Lefebvre et al., rééd. PUF, 1993, p. 623.

17. *Idem*, p. 621-622.

18. Témoignage d'un syndicaliste dans *J'ai (très) mal au travail*.

19. Jacques De Bandt, Christophe Dejours, Claude Dubar, *La France malade du travail*, Paris, Bayard, 1995, p. 185.

20. Serge Paugam, *Le salarié de la précarité. Les nouvelles formes de l'intégration professionnelle*, Paris, PUF, 2000, p. 220.

21. Enquête menée auprès de 11 852 salariés par l'Institut français de l'anxiété et du stress, citée in Gérard Filoche, *Carnets d'un inspecteur du travail*, Paris, Ramsay, 2004, p. 233.

22. Jacques De Bandt, Christophe Dejours, Claude Dubar, *La France malade du travail*, *op. cit.*, p. 175.

23. *Idem*, p. 176.

24. Philippe Askenazy, *Les désordres du travail*, *op. cit.*, p. 42.

25. Michel Gollac, Serge Volkoff, *Les conditions de travail*, *op. cit.*, p. 24.

26. *Idem*, p. 41.

27. Témoignage dans Arlette Laguiller, *Paroles de prolétaires. Réponses des travailleurs eux-mêmes à ceux qui prétendent que la classe ouvrière n'existe plus*, Paris, Plon, 1999, p. 136.

28. Gérard Filoche, *Carnets d'un inspecteur du travail*, *op. cit.*, p. 59.

29. Michel Gollac, Serge Volkoff, *Les conditions de travail*, *op. cit.*, p. 20-21.

30. Sylvain Roch dans *La Riposte*, 14 janvier 2008.

31. Pneumopathie liée à une bactérie en milieu hydrique, la légionelle.

32. Témoignage dans *Paroles de prolétaires*, *op. cit.*, p. 129.

33. Chiffres de 2005.

34. Michel Gollac, Serge Volkoff, *Les conditions de travail*, *op. cit.*, p. 4.

35. Gérard Filoche, *Carnets d'un inspecteur du travail*, *op. cit.*, p. 217.

36. *Idem*, p. 217.

37. Témoignage dans *Paroles de prolétaires*, *op. cit.*, p. 147.

38. *Idem*, p. 148.

39. Friedrich Engels, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre* (1845), Paris, Éditions sociales, 1975.

# Premiers pas d'un apprenti-chômeur

L'inscription comme demandeur d'emploi commence par un formulaire à remplir sur internet. A l'issue de l'entrée des données, il est possible d'imprimer le formulaire. Il y figure la mention suivante: «*Vous avez 5 jours ouvrés pour présenter votre dossier à l'Assedic. (...) Vous devez vous présenter à l'Assedic dans un délai de cinq jours ouvrés (ou au rendez-vous qui vous a été fixé)*». Cela n'est pas très clair, et deux jours après mon inscription sur internet, n'ayant reçu aucun mail, je me déplace pour déposer mon dossier signé. A l'accueil, on m'explique que je me suis déplacé pour rien car je vais recevoir une convocation par la poste. Je devrai par ailleurs remplir de nouveau le formulaire, donc celui que j'ai imprimé et signé ne sert à rien. Enfin, on m'informe que le service de mail n'est pas en fonctionnement, car le nombre d'erreurs commises lors d'envois de convocations par mail a été si important que l'Assedic a décidé d'abandonner ce moyen de communication au profit du courrier postal; le service mail est pourtant toujours proposé aux usagers sur le site de l'Assedic...

Bref, je reçois ma convocation, dans laquelle je lis: «*il est impératif de respecter ce rendez-vous que nous avons fixé ensemble*». Humour administratif sans doute. Il m'est demandé de «*prévoir une durée de 2 heures pour le rendez-vous*»; le jour dit, je ne passerai pourtant pas plus de 25 minutes dans les murs de l'agence.

Ce matin-là, je devais donc avoir successivement rendez vous avec l'Assedic puis l'ANPE afin d'établir mon «projet personnalisé d'accès à l'emploi» (PPAE). Voici ce qui s'est en réalité passé:

Tout commence par le visionnage collectif (avec les autres personnes convoquées pour s'inscrire) d'un DVD de 13 minutes qui condense à une vitesse hallucinante toutes les règles de l'ASSEDIC et ANPE, et martèle tous les sigles possibles et imaginables: AFPE, ADE, ARCE, ADR, ASCRE, VAE, AM... Enfin, bref, ça fait mal au crâne et on n'y comprend rien. A la fin du film, nous étions censés retourner à l'accueil, mais les deux personnes qui m'accompagnent restaient scotchées à leur siège; je leur explique qu'on doit retourner à l'accueil, un vieux me répond alors en rigolant: «J'étais en train de m'endormir, je croyais qu'ils allaient nous passer des dessins animés.» Le fait que l'on soit tous un peu paumés crée une proximité ce jour-là entre les différents chômeurs, que je ne retrouverai malheureusement pas la fois suivante.

Dans le DVD et la brochure qui résume le DVD qu'on nous donne

à la sortie, il est bien précisé que «lors de l'entretien individuel à l'ASSÉDIC, nous vous donnerons une estimation de votre durée de chômage, des informations sur les métiers qui recrutent et la situation locale de l'emploi. Nous étudierons vos droits à indemnisation et vous proposerons un parcours d'accompagnement au retour à l'emploi qui sera confirmé lors de votre premier entretien ANPE»... En fait, il ne se passe rien de tout cela, l'employée de l'Assedic m'a juste récité le règlement pour m'expliquer que, comme je n'ai jamais travaillé, je n'avais droit à rien, ce que je savais déjà. Le bassin d'emploi, tout ça, pouf, envolé, me voilà donc bien avancé.

Pour s'inscrire, il faut ABSOLUMENT savoir quel métier précis on recherche. C'est quelque chose d'assez décalé par rapport à la réalité, car à part quelques cas particuliers, je ne connais pas beaucoup de jeunes qui raisonnent en ce sens; c'est plutôt, et pour moi le premier, «quel boulot peut coller à mon profil», point à la ligne !... Cela est particulièrement vrai pour ceux qui s'adressent à l'ANPE, qui constitue bien souvent le «dernier recours» après des recherches personnelles infructueuses.

Bref, je lui indique un métier pour qu'elle entre quelque chose dans son ordinateur, et là commence un sketch de 5 minutes, parce qu'elle a un menu déroulant géant et ne peut choisir le métier que parmi ces propositions. Or, elle ne trouve pas le métier que je lui ai demandé, pourtant relativement courant. Pour meubler la conversation, pendant qu'elle cherche une idée, elle m'explique que, dans la liste, il y a plein de métiers dont elle n'a aucune idée mais que, par contre, des métiers communs sont durs à trouver... Finalement, faute d'avoir déniché quoi que ce soit en rapport avec mon domaine, elle me parachute un métier au hasard en me disant que «ce n'est pas grave» car, de toute façon, je pourrai le modifier à l'ANPE ! Voilà donc que, pour s'inscrire, il faut obligatoirement choisir un périmètre de recherche très précis, alors qu'en réalité, on peut répondre n'importe quoi, car cela n'a pas d'incidence...

L'entretien avec l'Assedic touche à sa fin, je m'apprête à partir, quand soudain l'employée réalise que je n'ai rempli que 2 des 8 pages du dossier d'inscription. En effet, les 2 premières pages concernent l'inscription en elle-même et les 6 autres pages constituent le dossier de demande d'allocations, auxquelles je n'ai pas droit. Cela ne change rien: l'employée m'explique que je dois les remplir quand même, en cochant «non» à toutes les cases, en échange de quoi elle me donne un courrier m'informant que «*ma demande d'admission au titre de l'Allocation d'Aide au Retour à l'Emploi n'a pas pu recevoir de suite favorable*» ! La bureaucratie dans toute sa splendeur !

Ce premier contact devait être suivi par un entretien avec un représentant de l'ANPE, mais, ce matin-là, sur les 4 employés, seuls 2 étaient présents (je ne connais pas la raison), donc tous les rendez-vous sont annulés... Je suis de nouveau convoqué, pour un nouveau rendez-vous !

Si toi, chômeur, tu ne te présentes pas à une seule convocation, tu es radié des listes, mais évidemment, eux, ils peuvent annuler les rendez-vous sans prévenir...

Bref, quelques jours plus tard me revoilà à l'Assedic pour rencontrer un conseiller ANPE et établir mon «PPAE». Comme, la semaine précédente, j'étais convoqué pour un entretien de 2 heures, et que ça n'avait duré que 25 minutes, je pensais en avoir pour 1 heure ou 1h30 cette fois. En fait, ma présence dans l'agence va durer une fois de plus 25 minutes.

Dès l'accueil, on commence à me prendre gentiment pour un imbécile, ce qui ne m'aide pas à me mettre à l'aise. En attendant, je constate que les toilettes destinées au public sont fermées pour cause de... Vigipirate, c'est vraiment le comble du ridicule.

L'entretien s'appelait «Plan Personnalisé d'Accès à l'Emploi». Or, en réalité, ça n'a rien à voir, mon cas sera expédié rapidement et il n'y aura pas l'ombre d'une discussion permettant d'élaborer ce «plan»: l'employé de l'ANPE s'est contenté de m'expliquer que mon projet professionnel n'était pas bien défini et qu'il fallait que je le précise; il me semblait pourtant que c'était le but de l'entretien...

En introduction, j'essaie de lui expliquer les quelques trucs que j'ai cherchés pour le moment, mais il n'en a, semble-t-il, rien à faire et m'interrompt afin de recentrer la discussion sur mon cursus scolaire. S'ensuit un échange de 5 minutes pendant lequel il m'explique que mon cursus universitaire conduit à devenir enseignant. Donc, il ne comprend pas pourquoi je ne veux pas être prof parce que, de toute façon, mon profil ne correspond qu'à ça. Lorsqu'il me demande pourquoi j'ai fait des études et que je réponds que celles-ci m'intéressaient, le type s'excite sur son siège: «Ah bah ça alors, c'est bien de faire des choses par intérêt personnel, mais il faut penser à l'avenir quand même, les études ça sert à préparer l'avenir, blablabla».

L'employé m'indique alors que je dois revenir à l'ANPE début février: les crédits n'ont pas encore été votés ou distribués, en tout cas, ils n'ont pas de fric, ils cherchent des prestataires, donc pour le moment, tous les services présentés sur le site (comme le service «du diplôme à l'emploi» réservé aux gens qui sortent de filières générales avec un DEUG au minimum) n'existent pas en réalité !

Il tape sur l'ordinateur ses «conclusions» de l'entretien, lesquelles visent à m'expliquer à sa sauce ce que je suis censé vouloir. Pendant qu'il tape, j'ose ouvrir ma gueule et lui dis: «Normalement, dans les dépliants c'est marqué qu'on doit me présenter le bassin d'emploi et ça n'a pas encore été fait. Moi, c'est ça que j'attendais pour avoir une idée de ce que je pouvais faire comme type de boulot dans le secteur.» Il hoche la tête, mais ne me répond pas. Il est très clair, comme cela a été le cas depuis le début, qu'il ne m'écoute pas.

Finalement, voici la conclusion de l'entretien, selon lui: j'ai fait des études pour être enseignant, mais je n'en ai pas envie, donc il faut que je définisse mon projet professionnel, mais en attendant je dois faire

le tour des agences d'intérim de ma zone géographique «*dans le but d'occuper un poste de préparateur de commande, magasinier ou ELS (employé libre service)*».

Rien d'étonnant qu'avec ça les statistiques du chômage baissent, tu vas à l'ANPE pour qu'on te dise d'aller dans les boîtes d'intérim, ça fait longtemps que les jeunes connaissent l'intérim et ils n'ont aucun intérêt à s'inscrire à l'ANPE ! En plus il m'a expliqué plusieurs fois qu'il laissait le boulot que je recherche marqué dans son ordinateur mais que, sur mon profil internet, je devais juste mettre «préparateur de commande» parce que je ne trouverai rien dans le domaine où je cherche de toute façon. Il m'imprime également les 2 seules offres d'emploi qui correspondent à mon profil dans mon coin. Dessus, il est clairement indiqué que j'ai obligation de postuler à ces offres: «*au cas où vous ne donneriez pas suite à ce courrier, vous vous exposez à être radié de la liste des demandeurs d'emploi*». Je viens à l'ANPE pour établir mon projet professionnel, j'en ressors avec obligation de postuler à toutes les offres qu'ils m'imposent et à m'inscrire dans un maximum d'agences d'intérim d'ici mon prochain entretien.

Cette toute petite expérience m'inspire quatre remarques:

Tout d'abord il semble assez évident que les contrôles prennent une place très importante dès lors que l'on s'inscrit à l'ANPE. Bien évidemment, celui qui touche des indemnités est bien plus surveillé que celui qui, comme moi, n'en touche pas. Il n'empêche que ce système est contraignant pour tous, alors même qu'il n'apporte rien ou presque au chômeur: il n'existe aucune construction de projet en partenariat chômeur/ANPE car tout est imposé, les envies ou attentes de la personne sont écrasées et parfaitement ignorées, les échanges sont unilatéraux et se résument à une liste de consignes et d'ordres.

Le fait d'avoir été réorienté vers les agences d'intérim est à mon sens quelque chose de très intéressant, car cela ne fait que traduire l'échec total de l'ANPE, qui se contente de déléguer son travail aux agences d'intérim. Il convient de noter par ailleurs que les agences d'intérim existant depuis plusieurs années maintenant, celles-ci ont eu tout le temps de constituer un portefeuille d'intérimaires, qui ont de l'expérience et que les agences ont pu former depuis le temps. Ainsi, le niveau d'exigence en intérim monte avec les années et il est de plus en plus difficile de trouver une mission, particulièrement pour les personnes entrant tardivement sur le marché de l'emploi, car elles trouvent «face» à elles des travailleurs expérimentés qui permettent aux entreprises d'économiser des journées de formation et de réduire les risques.

Ce genre de situation met en évidence le décalage existant entre, d'un côté, ce que l'on nous dit à l'école et, de l'autre, la réalité du monde du travail que nous découvrons plus tard. En effet, au collège comme au lycée, les filières techniques, manuelles, sont dévalorisées au profit des filières longues. Les professeurs nous répètent que, pour



trouver du boulot, rien ne vaut des études les plus poussées possibles. On nous explique même que, pour postuler à un emploi, mieux vaut avoir quelques années d'étude de plus que ce qui est demandé afin d'obtenir le poste, car la concurrence est rude. En l'occurrence, lorsque j'ai obtenu mon bac, c'était encore le discours dominant. Quand tu finis tes études pourtant, on t'explique qu'elles sont un handicap sur le marché du travail. En fait, les modifications du marché du travail vont trop vite si on les compare au temps que prennent les études supérieures: donc, lorsqu'on sort de l'université, les règles ne sont plus les mêmes que lorsqu'on y est entré. En l'occurrence, les concours de la Poste, par exemple, ont été supprimés. Les emplois demandant peu de qualification (entre le brevet et le bac) sont maintenant réservés aux personnes ayant strictement le niveau demandé, ce qui permet bien sûr aux personnes ayant arrêté leurs études tôt de trouver plus facilement un emploi, mais cela se fait au détriment de ceux qui ont pu pousser plus loin leurs études. Le fait de quitter le système scolaire avec un diplôme universitaire en poche qui ne soit pas d'économie-gestion mène donc à une impasse.

Certes, je suis allé à l'ANPE sans illusions et en étant conscient des limites de l'institution et de son personnel qui ne peut pas distribuer des boulots comme on distribue des tracts sur un marché. D'autre part, dans une autre société, on pourrait imaginer des situations où les emplois ne correspondraient pas toujours aux désirs des gens mais répondraient pourtant à une nécessité sociale. On peut supposer qu'il faudra parfois accepter quelques contraintes nécessaires, dans le sens où les emplois disponibles ne seraient que ceux utiles à la société. Néanmoins, ici et maintenant, on ne peut que constater le fossé abyssal entre le baratin des institutionnels soi-disant compétents et les réalités du «terrain», situation qui ne peut que pousser les employés des ASSEDIC ou de l'ANPE à se réfugier derrière des formules toutes faites, et une insensibilité bureaucratique, car ils savent bien, au fond d'eux-mêmes, qu'on leur demande de mettre au pas les chômeurs et de les infantiliser au maximum. Or, une telle mission de la «main gauche de l'Etat», pour causer comme Saint Bourdieu, ne peut fonctionner que si l'on se blinde contre toute empathie vis-à-vis de ceux qui galèrent et contre toute révolte vis-à-vis de la société...et du métier qu'on exerce dans ce type d'institutions.

André

# La délation en entreprise

Il y a quelque temps, un témoignage d'un ancien salarié de l'entreprise Carrefour mettait en lumière la façon dont la direction du groupe poussait ses employé(e)s à se tirer dans les pattes mutuellement. Dans les faits, on mettait des salariés (la plupart se trouvent dans une situation précaire et sont forcés d'accepter des boulots rébarbatifs et peu payés) dans une situation où ils étaient incités à piquer des marchandises sur leur lieu de travail. Ce procédé pervers et malsain avait deux objectifs:

- faire en sorte que les salarié(e)s soient eux/elles-mêmes leurs propres matons,

- leur faire «choisir» la loyauté et la fidélité vis-à-vis de la direction, plutôt que la solidarité entre exploités.

Ainsi, les vigiles, déjà amenés à surveiller les client(e)s, ces potentiell(e)s «voleurs/ses», devaient désormais avoir un œil sur les caissiers/ères et autres magasinier/ères. Le tout étant placé sous le regard de Big Brother, symbolisé par de nombreuses caméras cachées.

L'ex- vigile racontait dans son témoignage comment sa mission l'avait poussé à dénoncer plusieurs dizaines de collègues, tous licenciés immédiatement après avoir été pris sur le fait par cet infâme dispositif. Il avait fini par démissionner, ne supportant plus moralement la sale besogne qu'il devait remplir.

On comprend à quel point ce procédé vise à renforcer le «culte de l'entreprise», dont on bourre le crâne des demandeurs d'emploi avant de leur faire signer leur contrat. Ce type de gestion se retrouve dans les grandes entreprises majoritairement. Théoriquement, on incite le salarié(e)s à s'identifier totalement à la «grande famille» qu'est l'entreprise capitaliste, en faisant sien l'esprit de celle-ci, son immoralité, son impératif de profit. Dans la pratique, tous les «enfants» de cette entreprise doivent montrer de la méfiance réciproque entre eux, et faire preuve d'une soumission sans faille à l'autorité du «père de famille» qu'est le responsable de rayon, le supérieur, le manager, la direction.

D'autres exemples peuvent venir appuyer ce constat écoeurant. Le cas suivant est basé sur une expérience personnelle vécue plus récemment.

Ayant postulé pour un emploi de facteur à la Poste, nous étions conviés, après la traditionnelle étape de lèche-culterie qu'est la lettre de motivation, à nous rendre à des tests écrits de présélection. Ces tests commençaient par des exercices anodins pour vérifier les capacités en matière d'expression écrite, de calcul mental, de mémoire, et de sens de l'orientation. Rien de bien exceptionnel jusque-là. Mais ces tests ne s'arrêtaient pas là, puisque la fin du «cahier d'exercice» (n'est-ce pas terriblement infantilisant ?) était réservée à une série de questions où les candidats devaient imaginer leur comportement face à d'éventuelles situations pratiques. Essentiellement, vis-à-vis des «clients» (on ne dit plus «usagers du service public»), des collègues et de la hiérarchie.

Vis-à-vis des «clients», les questions étaient posées de façon à ce que les postulant(e)s culpabilisent à l'avance d'une situation où, étant en retard sur leur tournée de distribution du courrier, ils/elles préfèrent la rentabilité de la Poste au service rendu aux populations. La Poste avoue donc que les intérêts des «clients» sont diamétralement opposés à ceux de l'entreprise, qui, comme n'importe quel grand magasin, prône une compétitivité poussée et une haute rentabilité.

Venons-en aux relations «intra-entreprise» maintenant.

Il faut préciser que cette série de questions était précédée, dans le fascicule fourni, d'une pleine page visant à enseigner le respect de la hiérarchie et de l'autorité au sein de la boîte. Nous nous contenterons de prendre un seul exemple, qui nous semble assez éloquent.

Pour résumer, le problème était formulé ainsi:

Votre responsable du centre de tri vous annonce qu'une plainte a été déposée par un client dont le courrier semble avoir été ouvert et lu; vous savez vous-même qui est responsable de cette faute parmi vos collègues, que décidez-vous de faire ?

1°- Vous ne dites rien, prétendant ne rien savoir de cette histoire.

2°- Vous savez de qui il s'agit, mais vous dites que vous garderez le silence pour ne pas trahir la personne concernée.

3°- Vous dites tout à votre responsable.

4°- Vous essayez de minimiser l'affaire, en disant qu'il n'y a pas mort d'homme et que ça n'est pas si grave.

Il est clair que ce questionnaire, tout comme la lettre de motivation d'ailleurs, est un des piliers de l'aliénation que le boulot entraîne dès qu'il commence à nous bouffer la vie. Dans la lettre, nous étouffons notre sincérité et la vérité de nos «motivations»; nous ne disons pas que nous sommes forcés de bosser parce qu'il faut bien bouffer et qu'en dehors du salariat, nous sommes condamnés, nous clamons que nous sommes prêts à servir notre futur employeur.

Dans le questionnaire, nous devons affirmer que nous n'hésiterons pas à balancer nos compagnons et compagnes de misère salariale pour prouver notre dévouement à la Cause de l'entreprise. Dans les deux

cas, il est évident qu'il s'agit d'une opération essentiellement idéologique, dont le message serait le suivant:

«En économie capitaliste, les intérêts de votre employeur sont les vôtres, la solidarité entre travailleurs est bannie. Montrez que vous avez saisi ce message et que vous allez l'intérioriser, vous êtes les bienvenu(e)s dans le monde merveilleux de l'entreprise, une ascension fulgurante s'ouvre à vous. Vous refusez ce message, vous le repoussez ? Allez crever ! Vous avez donc choisi le chômage, être feignant et ingrat que vous êtes ! Vous étiez "libre" de saisir la fameuse opportunité vantée par la société libérale, libre de vous en sortir, vous avez craché dans la soupe.»

Cette facette du chantage à l'emploi, en vigueur dans tant de boîtes, est partie intégrante de ce monde hypocrite et inhumain qu'est l'entreprise soumise aux «valeurs» capitaliste et marchande. Si nous voulons nous émanciper, il faudra la détruire.

Philippe

Brève interview

Peux-tu nous donner quelques citations de la brochure sur le respect de la hiérarchie pour illustrer ton propos ?

Malheureusement je n'ai pas conservé la brochure, je peux juste faire appel à mes souvenirs. Il s'agissait essentiellement d'une pleine page édictant les règles à suivre avant de répondre, et c'était dit à peu près comme ceci: «Avant de répondre aux questions, veuillez vous souvenir de ces quelques principes de base que vous devrez observer lors de vos missions...», et ensuite venaient l'énumération des dites règles, rappelant que les consignes données par le responsable du centre de tri lors du briefing précédant chaque tournée doivent IMPERATIVEMENT primer sur toute appréciation personnelle de la situation vécue sur le moment; ne prenez aucune décision spontanée, référez-en à votre chef au centre, si vous hésitez entre rendre un petit service à une vieille dame sur le moment et le cahier des charges fixé avant la tournée, le timing, choisissez toujours la ponctualité et le respect de ce qui a été fixé au préalable. Ensuite, il faut rendre des comptes après la tournée, pour certifier que les consignes ont été appliquées «à la lettre», etc.

Sais-tu quel était à ton avis l'état d'esprit de ceux qui venaient passer ces tests de présélection ?

Pas moyen de le savoir, aucune parole ne fut échangée sur le lieu de l'examen entre les participants. Chacun était plongé dans son test, stressé en sentant le regard des examinateurs fixé sur le chronomètre qui déterminait le temps imparti à chaque réponse. Comme la parole était absente, je cherchais à croiser des visages, pour observer les réactions des personnes par rapport aux règles et aux questions posées. En vain. Je gardais mon rire jaune pour moi, renonçant à la possibilité d'échanger quelque impression, même après le test, où

chacun s'est fait une priorité de quitter au plus vite les lieux. Même au deuxième stade de la sélection, c'est déjà le chacun pour soi qui prime.

Avaient-ils un regard critique sur ce que l'on leur demandait de dire, s'en foutaient-ils ou gobaient-ils complètement la propagande de la Poste ?

Là encore, aucun idée en vérité. Je pense qu'il est possible que, comme moi, certains aient été tentés de répondre franchement aux questions pleines de cynisme du fascicule, mais que le pragmatisme l'a emporté à chaque fois, en se disant: «Qu'est-ce que j'aimerais les envoyer balader, mais un CDI potentiel, ça ne se refuse pas, je ne vais pas me saborder maintenant; allez, va pour les jouer les balances en théorie.»

Je ne pense pas que les personnes gobent réellement tout ce baratin du culte de l'entreprise, du moins pas dès le début, et pas à la Poste, dont l'endoctrinement est encore «soft» par rapport à celui de Carrefour par exemple. Un copain qui a récemment été embauché par Carrefour m'a un peu raconté les épreuves de sélection et les entretiens qu'il a subis, et c'est vraiment le haut-de-gamme en matière de lobotomisation («Comment! vous préférez faire vos achats sur le Net plutôt que d'acheter dans nos magasins, mais vous vous moquez du monde !»).

Dans mon cas, je pense que les gens s'en foutaient un peu, que c'était un mauvais moment à passer et que «le jeu en valait peut-être la chandelle». J'aurais vraiment bien aimé pouvoir échanger avec les personnes sur place, mais quand je les voyais prendre leurs affaires et se barrer au plus vite, je me suis dit que c'était pas le moment de les saouler avec des questions.

## LE PAPE ET L'ÉGLISE DE FRANCE

Le désastre des cléricaux



Les Corés. — Saint-Père, vous nous montez-là un vilain bateau!..

# Religion et politique

# Sarko, le pape et Carla

Extrait de la Lettre de Liaison n°8 du groupe Le Militant,  
du 30 décembre 2007

Désolés, chers lecteurs. Ce titre pourrait vous promettre du croustillant, au moins qu'on se foute un peu de leur gueule à ces profiteurs peu reluisants. Mais il ne s'agit ici que de colère.

Car ce que Sarkozy est allé raconter sous le nez du pape est d'un niveau de gravité au moins égal à celui de ses déclarations de campagne électorale sur le caractère «génétique» de la pédophilie et du suicide des ados. Quelques extraits commentés seront utiles.

Notons d'abord, mais on le savait déjà, que Nicolas Sarkozy est un ignorant: «C'est par le baptême de Clovis que la France est devenue Fille aînée de l'Eglise. Les faits sont là [sic !!!]. En faisant de Clovis le premier souverain chrétien, cet événement a eu des conséquences importantes sur le destin de la France et sur la christianisation de l'Europe. A de multiples reprises, ensuite tout au long de son histoire, les souverains français ont eu l'occasion de manifester la profondeur de l'attachement qui les liait à l'Eglise et aux successeurs de Pierre. Ce fut le cas de la conquête par Pépin le Bref des premiers Etats pontificaux ou de la création auprès du Pape de notre plus ancienne représentation diplomatique.»

Tout professeur ou étudiant d'histoire médiévale sursautera devant ce condensé de sottises. La France n'est pas née avec Clovis, chef flamand qui, pour prendre l'Aquitaine aux Wisigoths, s'est allié aux évêques catholiques et à la vieille noblesse foncière gallo-romaine également devenue catholique. Le mythe de la France «fille aînée de l'Eglise», auquel Clovis n'avait pas pensé, s'est formé bien plus tard sous les monarques capétiens, surtout sous Louis XIV qui voulait faire du catholicisme la religion obligatoire et expulsa pour cela, tortura, envoya aux galères les protestants. Pépin le Bref, à propos duquel il circule que Sarkozy le Court aurait commis le lapsus *Pétain le Bref*, n'était pas plus un roi «français» que Clovis, la France n'existant toujours pas au VIII<sup>e</sup> siècle. Il mena à bien une opération de brigandage par laquelle il attribua au pape la bande de territoires qui devait être ensuite le malheur de l'Italie jusqu'en 1870, sous le nom d'«Etats pontificaux» composés des derniers morceaux de l'empire byzantin que n'avaient pas pris les Lombards, et dont le pape avait pris le contrôle: comme l'empereur d'Orient ne pouvait plus le protéger, il a fait appel aux Francs en inventant l'idée de reconstruire un empire d'Occident, une invention chrétienne aux conséquences elles aussi très graves dans l'histoire de l'Europe. Quant à cette histoire de représentation diplomatique, c'est tout simplement n'importe quoi. Il n'y connaît rien, il raconte n'importe quoi (ce qui n'est pas le cas, notons-le, du vieux renard Ratzinger, qui s'y connaît, lui, en histoire canonique).



Un peu plus loin, Sarkozy cite soudain le philosophe grec Héraclite: *Si l'on n'espère pas l'inespérable, on ne le reconnaîtra pas*. (Il s'agit en fait d'une mauvaise traduction d'un fragment d'Héraclite rapporté par Clément d'Alexandrie). Outre que ceci, en dehors de tout contexte, ne veut strictement rien dire – et les mouvements de menton ne changent rien à la nullité de la pensée –, les bonnes âmes pourront se dire: «Mais où va-t-il chercher tout ça ?» Tout ça, c'est du toc. Héraclite, pour ce que l'on en connaît, est un penseur dialectique, qui met en valeur les oppositions, le choc des contraires et le combat. Rien à voir avec cette eau de sacristie insipide et inculte.

Ceci établi, passons au plat de résistance: «Les racines de la France sont essentiellement chrétiennes. (...) Tout autant que le baptême de Clovis, la laïcité est également un fait incontournable dans notre pays. Je sais les souffrances que sa mise en œuvre a provoquées en France chez les catholiques, chez les prêtres, dans les congrégations, avant [la mise en œuvre de la loi avant son adoption ? Sarkozy croit que cela se passait comme avec lui! Passons...] comme après 1905. Je sais que l'interprétation de la loi de 1905 comme un texte de liberté, de tolérance, de neutralité, est en partie une reconstruction rétrospective du passé. C'est surtout par leur sacrifice dans les tranchées de la Grande guerre, par le partage des souffrances de leurs concitoyens, que les prêtres et les religieux de France ont désarmé l'anticléricalisme; et c'est leur intelligence commune qui a permis à la France et au Saint-Siège de dépasser leurs querelles et de rétablir leurs relations.»

En clair, cela veut dire que la loi de 1905, séparant les Eglises et l'Etat, garantissant le caractère privé de la religion – une notion totalement absente du discours de Sarkozy, et pour cause – n'était pas une loi de liberté, ne garantissait pas la paix civile, agressait injustement les malheureux catholiques; et que les choses ont finalement bien tourné parce qu'il y a eu l'union sacrée dans le carnage patriotique de 1914-1918, vrai acte fondateur, à l'encontre de la loi de 1905, de la «laïcité positive» à la sauce Sarko, et que les prêtres ont fait preuve d'intelligence contre le satanique et liberticide anticléricalisme. La laïcité, explique donc Sarkozy, est *devenue une condition de la paix civile*, ce qu'elle n'était donc pas au départ. Pas faux: elle a été dévoyée dans l'union sacrée pour la défense de l'ordre établi. Car en effet la laïcité de 1905 (la seule laïcité véritable, qui ne privilégie pas les religions) est pour Sarkozy fondamentalement mauvaise, car elle veut nier le «baptême de Clovis»: *«Elle n'a pas le pouvoir de couper la France de ses racines chrétiennes. Elle a voulu le faire. Elle n'aurait pas dû.»* C'est le même reproche que Franco faisait à la République espagnole. Soulignons ce passage: *«Arracher la racine, c'est perdre la signification, c'est affaiblir le ciment de l'identité nationale, et dessécher davantage encore les rapports sociaux qui ont tant besoin de symboles de mémoire.»*

Par la métaphore de la «racine», l'imagerie saint-sulpicienne qui se veut «spirituelle» tend la main à une autre imagerie, celle de la «terre et les morts» de Maurice Barrès, penseur nationaliste des années 1900, en allemand le *Blut und Boden* (le sang et le sol) de sinistre mémoire. Sans qu'il y ait équivalence entre les deux systèmes de représentations, il y a des passerelles. On remarquera que le thème de l'«identité nationale», appellation d'un ministère et d'un ministre désormais célèbres, se situe bien à la charnière de ces deux sphères idéologiques – celle de l'intégrisme chrétien et celle du racisme ethnique. Nicolas Sarkozy était d'ailleurs accompagné – devant Ratzinger – du polygraphe français Max Gallo, que l'on peut de plus en plus considérer comme un sous-produit de Maurice Barrès.

Les militants laïques doivent méditer particulièrement cette interprétation sarkozyste des événements récents: «le peuple français a été aussi ardent pour défendre la liberté scolaire que pour souhaiter l'interdiction des signes ostentatoires à l'école». Sont ici mis sur le même plan la défense de la prétendue «liberté de l'enseignement», c'est-à-dire le détournement de nos impôts pour payer des écoles contrôlées par l'Eglise catholique essentiellement, et la loi sur les signes religieux à l'école, interdisant de fait avant tout le voile musulman, et accessoirement les kippas et les trop grandes croix. Sarkozy a ici raison, non en ce qui concerne l'«ardeur» du peuple, mais le contenu de la loi chiraquienne: la loi de 1905 par elle-même suffisait à proscrire les signes ostentatoires et permettait un combat éclairé et non discriminatoire contre le voile, alors que la loi de 2003 et le rapport Stasi sur lequel elle se fonde ont pour base la volonté de faire cohabiter les différentes «communautés» dans une Ecole conçue comme celle de "toutes les religions"(voir la Lettre de Liaisons de janvier 2004, consultable sur le site des archives de Liaisons).

Mais le pire est un peu plus bas. Après avoir affirmé qu'il ne voulait pas abroger la loi de 1905, Sarkozy se livre à une attaque en règle contre son application:

«Qu'il me soit également permis de rappeler les critiques virulentes dont j'ai été l'objet au moment de la création du Conseil français du culte musulman. Aujourd'hui encore, la République maintient les congrégations sous une forme de tutelle, refuse de reconnaître un caractère culturel à l'action caritative ou aux moyens de communication des Eglises, répugne à reconnaître la valeur des diplômes délivrés dans les établissements d'enseignement supérieur catholique alors que la Convention de Bologne le prévoit, [et] n'accorde aucune valeur aux diplômes de théologie.»

Il faut donc libérer les congrégations de tout contrôle, en leur permettant notamment, ajouterons-nous, de pomper encore plus de subventions publiques; reconnaître le caractère culturel des actions caritatives, ce qui mène très loin contre la santé publique et dans les quartiers, et faire des diplômes catholiques des diplômes d'Etat, permettant l'embauche de fonctionnaires agréés en tant que tels par

les autorités cléricales. Voilà la «laïcité positive» ! A part ça, on dit qu'on ne remet pas en cause la loi de 1905...

Le tout est complété par une attaque contre toutes les morales et éthiques non religieuses, républicaines, sociales, etc., – en fait contre tous les courants républicains et libéraux puis révolutionnaires et socialistes qui, depuis 1789, se sont affirmés contre la prééminence de la religion. Pompant cette fois ci sur la prose d'un Régis Debray, Sarkozy explique que la morale de l'incroyant est plus faible que celle du croyant. Oh certes, il le dit d'abord avec les subtilités jésuitiques et universitaires de ceux qui ont écrit son discours: *«Même celui qui affirme ne pas croire ne peut soutenir en même temps qu'il ne s'interroge pas sur l'essentiel. Le fait spirituel, c'est la tendance naturelle de tous les hommes à rechercher une transcendance. Le fait religieux, c'est la réponse des religions à cette aspiration fondamentale.»* Grossièreté et jésuitisme se conjuguent ici: évidemment l'incroyant s'interroge lui aussi (peut-être même, bien souvent, un peu plus !) sur «l'essentiel», et il peut revendiquer une «spiritualité» qui ne saurait toutefois équivaloir à cette «recherche de la transcendance» qui, dans la bouche de la médiocrité qui nous gouverne, ne veut rien dire du tout si ce n'est *«Agenouille-toi devant ce qui te dépasse et reconnais que cela t'échappera toujours.»* Si la «transcendance» c'est ça, non merci. Or, ajoute padre Sarko: *«... la morale laïque risque toujours de s'épuiser ou de se changer en fanatisme quand elle n'est pas adossée à une espérance qui comble l'aspiration à l'infini.»* C'est la thèse de Ratzinger dans sa dernière encyclique contre le matérialisme athée: en clair, pas de morale sans religion. Finalement, puisqu'il ne peut pas s'empêcher d'être grossier, il fallait aussi que Sarkozy le dise grossièrement:

«Dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le pasteur ou le curé, même s'il est important qu'il s'en approche, parce qu'il lui manquera toujours la radicalité du sacrifice de sa vie et le charisme d'un engagement porté par l'espérance.»

L'instituteur ne vaut pas le curé, mais il doit s'en approcher le plus possible. *Ite missa est.* Nul doute que Sarkozy est ici à l'unisson de Ratzinger qui canonisait récemment les prêtres franquistes ayant mis en œuvre le meurtre des institutrices et instituteurs laïques espagnols et catalans.

Reste la cerise finale: ne reculant devant rien, Sarkozy a expliqué aux ecclésiastiques présents que lui, président, comprenait les prêtres parce que leur vocation et les sacrifices qu'elle est censée impliquer sont au fond très proches. Il est permis de rire, naturellement, surtout quand on pense à l'ombre longiligne de Carla Bruni à laquelle tous ont dû penser en matière de «sacrifices». Mais ces propos sont parfaitement en cohérence avec le contenu politique de tout le discours: l'institution présidentielle, comme son ancêtre direct, l'institution monarchique, est un sacerdoce, une cléricature. A quand le sacre ? A quand la présidence de droit divin ?

En attendant, Sarkozy fixe une perspective de combat. Il a

expliqué que sa République à lui a besoin de croyants, pas d'incroyants: «*Bien sûr, ceux qui ne croient pas doivent être protégés de toute forme d'intolérance et de prosélytisme. Mais un homme qui croit, c'est un homme qui espère. Et l'intérêt de la République, c'est qu'il y ait beaucoup d'hommes et de femmes qui espèrent*». Vieille rengaine de l'Inquisition: qui ne croit pas n'espère pas, qui ne croit pas n'est pas un bon citoyen, espérez c'est-à-dire croyez ! D'ailleurs, «*la France a besoin de catholiques convaincus qui ne craignent pas d'affirmer ce qu'ils sont et ce en quoi ils croient. La campagne électorale de 2007 a montré que les Français avaient envie de politique, pour peu qu'on leur propose des idées, des projets, des ambitions. Ma conviction est qu'ils sont aussi en attente de spiritualité, de valeurs, d'espérance.*»

Nous voilà prévenus: la destruction du droit du travail ira de pair avec l'offensive contre-révolutionnaire catholique. Ce discours abominable a été tenu avec les trois invités du président venus voir le pape avec lui: un amuseur de beaufs, Bigard, représentant de l'idée qu'il se fait du «peuple» («Pipi ? hi hi hi ! Caca ? ha ha ha !» - Amen), Denis Gilbert, «curé des loubards», et Max Gallo, déjà cité. Le scatologue pour beaufs, le curé pour pauvres et l'allumé du bocal composaient ainsi une trinité résumant la «France de Sarko». Comme l'écrivit *La Croix*: «*Jamais un chef de l'Etat français n'avait si vigoureusement défendu l'héritage catholique de son pays.*» *La Croix* est oublieuse de ses propres amours. Car le seul équivalent de tels discours, suivi d'actes, c'est le maréchal PÉTAINE.

Oui, mais, et Carla, dans tout ça ? On y vient. Qu'on le veuille ou non, l'affichage – à Disneyland – du président avec ladite Carla (Cécilia, Rachida, Carla, Fadela, Rama, Yasmina... on va finir par le croire fétichiste des femmes en A) relève de la *même* politique. Quand la régression est en marche, elle doit concerner *tous* les domaines. Si le président, c'est le roi, alors les petites maîtresses du roi font partie du cirque présidentiel et ont une fonction politique. Au moins dans le registre du symbolique, il était triplement nécessaire que l'inconscient institutionnel de la V<sup>e</sup> République monarchique soit rassuré envers la virilité présidentielle, puisqu'il y avait eu:

1°) la peur sociale devant les cheminots et les jeunes,

2°) le sacrifice quasi sacerdotal du président devant Son Altesse Khadafi comme rançon d'une politique afro-méditerranéenne de gangster,

3°) le divorce de la légitime.

Il était donc nécessaire, dans cette logique-là, de faire savoir au bon peuple – celui que Bigard fait rire, d'une part, mais aussi celui des hauts fonctionnaires d'autorité dont la propre autorité est censée être une émanation de celle du chef suprême, comme l'aura des prêtres leur vient de leurs évêques qui la tiennent du pape – que la virilité du chef était encore en état de marche, compte tenu des batailles sociales qu'il va lui falloir encore soutenir en 2008, car le plus dur reste à faire, ainsi qu'il le dit lui-même souventes fois...

# Sarkozy, Dieu et nous

Dans *Dieu et l'Etat*, le vieux Bakounine écrivait ceci: «L'idée de Dieu implique l'abdication de la raison et de la justice humaines; elle est la négation la plus décisive de la liberté humaine et aboutit nécessairement à l'esclavage des hommes, tant en théorie qu'en pratique (...). Si Dieu est, l'homme est esclave; or l'homme peut, doit être libre; donc Dieu n'existe pas.» Ce n'est bien sûr pas l'avis de notre bouleversifiant président de la République, de passage à la basilique Saint-Jean-de-Latran à Rome, histoire de faire la bise à Benoît XVI et de faire rire le très Saint-Père en sortant de sa poche le plus beau rejeton de la Fille aînée de l'Eglise: Jean-Marie Bigard, symbole du génie français à l'heure du PAF. Du gras, du lourd, du graveleux, du bien beau, du coussin péteur... il n'y a pas que le pouvoir d'achat qui est en berne ici-bas, il y a aussi l'humour. N'avez-vous pas remarqué à quel point les humoristes, globalement, n'ont plus rien à dire sur ce monde tel qu'il est, que la critique sociale a disparu de leurs spectacles ? Qu'il n'y a plus guère que les politiques pour nous faire rire ? Encore que...

C'est le problème avec Nicolas Sarkozy. On devrait pouvoir rire à gorge déployée de sa vision du monde, de ses analyses navrantes de l'Afrique et des Africains et de cette énigmatique «identité nationale» dont il «n'existe aucune définition objective (1)». Le problème est qu'elles sont inquiétantes puisqu'elles sont portées par un homme qui est censé faire notre bonheur pour...allez, j'ose !, la décennie qui vient.

J'ai lu, comme vous peut-être, quelques extraits de son discours du 20 décembre dernier publiés par le journal *Le Monde*.

Je passe rapidement sur le fait qu'il ait offert au pape quelques œuvres de Georges Bernanos. Le choix est judicieux. Je ne parle pas ici de la qualité littéraire des écrits de Bernanos, mais de la trajectoire politique de celui-ci: Bernanos était un catholique fervent, un nationaliste forcené qui fut très longtemps lié à la très antisémite et monarchiste Action française; autant dire que Bernanos était un mystique doublé d'un fiéffé réactionnaire. Au moment de la guerre d'Espagne, il soutient les franquistes, comme l'un de ses fils, engagé dans les Phalanges, mais s'en éloigne assez vite, écœuré par les massacres perpétrés au nom de Dieu par les militaires rebelles, avec

le soutien de l'Église espagnole. Pendant la Seconde Guerre mondiale, exilé au Brésil, il se rallie à la France libre et non à la révolution nationale du maréchal Pétain, de même que ses deux fils engagés dans les Forces françaises libres. Comme quoi, on peut aller tuer du «rouge» en 1937 en Espagne et se battre contre l'Allemagne nazie quatre ans plus tard... Le fil rouge, c'est la Nation, voire l'homme providentiel.

Mais laissons de côté Bernanos pour nous intéresser de plus près au discours sarkozien qui doit devoir à la plume de l'incontournable Henri Guaino et à celle de l'ineffable Max Gallo.

J'ai choisi de commenter quatre passages de ce discours.

Premier passage: «La laïcité ne saurait être la négation du passé. Elle n'a pas le pouvoir de couper la France de ses racines chrétiennes. Elle a tenté de le faire. Elle n'aurait pas dû.» Quand a-t-elle tenté de le faire? A la fin du 19<sup>e</sup> siècle et au début du 20<sup>e</sup> siècle, lorsque les débats furent les plus virulents? Parle-t-il de ce moment, fugace, où en 1793-1794, le culte catholique fut aboli en France sous l'influence des Hébertistes? Sarkozy veut-il parler de la loi de décembre 1905 sur ce que l'on appelle la «séparation de l'Église et de l'État»? Il serait intéressant de le savoir. C'est d'ailleurs assez piquant de voir Nicolas Sarkozy relire l'histoire de France en regrettant qu'elle ait été parsemée de conflits. La France du début du XX<sup>e</sup> siècle, c'est une France où le clergé règne en maître dans les campagnes, où le syndicalisme révolutionnaire vit ses plus belles heures, où, dans l'hémicycle, bourgeois «progressistes» et bourgeois «réactionnaires» s'affrontent; c'est une France où l'État bourgeois cherche à s'émanciper de la tutelle religieuse; c'est une France où l'Église entend contrôler les âmes pour conjurer l'égalitarisme républicain; c'est aussi une France marquée, divisée par l'Affaire Dreyfus; c'est une France en guerre. Et pourtant... Pourtant, la crise lors des Inventaires des biens de l'Église en 1906 ne mettra pas le pays à feu et à sang.

Ce ne sont que les catholiques les plus traditionalistes qui s'opposeront aux forces de l'ordre. Et d'un autre côté, le Vatican, après avoir jeté de l'huile sur le feu, cherchera la conciliation avec le gouvernement; gouvernement qui lui aussi a besoin de paix civile à l'approche des élections. L'Église est peut-être descendue de son trône (elle y remontera sous Pétain), elle n'en a pas moins gardé un rôle important dans la société française de l'époque; et je ne sais s'il y a aujourd'hui un comité d'éthique quelconque qui ne comprenne pas dans ses rangs un représentant de l'Église catholique...

Je m'en voudrais de ne pas commenter un second passage, intrigant, de la pensée sarkozienne. Ce passage, le voici: «Une morale dépourvue de liens avec la transcendance est davantage exposée aux contingences historiques et finalement à la facilité.» Bigre! Doit-on y voir là une façon d'honorer le fondamentalisme religieux? Je ne suis ni théologien, ni philosophe et encore moins spécialiste de l'histoire

des mouvements religieux, mais je crois pouvoir affirmer sans craindre d'être déjugé que l'évolution de la pensée religieuse doit tout au contraire aux contingences historiques, à l'évolution de la pensée philosophique, celle de la science, à l'évolution des rapports de production et de classe, de la nature des régimes politiques et sociaux. Le travail d'analyse, d'interprétation des textes religieux, ceux de la Bible, du Coran (2) ou de la Torah, ne naissent pas de rien, hors du temps. Ils sont les produits d'une époque, d'un moment de l'histoire. L'encyclique papale *Rerum novarum* de 1891 n'est-elle pas une réponse à la montée du socialisme, conséquence de l'industrialisation et de l'urbanisation des sociétés occidentales? *Pacem in terris* en 1963 aurait-elle vu le jour hors du contexte de la guerre froide? Et la pensée de Hassan Al Banna, fondateur des Frères musulmans en Egypte, n'a-t-elle aucun lien avec l'affirmation du nationalisme arabe?

Les individus (leurs pensées, leurs convictions) pourvus «de liens avec la transcendance» ne «flottent» pas dans les airs. Ils font partie de communautés humaines, nationales, occupent une certaine position dans les rapports de production, ont des intérêts individuels ou collectifs à défendre. Même les plus fanatiques des croyants sont obligés de composer avec l'environnement qui est le leur: les islamistes radicaux qui ne jurent que par l'Oumma (la communauté de tous les musulmans) s'inscrivent le plus souvent dans une dynamique d'affirmation politique nationale.

Il en va donc des croyants comme des mécréants. Les «contingences historiques» s'emploient à mettre à l'épreuve la morale des uns, l'éthique des autres. Au niveau individuel, tout est affaire de courage, de force, de conviction, voire d'héroïsme. L'histoire de l'Humanité est peuplée de ces hommes et femmes, anticléricaux, athées, croyants ou fous de Dieu restés fidèles à leurs convictions, à leurs valeurs et leurs principes quels qu'ils furent, vaille que vaille, jusqu'à la mort. Mais la fidélité est-elle en elle-même une vertu? A mon sens, non; ou en tout cas bien moins que le questionnement permanent

Troisième passage: «Le temps est venu que les religions et toutes les forces vives de la nation regardent ensemble les enjeux de l'avenir et plus seulement les blessures du passé». Ce genre de propos me laisse circonspect. J'ai le sentiment d'avoir raté un événement récent d'importance, une guerre de religion ou bien une guerre scolaire. A moins que ma mémoire ne défaille, il ne me semble pas que la France de 2007 ait vécu récemment un conflit de cet ordre. Le dernier en date fut la grande manifestation des défenseurs de l'Ecole dite libre au milieu des années 1980. Il y a vingt ans déjà! Je trouve même qu'on nage régulièrement en plein oecuménisme et que souvent un rabbin, un pasteur, un curé et un imam partagent la même table. A moins que le président Sarkozy n'ait en tête l'Islam, la question du passé colonial, les émeutes de 2005, et lesdits «problèmes

d'intégration» auxquels sont confrontés les jeunes dits «issus de l'immigration». A moins qu'il n'agite devant nos yeux la promesse d'un «Grenelle de la laïcité positive» chargé de redonner du sens et de la spiritualité à un quotidien qui en manque tant ?

C'est ce que je crois comprendre avec ce dernier extrait: «Ceux qui ne croient pas doivent être protégés de toute forme d'intolérance et de prosélytisme. Mais un homme qui croit est un homme qui espère. Et l'intérêt de la République, c'est qu'il y ait beaucoup d'hommes et de femmes qui espèrent.» Loin de moi l'idée de conjurer toute idée de «croyance». On passe notre temps à croire: croire en Dieu pour certains, dans son abolition pour d'autres; croire aux lendemains qui chantent, croire en la capacité des hommes et femmes à se débarrasser des entraves multiples qui les ensèrent; croire en la toute-puissance de la Raison, croire au Progrès, à la Technique; quant à la République et à l'Etat, ils doivent beaucoup dans ce qu'ils donnent à voir, dans leurs rituels, à l'héritage religieux... Nous sommes des êtres de chair et de sang qui pensent, réfléchissent, imaginent et parfois sont portés à l'Utopie. «La désaffection progressive des paroisses rurales, le désert spirituel des banlieues, la disparition des patronages, la pénurie de prêtres n'ont pas rendu les Français plus heureux», nous dit Nicolas Sarkozy. Alors il nous faudrait croire pour combler le vide spirituel créé par la société moderne matérialiste ? Nicolas Sarkozy est un être étonnant: toute sa façon de vivre se veut résolument libérale et moderne (divorce, vacances sur un yacht, dé-tabouiser la richesse...) et il ose verser des larmes de crocodile sur la France d'antan, encore marquée par la ruralité et tout ce que cela charrie comme styles supposés de vie quotidienne et façons d'être au monde. Il se hasarde même à parler de «désert spirituel des banlieues» alors que tout me semble indiquer le contraire, notamment la permanence d'un islam non fondamentaliste ou le développement de toutes les religions ou sectes issues du protestantisme qui prolifèrent au sein de communautés d'Afrique noire.

Comme Nicolas Sarkozy ne me semble pas le plus disposé à critiquer le monde tel qu'il est, c'est-à-dire un monde dominé par la frénésie de la consommation, l'hédonisme de pacotille, et l'individualisme le plus creux, j'en viens à me dire que ses propos sont les témoins de son «obsession américaine»: formidable Amérique marquée par le puritanisme le plus austère (Amish, Quakers) et la sainte alliance du profit et de la spiritualité; stupéfiante Amérique où Dieu est partout, comme sur les dollars qui s'empilent dans les poches des prédicateurs-bonimenteurs; incroyable Amérique qui intégrerait ses migrants mille fois mieux que nous; étonnante Amérique où même les pauvres pensent appartenir à la classe moyenne !

La France propose la République comme projet commun; l'Amérique offre des *success stories*, donc un rêve. Autant dire une



espérance ou un mirage. Rêve fascinant de réussite sociale placé sous les auspices divins (3), sentiment que tout est possible à condition d'avoir la foi. Mais, comme le dit Arthur Koestler, «la foi est vraiment une chose étonnante: elle rend les hommes capables non seulement de remuer les montagnes mais de prendre un hareng pour un cheval de course (4)».

Dans ses vœux pour la nouvelle année, Nicolas Sarkozy a enfoncé le clou avec des accents messianiques et gaulliens: «Dans l'époque où nous sommes, a-t-il dit, nous avons besoin de ce que j'appelle une politique de civilisation (...). Notre vieux monde a besoin d'une nouvelle Renaissance. Eh bien, que la France soit l'âme de cette Renaissance (...). Que la France montre la voie, c'est ce que depuis toujours tous les peuples du monde attendent d'elle.»

Ainsi donc, la France, puissance moyenne, orpheline de sa puissance impériale d'antan, doit se sentir investie d'une nouvelle mission civilisatrice. Sarkozy se fait flatteur. Il sait que faire basculer dans le «monde moderne néo-libéral» la société française ne sera pas sans risques. Que veut dire «basculer dans le monde moderne néo-libéral»? Cela signifie s'aligner peu ou prou sur les politiques économiques et sociales à l'œuvre aux Etats-Unis, en Angleterre, en Allemagne, en Australie; autrement dit, limiter la capacité de nuisance des organisations syndicales, briser les capacités de résistance collective des travailleurs, redéfinir le rôle de la puissance publique dans l'ordre économique capitaliste, rendre le travailleur plus flexible/réactif/soumis aux impératifs de la machine productive, mettre la pression sur le chômeur pour qu'il s'adapte au marché du travail tel qu'il est... bref toutes ces choses qui ne vont pas de soi dans l'Hexagone, et qui sont passées souvent comme une lettre à la poste, au-delà de nos frontières. «Pour pouvoir subsister en tant que régime politique, écrit Eduardo Colombo, la société capitaliste moderne privatise les individus, les renvoie constamment à la sphère sans relief de leurs affaires, de leur maison, de leur travail, de leur télévision, de leurs loisirs. En même temps, le tissu social se distend, la scène politique où peut s'exercer la volonté du peuple perd consistance et netteté. L'apathie, le sentiment d'impuissance, l'idée que la pensée et l'action individuelle sont inopérantes pour modifier les conditions de la vie s'emparent de la plupart des individus et les isolent encore plus les uns des autres (5).» Nous en sommes presque là et pointé à l'horizon la sombre sentence tenue en 1987 par Margaret Thatcher: «Il n'y a pas de société, il n'y a que des individus et des familles.»

Mais Sarkozy n'est pas Thatcher; il est plus proche de l'esprit qui anime Tony Blair et le New Labour qui entendaient «responsabiliser» les gens, c'est-à-dire les soumettre aux diktats de la classe dominante au lieu de les y soustraire quelque peu par le biais des politiques sociales. Sarkozy sait que pour que les groupes humains existent, pour que nos sociétés «modernes» ou «post-modernes», «démocratiques bourgeoises» n'implorent pas, ne sombrent pas, ne se

déchirent pas (6), il faut autre chose, quelque chose qui les relie. Il faut vendre une Idée (Dieu, la Nation, la République, la Démocratie) capable de masquer la réalité crue, celle de la violence des rapports de production, celle de la violence sous toutes ses formes. Il faut vendre une Idée qui n'entre pas en contradiction fondamentale avec le système politique et économique actuel. Pas question donc d'une morale de la frugalité et de l'ascétisme qui viendrait à mettre en péril la production continue de marchandises; pas question de remettre en question la «démocratie bourgeoise», le «gouvernement des meilleurs» bâti sur le mépris du peuple et de ses capacités créatrices. Par contre l'Idée très chrétienne du travail rédempteur, du travail comme auto-réalisation de soi, du Mérite, protégée par un État non plus «providence» mais gendarme et paternalo-moralisateur a, me semble-t-il, de beaux jours devant elle. A moins que tous autant que nous sommes, nous cessions de prendre les harengs pour des chevaux de course...

Patsy

(Extrait de l'émission «Le monde comme il va» sur Alternantes FM)

#### Notes

1. Selon les mots de Gérard Noiriel in *A quoi sert «l'identité nationale»*, Agone, 2007, p. 10.

2. Lire à ce sujet Olivier Roy, *Généalogie de l'islamisme*, Hachette, 1995.

3. Voir Nicole Guétin, *Etats-Unis: l'imposture messianique*, L'Harmattan, 2004; Daniel Becquemont et Pierre Bonte, *Mythologies du travail – Le travail nommé*, L'Harmattan, 2004 (notamment le chapitre 4, «Le monde des choses et le monde des hommes: travail et éthique»).

4. Arthur Koestler, *Les militants*, Mille et une nuits, 1997, p. 57.

5. Eduardo Colombo, *La volonté du peuple – Démocratie et anarchie*, Ed. CNT/Ed. Libertaires, 2007.

6. Lire à ce sujet les réflexions de Arjun Appadurai, *Géographie de la colère – La violence à l'âge de la globalisation*, Payot, 2007.

# Les dix commandements de la Gauche Théocompatible

*«Une fois le moule léniniste cassé et l'illusion du Grand Soir dissipée, plus personne ne sait très bien ce que pourrait être un nouveau communisme, en dehors d'un humanisme mélangeant quelques valeurs évangéliques, quelques références à Marx, une pincée de féminisme et d'écologie.»*

Gilbert Wasserman, membre du PCF et directeur de la revue *Mouvements*, citation extraite de *Libération* du 17/1/2006

«Dieu est grand mais RFI n'est pas petit.»

Publicité de Radio France Internationale – radio publique et laïque rappelons-le, et donc censée ne pas faire l'apologie de Dieu.

«Lorsque l'architecte de Cantorbéry demande de tenir compte de la charia en Grande-Bretagne, c'est pour mieux faciliter l'intégration de la communauté musulmane dans ce pays.»

Le présentateur de RFI au journal de 8 h, lundi 11 février 2008

«Les discours de l'archevêque de Cantorbéry sont très symboliques. Il se prononce en faveur d'un soutien, d'une compréhension envers les musulmans.»

Danièle Joly, auteure de *D'une émeute à l'autre*, chez Denoël, livre qui prône le «pragmatisme et l'humilité» en ce qui concerne les questions d'«intégration» et bien sûr le multiculturalisme

Un nouveau spectre hante le petit monde altermondialiste et d'extrême gauche: la «théophilie» – littéralement, l'amour de Dieu –, ou plutôt «théocompatibilité», c'est-à-dire un athéisme honteux ou un agnosticisme complaisants vis-à-vis de courants politico-religieux.

Qu'il s'agisse de l'islam ou du catholicisme, de prétendus athées ou agnostiques découvrent tout à coup les vertus de la religion. Du *Monde diplomatique* à Radio France Internationale en passant par certains courants de la LCR (Socialisme par en bas, Socialisme international), d'Alain Gresh à Jean-Marie Vincent, en passant par Saïd Bouamama, Pierre Tevanian, Christine Delphy ou François Burgat, on ne compte plus les éloges de la «théologie de la libération» à la sauce catholique, du «féminisme musulman» et de la prétendue radicalité anti-impérialiste de certains courants islamistes.

On peut d'ailleurs se demander si ces Nouveaux Théophiles ne se recrutent pas surtout, dans les pays impérialistes occidentaux, parmi des hommes et des femmes qui n'ont jamais eu aucune éducation religieuse.

En effet, toute personne qui est passée par un catéchisme catholique, une école du dimanche protestante, une école juive ou une madrasa musulmane et qui a ensuite radicalement rompu avec la religion sait parfaitement que les religions ont toutes une dimension totalitaire, et surtout que les fidèles ne sont pas mus principalement par des motivations politiques et par une révolte contre l'ordre existant.

Les croyants cherchent d'autres satisfactions dans la religion: un milieu, des repères moraux, une certaine fraternité, une affirmation identitaire, au prix d'une soumission à un dogme et /ou à une hiérarchie officielle vis-à-vis desquels on peut toujours maintenir une certaine distance critique (très relative mais suffisante pour de petites minorités plus exigeantes que la moyenne des croyants) car toute religion vivante est divisée en de multiples tendances ou sectes qui offrent d'innombrables versions de la Vérité divine.

Ou alors, autre hypothèse, peut-être cette nouvelle théophilie germe-t-elle dans le cerveau d'individus qui ont cru en Dieu durant leur enfance ou leur prime jeunesse. Les militants de la Gauche Théocompatible auraient-ils la nostalgie du catéchisme et de la messe dominicale? N'ont-ils jamais pris conscience de la dimension religieuse de leur propre engagement: absence d'esprit critique, foi dans le dogme marxiste-léniniste, exclusions de toute dissidence, culte des chefs et des héros morts de la Révolution, etc. ?

### **Le «marxisme» au secours de l'obscurantisme religieux**

Mais il existe peut-être une autre explication pour cette floraison de Nouveaux Théophiles: les marxistes (Engels, Kautsky, Luxembourg) répandent depuis plus d'un siècle le mythe que le christianisme aurait eu une dimension révolutionnaire à ses origines.

On sait que l'Église catholique, soucieuse de ratisser large conformément à sa vocation, laisse quelques théologiens minoritaires

écrire de savants traités sur le prétendu «communisme» des Evangiles pour recruter des ouailles parmi les masses pauvres d'Amérique latine, d'Afrique ou d'Asie.

On sait également que les partis staliniens ont cherché à noyauter pendant des dizaines d'années l'Eglise catholique (notamment les prêtres ouvriers en France, l'Eglise catholique en Pologne, ou l'Eglise orthodoxe en Russie) pour mieux contrôler le prolétariat. Mais de là à accorder le moindre sérieux à des analyses à la Garaudy (chantre du rapprochement entre le marxisme et le christianisme avant de devenir ...musulman et négationniste), il y a quand même une marge... que certains groupes d'extrême gauche ou altermondialistes franchissent allégrement en compagnie d'islamologues ou de journalistes «spécialistes de l'islam» (Bruno Etienne, Xavier Ternisien, Vincent Geissner) dont il est difficile de déterminer si l'empathie avec leur objet d'étude relève de la naïveté ou de la complaisance.

Mais en admettant même que les religions aient toutes été au départ une forme de protestation sociale contre l'ordre esclavagiste ou féodal, plus de 2000 ans ont passé pour les chrétiens, 1400 pour les musulmans, 2500 pour les bouddhistes et 4000 pour les hindouistes. Les croyances religieuses sont aujourd'hui diffusées par des appareils constitués, voire par des Etats, solidement installés dans le monde capitaliste. Les grandes religions disposent d'une puissance financière, économique et politique considérable, et n'ont aucune intention d'y renoncer, du moins de leur plein gré.

Comment peut-on supposer sérieusement que des milliards de croyants ou de pratiquants se trompent tous les jours en priant Dieu, Allah ou Bouddha et qu'ils sont assez stupides pour ne pas voir que leurs Eglises et leurs sectes sont des soutiens de l'ordre social, de Rome à Islamabad, de Lhassa à Lomé, de Varsovie à Lima ? La théorie de l'«aliénation» des masses a certains côtés positifs (elle permet d'expliquer pourquoi les opprimés soutiennent des groupes qui ne défendent pas réellement leurs intérêts), mais elle amène le plus souvent ses partisans à ne pas s'interroger plus au-delà ou à prendre les exploités pour d'incurables naïfs.

Deux poids deux mesures

Curieusement, jusqu'ici, les «Nouveaux Théophiles» n'ont cessé de dénoncer (avec raison) la droite chrétienne américaine et sa responsabilité dans la politique intérieure et extérieure criminelle de l'impérialisme américain et de George W. Bush, ou le poids des juifs religieux les plus réactionnaires dans la politique colonialiste suicidaire des dirigeants de l'Etat d'Israël (1).

Ils n'ont pas de mots assez durs contre Mère Teresa, les papes ultraconservateurs, leurs cardinaux réactionnaires, et leurs liens avec l'Opus Dei, les télé-évangélistes américains, l'Eglise de Scientologie et ses tentatives d'infiltration de la haute fonction publique ou des directions d'entreprises, la secte coréenne du révérend Moon et ses liens avec Ronald Reagan, la Sokka Gakai japonaise et sa politique

militariste d'extrême droite, les propos homophobes du commissaire européen catholique Rocco Buttiglione ou les déclarations douteuses de Roger Cukierman, président du CRIF, à propos de Le Pen, le prosélytisme des 4000 militants évangélistes américains qui ont débarqué à Athènes, au moment des Jeux olympiques de 2004, pour combattre l'influence de l'Église orthodoxe grecque.

Par contre la Gauche Théocompatible est d'une parfaite indulgence vis-à-vis de Frei Beto, «grand» théoricien de la théologie de la libération et conseiller de Lula – dirigeant du Parti des travailleurs, respecté par Bush et caniche brésilien du FMI –; du père Aristide et de ses milices fascisantes; des curés sandinistes et de leur incurie politique; de Malcolm X, membre pendant des années des très réactionnaires Black Muslims; de Tariq Ramadan et ses partisans réactionnaires; de Chavez et ses références permanentes à l'Évangile (2), etc.

En fait, il n'est pas besoin d'aller chercher très loin l'explication de ce «deux poids, deux mesures». Pour la Gauche Théocompatible, la religion n'est en fait «réactionnaire» que pour une minorité de l'humanité: les bourgeois et les possédants, les classes privilégiées de l'Occident.

Mais miraculeusement, en ce qui concerne les convictions obscurantistes des travailleurs immigrés des métropoles impérialistes ou des peuples dits «de couleur», c'est-à-dire pour la majorité de l'humanité, la Gauche Théocompatible est beaucoup plus prudente. Lorsque des croyances magiques primitives sont massivement répandues dans l'aire géographique dite arabo-musulmane ou en Amérique latine, ou quand les Nouveaux Théophiles croient déceler un essor de la ferveur religieuse (musulmane) dans les banlieues populaires européennes (3), la religion acquiert tout à coup un parfum contestataire, anti-impérialiste, voire anticapitaliste.

Mais le problème dépasse celui d'un «simple» changement d'attitude vis-à-vis de la religion pour ces marxistes, ex-marxistes ou militants altermondialistes. Leur régression mentale, morale et politique, va encore plus loin. Abandonnant toute la tradition rationaliste, anticléricale et antireligieuse qui caractérisait une grande partie du monde scientifique et le mouvement ouvrier (anarchiste et socialiste) depuis ses origines, ils abandonnent aussi toute référence (autre que polie) aux classes sociales: les êtres humains ne se définissent plus pour eux que par leur appartenance religieuse, nationale ou ethnique.

Pour faire passer son discours concernant l'islam et son prétendu potentiel anti-impérialiste ou anticapitaliste, la Gauche Théocompatible a besoin de nous faire aussi croire que dans d'autres religions (jusqu'ici le catholicisme et l'islam mais gageons que, demain, elle nous trouvera des bouddhistes tibétains ou des animistes africains anticapitalistes) il y aurait aussi de puissants courants radicaux, populaires et profondément originaux sur le plan politique.

Curieusement, la Gauche Théocompatible ne s'intéresse pas aux partisans du judaïsme qui critiquent la politique de l'Etat d'Israël (pour ne prendre qu'un seul exemple le rabbin Lerner du groupe Tikkun a été empêché de prendre la parole pendant les manifestations américaines contre la guerre en Irak, cf. *Ni patrie ni frontières* n° 3). Mais comme le disait le distingué «antisioniste» et «antiraciste» Dieudonné, «Pourquoi devrais-je m'inquiéter spécialement d'une communauté qui ne représente qu'un pour cent de la population française» ?

L'extrême gauche théocompatible fait le même calcul d'épicier cynique que notre «amuseur» antiraciste: foin des principes, ce qui compte c'est le nombre et, sur ce plan-là, le milliard de chrétiens et le milliard et demi de musulmans recensés (on se demande comment...) compteront toujours davantage que les 12 millions de juifs et de Juifs qui peuplent la planète ou que les athées persécutés, calomniés, ou tout simplement non organisés en lobbies.

Si l'on veut commencer à cerner la régression politique et théorique des courants altermondialistes et d'extrême gauche, résolument théocompatibles, on peut dégager dix thèmes principaux que nous présenterons sous forme de dix commandements:

Tu falsifieras l'histoire du stalinisme, pour faire passer la thèse de l'«islamophobie».

De la part du *Monde diplomatique* ou des chrétiens de gauche qui ont toujours été tendres avec le stalinisme, ou d'ex-membres ou compagnons de route du PCF, il n'est pas étonnant que la thèse de l'«islamophobie»-substitut-à-l'anticommunisme soit aussi répandue. Par contre, on comprend mal que des trotskystes, en principe foncièrement antistaliniens, croient que les thèmes de la guerre contre le terrorisme et de l'«islamophobie» aient remplacé ceux de l'anticommunisme. Ils confondent la guerre froide entre deux puissances impérialistes (Etats-Unis et URSS) avec une guerre contre un communisme ou un socialisme imaginaires. Pourquoi cette thèse ne tient-elle pas debout ?

a) Il n'y a jamais eu ni Etats socialistes ni partis durablement communistes

En effet, l'anticommunisme reposait sur une violente dénonciation non pas du «communisme» (qui n'a jamais existé dans un seul pays et ne s'est pas jamais incarné durablement dans un parti ouvrier de masse) mais sur la dénonciation de sociétés d'exploitation (l'URSS d'abord, puis les démocraties populaires, la Chine et Cuba, etc.) que, pour aller vite, on peut caractériser de capitalismes d'Etat, et de partis bureaucratiques, foncièrement anti-ouvriers, comme les partis dits communistes.

Bien sûr, la propagande «anticommuniste» faisait semblant de considérer que le stalinisme, au pouvoir ou dans l'opposition, représentait l'incarnation du communisme, mais pourquoi devrions-nous encore accorder crédit à cette fable absurde et criminelle ?

Les classes dirigeantes occidentales non seulement ne sont pas islamophobes mais elles s'appuient sur les dirigeants communautaires pour mieux contrôler les «musulmans» supposés.

Dans le contexte français, par exemple, il est évident qu'un certain nombre de cimetières et de mosquées ont été victimes d'attentats et de profanations ignobles. Il est évident aussi que les médias amalgament souvent musulmans et terroristes. Mais jamais les classes dirigeantes françaises n'ont été plus islamophiles:

- création du Conseil consultatif du culte musulman,
- proposition de financer la construction de mosquées et de modifier la loi de 1905,
- projet de création d'un centre de formation d'imams,
- proposition d'augmenter la part réservée à l'enseignement des religions à l'École (d'ailleurs, avant même que la moindre mesure soit prise en ce sens, quiconque a un enfant en âge d'étudier à l'école élémentaire, au collège, ou au lycée, ne peut que constater la présentation extrêmement positive des religions, et notamment de l'islam, donnée dans le cadre des cours d'histoire en ce moment),
- mission du Conseil consultatif du culte musulman à Bagdad pour les journalistes français pris en otages, etc.

La thèse de l'«islamophobie» des classes dirigeantes françaises ne tient pas la route. Et il en est de même en Grande-Bretagne ou aux États-Unis où tous les courants musulmans (des plus modérés aux plus intégristes) ont pignon sur rue, peuvent s'exprimer publiquement en toute liberté, etc. Il suffit de comparer l'ampleur des arrestations dans les milieux islamistes en Grande-Bretagne ou aux États-Unis aux persécutions antijuives de l'Allemagne hitlérienne. On doit certes dénoncer les persécutions policières ou judiciaires antimusulmanes quand elles ont lieu dans les démocraties occidentales, et réclamer le respect des droits démocratiques pour tous les citoyens (qu'ils soient athées ou croyants), mais on ne peut faire croire que l'«islamophobie» actuelle serait comparable à l'antisémitisme des années 30, comme on peut le lire régulièrement dans la prose islamistophile.

2) Tu soutiendras les musulmans les plus réactionnaires et disqualifieras les plus les plus respectueux de la laïcité.

La Gauche Théocompatible prétend que les athées ne connaissent pas l'islam, mais elle ne s'intéresse pas à ce que disent les musulmans les plus éclairés sur leur propre religion. Elle ignore par exemple le livre de Leïla Babbès sur le voile où l'auteure explique très bien que le «hijab» n'est pas la sixième obligation de l'islam, citations du Coran à l'appui, et que toute cette histoire du voile est une construction post-coranique qui n'a rien à voir avec ce que pensait Mahomet. Elle ne mentionne jamais le «*Manifeste pour un islam des lumières*» de Malek Chebel. Si cet auteur est ultramodéré sur le plan politique (en fait autant que Tarik Ramadan, mais lui ne fréquente pas les forums sociaux altermondialistes pour se fabriquer une réputation d'homme de gauche), il prône néanmoins une séparation



complète entre les religions et l'Etat, ce qui est déjà un pas en avant considérable.

Les militants de la Gauche Théocompatible prennent pour argent comptant les interprètes les plus réactionnaires de l'islam, comme en témoigne par exemple le livre sur «Les banlieues de l'islam» de Vincent Geissner, où les salafistes sont présentés comme des braves gens. Un peu comme si nos «idiots utiles» et théocompatibles interprétaient le catholicisme en se référant aux écrits de l'Opus Dei, ou le protestantisme en se référant aux pasteurs d'extrême droite américains.

A l'instar des Indigènes de la République, la Gauche Théocompatible disqualifie les interprètes plus subtils du Coran en les accusant de propager l'idéologie française républicaine impérialiste. Cela lui évite de se pencher sur l'histoire de l'islam, de se demander pourquoi les tendances véritablement réformatrices (et non les intégristes salafistes ou les Frères musulmans qui ont usurpé l'étiquette de réformateurs) n'ont pas réussi à percer en islam; il suffit en effet de disqualifier toute volonté de réformer l'islam comme l'expression d'une «occidentalisation», voire d'une «colonisation culturelle», et le tour est joué: on laisse le champ libre aux intégristes et aux obscurantistes.

Mais comble du comique cela amène la Gauche Théocompatible à soutenir des musulmans qui en France partagent une idéologie citoyenniste et acritique vis-à-vis de l'impérialisme français. *Socialisme international*, courant au sein de la LCR, cite en exemple Saida Kada et le Collectif des musulmans de France. Or dans *L'une voilée l'autre pas*, Saida Kada se plaint que «la France» ne rende pas hommage aux immigrés qui ont donné leur vie pour la France. Les militants de la LCR savent pourtant que la Première et la Seconde Guerre mondiale étaient des guerres impérialistes et que les troupes coloniales ont été envoyées en Indochine comme en Algérie. Mais motus...

Cherchant désespérément des alliés dans la jeunesse dite «musulmane», ils cautionnent leur confusion politique et préfèrent dénoncer Soheib Bencheikh (tout aussi citoyenniste que les fans lyonnais de Ramadan), même si Bencheikh a une vision nettement plus laïque de la place des religions, dont la sienne, dans la société. Le dénoncer comme un suppôt de l'impérialisme français permet de dissimuler le fait que les partisans de Ramadan ne sont pas plus à gauche que lui.

### **3) Tu feras passer des démocrates modérés pour des gens d'extrême gauche**

Lorsque la Gauche Théocompatible donne la parole aux «musulmans» qu'elle considère «progressistes», qu'il s'agisse de Tariq Ramadan ou de Selma Yacoob, dirigeante de la Stop the War Coalition (cf. notre critique dans *Ni patrie ni frontières* n° 10 et son texte insipide sur le site oumma.com), on constate que ses alliés n'ont rien d'original à dire sur le capitalisme, l'impérialisme, le patriarcat,

l'oppression des femmes, pour ne pas parler de l'exploitation de la classe ouvrière. Ils sont contre la guerre, contre la pauvreté, et puis c'est à peu près tout. Chirac ou le pape disent la même chose qu'eux, le ronron féministe et écologiste en moins...

4) Tu abandonneras toute analyse de classe et privilégieras les «identités» religieuses.

La Gauche Théocompatible réintroduit les catégories de «Blancs», «Noirs» (après SOS-Racisme, merci le PS !), mais aussi celles de «catholiques», «musulmans» dans le discours politique au détriment de toute analyse de classe.

A l'instar de François Burgat, la Gauche Théocomptible prétend que «les islamistes, en effet, ne sont pas pauvres ou sous-employés, pas plus qu'ils ne sont riches, jeunes ou vieux, bourgeois, intellectuels, civils, militaires, hommes ou femmes. Ils sont tout cela à la fois, comme l'étaient historiquement les acteurs d'autres mobilisations manifestant une résistance de type identitaire, nationaliste ou anti-impérialiste à une quelconque domination (4)». On retrouve dans ce passage un des procédés courants chez les défenseurs honteux de l'islam politique:

- ils expliquent que la référence à la religion musulmane est réductrice et que les choses sont beaucoup plus complexes [«le concept de mouvement 'islamique'ou 'islamiste'ne peut pas être considéré comme opérationnel en sciences politiques» (4)]. Quand il s'agit d'universitaires, ils emploient un jargon extrêmement alambiqué pour renforcer encore l'impression de complexité et susciter une réaction combinant lassitude (incitant à cesser de réfléchir par soi-même) et confiance aveugle dans les «spécialistes»;

- ils arguent de la diversité des soutiens sociaux de l'islam politique pour nier son existence même (cf. la citation précédente de Burgat). Comme si toutes les grandes religions qui ont réussi, tous les partis politiques qui ont pris le pouvoir ne devaient pas justement leur succès à la diversité de leur base sociale, aux alliances de classes ou de fractions de classes qui se nouent au sein de ces mouvements;

- une fois ces grossiers tours de passe-passe effectués, ils évitent soigneusement de se prononcer sur les intérêts de classe que défendent les groupes islamistes financés par les pétromonarchies, le Pakistan, l'Iran... et par les Etats-Unis à une époque.

- Enfin, ils font passer les partisans de l'application d'une loi religieuse médiévale réactionnaire (la charia) pour des «nationalistes» et «anti-impérialistes» qui souhaitent, comme le dit François Burgat, résister «aux dysfonctionnements profonds de l'ordre légal du monde». Comme si l'on n'avait pas appris, au cours des quarante dernières années, que l'indépendance nationale, revendication démocratique légitime mais limitée, pouvait être le drapeau des nouveaux exploiters, d'Alger à Saïgon en passant par La Havane...

### **5) Tu défendras aveuglément la théologie de la libération et les régimes populo-nationalistes.**

La Gauche Théocompatible réhabilite la religion et ses tentatives d'occuper le champ politique: les présidents Aristide et Lula, les curés sandinistes, etc., en faisant silence sur les catastrophes politiques auxquelles a conduit la théologie de la libération en Amérique latine – sans compter le sort de prêtres courageux comme Camillo Torres et de ceux qui se sont engagés dans l'impasse de la guérilla et se sont fait massacrer inutilement. Sur ce point, il suffit de consulter régulièrement *Le Monde diplomatique* ou les recueils «Manière de voir» publiés par le mensuel «altermondain», on trouvera des dizaines d'exemples de cécité politique totale: depuis le soutien aux généraux péruviens des années 60 jusqu'au soutien apporté au colonel Chavez aujourd'hui en passant par le soutien critique à la dictature castriste, la perspective des tiermondistes n'a pas changé: porter les valises des futurs exploités (quand ils sont dans la phase de lutte armée ou d'opposition) puis encenser leurs régimes d'exploitation en détournant le regard chaque fois que les nouveaux dictateurs emprisonnent leurs opposants, instaurent une nouvelle élite privilégiée et corrompue jusqu'à la moelle (des autocrates du FLN algérien à la «bolibourgeoisie» vénézuélienne actuelle, les exemples ne manquent pas), etc.

6) Tu t'allieras avec des courants islamistes anti-ouvriers, homophobes et antiféministes.

La Gauche Théocompatible noue ouvertement des alliances avec les organisations les plus réactionnaires du monde arabo-musulman. C'est ainsi que le Forum social européen de Paris a mis en vedette le très réactionnaire Ramadan. Ou que le FSE de Londres a donné la parole aux partisans de l'islam politique, du port obligatoire du hijab, etc. C'est ainsi que les trotskystes britanniques sont allés à Beyrouth rencontrer les représentants de l'Armée du Mahdi irakienne et ont adopté l'analyse politique des islamistes (la comparaison entre l'occupation nazie de l'Europe et l'occupation américaine de l'Irak a été faite par le représentant de Moktada al-Sadr à Beyrouth puis reprise par John Rees, dirigeant du SWP, parti trotskyste, et de la Stop the War Coalition à son retour à Londres).

7) Tu soutiendras la prétendue «Résistance» irakienne et ignoreras le mouvement ouvrier irakien, qu'il s'agisse des syndicats sous l'influence du Parti communiste-ouvrier d'Irak (Fédération des commissions de travailleurs et des syndicats, Union des chômeurs) ou de ceux sous l'influence du Parti communiste irakien (IFTU)

En soutenant aveuglément la prétendue «Résistance» irakienne, la Gauche Théocompatible cautionne la répression des islamistes contre les femmes et les organisations ouvrières et démocratiques irakiennes. Les Nouveaux Théophiles oublient de dire que les «résistants» islamistes sont financés par l'Iran et les pétromonarchies, que les miliciens de Moktada al-Sadr reçoivent un salaire de 100

dollars par mois dans un pays où la majorité de la population est au chômage, que leurs imams leur accordent le droit de se marier avec des petites filles de dix ans pour «éviter» qu'elles soient violées par les soldats «infidèles» et qu'ils roulent dans de luxueux 4x4 qui représentent des années de salaire d'un ouvrier. Voilà ceux que certains trotskystes et altermondialistes nous présentent comme des révoltés ou des «résistants» !

En octobre 2004, *Socialist Review*, revue du SWP britannique, a reproduit huit pages d'un «blog» d'un journaliste (Nir Rosen) présent à Falouja («Resistance: Meet the People of Fallujah», <http://www.socialistreview.org.uk/article.php?articlenumber=9051>) qui raconte en détail comment les islamistes mettaient en coupe réglée la ville – même si cela ne semblait guère lui poser de problèmes. Cet article n'est accompagné d'aucun commentaire critique par rapport à la répression féroce menée par les islamistes; par contre en première page figurait un slogan pour soutenir la «résistance» à Falouja. Que fallait-il en conclure ?

8) Tu dénonceras «l'universalisme occidental», au nom de la juste dénonciation du racisme colonial et post-colonial. Tu exalteras les «cultures» nationales non occidentales, en les présentant automatiquement comme progressistes.

La Gauche Théocompatible est farouchement opposée à l'universalisme sous prétexte qu'il n'aurait, selon elle, qu'une seule interprétation et conséquence possible: celle donnée par les troupes impériales ou républicaines françaises hier, celle propagée par le «néo-colonialisme intérieur» (Ramadan) et extérieur aujourd'hui.

François Burgat a une expression limpide pour désigner l'universalisme abhorré par la Gauche Théocompatible: il appelle cela le «vieux monopole lexical de production de l'universel et de la modernité (4)» !

Curieusement et de façon totalement inconséquente, le même islamologue considère, tout comme la plupart des militants d'extrême gauche, des tiermondistes, des islamistes, etc., que la revendication de l'indépendance nationale, pur produit idéologique d'origine «occidentale», et notion incompatible avec la notion supranationale de l'Oumma musulmane, serait, elle, acceptable...

Seconde inconséquence: aussi bien l'islam que l'islamisme sont en réalité, eux aussi, des conceptions universalistes, ayant une base religieuse au lieu d'avoir une base laïque. Elles mettent l'accent sur les liens supranationaux qui unissent les membres de la «communauté des croyants» (l'Oumma). Et même si les théocraties musulmanes et les grands partis islamistes sont fondamentalement hostiles aux droits démocratiques (liberté d'expression, y compris droit de critiquer la religion, liberté d'organisation syndicale et politique, égalité des droits entre les hommes et les femmes, séparation des Eglises et de l'Etat, etc.), elles prétendent aujourd'hui, elles aussi, définir une conception alternative aux «droits de l'homme» dits occidentaux.

En dénonçant l'universalisme des droits de l'homme (l'universalisme de ce que l'on pourrait appeler les «humanismes» marxistes ou anarchistes qui découlent des acquis de la philosophie des Lumières et des combats anticléricaux et antireligieux des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles), la Gauche Théocompatible reprend, sans le savoir, les arguments des théocraties musulmanes et des «savants» de l'islam les plus réactionnaires (Tarik Ramadan en tête), quand elle ne fait pas alliance avec les citoyennistes français musulmans les plus chauvins. Un numéro de *Socialisme international* (tendance de la LCR) reproduit une photo (sans commentaires) de femmes voilées portant le drapeau bleu-blanc-rouge et des pancartes «France bien-aimée où est ma liberté ?» Les trokystes ignoreraient-ils que les «indigènes» ont été enrôlés, de gré ou de force, dans les aventures coloniales de la France, de l'Algérie à l'Indochine, et que le drapeau-bleu-blanc-rouge ne peut être brandi que par des partisans de l'impérialisme hexagonal ?

9) Tu dénonceras (avec raison) l'impérialisme américain, mais tu nieras l'existence de sous-impérialismes régionaux (Iran, Irak, Turquie, etc.). Tu prôneras le soutien critique aux Etats faibles ou agressés en ignorant le sort des travailleurs de ces pays.

C'est ainsi que François Burgat écrit à propos de Qutb, dirigeant des Frères musulmans, longuement torturé puis exécuté par Nasser: «Qutb, qui est convaincu que la tentative d'assassinat de Nasser est le produit d'une manipulation où les services britanniques ont trempé, accuse ceux qu'il désigne, à l'instar de Ben Laden quarante ans plus tard, comme les 'croisés colonialistes' et leurs alliés 'sionistes' d'avoir sciemment concouru à semer la zizanie entre Jamal Abd al Nasser et les Frères musulmans d'Hassan-al-Banna (4)».

Le distingué professeur reprend, sans la moindre critique, une thèse traditionnelle dans les milieux nationalistes du tiers monde mais aussi de l'extrême gauche occidentale: tout ce qui se passerait au Moyen-Orient de négatif ne viendrait que d'interventions extérieures: hier, les Britanniques, aujourd'hui les Américains et depuis un siècle les «sionistes». Ils ne peuvent tout simplement pas admettre que Nasser se soit servi des staliniens et des Frères musulmans pour arriver au pouvoir pour ensuite, en bon autocrate, éliminer ses alliés et se tourner vers l'Union soviétique. Il leur faut absolument aller chercher une explication dans les manipulations de services étrangers, manipulations évidemment bien réelles mais qui ne peuvent expliquer toute l'histoire du Proche et du Moyen-Orient depuis deux cents ans que dans la tête d'un nationaliste borné... ou d'un tiers-mondiste de mauvaise foi.

C'est ainsi que le samedi suivant l'assassinat de Rafik Hariri, le «Kiosque arabe», émission de Radio France internationale, donna la parole à trois journalistes du Moyen-Orient dont deux expliquèrent tranquillement qu'il fallait voir la main d'Israël dans l'assassinat du politicien affairiste libanais, pote à Chirac de surcroît - sans

provoquer la moindre objection de leurs collègues et de l'animateur de l'émission (Richard Labévière) devant cette thèse fantaisiste.

10) Tu te tairas sur la nature réactionnaire du régime iranien.

Si la Gauche Théocompatible n'hésite pas à dénoncer (avec raison) la dimension «théocratique» de l'Etat israélien, elle est très discrète vis-à-vis d'autres Etats théocratiques comme l'Iran. Si les Nouveaux Théophiles dénoncent violemment (et avec raison) la répression menée par les Etats algérien, tunisien ou turc contre leurs peuples, ils sont embarrassés vis-à-vis de leurs opposants islamistes. Une chose est de dénoncer les emprisonnements et les tortures dont ces militants sont victimes, une autre est de croire que la moindre alliance serait possible avec eux.

Cherchant à faire flèche de tout bois la Gauche Théocompatible reprend les arguments des monarchies du Golfe et de la dictature des mollahs iraniens sur les possibilités extraordinaires des femmes dans ces pays. Différents documentaires sur la situation des femmes à Dubaï, au Koweït, en Arabie saoudite, etc., sont passés à la télévision en 2007. Il était frappant de constater à quel point le discours officiel des pétromonarques «éclairés» et «féministes» collait aux arguments avancés par Alain Gresh dans son livre sur *L'Islam et la République*, Tariq Ramadan dans tous ses bouquins et une partie des trotskystes de la LCR ou ceux du SWP britannique.

Dans le même ordre d'idées, en 2007, *Le Monde diplomatique* a consacré trois fois une double page à l'Iran, dans trois numéros différents, dont un article particulièrement mensonger prétendant que la caractérisation du régime iranien comme «fasciste» serait une invention de l'administration Bush et des néoconservateurs. Si l'auteur montrait, avec raison, en quoi l'appellation de «fascisme» n'était guère opérante pour décrire la dictature des mollahs sur le peuple iranien, il passait sciemment sous silence le fait qu'une grande partie de la gauche et de l'extrême gauche iraniennes ont très rapidement caractérisé le régime de Khomeiny comme «fasciste» dès les années 80 et ce bien avant George W. Bush. De plus, l'auteur de l'article se gardait bien de nous proposer la moindre caractérisation alternative du régime, car son unique objectif était de dénoncer les menaces de guerre américaines contre l'Iran. Cette préoccupation est effectivement fort juste et louable, mais elle n'exonère pas de réfléchir à la nature du régime. On voit là encore une parfaite illustration de la veulerie de la Gauche Théocompatible et ses conséquences politiques concrètes.

Le mois suivant *Le Monde diplomatique*, digne porte-voix de l'ambassade iranienne en France, décrivait de façon totalement impressionniste la situation des étudiantes en Iran, «oubliant» de mentionner que les examens de religion étaient obligatoires à tous les niveaux du secondaire et du supérieur; «oubliant» également que le régime avait imposé des quotas défavorables aux femmes dans les filières universitaires scientifiques et techniques, puisque les femmes

étaient devenues majoritaires dans les autres disciplines; oubliant de mentionner le port obligatoire du tchador, les persécutions contre les jeunes filles ne portant pas des tenues islamiquement correctes, les contrôles vexatoires incessants dans les rues contre les jeunes couples par les Bassidje, les Brigades des mœurs, etc.

Il ne faut pas non plus compter sur *Le Monde diplomatique* pour expliquer à ses lecteurs que le régime khomeiniste a, en cas de divorce, rétabli la garde de l'enfant à l'homme; facilité et reconnu unilatéralement le droit au divorce à l'époux, «tandis que l'épouse devait prouver l'incapacité à pourvoir aux besoins familiaux ou de faits attestant de la déchéance de son mari; devant le tribunal, le témoignage d'une femme ne comptait que pour la moitié de celui d'un homme; le droit à la polygamie était reconnu et renforcé; le droit de l'homme à autoriser ou non sa femme à voyager était institutionnalisé, etc. (5)»

Et près de trente ans après cette contre-révolution, «le témoignage d'une femme continue à valoir la moitié de celui d'un homme, la femme reçoit une part deux fois inférieure à celle de l'homme; l'épouse ne peut toujours pas voyager sans l'autorisation de son mari (5)», elle doit se battre toute seule contre sa famille et celle de son fiancé pour obtenir un contrat de mariage sans droit à la polygamie pour son époux, car le code civil iranien autorise l'homme à conclure un nombre illimité de «mariages temporaires», les salaires des femmes sont moitié inférieurs à ceux des hommes, la lapidation pour adultère continue à être pratiquée, etc. Mais tout cela, bien sûr, les tiersmondains le taisent scrupuleusement.

## Notes

1. Certains militants d'extrême gauche invertébrés voient dans l'islam la «religion des pauvres» et dans le judaïsme, en quelque sorte par opposition, la «religion des riches», alliés de surcroît à l'impérialisme américain dont les dirigeants actuels sont des fondamentalistes protestants. Ce qui a des conséquences immédiates dans leur relation acritique avec tous les nationalismes du Moyen-Orient et du Proche-Orient, sauf bien sûr le nationalisme juif, le sionisme. La boucle est ainsi bouclée.

*Le Monde* du 3 décembre 2007 a reproduit une peinture murale sur laquelle on voit le Christ, lors de la Cène, entouré par ses 12 apôtres, remplacés par Chavez, Castro, Morales, etc. Une partisane du non a déclaré le jour du référendum: «C'est Dieu qui nous a envoyé Chavez», etc. Cette confusion des genres ne vient pas seulement de la religiosité du peuple vénézuélien (toute relative d'ailleurs quand on connaît la façon dont les gens «vivent leur foi» au quotidien), elle vient surtout de l'instrumentalisation de la religion par le pouvoir politique actuel, comme par les précédents d'ailleurs. Ceux qui comprennent l'espagnol pourront lire les textes ou entendre les propos tenus par le Divin Colonel lors de ses one-man-show fleuves

sur le site <http://www.alopresidente.gob.vt/>

Il est amusant de constater que la Gauche Théocompatible ne s'intéresse pas du tout au réveil évangéliste qui, notamment à travers la pratique des chorales de gospels, s'implante notamment chez les travailleurs antillais des quartiers populaires en France. Mais cela pose un problème à nos subtils analystes de la religion qui voient dans n'importe quelle pratique superstitieuse et rétrograde des peuples «de couleur» «le cri de la créature opprimée»: ce mouvement d'évangélisation des couches populaires est téléguidé par des pasteurs américains qui ont des positions politiques plutôt conservatrices. Mais chut...ne réfléchissons surtout pas à ce qui pourrait déranger notre confort intellectuel.

François Burgat, «La génération al-Quaida. Les courants islamistes entre 'dénominateur commun identitaire' et internationalisation de la résistance 'islamique'» in *Mouvements* n° 36, *Les musulmans dans la modernité*, novembre-décembre 2004.

«Les féministes en Iran», Farhad Khosrokhavar in *Le Livre noir de la condition des femmes*, XO Editions, 2006.

Y.C.

(Mis en ligne, le 1/12/2007, ce texte a été modifié à plusieurs reprises.)





# Pour les fondamentalistes musulmans, la gauche révolutionnaire représente un danger

L'islam politique utilise fréquemment un vocabulaire anticapitaliste et anti-impérialiste. Et il n'est donc pas rare que la gauche radicale éprouve des sentiments de proximité ou même veuille nouer des alliances avec les fondamentalistes islamiques. Est-ce justifié ? Ces sentiments de proximité et ces intentions de rapprochement sont-ils réciproques ? Comment le monde de l'islam politique considère-t-il aujourd'hui la gauche révolutionnaire ? Cet article présente une analyse des conceptions de deux penseurs fondamentalistes influents: Sayyid Qutb et Sayyid Abu Ala Mawdûdî (1).

Sayyid Qutb est né en 1906 à Musha, en Égypte. Après avoir été fonctionnaire en Égypte et avoir étudié la sociologie aux États-Unis, Qutb contacte, au début des années 50, les Frères musulmans, une organisation fondamentaliste. Il devient rapidement l'un des dirigeants idéologiques de ce mouvement qui donna plus tard naissance – entre autres – au Hamas palestinien. Qutb réfléchit notamment au concept de «djahilliya», à l'«ignorance» dans laquelle les musulmans seraient, selon lui, tombés à cause de leurs États laïques. Il préconise donc le renversement des gouvernements. Entre 1954 et 1964 il est emprisonné par le régime nationaliste de Nasser. En 1965, il est à nouveau arrêté et en 1966 il est exécuté sous prétexte d'avoir participé à une tentative d'assassinat contre le colonel-président égyptien. Son frère, Mohammed Qutb, fuit alors en Arabie Saoudite, et forme plusieurs personnes dont Oussama Ben Laden. Sayyid Qutb est considéré comme l'un des idéologues les plus importants de l'islam politique.

Sayyid Abu Ala Mawdûdî, quant à lui, est né en 1903 dans l'Hyderabad indien. Très jeune, il commence une carrière journalistique dans des journaux et des magazines musulmans. En 1941, il fonde le Jamaat-e-Islami, parti encore influent aujourd'hui au Pakistan, mais qui a aussi des sections en Inde, au Sri Lanka et au

Bangladesh. Après la création du Pakistan en 1947, Mawdûdî s'établit dans ce pays censé devenir la patrie des musulmans indiens. Ses activités attirent l'attention de l'État pakistanais qui lance alors des poursuites judiciaires contre lui. Mawdûdî est condamné à mort, mais finalement grâcié.

Tout comme Qutb, Mawdûdî est considéré comme l'un des penseurs les plus importants de l'islam politique, notamment sur les questions de l'État islamique, de la position des minorités en islam et de la législation islamique. Mawdûdî est mort en 1979.

Qutb (1906-1966) et Mawdûdî (1903-1979) ont vécu et écrit à l'époque de la guerre froide, époque à laquelle le «communisme», sous ses différentes formes, représentait encore une force politique et une menace sérieuses pour le capitalisme. Dans leurs écrits, les deux penseurs n'établissent pas de distinctions entre les différents courants communistes. Ils parlent uniquement du «communisme» en général – parfois du «socialisme» – et ils se réfèrent alors au «socialisme réellement existant», c'est-à-dire au système autoritaire et bureaucratique du bloc de l'Est dont Moscou formait le centre. Les deux idéologues fondamentalistes ne distinguent pas entre les divers courants de gauche, car pour eux tous mènent à l'oppression et à la décadence.

Les critiques de Qutb et Mawdûdî contre le communisme sont néanmoins intéressantes et actuelles pour l'extrême gauche contemporaine pour deux raisons. Ils critiquent les principes de base du marxisme, principes partagés par d'autres courants révolutionnaires, comme l'anarchisme. En outre, les œuvres de Qutb et Mawdûdî sont lues très fréquemment dans les cercles fondamentalistes. Leurs idées, y compris leurs critiques contre la gauche, sont toujours vivantes et actuelles.

#### La décadence morale

Qutb et Mawdûdî expriment d'abord leur hostilité contre le capitalisme, ce qui les amène ensuite à disqualifier le communisme, et à présenter l'islam comme la troisième voie, l'unique solution politique et économique actuelle. Qutb juge que le capitalisme est contraire à l'islam, à la civilisation humaine et au progrès économique. Selon lui, le capitalisme mène à la décadence morale et à la polarisation entre une élite privilégiée et des millions de pauvres. Sous le capitalisme, l'État ne sert pas les intérêts de ces innombrables déshérités mais seulement les intérêts des possesseurs de capitaux, et c'est pourquoi il faut le détruire.

Selon Mawdûdî, le capitalisme est fondé sur le principe de la propriété privée, l'État joue un rôle central et autorise tout qui conforte la propriété privée. L'État autorise aussi les activités qui sont formellement défendues par l'islam, comme le fait de vivre de ses rentes, la corruption, la prostitution, les abus sexuels, l'oppression, le mensonge et la tromperie. «La propriété et les billets de banque, l'argent et l'or» sont placés au-dessus de tout. Sous le

capitalisme, les gens mènent une vie matérialiste, sans éthique ni moralité, très éloignée de l'islam. Le capitalisme est, selon Mawdûdî, un système social qui célèbre l'égoïsme, l'hypocrisie et le gaspillage, et concentre de plus en plus le commerce, l'industrie et les biens entre les mains d'un groupe restreint. Les ouvriers et les paysans mènent une existence misérable; leur cœur se remplit du «feu de la haine», et la disharmonie frappe la société.

Contre le matérialisme athée

Aux yeux de Mawdûdî et de Qutb, le communisme ne peut apporter aucune amélioration par rapport au monde capitaliste actuel. Une société communiste serait encore pire pour les musulmans car elle entraînerait une régression effrayante et dangereuse. Qutb accuse le capitalisme en Égypte de pousser les masses démunies, notamment les jeunes, dans les bras du communisme. Les masses doivent, selon lui, se débarrasser de la mauvaise gestion des capitalistes, de «ce système honteux», afin d'en finir avec la pauvreté, le féodalisme et l'oppression.

Les deux révolutionnaires islamiques soulignent que l'islam et le communisme n'ont aucun point commun et sont totalement opposés. Le marxisme matérialiste et la conception du monde athée nient l'existence d'Allah et des prophètes. Selon Mawdûdî, les communistes croient que ce sont «les forces de la nature» et non Allah qui déterminent le cours de la vie. D'une façon tout à fait absurde, il accuse le communisme de pousser à des relations sexuelles illimitées entre l'homme et la femme, parce que ce ne serait «pas naturel» de vouloir les freiner. Le communisme et le socialisme conduiraient réellement à «une guerre totale» contre toutes les religions qu'ils considèrent comme des «mythes».

Qutb prévient que le communisme, une fois au pouvoir, ne se bornera pas à tenir l'islam à l'écart des affaires publiques. Il détruira les croyances sacrées et les valeurs de l'islam, ainsi que «l'honneur des êtres humains». Les musulmans ne penseront plus qu'à s'habiller et manger. Le communisme se préoccupe uniquement des besoins primaires des hommes et des femmes, parce qu'il s'agit d'une idéologie matérialiste extrémiste selon Qutb. Ce dernier ne cache pas son aversion et sa haine: «Le communisme est une idéologie qui convient à ceux qui pensent uniquement à manger et boire, celui qui connaît les doctrines communistes sait qu'il s'agit d'un système banal, qui ne mérite pas le respect.» En Égypte, tout spécialement, une société communiste serait une société de paresseux qui fumeraient du hashisch et le narguilé toute la journée, le pays sombrerait dans l'ignorance, et aboutirait à une société non islamique.

La lutte des classes

Qutb et Mawdûdî sont aussi hostiles au communisme parce que cette idéologie attiserait la haine entre les classes sociales. La théorie de la lutte des classes, qui forme un élément central de la philosophie du marxisme et des autres idéologies révolutionnaires, conduit Qutb

à penser que le communisme «est rempli de haine et de ressentiment envers l'humanité». Le marxisme, mais aussi l'anarchisme, considère l'expropriation des capitalistes, de la bourgeoisie, et la remise des moyens de production entre les mains de la communauté comme une étape nécessaire afin d'arriver à une société sans classes, libre et égalitaire, dans laquelle chacun produit selon ses capacités et consomme selon ses besoins.

Mawdûdî, quant à lui, pense que l'existence de différentes classes est tout à fait «naturelle». Selon lui, les classes ont été créées par Allah et existeront dans toutes les sociétés. Lutter pour la suppression des classes signifie lutter contre la Création, et se terminera toujours de façon «désastreuse». Il doit y avoir une mobilité sociale. Avec «l'aide d'Allah» et grâce à ses «talents personnels», chacun peut monter dans l'échelle sociale.

Nationaliser les moyens de production, comme le souhaitent les communistes et les socialistes, revient selon Mawdûdî à combattre «une petite maladie» par «une maladie beaucoup plus grande». Cela aboutirait à concentrer tous les moyens de production entre les mains de l'État et celui-ci deviendrait ainsi un super-capitaliste et un superpropriétaire terrien. Pour lui, le socialisme n'est rien d'autre qu'«une forme extrême de capitalisme».

#### La nature humaine

Une affirmation revient constamment dans les critiques de Qutb et Mawdûdî contre le communisme: celui-ci serait contraire à la «nature humaine». L'homme a un penchant naturel à posséder des biens, selon Qutb. Le communisme rejette l'idée de la propriété privée et va donc à l'encontre de la «nature humaine», affirme le penseur fondamentaliste. Selon lui, il existe une opposition fondamentale entre l'islam et le communisme, car l'islam reconnaît et respecte le principe de la propriété privée.

Mawdûdî, quant à lui, trouve étrange que le communisme pense que «la nature» est une force dominante, tout en niant «l'aspiration des hommes à posséder des biens». D'après lui, «toutes les variantes du socialisme» ont déclaré une «guerre totale» à l'amour des hommes pour la possession de biens et la propriété privée, et il les accuse de vouloir détruire cet amour «grâce à une forme d'oppression mortelle et effrayante». En effet, sous le socialisme tous les revenus reviendront à l'État, et les hommes ne seront plus stimulés pour se dépasser. Même si un ouvrier travaille dur dans un régime socialiste, il gagne le même salaire. Comme les travailleurs ne sont pas motivés, les produits finis sont de mauvaise qualité sous le communisme, et cela conduit à la stagnation économique parce que l'innovation est bloquée. Mawdûdî en conclut que le socialisme est contraire «à la création de l'homme et à la nature de l'humanité» et qu'il s'agit pour cette raison «d'un ordre pourri». Le socialisme «ne peut donc se perpétuer qu'en employant les armes de la contrainte et de l'oppression».

Selon Mawdûdî, l'islam tient compte de l'aspiration humaine à posséder des biens, aspiration qui «surgit en même temps que la naissance de l'homme». Pour le bien-être et le bonheur des individus et de la société, l'islam accepte et protège la propriété privée, souligne Mawdûdî, qui se hâte de préciser que tous les biens sur cette terre appartiennent à Allah.

Qutb et Mawdûdî détestent aussi le communisme à cause de son lieu de naissance. Mawdûdî souligne que le communisme est un produit de la pensée occidentale. Pour Qutb, le communisme est «un produit entièrement étranger» au monde islamique, et les musulmans qui ont cherché à utiliser ses «formules toxiques» ont sombré dans «le marais de l'imitation». Les formules occidentales, y compris le communisme, ne proviennent pas, selon Qutb, «du corps social de la nation», de l'histoire, de la tradition ou des mœurs islamiques. À ses yeux, pour sortir de l'esclavage il ne faut pas emprunter la voie du communisme, mais renouer avec «le grand esprit» de l'islam. L'islam n'a nul besoin d'aller «mendier» dans des pays éloignés. «Les formules étrangères ne conviennent ni à nos corps, ni même à notre cœur.» Les Orientaux qui combattent sous la bannière du communisme «se trahissent d'abord eux-mêmes», affirme Qutb.

Une solution authentique

Qutb et Mawdûdî soulignent que l'islam représente la meilleure et la plus authentique des solutions alternatives au capitalisme. Une solution fondée, comme nous l'avons déjà dit, sur le principe de la propriété privée, y compris des moyens de production. Qutb souligne que l'islam respecte scrupuleusement les biens privés. L'islam accorde de l'importance à «l'aspiration» des individus à posséder des biens et les incite à en tirer le rendement maximal. C'est cependant le travail qui doit être à la base de ce rendement ou de ce bénéfice, prévient Qutb, et non les activités interdites par l'islam comme le fait de vivre de ses rentes, de jouer de l'argent, de duper autrui, de commercer de façon illicite, de voler, de piller ou d'exproprier quelqu'un.

Mawdûdî répète plusieurs fois que l'islam accepte uniquement les bénéfiques «honnêtes». Donc même si Qutb et Mawdûdî prétendent le contraire, ils ne touchent pas au cœur du capitalisme: la propriété privée des moyens de production. La législation islamique pose seulement des limites morales à la propriété privée.

Selon Qutb, l'État islamique doit collecter des impôts, comme la «zakat», l'aumône, afin de satisfaire les besoins sociaux et de réduire la pauvreté. Ainsi l'islam se montrera «plus équitable, plus efficace et plus généreux» que le communisme. Plus équitable, parce que l'islam ne s'attaque pas inutilement à la propriété privée; plus efficace, parce que les individus continueront à être motivés pour travailler «de toutes leurs forces»; et plus généreux, parce que l'individu se soucie de la société, mais que la société se préoccupe aussi de l'individu.

Il existe une différence importante entre les conceptions de Qutb et Mawdûdî, en ce qui concerne le concept de «justice sociale». Cette

notion joue un rôle central dans la pensée de Qutb. Il croit, par exemple, que les revenus des entreprises d'utilité publique doivent revenir à l'État et non aux particuliers. Il veut également redistribuer à grande échelle les terres cultivables. Mawdûdî est, quant à lui, beaucoup moins explicite au sujet des fonctions sociales possibles de l'État islamique.

Les positions du groupe Kalifaatstaat (l'État du califat)

Bien que le «communisme» soit aujourd'hui affaibli et n'apparaisse plus comme une solution alternative réaliste, et que les groupes fondamentalistes n'aient plus comme priorité de se livrer à une critique idéologique du marxisme, on retrouve les traces des idées anticommunistes de Qutb et Mawdûdî dans les publications des groupes islamistes contemporains. Ainsi Hizb ut-Tahrir reprend à son compte les propos des deux idéologues sur le communisme: selon ce parti, le communisme étouffe la créativité humaine et bloque le progrès de la société. Ce mouvement affirme en outre: «Un système qui ignore les efforts que fait la société pour redistribuer les richesses est par essence déjà profondément injuste et contraire à la nature. En outre il enlève à l'individu toute motivation pour travailler (2).»

L'organisation fondamentaliste islamique Kalifaatstaat qui a aussi quelques partisans aux Pays-Bas, et dont le dirigeant Metin Kaplan a été extradé en 2004 par l'Allemagne vers la Turquie, écrit que toutes les tentatives socialistes de planification économique ont échoué, parce qu'elles ont éliminé «le capital» et «liquidé» les possesseurs de capitaux». Mais le capitalisme «pur» est, selon Kalifaatstaat, tout «aussi trompeur» que le communisme: le capitalisme «élimine» le travail et «liquide» les travailleurs. Et ce groupe souligne que l'islam reconnaît le principe de la propriété privée et personnelle (3).

Une rhétorique trompeuse

Qutb et Mawdûdî donnent une image fautive de l'idéologie marxiste. Les marxistes ne sont évidemment pas contre la propriété privée en général, mais contre celle des moyens de production. Il est également frappant de constater à quel point les critiques de Qutb et Mawdûdî, mais aussi celles de groupes comme le Hizb ut-Tahrir, au sujet du communisme, de son conflit avec la «nature humaine» et de la stagnation économique qui en découle ressemblent comme deux gouttes d'eau à la critique libérale du marxisme et d'autres courants révolutionnaires. Cela n'est nullement le fruit du hasard. L'islam fondamentaliste cherche en effet à maintenir l'harmonie entre les classes sociales, et n'émet pas de réserves à propos de la propriété privée des moyens de production. Pire même, il encourage et protège le droit à la propriété privée qui s'oppose à la lutte des classes et à une société sans classes et laïque. La société islamique ne représente pas une solution alternative au capitalisme, mais une forme théocratique dans laquelle la propriété privée n'est moralement limitée que par la législation islamique. La gauche révolutionnaire ne doit donc pas se laisser abuser par la rhétorique anticapitaliste des groupes

fondamentalistes musulmans et y déceler la moindre convergence avec ses propres positions. L'anticapitalisme de l'islam politique est incohérent et dénué de toute sincérité. Ces groupes ne peuvent pas être de notre côté, mais uniquement contre nous.

Mehmet Kirmaci,

De Fabel van de illegaal n° 89/90, hiver 2007

#### Notes

1. Pour cet article, j'ai utilisé «De l'islam comme ordre du monde universel», «Les étapes» et «La lutte entre l'islam et le capitalisme» de Qutb; ainsi que «Changeons ce monde» et «De l'ordre islamique» de Mawdûdî.

2. «Le système économique dans l'islam, première partie». Sur le site néerlandais Expliciet.

3. Dans: «De l'islam comme Alternative» n° 10, mensuel du groupe Kalifaatstaat.



Drapeau des Frères musulmans.

# L'«islamo-gauchisme»; un concept confus et erroné, même s'il désigne une réalité néfaste

Un nouveau «concept» est apparu dans le vocabulaire politique depuis quelques années, celui de l'«islamogauchisme». Employé par des gens d'opinions très diverses, des républicains de gauche qui tiennent des propos à la limite du racisme anti-Arabs sous prétexte de défendre la sacro-sainte «laïcité française» (l'UFAL, les sites Republica et le pire d'entre tous le site Riposte laïque) mais aussi par des féministes modérées comme celles de Prochoix (rappelons qu'elles ont appelé à voter à la présidentielle pour Ségolène Royal, cette énarque qui trouve obscènes les 35 heures, le SMIC à 1500 euros bruts et veut gouverner avec les centristes de Bayrou), sans compter des journalistes de tous les bords politiques.

Ce concept a trois inconvénients majeurs:

\* le premier c'est l'usage du terme «gauchiste». Ce terme a été popularisé par Lénine dans *La Maladie infantile du communisme*. Le dirigeant russe qualifiait et dénonçait ainsi, dans les années 20, ceux qui étaient beaucoup plus radicaux que les bolcheviks. Pour schématiser, les «gauchistes» de l'époque remettaient en cause l'utilisation du Parlement par les révolutionnaires, le militantisme dans les syndicats et l'alliance avec la social-démocratie. Ils prônaient en quelque sorte la révolution socialiste armée immédiate et se montraient davantage favorables à la dictature des conseils ouvriers qu'à celle du Parti – à l'exception des communistes de gauche italiens.

Le terme de «gauchisme» a connu une nouvelle popularité dans les médias et dans le vocabulaire courant, après Mai 1968, à cause de son usage intensif par le PCF. Les stalinien, et à leur suite tous les journalistes bourgeois, appelaient (ou plutôt dénonçaient) ainsi les militants maoïstes ou trotskystes. Or, pour ne prendre que le cas de la France, la plupart des militants trotskystes (ceux du Parti des travailleurs, de Lutte ouvrière) n'ont aucune illusion sur l'islam et l'islam politique, ne défendent pas le port du voile à l'École, et ne soutiennent pas non plus le Hamas ou le Hezbollah, ou le régime iranien.

Ils ne sont donc ni «gauchistes» ni «islamogauchistes».

\* le second inconvénient est que ce concept suggère explicitement



que lesdits «islamogauchistes» ne seraient indulgents qu'envers l'islam ou l'islam politique. Or c'est tout simplement faux: ceux que l'on baptise «islamogauchistes» sont aussi favorables à la fumeuse théologie de libération catholique. Dans un article paru dans *Libération* ("Les lepénistes de l'islam") Caroline Fourest mentionne d'ailleurs de façon totalement acritique la Jeunesse ouvrière chrétienne et la théologie de la libération, tout comme les «islamogauchistes» qu'elle dénonce (<http://www.prochoix.org/freretariq/integ.html>). (1)

Le fond du problème n'est donc pas l'attitude de ces gens-là vis-à-vis de l'islam, ni leur gauchisme totalement imaginaire, mais leur attitude vis-à-vis de toutes les religions, comme tente de le montrer le texte intitulé «Les dix commandements de la Gauche Théocompatible» dans ce numéro.

La question par conséquent est bien plus vaste que l'attitude de certains altermondialistes, intellectuels de gauche ou d'extrême gauche, ou militants tiersmondistes vis-à-vis du seul islam ou de l'islam politique. Si l'on voulait la traiter sérieusement il faudrait s'intéresser à toutes les passerelles et les points communs qui existent entre les prétendus «islamogauchistes» et les courants multiculturalistes et aussi identitaires (féminismes bourgeois, nationalismes régionaux, mouvements «ethniques», voire mouvements homosexuels, transgenres, etc.), car on retrouve en grande partie le même vocabulaire et les mêmes raisonnements dans ces courants qui, à première vue, ne semblent pas avoir grand-chose en commun. C'est leur hostilité confuse ou consciente à tout universalisme, tout internationalisme de classe et à toute idée de transformation révolutionnaire qui les réunit dans la défense d'une myriade de particularismes identitaires.

\* le troisième inconvénient de ce concept est que 99 % des personnes étiquetées comme «islamogauchistes» n'ont aucune envie de faire la révolution, ni en France ni ailleurs. En France, elles votent généralement pour la gauche pourrielle, ce qui est aux antipodes d'une attitude révolutionnaire. Et sur le plan international, elles se bornent à soutenir certains Etats «progressistes» (à leurs yeux) ou certains mouvements «de libération» nationale qui opprimeront demain leurs peuples au nom d'un anti-impérialisme fictif et de la défense des intérêts du Capital national.

C'est donc leur faire bien trop d'honneur que de les traiter de «gauchistes» avec ou sans le préfixe «islamo»...

Pour toutes ces raisons, il me semble préférable de parler d'une «gauche théophile» ou «théocompatible» plutôt que d'«islamogauchisme».

Cela permet de mieux centrer le débat sur les questions essentielles, celles de l'athéisme, du rationalisme et du matérialisme, plutôt que d'aboyer avec les loups à la fois contre l'islam (considérée de façon abstraite) et contre le «gauchisme» (vieuse antienne

stalinienne).

Y.C.

10/12/2007



### Notes

1. On retrouve la même timidité, la même absence de sens critique sur le site libertaire Barricata qui écrit: «La théologie de la libération est née dans un contexte bien particulier, celui de la résistance aux dictatures militaires, fascistes ou communistes d'Amérique latine à la fin des années 60. Elle a puisé dans le message christique pour défendre la liberté et la justice sociale avant de se dissoudre dans un mouvement de gauche radicale plus large qui a renoncé à être un système politique au profit d'une éthique.» Quel charabia !

D'une part, il n'y a jamais eu de "dictatures communistes en Amérique latine"(à moins d'y inclure le régime stalinien de Cuba, or les théologiens de la libération ont toujours été procastristes. L'auteur est visiblement très mal informé.).

D'autre part, il ignore que Frei Beto, le grand prêtre de la théologie de la libération, est un des conseillers du président Lula...

Et enfin, que fait cette «gauche radicale» en ce moment en dehors de propager une «éthique» fumeuse ?

Houzan Mahmoud

# La charia n'est pas une culture !

## TEMOIGNAGE SUR LES LUTTES DES FEMMES AU KURDISTAN D'IRAK

Je tiens à remercier les organisatrices du colloque de m'avoir invitée (1) afin de témoigner de nos luttes en Irak et au Kurdistan (2).

Comme vous devez le savoir, l'Irak est devenu un champ de bataille où les violences fondées sur le genre (3) et l'inégalité imposée aux femmes sont un résultat de l'Occupation, de même que de la montée de l'islam politique (4). Aujourd'hui, j'aimerais surtout attirer votre attention sur notre toute récente campagne contre l'introduction de la loi islamique, la charia, dans le projet de constitution du Kurdistan. Le Kurdistan fait partie de l'Irak où, en 2005, suite au référendum, a été mise en place une nouvelle constitution (5). Cette constitution, qui a été écrite sous l'Occupation, définit clairement la charia comme l'une des sources principales du droit et l'islam comme religion d'Etat (6). Cette constitution a été imposée à la population irakienne. Maintenant, au Kurdistan, qui est une région fédérale de l'Irak, le débat porte sur une proposition identique, la loi islamique.

*L'Organization of Women's Freedom in Iraq* avait déjà fait campagne contre l'islamisation de l'Irak, contre l'Occupation et contre la constitution islamique aussi bien en Irak qu'au Kurdistan (7). Je coordonne avec cinq autres personnes dont une femme parlementaire (8) cette campagne pour l'abrogation de l'article 7 du projet de Constitution du Kurdistan (9). Nous avons commencé cette campagne au milieu du mois de décembre 2006. Nous demandons la laïcisation, la séparation de la religion, de l'Etat et du système éducatif. Nous avons aussi proposé que soit inscrit dans la constitution la liberté d'avoir une religion ou de ne pas en avoir, qu'aucun individu ne puisse être opprimé parce qu'il pratique ou ne pratique pas telle ou telle religion. Donc, nous avons lancé notre campagne et elle est devenue très populaire au Kurdistan mais aussi à l'étranger.

Parce que je dénonçais ouvertement les dangers de l'islamisation et les dangers de la charia, comme discriminatoires et rétrogrades pour

les femmes, j'ai reçu une fatwa le 26 février 2007 (10). C'est la seule réponse qu'ils ont d'habitude de donner, lancer une fatwa contre les gens qui s'expriment, et surtout si c'est une femme car cela accroît le danger contre elle. Nous les avons dénoncés à tous les niveaux: je suis allée aussi bien à New York qu'en France, j'ai été invitée à de nombreuses conférences, rencontres et débats. J'y ai dénoncé l'islam politique au Kurdistan, en Irak et au Moyen-Orient, pour les crimes que ses partisans commettent contre les femmes au nom de la religion. Ils ne peuvent pas nous imposer le silence en nous lançant des fatwas, ils ne peuvent pas s'en sortir comme ça !

Nous avons parcouru le monde, écrit beaucoup et réalisé de nombreuses interviews. Nous les avons dénoncés au niveau local et international. Et même si une fatwa est suspendue au-dessus de ma tête, j'ai décidé de retourner au Kurdistan. Je savais seulement que je ne voulais pas leur donner raison en lâchant ma campagne. C'est pour ça qu'aujourd'hui je reviens du Kurdistan où j'étais il y a encore deux jours. Là-bas, nous avons organisé des conférences importantes; j'y ai tenu de nombreuses réunions, des interviews, des débats diffusés en direct à la télévision afin d'alerter la population, lui dire de ne pas se laisser imposer la loi islamique. Et ça a été un très grand succès là-bas.

La date limite pour faire des modifications dans la constitution est le 1<sup>er</sup> avril 2007. C'est pourquoi j'y suis allée avant cette date pour rencontrer le comité parlementaire de rédaction de la Constitution. Nous avons tenu une conférence de presse tout de suite après cette rencontre. La plupart des médias nationaux, que ce soit la presse écrite ou télévisée, étaient présents. Notre campagne a été évoquée à plusieurs reprises sur les chaînes télévisées. Et vraiment, beaucoup de monde apprécie ce que nous faisons au Kurdistan, ce qui suscite de nombreux soutiens. Ce qui rend les islamistes encore plus enragés... Ils ne parviennent pas à croire que nous avons fait campagne, que nous pouvons les mettre sur la touche. Alors les députés islamistes du Parlement ont commencé à nous dénoncer, nous et notre campagne, et ils ont déclaré qu'il fallait renforcer l'islamisation de la constitution.

Finalement, le Comité constitutionnel nous a dit qu'ils allaient changer l'article 7. Au Kurdistan, notre campagne a attiré l'attention sur les dangers que les femmes pouvaient rencontrer avec cette constitution. Ils vont changer l'article 7, c'est ce qu'ils ont promis. Mais ils n'ont pas dit aujourd'hui ce qu'ils vont mettre à la place. Nous avons donc déclaré que nous ne stopperons pas notre campagne et que nous continuerons jusqu'à ce que nous obtenions ce que nous demandons. Alors ils nous ont dit qu'ils allaient ajouter un autre article qui stipule que tout un chacun au Kurdistan serait libre de choisir sa religion et d'avoir la liberté de pensée. Nous considérons que c'est une réussite pour notre campagne. Jusqu'ici le comité de rédaction de la Constitution a pris en considération notre campagne, les pétitions et les marques de soutien provenant du Kurdistan et

d'ailleurs. Mais nous pensons que cela reste insuffisant, nous devons aujourd'hui empêcher que la charia soit mentionnée où que ce soit dans la Constitution. C'est pour ça que nous continuons notre campagne: pour obtenir ce que nous voulons.

Pour nous, les femmes issues du Kurdistan, d'Irak, du Moyen-Orient, l'islam et la charia ont toujours été les principaux prétextes pour opprimer les femmes et permettre les violences contre elles. D'ailleurs, les violences ne sont pas considérées comme telles, parce que certains prétendent que c'est normal, que c'est la norme, que ce sont «nos» valeurs de maintenir les femmes opprimées, obéissantes et soumises. Nous sommes totalement contre ces positions et nous devons changer cette réalité sinistre.

Dans cette région du globe, ce sont chaque année des milliers de femmes qui sont assassinées [par des membres de leur famille] pour défendre leur prétendu honneur (11). Des milliers de femmes s'immolent par le feu simplement parce qu'elles ne peuvent pas aller plus loin, parce qu'elles n'ont pas d'issue. La société ne les soutient pas (12). Il n'existe pas d'institution qui puisse leur offrir une aide. La police est totalement contre les femmes. Le gouvernement est totalement contre les femmes (13). Ces pays, ces Etats au Moyen-Orient, où les lois sont basées sur la charia, sont totalement antifemmes. C'est véritablement un immense enfer pour les femmes qui vivent dans ces pays, où la charia leur est imposée.

Evidemment, nous ne nous taisons pas car nous ne nous comportons pas comme des victimes. Nous pourrions être victimisées, mais nous sommes aussi des militantes pour tous les droits. Nous nous battons durement en mettant notre vie en danger afin d'obtenir les droits élémentaires dont les femmes de cette région du monde ne peuvent pas aujourd'hui bénéficier. Leur propre vie ne leur appartient pas parce qu'un homme peut la leur ôter à tout moment en évoquant un prétendu honneur ou une prétendue honte (14).

Cependant, je pense qu'il y a un mouvement réel, en Irak, au Kurdistan et ailleurs, il existe réellement des mouvements de femmes, des organisations, des ONG. Nous avons besoin d'être soutenues. Nous avons besoin d'une solidarité internationale (15). Nous avons besoin que les gens considèrent notre lutte comme la leur. L'un des problèmes principaux auquel nous devons faire face à l'échelle internationale, c'est que l'on considère nos problèmes comme locaux, qu'on pense que c'est dans notre culture d'être opprimées et de subir la charia. La charia n'est pas une culture. Pour moi, c'est entièrement un système politique contre les femmes.

J'appelle donc chacune et chacun dans cette salle à soutenir notre campagne, les organisations, notre travail et notre lutte en Irak et ailleurs. Dites-vous seulement que nous appartenons tous et toutes au même mouvement ! Aucun groupe réactionnaire et aucun Etat ne doit nous diviser. Notre lutte est une lutte internationale pour la

liberté et l'égalité. Cela m'a pris très très longtemps pour gagner ma liberté et je ne veux pas que ces réactionnaires islamistes me la reprennent en me lançant une fatwa. Cette fatwa contre moi est une fatwa contre la liberté d'expression et de pensée, contre la liberté de celles qui veulent se battre pour les droits des femmes. Je ne peux pas regarder des femmes se faire assassiner, être déshumanisées, être forcées au silence alors que je vis à l'étranger. Je consacre ma vie à la lutte des femmes là-bas pour qu'elles obtiennent l'égalité.

Je vous remercie de m'avoir écoutée.

Houzan Mahmoud

(Ce texte est extrait de *Genre et développement*, livre publié aux Editions L'Harmattan par le Centre régional de documentation et d'information pour le développement et la solidarité internationale, et rassemble les actes d'un colloque régional qui s'est tenu à Lille en mars 2007)

#### Notes

1. Traduction pour la publication et notes par Celine Pauvros avec l'approbation d'Houzan Mahmoud.

2. Lorsque Houzan Mahmoud évoque ici le Kurdistan, il faut comprendre la région administrative du Kurdistan d'Irak (nord de l'Irak). Lors de la première Guerre du Golfe en 1991, le soulèvement de la population au nord de l'Irak contre Saddam Hussein s'est conclu par un statut d'autonomie du Kurdistan d'Irak sous le contrôle de l'ONU. Cette région est dirigée depuis par un gouvernement fédéral dominé par les deux principaux partis nationalistes kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan et l'Union patriotique du Kurdistan. Depuis 2003, le Kurdistan d'Irak sert de base arrière pour les forces d'occupation.

3. Houzan Mahmoud reprend ici les conclusions de la féministe Yifat Susskind qui dénonce l'utilisation massive, dans l'Irak occupé, des violences fondées sur le genre (*gender-based violence*) comme système de contrôle de la population. Depuis l'invasion des troupes d'occupation, les violences fondées sur le genre connaissent une augmentation sensible et concernent aussi bien les femmes que les populations homosexuelles.

La thèse de Yifat Susskind est que ces violences fondées sur le genre sont tolérées par la Coalition de plus en plus. Alors que la «victoire facile» pronostiquée dégénérerait rapidement en borborygme irakien, les Etats-Unis commencèrent à soutenir les milices chiïtes pour les aider à battre l'insurrection sunnite et ils ont feint d'ignorer le règne de terreur que les milices islamistes imposaient aux femmes, terreur qui consistait à assassiner, violer, vitrioler ou frapper publiquement toutes celles qui étaient perçues comme un frein au projet de transformer l'Irak en théocratie. L'auteure rapporte qu'une enquête du magazine américain *Newsweek* a révélé que la stratégie

irakienne des Etats-Unis officiellement appelée «Salvador Option» s'inspire de celle utilisée en Amérique latine dans les années 1980 pour venir en aide aux mouvements d'extrême droite.

Cf. Yifat Susskind, *Promising Democracy, Imposing Theocracy: Gender-based Violence and the US War on Iraq*, New York, Madre, An International Women's Human Rights Organization, 2007, 33 p. electronic book [www.madre.org]

4. L'islam politique est une expression politique qui prône l'instauration d'un Etat islamique fondé sur la charia. En Irak, cette conception politique se retrouve aussi bien chez les chiïtes que chez les sunnites, représentés par les mouvements armés, au gouvernement et dans l'opposition.

5. En 2003, le Conseil du gouvernement intérimaire avait déjà proposé d'appliquer la charia mais, à l'époque, les nombreuses manifestations et revendications de femmes, qui avaient été menées par l'OWFI en Irak, avaient permis d'ajourner le projet. En automne 2005, après que la constitution irakienne soumise au référendum a été adoptée très largement (malgré de forts soupçons de fraudes et de pressions auprès de l'électorat), la charia fut reconnue comme l'une des sources principales du droit constitutionnel. Cette légitimation constitutionnelle est, pour l'OWFI et les autres mouvements de femmes, une menace réelle pour les droits des femmes et l'égalité en général.

6. Depuis 1958, l'Irak est une république laïque et le demeure officiellement jusqu'en 2003. Mais dès le conflit irano-irakien dans les années 1980, le vernis laïque commença à craquer sérieusement lorsque Saddam Hussein encouragea le rapprochement avec la communauté sunnite. Cette nouvelle orientation gouvernementale eut des répercussions juridiques, notamment en 1990, quand Saddam Hussein introduisit dans le nouveau Code pénal l'exemption de peine pour l'homme qui, pour défendre «l'honneur» de sa famille, tuerait une femme (article III).

7. Créée en 2003 par des féministes irakiennes revenues d'exil, l'OWFI milite pour la reconnaissance des droits humains et des droits des femmes en Irak. Par ailleurs, cette ONG travaille sur le terrain et coordonne des centres d'accueil pour femmes victimes de violences, un centre de documentation sur les droits des femmes à Bagdad, un observatoire des prisons, et des événements culturels en faveur de l'égalité et de la laïcité.

8. Les autres coordinatrices et coordinateurs sont Marywan Halabjaee, écrivaine et chercheur; Sozan Shahab, parlementaire UPK; Nadir Abdul Hameed, homme politique résident au Danemark; Goran Abdulla, coordinateur du site web Dengekan.com et Sakar Ahmad, militante et auteure de *Victimes des crimes d'honneur*.

9. L'article 7 affirme que: «*la Constitution souligne que la majorité du peuple kurde est identifiée comme musulmane, si bien que les bases fondamentales de la loi islamique, la charia, seront considérées comme l'une des*

*principales sources pour sa rédaction».*

10. Houzan Mahmoud a reçu des menaces du groupe djihadiste sunnite *Ansar al-Islam* (les soldats de Dieu) implanté au Kurdistan d'Irak. Ce mouvement politico-religieux a toujours défendu le régime de Saddam Hussein, tout en entretenant des liens étroits avec Al-Qaida et les talibans. En guerre ouverte contre le gouvernement du Kurdistan d'Irak, il contrôle à ce jour une douzaine de villages jouxtant la frontière iranienne, où est imposée une forme de charia très rigoriste.

11. Le «crime d'honneur» est le droit pour un homme de la famille d'une femme de l'assassiner si celle-ci a eu relations sexuelles hors mariage. Cette pratique est dénoncée par l'OWFI. Les crimes d'honneur sont aujourd'hui en recrudescence dans l'Irak occupé.

Cf. Cécile Hennion, «L'honneur des Irakiennes» in Christine Ockrent (sous la dir. de), *Le livre noir de la condition des femmes*, pp. 122-125.

12. Par exemple, des études récentes ont identifié la pratique de l'excision au Kurdistan irakien mais aussi dans les zones frontalières de l'Égypte, de la Bande de Gaza (Palestine), dans le désert de Néguev (Israël) et parmi les communautés éthiopiennes installées en Israël. La loi du silence est omniprésente, il est donc probable que les zones de pratique de l'excision soient plus étendues.

Cf. Kupat Holim Clinic, «Ritual female genital surgery among Bedouin in Israel», *Arch sex Behav*, Krahat, Israël, 1995; N. Grisaru, S. Letzer, R. H. Belmake, «Ritual female genital surgery among Ethiopians Jews», *Arch Sex Behav*, 1997; A. Al-Krenawi & R. Wiesel-Lev, *Attitudes toward and perceived psychosocial impact of female circumcision as practiced among the Bedouin-Arabs of the Negev*, 1999. Pour le Kurdistan d'Irak, Sandra Strobel et Thomas v. der Osten-Sacken, «Mutation génitale féminine du Kurdistan irakien», 8 mars 2006, 1<sup>re</sup> Journée humanitaire sur la santé des Femmes dans le monde organisée par Gynécologie sans Frontières electronic book [www.wadinet.de] et Cécile Hennion, «L'excision au Kurdistan. Un secret de famille et de guerre», Christine Ockrent (sous la dir. de), *op. cit.* p. 223-227.

13. On peut citer à titre d'exemples, deux cas récents: le viol de Sabrina Al-Jabbri et la lapidation de Doa Khalil Aswad.

Début 2007, Sabrina Al-Jabri, une jeune Irakienne de tradition sunnite, a révélé aux journalistes d'Al Jazira son viol par trois policiers chiites irakiens. Cette dénonciation publique – une première dans la presse – a permis de lever un tabou sur l'utilisation courante de la torture sexuelle en Irak par la police nationale. Depuis la mise en place d'un Observatoire des prisons de femmes en 2005, l'OWFI constate que *«la torture et le viol sont des procédures d'enquêtes courantes dans les postes de police conduites par des militaires affiliés au gouvernement. Pour la plupart, ils appartiennent aux milices chiites Badr et à l'Armée du Mabdi»* (in OWFI, *Rapport de l'OWFI premier semestre 2006*, Nisaba, 2006, 23 p.).



Pour rappel, la police nationale irakienne est instruite notamment par *Dyncorp*, une entreprise de sécurité privée américaine engagée par les Etats-Unis, déjà connue pour des méthodes similaires dans les Balkans. Le second exemple est celui de Doa Khalil Aswad. Le 7 avril 2007, à Bashiqua (Kurdistan d'Irak), cette jeune fille appartenant à la minorité religieuse yézidi a été publiquement lapidée par des hommes de sa famille parce qu'elle fréquentait un jeune Arabe issu de la communauté musulmane. Cette lapidation a été commise en pleine journée sans que la police kurde daigne intervenir. Très vite, la situation a dégénéré en guerre civile entre communautés sunnite, chiite et yézidi sur fond de séparatisme kurde et de conflit irakien... Les interactions sont courantes entre appartenances religieuses et domination des femmes et servent, systématiquement, d'alibis politiques.

14. Alors que les révélations sur les pratiques de tortures sexuelles sur des hommes par l'armée américaine dans la prison d'Abou-Graib ont eu un écho retentissant dans la presse internationale, le viol des femmes emprisonnées à Abu Graib n'a pas reçu le même traitement médiatique. Pourtant de nombreuses femmes soupçonnées d'avoir été violées ont été assassi

nées par leur propre famille dès leur sortie de prison, afin de «laver l'honneur de la famille». Cette pratique a été dénoncée par l'OWFI.

15. L'OWFI est soutenue, entre autres, par *Mama Cash* (Pays-Bas), *Madre* (Etats-Unis), *Sigrid Rausing Trust* (Grande-Bretagne), *Global Fund for Women* (Etats-Unis), *V-Day* (Etats-Unis) et *Association for Women's Right in Development*, (Etats-Unis).

# Les Damnés de la Civilisation

Par **Claudio Ielmini**

(Une version condensée de ce texte est parue dans *Le quotidien des sans-papiers*. Il est disponible aussi, dans sa version complète, sur le site de même nom.)

## Un «nègre», un livre

En 1961, au plus fort du mouvement de décolonisation, un livre eut son heure de notoriété auprès des intellectuels européens et notamment français. En voici la conclusion générale:

*«Ne perdons pas de temps en stériles litanies ou en mimétismes nauséabonds. Quittons cette Europe qui n'en finit pas de parler de l'homme tout en le massacrant partout où elle le rencontre, à tous les coins de ses propres rues, à tous les coins du monde. Voici des siècles que l'Europe a stoppé la progression des autres hommes et les a asservis à ses dessins et à sa gloire; des siècles qu'au nom d'une prétendue "aventure spirituelle" elle étouffe la quasi-totalité de l'humanité.»*

Cet appel à l'abandon était aussi, expressément, un appel au désaveu des intellectuels européens en tant que tels, qui applaudirent néanmoins pour la plupart, souvent au nom de la «honte d'être européens». C'était l'époque de l'engagement sartrien et Sartre précisément donna le ton, en préfaçant le livre et en invitant les Européens à le lire: *«Ayez le courage de le lire: par cette première raison qu'il vous fera honte et que la honte, comme a dit Marx, est un sentiment révolutionnaire (1).»*

L'auteur, un «nègre», n'était pas un nègre quelconque, mais un Noir martiniquais insoumis, médecin psychiatre de son état et révolutionnaire algérien de son choix, un ancien *colonisé*, français de naissance, un *asservi*, mais ayant développé une conscience aiguë de l'avoir été, donc un regard perçant et le plus lucide sur les conditions de la libération.

C'est pour aider à développer cette conscience de la révolte nécessaire, libératrice, chez lui et chez tous les colonisés de la planète, qu'il écrivit son livre. Pour la développer jusqu'aux extrêmes conséquences; pour que, conscients d'avoir à abandonner toute répétition plaintive, tout mimétisme de l'Europe, lui et ses *frères nègres* de tous les coins du monde en arrivent à la seule, à l'extrême, salutaire conclusion: quitter la métropole blanche.

Le ton nouveau du livre était sensible d'emblée pour des Français. Il rompait jusque dans la forme avec la tradition des bienséances intellectuelles. Il s'adressait non aux intellectuels blancs, ni aux intellectuels colonisés, dont le rôle de classe fatalement conformiste et mimétique était stigmatisé sans concessions, mais directement aux *combattants de la révolution anti-colonialiste*. À eux seuls l'appel était lancé.

L'issue du combat historique ne faisait aucun doute. Ce dont il s'agissait, c'était donc d'abord de préciser la condition de sa victoire réelle, non illusoire. Et la condition c'était: quitter la *métropole globale* d'une manière définitive. Physiquement, certes, pour certains; mais avant tout et pour la très grande majorité, pour le *peuple global* des pays du Tiers-monde, la quitter idéologiquement: dans ses *mécanismes*

*de pensée*, dans ses concepts et ses principes, dans sa *culture*. La quitter humainement, en tant qu'hommes. Condition pour en finir avec leur *infantilisation* orchestrée par tous les moyens, par les forces sociales matérielles ainsi qu'intellectuelles, et pour prendre enfin en mains, à proprement parler, leurs destins.

Bêtes de somme jusqu'à hier, hommes debout aujourd'hui. Hommes dignes, poursuivant dans l'action, expérimentant par la voie de l'insoumission directe collective et violente, jusque dans les replis de leur psychisme en libération, donc intériorisant radicalement, leur éloignement global de la civilisation européenne – des colonisateurs des esprits comme des colonialistes et néo-colonialistes matériels.

Que reste-t-il, passé un demi siècle, de ce livre, *Les damnés de la terre*, au titre déjà évocateur du chant d'espoir des foules esclaves européennes en lutte; du chant d'espoir, plus tard, des foules esclaves des continents du Tiers-monde, des «hommes colonisés, ces esclaves des temps modernes (2)»; et qui à présent ravive en nous la vision du torrent de désespoir planétaire, l'enfer sur terre des damnés de la civilisation, corps et nourriture de notre contemporanéité ?

Page après page, on en démêle, on en tend les cordes, on en fait l'essai; et il s'en dégage des sons aujourd'hui disparates, mélange d'inactualité et d'actualité profondes.

Profondément inactuelle la perspective politique. Celle d'un mouvement mondial des paysans pauvres, des surexploités du Tiers-monde insurgés dans les révolutions anticolonialistes et anti-néocolonialistes, organisés dans les armées nationales, appelés à rejeter à la mer, avec les anciens et nouveaux colons, leurs anciennes et nouvelles bourgeoisies colonisées et néocolonisées, les «esclaves affranchis» («clientèles urbaines», «élites intellectuelles ou commerciales»), appelés à instaurer donc dans le monde, par le biais des révolutions nationales, le socialisme révolutionnaire internationaliste: puisque, «dans les pays coloniaux, seule la paysannerie est révolutionnaire (3)».

Que cette perspective ait été bonne ou mauvaise à l'époque, ce n'est pas ici la question. Elle est à présent dépassée par la dynamique des faits, par les bouleversements sociaux intervenus dans la composition de la population mondiale, les masses *paysannes* du Sud du monde n'étant plus guère paysannes dans la plupart des cas.

## Notes

1. *Préface* à F. Fanon, *Les damnés de la terre*, La Découverte, Paris, 1985, p.10 (1<sup>e</sup> éd. Maspero, 1961). La citation de Fanon se trouve p. 235.

2. *Ibid.*, p. 51.

3. *Ibid.*, p. 41-42.

## Populations mondiales

Les *pauvres et surexploités* du Tiers-monde sont aujourd'hui une réalité surtout urbaine, ou en passe de le devenir à grands pas – si tant est que l'on puisse encore qualifier d'«urbains» les bidonvilles, favelas et autres inqualifiables périphéries peu ou non urbanisées (en expansion permanente accélérée, le plus souvent mal recensées, impossibles à recenser, dont personne ne sait où «la ville finit», où «la ville commence») des «conurbations» et autres agglomérations monstres, villes capitales géantes et autres «mégalo-poles», où ils s'amasent sans nombre.

L'emploi même du mot «urbanisation» est impropre, paradoxal, face à un processus mondial qui, par son ampleur et son intensité, n'a plus rien ou pas grand-chose à voir avec le traditionnel contraste ville/campagne, ni avec l'idée même de la ville, auxquelles nous ont familiarisés deux siècles d'historiographie et de sociologie européennes. Ce processus, désormais, ne concerne plus seulement les situations dites de mal-développement, plus seulement les pays qu'on appelle moins avancés; il n'est même plus lié à une phase quelconque de formation des conditions de l'industrialisation (comme cela a été en Europe et ailleurs), mais bien très souvent à la persistance et à l'aggravation, voire au retour du sous-développement structurel – économique, des conditions de vie et culturelles. Bref, il faut retenir ici ce fait majeur de notre temps: tout en étant souvent d'origine rurale ou quasi rurale, les déshérités, les surexploités, en somme les pauvres de ce monde, ne sont plus aujourd'hui une réalité sociale qu'on puisse définir «essentiellement paysanne (4)».

On s'accorde généralement pour avancer, d'après les estimations des démographes, que la planète est entrée dans la période (2005-2010) du dépassement de la population rurale par l'urbaine, celle-ci étant évaluée à peu près à la moitié de la population mondiale, 3,2 milliards d'hommes sur un total de 6,5 milliards estimés pour 2005 (48 pour cent déjà en 2003). Les cinq septièmes (environ 2,3 milliards d'hommes) de cette population urbaine totale s'entassent désormais dans les villes du Tiers-monde. Un chiffre, à lui seul, exprime l'énormité des changements en cours: rien que depuis 1980, en peu plus de deux décennies, la masse de la main-d'œuvre urbaine sur le marché mondial du travail aurait «plus que doublé» (5). Ce processus inédit dans les annales de l'humanité s'est déroulé notamment dans les pays du Tiers-monde (Chine incluse), où il continue à progresser d'un pas accéléré.

Ces estimations (où l'écran des chiffres n'en cache pas moins la réalité toute nue de la misère et des mille famines de ce meilleur des mondes) s'appuient sur les statistiques des Nations unies. L'imprécision par défaut de celles-ci est notoire, car elles s'appuient à la fois sur des définitions sociologiques légales (nationales) très

variées et confuses (ou internationales très restrictives) et sur des recensements (effectués par les différents États) qui sont souvent, dans les meilleurs des cas (et non seulement dans le Tiers-monde), peu fiables, et dans les pires délibérément et massivement faussés. Nous ne nous livrerons pas ici à la critique des méthodes et du fond des statistiques officielles; citons seulement, pour en donner une idée, quelques exemples instructifs.

«À la fin des années 1980, le taux de pauvreté officiel de Bangkok n'était que de 5 pour cent», alors que des études avaient fait ressortir que plus d'un million 150 mille personnes, «près d'un quart de la population» de la ville (soit 25 pour cent), vivaient dans des bidonvilles. Dans les mêmes années, le gouvernement mexicain «affirmait que seul un urbain sur dix était réellement pauvre» (soit 10 pour cent), alors que par ailleurs des statistiques des Nations unies mêmes montraient que «près de 40 pour cent des urbains vivaient avec moins de 2 dollars par jour (6)».

Des exemples analogues pourraient être mentionnés pour de nombreux autres pays du Tiers-monde, où la situation est allée généralement en s'aggravant; certes, pour un ensemble complexe de raisons, mais dont le résultat général a été, et continue à être, l'augmentation incontrôlable des populations pauvres urbaines. Venons plutôt aux pays occidentaux les plus développés.

Rien qu'aux États-Unis, près de 8 millions et demi de personnes «avaient été omises lors du recensement de 1990, avec des groupes fortement sous-enregistrés». Quels étaient ces groupes? Caprice du hasard, les «minorités ethniques» défavorisées (en particulier les enfants d'Indiens) et les «populations pauvres des villes (7)».

En un mot, tout porte à croire à la stricte invraisemblance des estimations selon lesquelles le dépassement réel de la population rurale mondiale par l'urbaine n'aurait pas déjà eu lieu, et ce, depuis un temps déjà plus ou moins éloigné.

Quoi qu'il en soit, ce n'est pas tant le caractère descriptif des chiffres qui importe, ni la chronologie plus ou moins précise d'un phénomène mondial qui, par son envergure même, échappe pratiquement à un traitement de type événementiel. Ce qui importe est le caractère profond du processus, ses tendances fondamentales, ce que, des transformations en cours dans les sociétés humaines, l'enregistrement et la description des données, même très approximatives, voire faussées, permettent de discerner; et la conscience du phénomène, d'appréhender. On se bornera ici à un seul aspect, mais majeur, de ces transformations.

Le demi-siècle qui vient de s'écouler a vu se déployer un processus général accéléré d'expropriation des populations paysannes inédit dans l'histoire<sup>1</sup>. La diffusion planétaire du capitalisme dans les campagnes, la transformation des rapports de propriété, donc le bouleversement des rapports sociaux fondamentaux, ont conduit à

cette issue «classique» (jadis expérimentée en Europe): la paupérisation massive, généralisée des campagnes et la dissolution des anciennes communautés villageoises, quelles que fussent leurs formes de division du travail et d'organisation sociale. Ce processus, en se doublant d'une expansion démographique tout aussi sans précédent, a produit un surplus énorme (se comptant par centaines de millions déjà dans les premières années du demi-siècle) de *paysans sans terre* et desperados, et il a ainsi «libéré» sur les marchés mondiaux du travail et du crime salariés une quantité énorme de bras bon marché, inépuisable trésor pour toutes sortes d'activités tant de l'«économie formelle» que de sa consœur «informelle» (ou «sauvage», ou «criminelle»).

C'est cette paupérisation en continu – cette prolétarianisation au sens propre de la grande majorité de l'humanité – qui est à l'origine des grands déplacements récents de populations. Ces migrations toujours en cours, quelque comparables qu'elles soient, parfois, en pourcentage des populations locales déplacées, à celles d'époques passées, notamment de l'Europe moderne, sont, par leurs dimensions, par la démesure des nombres absolus et l'étendue planétaire, quelque chose de tout à fait nouveau. Ici, la mesure de la quantité définit directement la qualité nouvelle du phénomène. Elle dresse l'acte officiel de l'invasion de la terre par une nouvelle «hominisation» (par l'espèce *homo æconomicus*, diraient certains): l'acte de l'avènement mondial d'une humanité plus ou moins conforme, dans ses phénomènes vitaux et sa matérialité pensante, à l'ordre, matériel et culturel, des rapports sociaux de la civilisation capitaliste.

En schématisant à l'extrême, on peut distinguer trois phases successives, correspondant à trois types majeurs de ces mouvements migratoires.

D'abord, les migrations des paysans appauvris, affamés, en excès dans les campagnes, essaimant vers d'autres campagnes et surtout vers les villes: prêts à vendre leur force de travail sous n'importe quelle forme, à n'importe quel prix, pour n'importe quel gagne-pain. Cette phase représente, pour ainsi dire, l'«accumulation primitive» en main-d'œuvre urbaine des pays du Tiers-monde. L'afflux massif (incontrôlé parce qu'incontrôlable, donc le plus souvent non chiffrable, même théoriquement) vers les villes y apporte non seulement, dans un premier temps, un grand nombre d'anciens paysans, mais encore, du même coup, leurs taux de natalité élevés; aussi est également forte, dans un deuxième temps, leur contribution à ce que les démographes appellent l'accroissement naturel de la population (sans compter les apports extérieurs, les nouveaux immigrants), accroissement «devenu le premier facteur de la croissance urbaine» dans ces pays (9).

Ensuite, tout cela déterminant un important surpeuplement urbain (et donc la misère croissante des prolétaires pauvres urbains), les

migrations entre les villes d'un même pays ou, au-delà des frontières étatiques, de pays plus ou moins limitrophes du Tiers-monde.

Enfin, les conditions générales de vie ne s'améliorant souvent pas, s'empirant même dans ces pays, du fait notamment des rapports qui ont été globalement qualifiés de néo-colonialistes (alors qu'y progressent dans l'ensemble les taux et les niveaux de scolarité, et le développement des moyens de communication et de transport aidant par ailleurs), les migrations internationales à grande échelle, et notamment vers l'ensemble des pays développés, migrations en plein, nouvel essor depuis quelques décennies.

Cela va sans dire que ces trois phases majeures se sont déroulées dans le temps, et se déroulent encore, dans des proportions, selon des combinaisons, des variantes, avec des rythmes différents, suivant les différentes régions du monde. Mais, en tant qu'abstraction concrète – qu'*exode rural* planétaire –, on peut considérer la première phase comme globalement achevée, pour l'essentiel, au commencement du XXI<sup>e</sup> siècle. Il est vrai qu'il existe des pays, des régions entières, pour lesquels les statistiques semblent fournir une autre indication, mais cette diversité est non seulement locale mais partielle: des «poches de résistance» spécifiques et le plus souvent en voie de disparition hâtive. Mondialement, le processus de fond semble accompli ou sur le point de l'être, et la destruction des fondements des sociétés paysannes paraît avoir eu lieu partout.

Ceci d'autant plus que s'étend, comme le soulignent nombre d'observateurs sociologues, le phénomène des migrations «pendulaires», temporaires et répétées; que s'amplifie partout dans le Tiers-monde le mouvement de va-et-vient des personnes (par exemple, saisonnier) entre les campagnes et les villes, rendu possible par la diffusion des moyens de transport contemporains. Les anciennes définitions sociologiques, donc la distinction entre «urbains» et «ruraux», tendent ainsi à devenir caduques, de plus en plus inadéquates face au «flou» du mouvement des sociétés actuelles; et même la tendance depuis quelque temps observée à la diminution de la croissance urbaine globale pourrait n'être, après tout, qu'un leurre, lié à des modèles devenus impropres à décrire de nouvelles formes sociales.



## Made in China

Il existe dans le monde trois grandes «poches de résistance», importantes ne serait-ce que par le nombre d'hommes; trois grandes exceptions apparentes à l'accomplissement du processus global, si l'on s'en tient strictement aux chiffres des statistiques démographiques.

En Asie, les deux énormes réservoirs de population encore qualifiée en majorité de rurale, que sont les deux pays les plus peuplés du monde, la Chine et l'Inde: censées compter respectivement, en 2005, sur leur population totale (un milliard 300 millions la première, un milliard 100 millions la deuxième), environ 60 et 71 pour cent de non-urbains. Soit environ 800 millions chacune. En Afrique, l'ensemble des pays subsahariens: censés compter, pour leur part, dans la même année, environ 65 pour cent de non-urbains sur une population totale de 700 millions, soit plus de 450 millions. Mais ces pourcentages [«donnés à titre purement indicatif», préviennent les démographes (10)] et la grandeur des nombres absolus qu'ils comportent (plus de 2 milliards de ruraux pour seulement ces trois zones géographiques) ne doivent pas faire illusion.

Du moins pour la Chine, le cas le plus éclatant.

Les politiques «de développement» poursuivies par l'État chinois depuis la fin des années 1970, la modernisation et la libéralisation de l'économie à partir des campagnes (la *deuxième révolution* de Deng Xiaoping ou le «socialisme de marché» à la chinoise) y ont porté leur fruit: la différenciation de la population paysanne en deux classes sociales distinctes.

D'une part, la formation d'une vaste paysannerie dans l'ensemble moins pauvre, composée de possesseurs (sinon de propriétaires) à titre de foyers paysans, directement intéressés aux rendements et profits des nouvelles exploitations agricoles. De l'autre, le résultat général et classique de la modernisation capitaliste des campagnes: la paupérisation en continu (tant que le processus de différenciation dure) du surplus de population rurale – de la partie n'entrant pas dans la première catégorie. En d'autres termes, la création d'un vaste prolétariat d'origine paysanne, «libéré» sur le marché du travail salarié, aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie et les services. L'élévation relative des uns (la création de «classes moyennes» rurales, à côté des citadines) au prix de l'abaissement des autres (11).

La première et, plus ou moins au départ, «spontanée» période semble avoir été empreinte (après vingt années d'heureuses communes rurales du peuple») d'une insatiable boulimie paysanne. En cinq ans, de 1978 à 1983, le phénomène a progressé si vite que la

«décollectivisation» a gagné jusqu'à 98 pour cent des exploitations; en même temps (y compris l'année 1984), la production agricole a augmenté annuellement de 7,7 pour cent [contre 2,9 de la période 1952-1978] (12). Après quoi, le revers de la médaille et la série noire. La chaîne des graves tensions sociales, soulèvements et répressions en règle. Et les raz-de-marée de la grande et petite criminalité.

Deux brèves citations suffiront pour donner une idée de l'ampleur du phénomène et de ses effets sociaux. Un chercheur français, s'appuyant sur des enquêtes chinoises, évaluait, pour l'année 1995, à 60 millions de personnes («hommes jeunes et éduqués» pour la plupart) les «vagues d'ouvriers-paysans [traduction littérale du terme chinois] déferlant sur les cités en quête d'emplois plus ou moins temporaires (13)». L'année suivante, la presse chinoise [nous apprend *L'état du monde 1998* (14)] rappelait «à de nombreuses reprises la situation de l'emploi rural et notamment la question du reclassement des 140 millions de paysans "en surnombre"».

Vous avez bien lu: 140 millions (15). L'équivalent de la population actuelle de la Fédération de Russie. Imaginez un tel pays, le plus vaste du monde, réduit d'un seul coup «en surnombre», en des masses «paysannes» errant sans travail – déferlant partie sur les villes, partie sur d'autres campagnes que les leurs, et venant concurrencer, dans les deux cas, les masses déjà existantes des travailleurs pauvres et chômeurs. Imaginez les effets sociaux d'un tel mouvement de population, dont la baisse générale des salaires les plus bas n'est qu'un aspect.

L'expression chinoise *ouvrier-paysan* rend bien l'idée d'un hybride social, comme celle de *vagues d'ouvriers-paysans* l'idée d'une vaste et mouvante condition humaine résultant d'une telle hybridation. Ce sont là, en effet, des *ouvriers* – avec la référence «urbaine» que le mot comporte –, puisqu'ils n'ont à vendre que leur force de travail (et peu importe que ces déracinés trouvent à se vendre en fait «à la ville» ou «à la campagne»). Mais, en même temps, ce sont des *paysans*: vu que subsiste un reste de cordon de survie, que transformation et régulation sociales les maintiennent, de fait ou de droit (comme en Chine), dans leur situation «paysanne» d'origine, quelque ténues, fragiles, qu'en soient désormais les racines.

Ce fait est parmi d'autres remarquable. Ces migrations internes se produisent en Chine contre toutes les interdictions et restrictions légales, ces restes – régis aujourd'hui pour l'essentiel localement par les différentes provinces, régions autonomes et grandes municipalités – du système du *bukou* (livret de résidence) instauré jadis par l'État maoïste: version actualisée d'une pratique séculaire d'enregistrement des ménages (foyers), de l'ancien système impérial de contrôle de la population, et notamment de son «mécanisme ingénieux pour exécuter la politique centrale à l'échelon local (16)».

Cet enregistrement permanent, cette distinction fondamentale –

pour la jouissance des droits – de la population chinoise tout entière en foyers résidents urbains (particuliers, *bukou* urbain) et foyers résidents ruraux (collectifs, *bukou* rural), a très profitablement joué son rôle dans le cadre de la collectivisation. Et ses restes en jouent un autre non moins profitable aujourd'hui, dans celui de la décollectivisation (17).

Il est possible, comme le pensent nombre de commentateurs, notamment chercheurs urbanistes, qu'au moment de son adoption en 1955 par une directive du Conseil d'État, ce système ne visât qu'à remédier au surpeuplement des villes dû à l'afflux de millions de paysans après la proclamation de la «République populaire» en 1949. Quoi qu'il en soit, il se transforma vite en tout autre chose. En effet, cette décision fut prise pendant que la collectivisation des campagnes battait son plein, dans la foulée du mouvement de leur embrigadement universel (objectif pratiquement atteint dès 1956) sous la forme de *coopératives avancées* agricoles. De plus, elle fut bientôt consacrée en un article de loi (18), en même temps que les coopératives étaient regroupées dans les *communes populaires* (1958), dernier stade de la collectivisation rurale.

Enfin, ce système fut l'instrument du quadrillage complet et draconien de la population chinoise, et précisément de la paysannerie, transformée du coup en la plus formidable armée du travail jamais encore vue.

Un demi-milliard d'hommes réduits en esclavage par décret; ou pour mieux dire, en une forme de servage moderne, la plus stricte des formes du servage. Liés *de jure*, d'une part, comme des anciens serfs, à la glèbe (à la terre du lieu de résidence, du foyer rural *collectif*, la commune populaire), et, d'autre part, à la volonté planificatrice centrale de la toute-puissante bureaucratie du parti-État. Mobilisés, encadrés militairement (sous une discipline de soldats au combat) pour leur propre pillage maximum planifié, pour l'exploitation jusqu'à épuisement de leur force de travail; pressurés (en ce même 1958, dans les conditions certes exceptionnelles déterminées, cette année-là et les deux années suivantes, par le «grand bond en avant» que les communes, et plus tard les brigades, étaient tenues d'accomplir) jusqu'à 70 pour cent peut-être du revenu agricole total (19), au profit des villes et de l'industrialisation du pays.

Dans une étude consacrée spécifiquement au système du *bukou*, on peut lire:

*«Ironiquement, depuis 1958, alors que l'État cherchait à imposer des mesures rigoureuses pour lier les agriculteurs à la terre [...] et réduire la population des grandes villes, le nombre des migrants urbains augmenta très fortement. Le mouvement de la population atteignit un pic au plus fort du grand bond en avant. [...] Ce résultat paradoxal est expliqué [...] par le fait que la priorité de l'État à cette époque n'était pas le contrôle de la population mais le développement accéléré. Les nouvelles sévères restrictions furent tout*

*simplement balayées quand les entreprises, y compris beaucoup d'usines urbaines, accélèrent l'embauche d'ouvriers (20).»*

Cette explication qui n'explique rien, sauf ce fait notoire, noyau de la propagande maoïste de l'époque, que le grand bond en avant était synonyme de développement industriel accéléré (donc de besoin de main-d'œuvre), ignore l'essentiel: les moyens humains mis en œuvre pour faire le grand bond. Par définition, la priorité de l'État était le développement industriel, mais justement par le *contrôle de la population*: par le contrôle et la transformation universelle de la paysannerie en un immense réservoir de force de travail réduite à sa plus simple expression, toujours et dans tous les cas disponible, parce que domestiquée radicalement.

Dans une étude antérieure d'une dizaine d'années, on trouve davantage de précisions et de concision:

*«En réponse à la puissante "poussée" d'industrialisation frénétique du grand bond en avant, pas moins de vingt millions d'habitants ruraux affluèrent en masse [flocked: à l'égal de troupeaux] dans les villes à la fin de 1958 et au commencement de 1959. [...] Au début des années 1960 cela mena à la campagne de "retour au village" par des déportations en masse dans des proportions comparables (21).»*

On le voit. Pour l'État chinois de l'époque maoïste, les paysans n'étaient qu'un pur bétail humain transhumant. Servaient-ils à la ville, ils étaient libres (à condition d'obtenir un permis) d'y émigrer en masse par millions. Étaient-ils de trop – le grand bond en avant s'étant avéré un grand bond en arrière –, de nouveau ils étaient libres en masse par millions. Même que l'État veilla alors à organiser leur «retour au village»: transferts par troupeaux, convois de déportés.

Ce ne fut pas là pourtant le pire. Loin d'être paradoxaux, une ironie de l'histoire pour la politique maoïste, les résultats du grand bond (de la dyade «grand bond en avant-communes populaires rurales», le tissu de celles-ci étant l'instrument moléculaire de celui-là) furent, à court terme, purement et simplement catastrophiques. Mais la catastrophe ne fut pas le grand nombre de «migrants urbains» (et puis de migrants de «retour au village»); ce fut, entre 1959 et 1961, la famine dans les campagnes, la pire des famines connues, probablement plus de 40 millions de morts pour prix de la politique industrielle et agraire maoïste, voulue et mise à exécution par le parti coûte que coûte (22).

Mais que l'on passe du court au moyen terme, et le bilan (les résultats de la *révolution maoïste dans les campagnes*) change d'aspect. C'est ce qui apparaît à un aperçu d'ensemble allant du début des années 1960 à 1978, couvrant toute la période restante du pouvoir maoïste, après le grand bond chimérique et la grande famine réelle (23). L'état chaotique et fragmentaire des statistiques de l'époque n'empêche pas d'extrapoler des macro-estimations approximatives, indicatives d'une forte tendance générale; par exemple, la part du

produit non agricole dans le produit total semble avoir monté d'un peu plus de 50 à environ 70 pour cent, tandis que la part du produit industriel semble avoir à peu près doublé (atteint à peu près 40 pour cent du produit total); dans le même temps, la population urbaine a continué à flotter autour de 18 pour cent de la population totale (24).

Que signifient globalement ces chiffres ?

Que les méthodes du parti-État chinois (méthodes se présentant comme *communistes*, prétendant œuvrer à un but supérieur d'émancipation humaine), pour tragiques qu'elles furent, sans commune mesure même avec le «grand tournant» du modèle stalinien (du premier plan quinquennal soviétique lancé en 1928 et de la collectivisation des campagnes russes à partir de la fin de 1929), et pour catastrophique qu'en fut l'échec immédiat pour la population, furent à la longue, sous l'angle de la pure industrialisation, un succès indéniable et même inédit. Et si les hommes n'étaient pas si prompts à l'oubli ou zélés pour l'ignorance, un tel exemple devrait servir de mise en garde permanente contre tout accélérateur de la «modernisation», contre tout beau discours de ses agents et porte-parole, fût-il le plus sincèrement désintéressé, humanitaire.

En une vingtaine d'années seulement, par la domestication intégrale de la paysannerie chinoise, par sa réduction en une masse amorphe docile, le maoïsme a bouleversé de fond en comble le pays le plus immensément paysan et sous-développé de la planète, il l'a transformé et remodelé et a jeté les bases de la croissance ultérieure, tant dans les villes que dans les campagnes. Là se trouve le socle du récent, et toujours en cours, *miracle* chinois; là l'assise de l'exploit productif répété et sans égal de la Chine post-maoïste.

En dépit de toute apparence (et malgré la propagande) de rupture, c'est le lien profond de continuité entre la politique de «Mao le révolutionnaire» et celle de «Deng le réformateur» qu'il faut saisir. Pour rendre sensible cet enchaînement par une image, disons que la première a constitué grosso modo le système racinaire par lequel s'est fixée et se nourrit la plante de l'économie chinoise d'aujourd'hui. (Système racinaire: enfoui dans le sol, poussé, comme toute racine, en sens inverse à la tige, dont maintenant tout le monde peut contempler le branchage). C'est un peu comme si les deux phases d'un moteur à deux temps s'étaient succédées: le moteur d'une même «politique économique» (sur le long terme), d'abord la compression en bas, ensuite l'explosion vers le haut. L'alternance des deux phases d'un même planisme «stratégique» et dynamique. À preuve, qu'il est toujours égal à lui-même: farouchement étatique, absolu, commandé et imposé y compris et surtout dans le domaine agraire. Pour que les branches puissent porter leurs fleurs et leurs fruits, les racines doivent continuer de pomper le sol.

Disons cela en d'autres termes encore – fort schématiques, certes,

donc avec une marge d'erreur inévitable, mais historiquement éloquents. Les marxistes, s'ils n'ont pas découvert la lutte des classes, en ont pratiqué la doctrine plus que tous les autres courants politiques. À tel point que ce dogme est devenu, pendant plusieurs décennies, le fondement doctrinaire de l'État dans toute une partie du globe. Le communisme marxiste était une doctrine socialiste née, à l'égal d'autres doctrines socialistes, au XIX<sup>e</sup> siècle sur le terrain des luttes des classes ouvrières d'Europe. Au XX<sup>e</sup> siècle, ses épigones plus ou moins dogmatiques, en Russie d'abord, ensuite en Chine, se sont trouvés diriger des États – des appareils existants et de nouvelles formes étatiques en formation – dominant sur des pays immenses, avec d'immenses populations fortement, voire presque exclusivement rurales. Les paysanneries pauvres avaient été la force sociale de la révolution, elles avaient confié le pouvoir révolutionnaire aux communistes en échange de la promesse du partage des terres. Seulement, elles n'entraient pas dans les schémas de conceptions apparues sur d'autres bases historiques et pour d'autres fins.

En face de ces masses paysannes, ces communistes «marxistes orthodoxes», détenteurs de la dominance politique armée. Entraînés à trancher toutes les questions sociales et politiques en les réduisant au schéma binaire de la lutte de classe, de la tactique de *classe contre classe*, dans sa version la plus dogmatique et dégradée: celle du diktat stalinien international lancé en 1928 aux communistes du monde entier, pendant du «grand tournant» soviétique intérieur. En face de ces masses paysannes, surtout, les marxistes chinois, ces tacticiens et théoriciens de la *guerre révolutionnaire*. Qui pouvaient, à la fois, se prévaloir du précédent stalinien et faire valoir leur non commune expérience militaire.

Disposant de la toute-puissance actuelle de l'État révolutionnaire, les maoïstes, plus encore que les marxistes soviétiques, ont abordé les grandes questions sociales de leur immense pays avec leur clef simple et binaire, ils l'ont fait tourner par la force des armes et l'encadrement étatique militaire.

Cela a abouti à la pratique la plus moderne, mobilisatrice, de cette «arithmétique politique» (de la «révolution d'en haut») bien connue des anciens: la suppression de classes sociales entières et la création de nouvelles par un pouvoir politique conquérant/dominant exclusif, absolu par la simple force des armes. La nouveauté du cataclysme social a été, en Chine, l'étendue et l'intensité, l'effort volontaire jusqu'au-boutiste, fourni, sur la plus grande échelle, par le nouveau complexe militaro-étatico-partidaire. Fait notable: des soldats de l'armée rouge «démobilisés» furent employés pour mobiliser le peuple paysan dans les communes rurales «du peuple».

Mais la pure force militaire ne suffit pas pour contrôler les populations poussées par la faim, elle peut les exterminer, non pas les arrêter. Seule une faim plus grande peut maîtriser leur faim. C'est par

un tel calcul, par une politique de la faim planifiée, généralisée, que le pouvoir maoïste a eu raison des populations paysannes. Il a réussi dans un domaine où même l'empire romain avait échoué, durant les siècles de sa décadence et de l'institution du colonat. C'est en institutionnalisant la faim, grâce à un système de la faim devenue loi d'État, que l'État chinois a plié la paysannerie chinoise et l'a asservie, attachée à la terre «collectivisée». Ce système a été le système du *bukou*.

Sa grande efficacité fut assurée par son principe relativement simple, celui d'un mécanisme administratif fondé à la fois sur le rationnement intégral des vivres dans les villes et le contrôle étatique complet de la production agricole, dans les conditions de pénurie alimentaire endémique (par rapport au nombre d'habitants) de la Chine, terre traditionnelle de la famine (localisée). La distinction légale entre foyers urbains (*bukou* urbain) et foyers ruraux (*bukou* rural) établissait l'autosuffisance par définition de ces derniers. Ils devaient se nourrir et vivre en autarcie locale; ils étaient sujets à de lourds prélèvements sur leur production (avant tout céréalière, base de l'alimentation du pays), à d'écrasantes confiscations pour le ravitaillement des villes et l'accumulation nécessaire à l'industrialisation accélérée. Cela ne leur laissait plus grand-chose, non tant pour alimenter un quelconque marché noir des denrées vers les villes, que pour s'alimenter eux-mêmes suffisamment.

Dans un tel régime de pénurie artificielle des campagnes, s'ajoutant à leur pénurie endémique, des vagues de crève-la-faim paysans eussent déferlé sur les villes, sans les mesures draconiennes qui furent prises: ceux qui fuiraient la faim chronique accrue des campagnes étaient sûrs d'aller vite mourir littéralement de faim partout ailleurs, et notamment dans les villes. Le marché libre ayant été aboli (un modèle d'efficacité, l'idéal réalisé de l'«économie de guerre», en fait de consommation alimentaire), les possibilités de s'y nourrir dépendaient strictement de la *«possession de documents d'enregistrement urbain du foyer familial, les céréales étant acquises mensuellement à la graineterie de quartier assignée à la famille par la police d'enregistrement. [...] C'est pourquoi] le rationnement des céréales s'est révélé [...] un instrument extrêmement puissant de contrôle des migrations (25)»*.

À ce système de rationnement alimentaire, faisait pendant un système non moins rigide de rationnement des droits.

Tout «rural» était, en ville, quelque chose comme un *sans-papiers* permanent, un sous-homme sans droits dans tous les cas. Sans autorisation (en règle générale, en vertu d'un contrat d'embauche entre la ville et sa commune) lui ouvrant droit et accès aux vivres, il était un clandestin sans papiers (un urbain sans *bukou*) condamné d'avance à mourir de faim. Et quand bien même il obtiendrait des papiers en règle, son *bukou* rural (doublé de l'enregistrement de travail) déterminait, malgré l'implantation urbaine autorisée, son

exclusion légale de pratiquement tous les droits liés au statut de résidant urbain.

Voici comment décrit les conséquences du mécanisme du *hukou* une étude récente:

*«Cette division de la population chinoise entre une minorité urbaine privilégiée (environ 17 pour cent) et une majorité rurale exploitée (83 pour cent) a créé en substance une société à deux classes. Être rural, c'était être condamné à une vie de dur labeur et de pauvreté. Être urbain, c'était avoir des droits incluant céréales et fuel subventionnés, [emploi garanti,] logement, éducation, soins sanitaires, possibilités culturelles – toutes choses qui étaient déniées aux paysans. Les chances de vie de chacun étaient par conséquent le produit du système d'enregistrement familial (26).»*

La Chine a été, dans les années 1950 et 1960, le laboratoire à ciel ouvert, puis la vaste usine à fabriquer en série de nouvelles couches prolétariennes sans droits, à droits très limités, en vertu du système des dispositions légales. L'État chinois de l'époque maoïste, en expropriant les populations paysannes, en les enchaînant à la forme étatique locale des communes populaires, a mis en place le premier, dans les temps modernes, un régime économique d'ensemble à main-d'œuvre tendancielle sans papiers. Modèle dynamique d'un rapport social global de sur-prolétarianisation (surexploitation d'une main-d'œuvre par définition «métèque», étrangère à la société) qui s'étend depuis, sous des formes diverses, de plus en plus à l'échelle mondiale.

Ces surexploités, parias de la modernisation, sont obligés de se cacher pour travailler et vivre, ils sont réduits à convoiter des papiers «en règle» comme si cette règle était leur unique chance de vie: les obtenir, pour eux, c'est entrer volontairement dans un statut d'altérité, d'amointrissement social – un statut fortement désiré, à la suite d'un mouvement prolongé, soutenu, de leur propre conscience morale. *Dura lex sed lex*, la loi est dure mais c'est la loi. S'y conformer pour vivre.

C'est le sens de la grande expérimentation d'«ingénierie sociale» réalisée par le maoïsme, qu'une telle création des cadres normatifs du conditionnement et du dressage sociaux des membres de populations entières appauvries. Soumis avec méthode, individuellement – par les conditions matérielles qu'on leur impose, par l'encadrement social contraignant du système –, à la politique et à la discipline salariales de la précarité; rendus psychologiquement prompts (après comme avant l'obtention de papiers provisoires, révocables, liés à la durée des contrats de travail) à se vendre de plein gré en échange de n'importe quel gagne-pain. C'est là sa signification moderne universelle: elle a devancé, à la plus grande échelle nationale, un processus de tendance générale; elle est le modèle inavoué des «psychologues-ingénieurs sociaux» partout dans le monde (27).

Même si ce point sur la continuité entre le maoïsme et le post-maoïsme, y compris dans les politiques agraire et de population, est



d'un grand intérêt (en particulier pour l'«arithmétique politique» des pouvoirs d'État envers la société), nous ne pouvons pas nous y arrêter davantage. Il suffira d'évoquer un dernier fait révélateur. La première constitution chinoise de 1954 – promulguée lorsque Mao était certes, depuis longtemps, le premier parmi les dirigeants chinois, mais pas encore le *soleil infiniment bon* qui éclairait la terre de Chine et la transformait en un paradis communiste par ses seuls rayons –, cette première constitution établissait la liberté de circulation des personnes. Cette liberté, déniée par le Conseil d'État dès l'année suivante, fut finalement supprimée des droits constitutionnels par la constitution maoïste de 1975; et cette suppression fut maintenue dans la constitution post-maoïste de 1982.

Avec 1978, donc, la première phase de la croissance chinoise était arrivée au bout de sa course, la double assise de la nouvelle Chine était acquise. La grande transformation sociale et économique s'était opérée, la domestication d'une vaste main-d'œuvre avait donné lieu à un haut niveau d'industrialisation. La deuxième phase pouvait démarrer.

Parmi les «réformes de modernisation» entreprises, ne figura pas l'abolition du système du *hukou* (28). Celui-ci ne fut modifié partiellement, une première fois, qu'en 1984. D'autres modifications interviendront, notamment en 2001, mais le système reste en vigueur.

C'est que le principe légal et l'organisation administrative des *tribulations d'un Chinois en Chine* continuent de rendre service et bénéfiques. La modernisation, la libéralisation tant vantée, de l'économie chinoise s'est faite et continue de se faire, quels que soient les correctifs apportés, non pas malgré, mais grâce au maintien et à la croissance en nombre d'une armée de sans-papiers «ruraux», de travailleurs sans droits.

Le rôle de la libéralisation de la production agricole a été primordial (on l'a dit plus haut) pour la «libération» des bras liés à la terre et pour la prolifération d'un immense peuple de sans-emploi et sans-ressources, de migrants toujours disponibles sur l'ensemble du marché interne du travail (non seulement journaliers pour les travaux des champs, mais surtout et de plus en plus pour le secteur manufacturier et autres secteurs de production, urbains ou ruraux). Une deuxième raison essentielle explique pourquoi la politique des réformes économiques de Deng Xiaoping a commencé par la libéralisation relative des campagnes, pourquoi celle-ci a devancé toutes les autres réformes même de plusieurs années.

La formation d'un prolétariat sans droits repose forcément sur un double présupposé: d'une part, le maintien d'un système de droits dont cette classe soit matériellement exclue (de fait et/ou de droit); de l'autre, l'existence de conditions lui permettant de se nourrir, de se loger, se vêtir, bref, d'exister matériellement pour être exploitable.

Quant au premier aspect, le système du *hukou* existait déjà,

efficace, profondément ancré dans les mœurs publiques et privées, suite à la tradition séculaire impériale et aux décennies de la domination étatique maoïste.

Quant au second aspect, il fallait qu'existe, à côté du régime officiel, un régime parallèle des subsistances. C'est à quoi servit aussi la libéralisation de la production agricole: à former un «marché libre» des denrées où tout un chacun pût se ravitailler, quel que fût son statut social et légal, indépendamment du système étatique de rationnement des villes.

*«Depuis 1978, le marché privé paysan des denrées alimentaires dans les zones urbaines n'a fait que croître, et cette innovation fournit les moyens essentiels d'une large résidence illégale. La résidence urbaine en dehors du système de rationnement était en règle générale une affaire risquée. Au milieu des années 1980, toutefois, le grand choix de produits agricoles (y compris les céréales), disponibles maintenant à presque chaque coin des rues, ôte au système son effet le plus sûr, la condamnation à la peine de la faim (29).»*

Ainsi, une fois ce spectre de la faim banni des villes pour les paysans (une fois la politique de la faim d'État menée à terme), ceux-ci commencèrent à y affluer. Un grand nombre venaient certes y vendre leurs produits. Mais ils venaient aussi, en grande partie – et précisément grâce à la nouvelle possibilité matérielle de s'y nourrir assurée par ce commerce paysan –, pour se faire embaucher dans toutes sortes d'occupations. Entre autres, *«l'énorme programme de construction de logements urbains de la période post-1978 n'aurait pas été possible sans un important louage de main-d'œuvre rurale. [...] Ayant terminé leur période contractuelle, ces gens sont censés quitter les villes, mais une grande partie parviennent à y rester moyennant des contrats, quoique illicites, avec des unités d'État, ou en diverses formes d'emploi occasionnel<sup>(30)</sup>»*

Ce tableau remonte à 1985 et relate les premiers effets de la modernisation des campagnes sur les zones urbaines. Suivirent ces vagues d'«ouvriers-paysans» («migrants temporaires, populairement connus comme "flottants" dans la Chine actuelle<sup>(31)</sup>») mentionnées plus haut. Nous avons vu aussi qu'en 1995 un auteur les estimait à 60 millions de personnes. Ce chiffre paraît partiel, bien inférieur à celui d'autres estimations de la même époque et pour la même année.

*«La "population flottante" [...] ce sont des gens avec un plus fragile [que les 17-20 millions par an qui, depuis 1982, parviennent à changer leur hukou] (et peut-être plus temporaire) lien avec leurs nouveaux domiciles, fragilité qui se reflète dans le défaut d'une registration urbaine. Leur nombre a monté, à l'échelle nationale, de 20-30 millions en 1982 à 80-100 millions en 1995. Bien que beaucoup soient des ouvriers agricoles saisonniers, un nombre croissant ont des contrats de travail de courte durée – jusqu'à deux-trois ans – dans les villes, et leur présence dans les secteurs du bâtiment et des services prend un caractère de plus en plus permanent. [...] Ce sont] des habitants urbains sans papiers. Beaucoup d'employeurs recrutent en masse aujourd'hui dans les zones rurales, embauchant des migrants en qualité de travailleurs avec contrat temporaire et leur fournissant souvent des logements-dortoirs. Dans les secteurs manquant de*

*bras, les opérations d'embauche de la main-d'œuvre sont souvent bien organisées et gérées par des agences publiques. [...] La plupart des migrants sont concentrés dans les zones péri-urbaines, où ils peuvent louer des logements particuliers chez les paysans. [...] Ainsi, tout comme dans les sociétés de marché partout dans le monde, la migration sur une grande échelle conduit à des nouveaux modèles d'inégalité sociale et de ségrégation spatiale. [...] À Shanghai] l'expansion géographique de la zone urbaine a porté nombre de villages précédemment ruraux à l'intérieur des limites urbaines, où d'anciens agriculteurs réalisent de gros bénéfices en louant des espaces aux travailleurs migrants<sup>(32)</sup>.»*

Pour conclure sur ce point, voyons qui sont ces *urbains sans papiers*, migrants «flottants», «sans hukou», souvent qualifiés globalement en Chine de simples vagabonds. Voici le tableau qu'en brosse une autre étude de la même époque:

*«La population flottante chinoise de manœuvres et itinérants est maintenant estimée entre 20 et 100 millions. [...] Ces travailleurs temporaires sont devenus vitaux pour une multiplicité d'industries, surtout le bâtiment, mais ils ont aussi provoqué d'énormes tensions dans l'infrastructure urbaine chinoise encore sous-développée. [...] L'immense majorité de la population flottante est mâle et très jeune; et beaucoup envoient leurs rétributions aux familles résidant encore dans les villages ruraux. Seulement 5 pour cent ou à peu près de la population flottante est composée de vagabonds, de criminels et de prostituées; pourtant les autorités gouvernementales chinoises redoutent que la population flottante [estimée, selon ces auteurs, dans de grandes villes comme Pékin et Shanghai, à plus d'un million d'habitants] ne puisse devenir une force politiquement déstabilisatrice, ainsi que ce fut apparemment le cas pendant les protestations de Tian'anmen à Pékin<sup>(33)</sup>.»*

Pour avoir un tableau aussi complet que possible, il convient de rapporter encore les paroles plus récentes de deux autres chercheurs, écrites, les premières, un lustre, et les secondes une décennie plus tard.

*«Les estimations récentes situent cette population flottante dans une fourchette assez large, entre 80 et 120 millions de personnes; une dernière évaluation fait état de 130 millions... Une masse considérable, qui représenterait donc autour de 10 pour cent de la population totale du pays. La migration légale, avec transfert du livret de résidence, ne constitue ainsi qu'une part infime de la migration réelle: le nombre des migrants légaux, fixés par des quotas annuels par le ministère de la Sécurité publique, se situe en effet autour de 17 à 19 millions chaque année<sup>(34)</sup>.»* (Aussi, il apparaît de toutes les estimations qu'au moins un Chinois sur dix est un sans-papiers sur le propre sol chinois.)

*«Il y avait environ [...] 130 à 140 millions [de migrants temporaires] en 2000 [...]. Actuellement, [...] certaines provinces ont [...] aboli ces barrières institutionnelles à l'émigration rurale, mais les grandes villes et a fortiori les métropoles comme Pékin et Shanghai ont une politique sélective qui limite fortement l'"immigration" légale. Les migrants font encore le plus souvent l'objet d'une véritable ségrégation: certains emplois (entreprises d'État et*

*services publics) leur sont fermés, ils occupent les tâches pénibles et mal payées que délaissent les citadins, comme le bâtiment; ils n'ont pas accès aux services sociaux et notamment aux établissements scolaires où à la Sécurité sociale. En 2000, les migrants représentaient 20 pour cent de la population de Pékin, 25 pour cent de celle de Shanghai et de la province du Guangdong [Canton] <sup>(35)</sup>.» (Soit, pour Pékin et Shanghai, peut-être jusqu'à 3 et 4 millions respectivement.)*

Personne ne s'étonnera, donc, du fait que le dernier demi-siècle, caractérisé par l'infériorité sociale et la discrimination légale des masses rurales (par la politique socio-économique anti-paysans pauvres du Parti communiste chinois), s'est en même temps accompagné de la fixation d'un vaste, viscéral racisme «anti-ouvriers-paysans», anti-migrants, dans la société urbaine légale chinoise, racisme encouragé, jusqu'à aujourd'hui, et anticipé par les pouvoirs publics.

*«Des mesures de discrimination en matière de travail à l'égard des migrants sont même mises en place par les gouvernements des grandes villes, leur interdisant officiellement l'accès à certains métiers [...]. La Chine a donc aussi ses "sans-papiers", régulièrement victimes de rafles. En 2000, la police aurait arrêté à Pékin 295 000 migrants en situation irrégulière (sans permis de résidence) renvoyés chez eux manu militari après une période de travaux forcés. Ces méthodes reçoivent le soutien de l'opinion publique, qui accuse les migrants d'être les auteurs de la majeure partie des crimes commis en ville, de surcharger les bus et les rames de métro déjà surpeuplées, et de donner de la ville une image peu flatteuse... A tous égards, cette population flottante, pourtant indispensable à l'essor de l'économie chinoise, est malmenée <sup>(36)</sup>.»*

On pourrait presque dégager une loi générale de la psychologie sociale dominante, en disant que ceux qui en profitent le plus doivent en venir à mépriser les classes sociales dont l'exploitation les fait vivre et prospérer. Pour conserver leur équilibre psychique et spirituel d'exploiteurs, ils doivent d'autant plus les considérer comme une race inférieure qu'ils en dépendent plus largement et que l'exploitation en est plus vaste et plus sauvage.

En Chine, aujourd'hui encore, «c'est l'économie paysanne des provinces de l'intérieur qui nourrit l'économie capitaliste des zones côtières [urbanisées]<sup>(37)</sup>.» L'économie – et les populations, dites «paysannes».

## Notes

4. C'est pourtant ce que fait le Bureau international du travail. Voir l'encadré.

5. M. Davis, *Planet of Slums*, 2006, traduction française sous le titre *Le pire des mondes possibles*, La Découverte, 2007, 2<sup>e</sup> éd, p. 8.

6. *Ibid.*, p. 28.

7. C. Rollet, *La population mondiale, 6,5 milliards, et demain?*, Larousse, 2006, p. 11.

8. Populations paysannes au sens large, celles tirant leurs

principaux moyens de subsistance de la culture de la terre, sans tenir compte des formes historiques (pré- ou proto-capitalistes) et des buts de la propriété et de la production.

9. M. Guillou et N. Szotokman, *Géographie mondiale de la population*, Ellipses, Paris, 2004, 2<sup>e</sup> éd., p. 119.

10. Cf. les diverses éditions annuelles de *L'État du monde*, La Découverte, Paris.

11. «*La main-d'œuvre rurale en excès [était] estimée à 200 millions de travailleurs à l'échelle nationale*» vers la fin des années 1990: L.R. Sullivan et N.R. Hearst, *Historical dictionary of the People's Republic of China: 1949-1997*, Scarecrow Press, Lanham, Maryland, 1997, p. 210.

12. Cf. J.Y. Lin, *Rural reforms and agricultural growth in China*, in R. Garnaut et Y. Huang (éd.), *Growth without miracles. Readings on the chinese economy in the era of reform*, OUP, Oxford, 2001, tables 3 et 1 p. 141 et 138. Dans les années suivantes, la croissance de la production agricole a ralenti: 4,1 pour cent par an dans la période 1984-1987, avec en même temps la stabilisation du nombre des exploitations décollectivisées à 99 pour cent.

13. C. Aubert, *Exode rural, exode agricole en Chine, la grande mutation ?*, in *Espace, populations, sociétés*, 2-1995, cité par Guillou et Szotokman, p. 145.

14. La Découverte, Paris, 1997, p. 149.

15. Ce chiffre, qui s'accorde avec ceux fournis par d'autres chercheurs qu'on citera plus loin, apparaît par ailleurs modeste confronté aux 200 millions indiqués par Sullivan et Hearst (note 11).

16. I.B. Taeuber et N. Wang, *Population reports in the Ch'ing Dynasty*, *The Journal of asian studies*, 4-1960, p. 404, cité par Y. Blayo, *Des politiques démographiques en Chine*, INED, Paris, 1997, p. 27.

17. Très justement P. Triollet et J.-Ph. Béjà, *L'empire du milliard. Populations et société en Chine*, Colin, Paris, 1986, p. 154-155, remarquent que «*bien peu de livres consacrés à la Chine contemporaine accordent au hukou [...] la place qu'il mérite dans la société chinoise contemporaine*», alors que, par ce moyen, «*à l'instar des serfs dans notre système féodal, les Chinois sont attachés au bout de terre sur lequel ils sont nés*», ce qui «*est un instrument non négligeable dans l'arsenal des moyens d'assujettissement de la société dont dispose le pouvoir politique*». Toutefois, leur description (quatre pages) des tribulations des Chinois, et notamment des paysans, en vertu du système du *hukou* ne constitue pas non plus une tentative d'interprétation de sa signification socio-économique profonde.

18. R.J.R. Kirkby, *Urbanisation in China: town and country in a developing economy, 1949-2000 AD*, Croom Helm, Londres et Sidney, 1985, p. 25.

19. Cf. S. Chandrasekhar, *Communist China today*, Asia Publishing House, Londres, 1962, 2<sup>e</sup> éd., p. 49.

20. T. Cheng et M. Selden, *The Origins and social consequences of China's hukou system*, in *China Quarterly*, 139-1994, p. 665, cité par J. Friedman, *China's urban transition*, University of Minnesota Press,

Minneapolis, 2005, p. 138.

21. Kirkby, p. 35.

22. Le chiffre d'au moins 40 millions semble le plus probable d'après nombre de sources chinoises: cf. J. Becker, *Hungry Ghosts, China's secret famine*, John Murray, Londres, 1996, traduction française sous le titre *La grande famine de Mao*, Dagorno, 1998, p. 366-78.

23. Malgré la chute libre de la production industrielle en 1961 et 1962, celle-ci demeura supérieure aux niveaux de 1957, d'avant le grand bond. La production agricole tomba, elle, aux niveaux d'avant 1952, alors que la population à nourrir avait augmenté de 17 pour cent. (Cf. [K. Grummitt,] *China economic Handbook*, Euromonitor Publications, Londres, 1986, p. 12)

24. Sur toute la période maoïste, l'augmentation du pourcentage du produit non agricole est non moins remarquable – le point de départ étant d'environ 40 pour cent du produit total –, avec, en particulier, la multiplication par trois ou quatre (d'environ 10 pour cent en 1952 à 35-40 en 1978) de la part du produit manufacturier: ce qui, dès la fin du maoïsme, faisait de la Chine «*proportionnellement [...] l'un des pays les plus industrialisés du monde en termes de production*». Il convient de reculer à au moins 1978 ces mots, se rapportant à 1995, écrits par A. Maddison, *L'économie chinoise. Une perspective historique*, OCDE, Paris, 1998, p. 89, si ses estimations sont fiables: la part du produit manufacturier étant, selon ses calculs, en 1995 d'environ 41 pour cent contre 35 en 1978. En effet, voici ce qu'écrit cet auteur quelques pages auparavant: «*Entre 1952 et 1978 [...] la structure de l'économie fut transformée. En 1952, la part de l'industrie dans le PIB était six fois moins importante que celle de l'agriculture. En 1978, elle était plus élevée.*» (p. 61) C'est bien là l'essentiel (entre 1952 et 1978 la structure de l'économie chinoise fut transformée), et ceci apparaît quels que soient les calculs et les données de départ. Soulignons néanmoins que les statistiques de l'époque maoïste, utilisées par les chercheurs actuels, ont été le plus souvent publiées bien des années plus tard par le nouveau régime post-maoïste: à la fois continuateur et opposé du précédent et tout aussi intéressé, du moins dans certains domaines dont l'économie, à leur manipulation à des fins de propagande. Pour la Chine maoïste surtout, toute estimation devrait donc s'accompagner d'un examen critique fouillé des sources (ce qu'a fait, pour la famine de 1959-1961, l'étude citée de Becker). Les indications d'un peu plus de 50 et d'environ 70 pour cent pour les 17-18 années allant de 1961-62 à 1977-78 sont des moyennes grossières entre plusieurs sources et études, en particulier celle de Maddison confrontée avec *L'État du monde* (diverses années) et nos propres calculs. (Le travail de Maddison est méthodiquement prudent et riche en tableaux élaborés à partir de statistiques officielles et d'ajustements de l'auteur: il évalue à 66,3 pour cent la part du produit non agricole en 1978, mais d'autres estimations donnent des chiffres plus importants.) Voici d'autres chiffres (légèrement différents, mais qui vont dans le même sens,

dessinant une même tendance de fond) donnés par un autre chercheur: «*La part du produit non agricole dans le revenu national a augmenté de 52 pour cent en 1962 à 64 pour cent en 1978, alors que la proportion de la population urbaine n'a pratiquement pas changé.*» (Wang Feng, *The breakdown of a Great Wall: recent changes in the household registration system in China*, in Th. Sharping (éd.), *Floating population and migration in China: the impact of economic reforms*, Mitteilungen des Instituts für Asienkunde, Hambourg, 1997, p. 155, cité par Friedman, p. 61, qui n'indique pas les sources de Feng).

Le chiffre de 64 pour cent en particulier semble très approximatif par défaut. Cela tient aux particularités de l'industrialisation chinoise et des définitions relatives (non seulement de l'époque maoïste). Ce n'est pas ici le lieu d'aborder la question de l'industrie «rurale» (située en zone rurale) chinoise et de son poids dans les statistiques. Pour en donner une idée, une citation suffira: «*En 1978, environ 28 pour cent (17 millions de travailleurs) de la force de travail industrielle totale de la Chine était employée dans des industries rurales dirigées collectivement. Pendant la période maoïste, tous les travailleurs du secteur industriel géré par les communes et les brigades étaient classés dans le revenu national comme "agricoles" et n'avaient ainsi pas accès aux droits urbains.*» (Friedman, p. 12, qui renvoie à K.W. Chan, *Cities with invisible walls: reinterpreting urbanization in post-1949 China*, OUP, Hongkong, 1994, p. 81). Dans une telle situation, il y a fort à parier que les termes réels de la croissance à l'époque maoïste risquent de rester à jamais mal connus, et qu'on ignorera toujours ceux du partage réel entre population agricole et non agricole. Enfin, dans ce cadre, même une simple donnée comme le pourcentage à peu près inchangé de la population urbaine paraît, en face d'un rythme particulièrement accéléré de croissance de la production du secteur manufacturier lourd, indicative d'une forte capitalisation progressive de celui-ci (diamétralement à l'opposé d'un retard dans la modernisation technique), et paraît donc confirmer la tendance de fond à une transformation rapide de la structure économique pendant la période maoïste.

25. Kirkby, p. 26. Pour donner un cadre plus complet, il faut rappeler une autre, essentielle raison de l'efficacité de l'organisation de la faim comme moyen de contrôle et de transformation de la population chinoise rurale. Les coopératives et les communes populaires – celles que Mao appela les *germes du communisme* – non seulement servirent à contrôler complètement la production agricole, mais furent aussi les institutions locales de la faim étatique, nécessaires dispensatrices de la nourriture aux paysans. Dans les cantines «collectives» des coopératives avancées et surtout (à partir de la mi-1958) des communes populaires rurales, une pauvre nourriture leur était fournie, juste assez (au moins jusqu'aux premiers mois de 1959) pour ne pas mourir d'inanition. Cela explique le «succès foudroyant» de la communisation d'État (collectivisation) en 1958.

26. Friedman, p. 60.

27. De fait le processus est encouragé à tous les niveaux. Jusqu'au Bureau international du travail qui indique le modèle chinois («libéralisé», de l'après-maoïsme, bien entendu) en exemple aux pays du Tiers-monde. Voir l'encadré.

28. I. Attané s'en étonne dans *La Chine au seuil du XXI<sup>e</sup> siècle. Questions de populations, questions de société*, INED, Paris, 2002, p. 185, qui voit dans ce maintien «*l'un des plus grands paradoxes de la Chine en marche vers la mondialisation*» et dénonce, d'autre part, la situation de «*cette main-d'œuvre rurale excédentaire [...qui n'a] bien souvent d'autre possibilité que de migrer illégalement pour échapper à la rigidité du système et répondre aux besoins des nouvelles entreprises privées des villes, gourmandes en main-d'œuvre bon marché*». Cette chercheuse ne semble pas s'apercevoir ici de l'essentiel, de la rationalité politico-économique de fond de ce qui ne lui semble qu'un contresens: l'illégalité migratoire diffuse à laquelle la rigidité du système du *bukou* accule une grande partie de travailleurs est justement la condition, dans la situation démographique de la Chine, d'une main-d'œuvre aussi bon marché.

29. Kirkby, p. 31.

30. Ibid., p. 30.

31. Friedman, p. 8.

32. J.R. Logan, *Three challenges for the chinese city: globalization, migration and market reform*, in id. (éd.), *The new chinese city: globalization and market reform*, Blackwell, Oxford, 2002, p. 16-17. Pour l'expansion urbaine de Shanghai, voir W. Wu, *Temporary migrants in Shanghai: housing and settlement patterns*, ibid., p. 212-226. Pour les estimations de la «population flottante» de 1982 à 1995, Logan renvoie à K.W. Chang, *Internal migrations in China: an introductory overview*, in *Chinese environment and development*, 7-1996, p. 3-13.

33. Sullivan et Hearst, p. 89.

34. Attané, p. 185.

35. F. Lemoine, *L'économie de la Chine*, La Découverte, Paris, 4<sup>e</sup> éd., 2006, p. 43.

36. Attané, p. 185-86.

37. Aubert, in *Revue Tiers-Monde*, 183-2005, *Paysans: mode de survie*, cité par Lemoine, p. 51.



## Un livre, son actualité

L'exemple de la Chine une fois décortiqué, une fois trouvé le noyau profond sous l'écorce, cet exemple montre de la manière la plus saisissante la base nouvelle, le foisonnement de rapports sociaux et de politiques sociales d'État, que cachent les statistiques qui font état de vastes régions du monde dont les populations seraient encore majoritairement «paysannes» ou «rurales».

On arriverait à des conclusions analogues, bien que moins parlantes à cause de la vitesse et netteté moindres des processus et, surtout, à cause du plus faible volontarisme politique central, voire de sa quasi-absence, en examinant le cas de nombreux autres pays. Ceci ne vaut pas seulement pour ceux, comme les pays d'Amérique latine ou d'Afrique du Nord, où le processus d'ensemble, considéré dans ses termes les plus généraux, est accompli depuis des décennies et devant les yeux de tout le monde. Mais aussi pour les régions dont la spécificité serait, sur ce point, d'être «les moins avancées», comme c'est le cas en particulier de l'Inde et de l'Afrique noire (et c'est là une partie non négligeable de notre thèse, mais qui n'a pas sa place ici). N'importe qui en comprendra le poids, notamment sur le marché mondial du travail: cela concerne, pour ces deux seules régions du monde, environ un milliard trois cents millions d'êtres humains.

Résumons notre thèse.

Au cours du dernier demi-siècle, les rapports sociaux spécifiques de la civilisation et de la production capitalistes se sont étendus à toute la planète, sont devenus proprement universels. Les conséquences les plus globales ont été l'expropriation et la dissolution des sociétés paysannes traditionnelles, la paupérisation et prolétarianisation généralisées des populations concernées. Ces rapports, dans leur spécificité pleine, se sont fait chair, ils sont sortis du ciel du marché mondial des matières et des produits, sphère transcendante, supérieure ou parallèle. Ils ont pénétré dans le marché de la chair et du corps social de populations immenses, se sont fait matière et substance, production immédiate de la vie. Le dieu du capital est descendu sur terre, pour ces vastes populations aussi, est devenu pleinement immanent à l'univers des hommes exploités. Là est la nouveauté des temps actuels, et la notion de «marché mondial» ne peut donc plus globalement les définir.

Depuis un demi-siècle, d'abord d'une manière systématique, planifiée en Chine, et plus confusément, avec incohérence même, dans d'autres pays, puis à l'échelle mondiale, sous forme notamment d'«avis d'experts» et d'ordonnances délivrées par le médecin au chevet de l'enfant malade, se sont développées des politiques sociales étatiques et supra-étatiques de grande envergure (des programmes

globaux «de population» au sens le plus concret et le plus large<sup>(38)</sup> orientées vers la sur-prolétarianisation de ces populations: c'est-à-dire, de la plus grande partie de l'humanité. Le fait que de telles masses d'hommes soient déracinées, jetées dans la mobilité sociale et spatiale, s'est forcément traduit par ces phénomènes de migrations massives (campagne-ville, ville-ville, internationales<sup>(39)</sup>), qui sont le signe de notre temps.

Corollaire de ce signe, ou, si l'on veut, second signe des temps: ce balancement, ces flottements institutionnels, flux et reflux des politiques de migration, rigidité et souplesse des lois et des réglementations, rigidité et souplesse de leur application. Ce «flou» n'est pas un produit du hasard, si l'on se place du point de vue de la rationalité d'ensemble; c'est un produit délibéré et nécessaire de l'ensemble du système social, mécanisme conditionné et «âme du monde» (du monde social) agissante, conscience et volonté politiques, car ce flou a une fonction de valorisation précise. Car c'est là le problème qu'il faut sans cesse régler.

Certes, il s'agit de favoriser la mobilité de la force de travail (qui tient néanmoins à la réalité mouvante et à l'immanence des choses), mais de telle manière que l'on puisse, selon les besoins, aux moments et aux endroits voulus, lâcher ou fermer les écluses, régler l'inondation. Retenir, canaliser, ouvrir les vannes, ou bien stopper le flot de la masse liquide tenue en réserve, l'afflux de la main-d'œuvre sur les lieux de production.

Il n'est pas possible de contrôler – gouverner, exploiter – des populations immenses et mouvantes avec les méthodes «classiques» d'antan, adéquates à une époque où, sur les marchés intérieurs et limités des pays d'Europe, les quantités d'hommes déplacés étaient sans commune mesure avec celles d'aujourd'hui. Du fait des grands flux migratoires mondiaux sur les marchés contemporains du travail, en raison des conditions d'existence de ces marchés, et à cause des tensions sociales et politiques aiguës ainsi engendrées, les méthodes adéquates doivent être différentes.

C'est ainsi que, pour nous limiter aux pays civilisés occidentaux et notamment à la France, on voit reparaître au grand jour, derrière la face présentable de l'État démocratique, et au nom même de la civilisation, la face cachée du Janus bifront que beaucoup avaient cru révolue: la hideuse face d'un pouvoir absolu et «despotique», et l'arbitraire des pouvoirs contre lequel la civilisation démocratique européenne s'est précisément d'abord constituée, au cours des révolutions du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Si l'action dans la continuité des États les plus démocratiques – de ceux qu'on appelle des «États de droit» par une inversion significative du sens historique et théorique –, si cette action retrouve ouvertement, avec force approbations, politiques et sociales et morales, le principe des États les plus autoritaires, c'est que le cours

et la tendance de la civilisation mondiale actuelle exigent ces grandes masses d'hommes déplacés, achetés et vendus au plus bas prix, exigent donc des politiques sociales, des «arithmétiques politiques», globales et totales – «totalitaires», diraient beaucoup.

*Sur-prolétarianisation*, avons-nous dit, de ces populations et de ces hommes, nouveaux parias du monde et damnés de la civilisation capitaliste mondiale. Que faut-il entendre par là ?

Ce n'est pas ici le lieu d'aborder la critique des deux notions de prolétariat et de prolétarianisation, le plus souvent défigurées par deux siècles de socialisme abâtardi et par un siècle de communisme ultra-abâtardi et de sociologie universitaire lige. Nous y reviendrons éventuellement dans un autre texte.

Dans le cadre de cet article, il suffit de souligner que nous avons cherché, choisi ce terme en lui donnant un sens proche de celui de réduction à la condition de sous-prolétaires (*lumpen-prolétariat*), mais pour éviter la connotation traditionnellement péjorative liée à ce dernier mot. Il ne s'agit pas d'un choix d'ordre moral, mais plutôt d'un nom pour exprimer de nouveaux rapports de classes à l'échelle mondiale, pour dire la condition générale dans laquelle les forces économiques et politiques dominantes comptent acculer, acculent en fait dans une grande partie du monde, la majorité des nouvelles classes salariées. Ce choix s'oppose sciemment à la pensée régnante dans l'analyse des classes sociales.

Par sous-prolétaires, on entend, dans le meilleur des cas, quand cela ne désigne qu'une activité de travail, des travailleurs exploités dans des conditions dites «anormales». Mais il ne s'agit pas ici de prolétaires faiblement ou non protégés (quelles qu'en soient les raisons) par les lois. C'est du système des lois en tant que tel qu'il s'agit, en ce qu'il a ou qu'il tend à avoir de plus spécifique: législations conçues pour fabriquer, sur une grande échelle, des armées du travail composées d'une race d'hommes et de femmes inférieurs, nouveaux «nègres» légalement privés des droits et de la dignité d'hommes. Sur-prolétarianisation, comme on disait, comme on dit, surexploitation, mais avec, en plus, ce sens spécifique actuel. Nous avons longuement exposé le modèle (et le rôle de l'État) chinois, il serait inutile de revenir sur ce qui a déjà été dit.

La perspective de cet essai serait-elle un songe, une vue de l'esprit ? Encore faudrait-il le démontrer par des arguments aussi quantifiables, observables, par des examens aussi factuels que ceux qui ont été exposés. Mais si ce point de vue a un sens d'ensemble, si cette appréciation du cours mondial des choses n'est pas sans fondement, alors ce qu'il faut apprécier aussi, ce sont les tendances possibles, les cordes qui sous-tendent l'arc des possibilités, le mouvement qui se cherche et cherche son but, les virtualités nouvelles du courant historique, les voies qu'il est dans sa puissance d'emprunter.

S'il est vrai que la sur-prolétarianisation des anciennes populations paysannes est, par la démesure même du processus, quelque chose de mondialement si nouveau que la simple quantité est détermination d'une qualité nouvelle, alors il y a là autre chose encore. En puissance, mais qui peut porter loin. La promesse d'une époque, d'une saison nouvelle, le gage de la jeunesse qui se renouvelle.

Les temps récents de l'histoire humaine se sont distingués par deux grandes époques de luttes d'émancipation. Les révolutions du XVIII<sup>e</sup> et les révolutions des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Les révolutions des droits civils et politiques et les révolutions des droits sociaux. Deux grandes époques de luttes qui se sont souvent chevauchées, imbriquées l'une dans l'autre, de manière plus ou moins inextricable, d'abord en Europe, puis ailleurs dans le monde et notamment dans l'ensemble des mouvements de libération anticolonialistes du siècle dernier.

Les résultats de ces deux grandes saisons de l'émancipation humaine n'ont pas amené, tant s'en faut, le déploiement des possibilités et des richesses qu'elles portaient avec elles. Le recul du temps autorise même à dire qu'elles ont été deux grandes occasions historiques manquées. Ceci est d'autant plus frappant que l'étude des documents fait ressortir à quel point la conscience, voire la doctrine de l'émancipation étaient présentes, de façon parfois très nette et dès le début, dans l'esprit de nombre d'hommes de ces époques.

La première a abouti globalement à ce que la tradition des historiens sociologues (périodisateurs et classificateurs) qualifie de révolutions «bourgeoises». La deuxième aux réformismes et aux révolutions «socialistes». Pour ne donner qu'un aperçu à vol d'oiseau et dans un style abstrait, de quasi-philosophie de l'histoire cherchant un principe unique et premier, on pourrait avancer que le véritable point faible de cette conscience historique a été, dans les deux cas, le rapport à la forme du politique et de l'État: la croyance dans l'infléchissement ou dans la conquête du pouvoir politique à d'autres fins, la confiance ingénue que les nouveaux droits pouvaient et devaient être garantis essentiellement par les nouvelles lois de l'État. (Que pour cela seul, la lutte devait être menée; que cela suffirait, aboutirait à affaiblir et même à faire «dépérir» la mécanique étatique.)

Ce rapport au politique est spécifiquement manifeste dans la plupart des doctrines et des pratiques qui se réclament de la tradition socialiste. Les droits y ont fini par être assimilés aux lois et règlements d'État (les libertés absorbées dans leur contraire, les obligations) et la sphère du public à l'étatique. C'est l'aspect du socialisme qui a par-dessus tout informé, et continue d'informer, la nature et le fonctionnement de l'État national moderne en Europe, tels que tout un chacun peut en faire quotidiennement chez nous l'expérience.

Il a été dit plus haut que la conséquence directe de la qualité nouvelle des processus sociaux mondiaux est l'avènement d'une

humanité conforme à l'ordre matériel et culturel des rapports de la civilisation capitaliste. Il ne faut pas prendre une telle affirmation pour un aveu de pessimisme. Il faut y voir plutôt (si virtualité et puissance ne sont pas de vains mots) une déclaration d'optimisme de la raison. D'une prudence raisonnable, réfléchie, qui cherche à tenir compte, pour ainsi dire, tout à la fois des solidifications successives, des strates accumulées, des illusions et potentialités avortées, et des possibilités et illusions qui naissent des sociétés en transformation. À se rendre compte des portes qui au fur et à mesure se ferment, ou qui peuvent s'ouvrir sur l'avenir.

Avec le recul du temps, force est de constater que la deuxième époque des luttes d'émancipation n'a fait, pour l'essentiel, qu'incorporer, élever, puis dépasser (encore que seulement en partie) la première. Elle en a compris (embrassé et connu) les modifications, elle a été de son temps. Et la nouvelle époque, la saison nouvelle qui s'annonce, devra de même, pour être du sien, le résumer et le dépasser; soit résumer, élever et dépasser aussi ce qui reste en elle des deux époques qui l'ont précédée. Récapituler et aller au-delà. Pour ne pas laisser le passé décider de l'avenir. Mais il y a en plus une différence de taille: c'est sa puissance, ce qui peut lui permettre un dépassement plein.

La condition interne, cette conformité nouvelle de l'humanité entière à l'ordre capitaliste, ne doit pas forcément être pensée comme un handicap pour la nouvelle époque. Pas plus que la moindre conscience apparente des voies de la libération chez les nouveaux prolétaires du monde. Leur place spécifique dans la société, la matérialité palpable, physique, de l'oppression légale-illégale à laquelle continûment, directement ils sont confrontés, leur ôtent vite tout résidu de confiance dans la garantie de leurs droits par les lois ou par les professionnels de l'exercice des lois. C'est avec une conscience aiguë qu'ils se sentent, qu'ils se savent injustement exploités, rabaissés dans leur qualité d'hommes. L'opposition s'établit dans leur esprit avec une sorte de radicalité: d'un côté leurs droits, leur dignité, de l'autre les lois et l'État.

Ce qui fait en revanche cruellement défaut, ce sont l'unité et la radicalisation réelle, historique, des luttes. L'une ne va pas sans l'autre.

Les luttes des migrants sans papiers en France sont à ce propos emblématiques, pour l'ampleur aussi bien que pour la longueur temporelle du mouvement. Leur revendication première est pourtant en soi unificatrice, elle dit d'emblée une position globale. *Des papiers pour tous*. Ce mot d'ordre qui retentit régulièrement, depuis bientôt deux décennies, scandé dans les rues et les places de France, n'est pas seulement en soi unifiant, n'exprime pas seulement, en un éclair, leur être commun, leur détermination commune à être des hommes et des femmes égaux aux autres hommes et aux autres femmes, il s'oppose

aussi, immédiatement et directement, à l'État: puisque l'État français veut et voudra tout, sauf des papiers pour tous. (Sauf une telle égalité des droits.)

Quand il arrive que le global soit, somme toute, fort simple (qu'il en soit ainsi réduit à une simplicité telle qu'il peut paraître limité et, pour ainsi dire, buté), c'est qu'il lui faut nier la complexité parce que seule l'extrême simplicité est devenue essentielle: la juste réponse à un univers manichéen et buté. Celui du rapport dominants-dominés, répression-réprimés, réduit à sa plus simple expression.

S'agissant d'hommes et de femmes venant la plupart du Tiers-monde, des pays jadis colonisés, puis décolonisés et néocolonisés, qui pourra douter qu'il n'y ait là continuité? Continuité et transposition du rapport colonisé-colonisateur (néocolonisé-néocolonisateur) et même continuité de ses formes, *mutatis mutandis*; mais surtout transposition de sa substance. Les migrants d'Afrique savent promptement et pertinemment de quoi on parle, dès que quelqu'un le dit.

Et c'est là précisément qu'apparaît aussi, avec force, l'actualité du livre que nous avons cité au début de notre essai. Un livre qui offre l'analyse la plus fine des conséquences de ce rapport sur les consciences sociales et sur les hommes.

Nous venons d'ailleurs de nous livrer à une transposition de l'une de ses thèses centrales – transférée à la lutte actuelle des sans-papiers et à la position globale de leur revendication. Lisons ce qu'écrivait Fanon:

*«Le peuple, par contre [à la différence des intellectuels engagés dans la lutte], adopte dès le départ des positions globales. La terre et le pain: que faire pour avoir la terre et le pain? Et cet aspect buté, apparemment limité, rétréci, du peuple, est en définitive le modèle opératoire le plus enrichissant et le plus efficace. [...] Le manichéisme premier qui régissait la société coloniale est conservé intact dans la période de décolonisation.»*

Précisément, pour ce qui nous concerne: *des papiers pour tous*: que faire, en définitive, pour avoir des papiers pour tous? C'est toute la question.

Qui a suivi les luttes des sans-papiers, fréquenté les réunions des collectifs, les comités et les associations de soutien, sait quelles pratiques partielles, morcelées, il y a derrière ce mot d'ordre en apparence si unificateur et si global. Mais il ne s'agit pas de reprocher, d'imputer quoi que ce soit à la mauvaise volonté des personnes. La mauvaise volonté est celle des faits, elle se trouve entièrement du côté de l'ordre sociologique.

C'est que personne ne pose réellement la question: que faire pour avoir des papiers pour tous? pour que ce «*que faire*» devienne le véritable modèle opératoire et le pivot de toute l'action efficace?

Au lieu de cette question essentielle, en rupture avec les politiques sociales étatiques, ces procédés fragmentaires, rituels, sans cesse

répétés. Ces flottements et attermolements continuels (qui ne peuvent plus être pris pour des erreurs de jeunesse). Ces pratiques à échelle infime, tiraillées entre des régularisations avares et la venue de toujours nouveaux contingents, où les laissés pour compte font partie au préalable du compte et du jeu (de tout accord de régularisation éventuel). Cet énorme rocher de Sisyphe sans cesse poussé vers le haut, et qui sans cesse retombe en bas. Et, à la base, ces localismes spatiaux et ces localismes idéologiques, marqués par des décennies de gauchisme et (dans une moindre mesure, mais avec une semblable incapacité de se faire inessentiels en face de l'essentiel) d'ultragauchisme. Bref, toute cette activité de base et de soutien coordonnée en substance par la partie adverse; cette activité dont l'action efficace peut se résumer, dans nombre de cas, en deux mots: mobiliser pour immobiliser.

Nul ne devrait s'en étonner, s'il considère la situation et la conscience sociales du «personnel» de ces collectifs, comités et associations de soutien. En effet, aussitôt posée d'une façon matérielle, opératoire, cette question si simple et si limitée est du genre qui bouleverse: elle bouscule les équilibres, les habitudes sociales et mentales, les idées reçues. Elle a une seule manière d'être efficace: elle force à aller au-delà de soi, à se mettre en question, à se surpasser, enfin, à penser et à agir d'une manière foncièrement différente.

Là encore, l'analyse que fait Fanon du rapport colonisé-colonisateur se répand et s'absorbe dans notre contemporanéité. En voici les effets sur cette variété très spéciale de l'homme colonisé qu'est «l'intellectuel colonisé» (nous abrégons fortement):

*«Pour assimiler la culture de l'opresseur et s'y aventurer [...] il a dû faire siennes les formes de pensée de la bourgeoisie coloniale. Cela, on le constate dans l'inaptitude de l'intellectuel colonisé à dialoguer. Car il ne sait pas se faire inessentiel en face de l'objet ou de l'idée. [...] Emporté dans le mouvement multiforme de la lutte, il a tendance à se fixer sur des tâches locales, poursuivies avec ardeur mais presque toujours trop solennisées. Il ne voit pas tout le temps le tout. Il introduit la notion de disciplines, de spécialités, de domaines [...]. Engagé sur des points précis du front, il lui arrive de perdre de vue l'unité du mouvement et, en cas d'échec local, de se laisser aller au doute, voire au désespoir<sup>(40)</sup>.»*

Combien de ces «intellectuels colonisés» compte-t-on parmi les «soutiens» des collectifs des sans-papiers ?

Cette question, venant après la citation de Fanon, est claire et nette, et pourrait donc se suffire, elle est question et réponse. Mais pour qu'aucun doute ne subsiste, il faut poser deux autres questions, tout aussi claires et suffisantes en elles-mêmes.

Qu'est-ce, ici transposée, que la «culture de l'opresseur» ? Qu'est-ce, ici, que la «bourgeoisie coloniale» ?

Le péché capital des collectifs est d'être, à de rares exceptions près, dirigés de fait par des personnes au nombre de ces intellectuels. (Fussent-ils non seulement français, européens, mais également des anciens sans-papiers encore actifs dans les collectifs, ou des sans-papiers tout court.) Ils secrètent leurs «spécialités» (leur culture) par tous les pores; ils colportent partout des formes de pensée et de pratique correspondantes, et celles-ci suffisent pour instiller dans la tête des demandeurs de papiers l'idée que le salut ne peut venir en définitive que des fondements de la culture dominante.

La pratique même des régularisations partielles et individuelles – pourtant objectivement, pragmatiquement si indispensables pour soutenir le mouvement d'ensemble – est à elle seule, dans les formes dont elle est menée normalement, en tant que mission et action exclusives des collectifs, un a priori d'échec global, fixé d'avance, irréversible. De fait, elle représente souvent une fonction conforme d'assouplissement des politiques sociales étatiques, un espace social homogène sinon nécessaire à leur réussite globale. Un *no man's land* fictif interposé «entre l'exploité et le pouvoir»; une zone franche intermédiaire peuplée d'une «multitude de désorientateurs», dont le propre est d'être le lieu final de l'exercice de cette «violence pacifique», si typique des politiques intérieures des pays capitalistes développés, dont parle Fanon<sup>(41)</sup>.

Cette pratique inculque en tant que telle aux demandeurs de papiers certaines «idoles» propres à la culture capitaliste occidentale.

*«Et d'abord l'individualisme. [...] La bourgeoisie colonialiste avait enfoncé à coups de pilon dans l'esprit du colonisé l'idée d'une société d'individus»; alors que, «dans les formes d'organisation de la lutte», quand «l'affaire de chacun ne cesse plus désormais d'être l'affaire de tous [...], le "démerdage", cette forme athée du salut, est, dans ce contexte, prohibé»; alors que, spontanément, dans une telle lutte, «ce que le peuple demande, c'est qu'on mette tout en commun<sup>(42)</sup>».*

«Ce contexte», est celui de la lutte globale: le contraire, dans notre cas, de la pratique des régularisations partielles comme mission; le «*que faire*» pour avoir des papiers pour tous. Et tout ce qui, dans le mouvement multiforme de la lutte, renvoie par contre, en définitive, à la société d'individus (renvoie les individus engagés dans la lutte à eux-mêmes, à leur situation particulière), participe finalement de la «culture de l'opresseur». De la culture dominante, parmi nous – celle, entre autres, des couches moyennes et intellectuelles. Et ceux qui s'en font les vecteurs participent, eux, à l'oppression globale, fût-elle, dans ses formes, la plus «pacifique» et non violente.

Fanon consacre toute une partie de sa réflexion à contrecarrer l'influence de cette culture avant tout chez les intellectuels; et notamment sa réflexion sur la notion d'une culture différente – différente et nouvelle dans son fondement.

Il convient d'insister sur cette notion parce que, comme on ne



peut comprendre son livre si on le réduit à l'œuvre mythique (et donc désormais inoffensive) du «tiers-mondisme», ainsi on ne peut le comprendre si on fait de l'auteur une sorte d'apôtre d'un «culturalisme», d'une quelconque idéologie de la culture, même si non européenne ou anti-européenne. Le sujet mériterait un examen spécial (en particulier sa critique de la culture des intellectuels colonisés engagés), mais nous nous bornerons ici à quelques remarques qui vont nous permettre de conclure.

C'est là surtout que, pour comprendre Fanon, il faut le lire sans œillères. Car sa conception s'oppose à tout atavisme, à tout indigénisme (considéré comme une aliénation de l'homme), à toute tentative ou rêve réactionnaire de faire tourner à contresens la roue de l'histoire culturelle dans les pays du Tiers-monde<sup>(43)</sup>. Il y a plus: ainsi qu'il faut le débarrasser, pour en apprécier encore de nos jours la vigueur, des références ordinaires au tiers-mondisme, de même il faut le dépouiller, lui et sa conception de la culture, de cette écorce nationaliste (le nationalisme des nations décolonisées comme base de l'internationalisme socialiste) qui est parmi ses aspects les plus caducs<sup>(44)</sup>. L'actualité de Fanon, il faut la chercher sous cette écorce, dans l'analyse des comportements sociaux, de la psychologie des classes et des couches sociales, dans son exploration de leur base matérielle dans les conditions de domination sociale et politique, avant pendant et après les luttes anticolonialistes. Sous cette écorce coule aussi la sève de ce qu'il entend par une culture radicalement nouvelle.

En simplifiant à l'extrême, disons ceci. La domination sociale et politique (en l'espèce la colonisation) provoque des réactions chez les dominés (les hommes colonisés). Quand elle s'exerce d'une manière particulièrement manichéenne et qu'elle fait apparaître le monde social nettement divisé en deux, elle pousse les dominés à sortir de leur isolement, puisqu'ils voient leur condition commune et qu'ils se reconnaissent comme frères, sœurs, camarades; ainsi sont semés les grains de la lutte commune, sociale et politique.

C'est sur cette base de la domination matérielle et psychique et de la réaction matérielle et psychique à la domination, que Fanon élabore sa conception de la culture, qui est par excellence une culture des luttes qui ont lieu. Presque une phénoménologie culturelle de ces luttes<sup>(45)</sup>.

Celles-ci ont besoin, pour se développer, puis gagner, de devenir globales. Parmi les éléments unificateurs, leur propre culture en élaboration. Elle est nouvelle, parce qu'elle s'exprime au cours de ces luttes nouvelles et vivantes, mais elle est loin de n'être que spontanée. Elle est aussi un acte conscient, voulu. Le fruit aussi de la volonté d'unification qui surgit du mouvement général des luttes comme sa nécessité historique. Elle est donc une culture avant tout politique et révolutionnaire. Un acte de rationalité consciente. Nouvelle, parce

qu'elle veut donner du sens à l'homme nouveau en train de se faire; et parce que, ce faisant, elle ne peut pas ne pas s'opposer à toute l'ancienne culture; et qu'en s'y opposant, elle la résume et la dépasse.

*«La lutte elle-même, dans son déroulement, dans son processus interne développe les différentes directions de la culture et en esquisse de nouvelles. [...] Cette lutte qui vise à une redistribution fondamentale des rapports entre les hommes, ne peut laisser intacts ni les formes ni les contenus culturels de ce peuple. Après la lutte il n'y a pas seulement disparition du colonialisme mais aussi disparition du colonisé. Cette nouvelle humanité, pour soi et pour les autres, ne peut pas ne pas définir un nouvel humanisme<sup>(46)</sup>.»*

Mais il ne saurait être question, de ce point de vue, d'une nouvelle «aventure spirituelle» de l'homme, d'une nouvelle «idéologie humaniste» à l'exemple de celle affirmée par la bourgeoisie démocratique occidentale, «à prétention universalisante», et finalement conforme à sa domination sur le monde.

*«La bourgeoisie occidentale, quoique fondamentalement raciste, parvient le plus souvent à masquer ce racisme en multipliant les nuances, ce qui lui permet de conserver intacte sa proclamation de l'éminente dignité humaine. [...] Le racisme bourgeois occidental à l'égard du nègre et du "bicot" est un racisme de mépris; c'est un racisme qui minimise. Mais l'idéologie bourgeoise qui est proclamation d'une égalité d'essence entre les hommes, se débrouille pour rester logique avec elle-même en invitant les sous-hommes à s'humaniser à travers le type d'humanité occidental qu'elle incarne<sup>(47)</sup>.»*

Il ne peut donc s'agir, dans la conception culturelle de Fanon, de porter et exporter, de quelque manière que ce soit, la «civilisation» ailleurs dans le monde; il s'agit de créer, de donner corps à une force de libération des hommes.

Une culture différente et nouvelle dans son fondement, puisque, se formant au cours des luttes mêmes d'émancipation des damnés de la terre, son but ne peut être que d'«élever la conscience du combattant», que de lui «ouvrir l'horizon», que de «réapprendre [au] peuple et d'abord réapprendre à soi-même la dimension de l'homme»: de «l'homme [qui] revendique et affirme en même temps son humanité illimitée». C'est pourquoi elle ne peut pas ne pas «reprendre la question de l'homme» dans son entier – d'une manière radicale<sup>(48)</sup>.

Ce dont il s'agit, c'est, en définitive, «pour le Tiers-monde de recommencer une histoire de l'homme», et, à partir de là, pour toute l'humanité, y compris celle d'Occident, de «faire peau neuve, développer une pensée neuve, tenter de mettre sur pied un homme neuf<sup>(49)</sup>».

Les migrants sans-papiers sont aujourd'hui, chez nous, les avant-coureurs des nouveaux damnés de la terre (des damnés de la civilisation capitaliste), masse mondiale humaine mouvante, lame de fond déferlant par-dessus les frontières, et, à la fois, les précurseurs de cette nouvelle dimension de l'homme, de ce devoir-être en puissance de l'humanité entière.

Mais il manque aujourd'hui une pensée, une culture, une vision d'ensemble du mouvement et des luttes des sans-papiers: de ces hommes qui, dans leurs luttes, revendiquent et affirment, d'une manière implicite, inexprimée, d'une manière que la plupart d'entre nous, que la plupart d'entre eux ne voient pas, leur humanité illimitée.

La leçon de Fanon c'est qu'il faut réapprendre à l'homme à voir. Il faut que l'homme se dépasse pour être homme. Pour que le nouveau cesse d'être vieux.

Son livre nous apprend, à la condition de le lire en profondeur, sous l'écorce, il nous fait voir combien nous sommes vieux, nous les «soutiens» des sans-papiers. Nous ne cherchons que des remèdes pour eux, alors que ce sont eux le remède pour nous, eux le remède contre notre humanité vacillante et déchuë. Alors qu'il y a tout un monde à changer et à gagner. Nous ne sommes que la bonne conscience de la vieille Europe, sa fausse conscience et sa conscience malheureuse.

Mais il peut apprendre, ce livre, une grande leçon aussi aux sans-papiers. Et là il ne faut pas qu'ils se trompent.

Pour lutter contre la vieille Europe, contre nous, il leur faut d'abord lutter contre eux-mêmes. Aiment-ils vraiment leurs amis européens ? Alors ils doivent vouloir les libérer. Ils doivent, pour ce faire, se libérer eux aussi en même temps, se libérer de l'ennemi qui est en eux et cesser d'être les hommes colonisés qu'ils sont encore trop souvent.

## Notes

38. On trouvera dans l'encadré de la page 274 et suivantes un examen de l'une de ces politiques programmatiques («avis d'experts») d'organismes supranationaux, celle, récente, omnivalente, du Bureau international du travail (Nations unies).

39. On frise le ridicule – le maximum de minimisation du phénomène à l'échelle internationale – dans l'estimation qu'en donne l'Organisation mondiale pour les migrations, qui ne tient compte que des migrants inclus dans les recensements officiels, qui donne pour 2000 le chiffre mondial de 175 millions de migrants, et qui estime ce chiffre (2,9 pour cent de la population mondiale totale) «faible» et incluant aussi les migrants sans papiers, avec cette explication: *«Les recensements dénombrent toutes les personnes présentes ou vivant dans un pays à un moment donné. Par conséquent, les chiffres des recensements n'excluent pas nécessairement les migrants sans papiers ou non autorisés. Les contrôles des données [evidence] suggèrent que les recensements incluent en général les migrants sans papiers dans leurs dénombrements, fournissant ainsi une bonne base pour l'estimation de tous les migrants internationaux.»* (IOM, *World migrations 2005. Costs and benefits of international migration*, Genève, p. 379.) On pourra juger de la pertinence de ces contrôles des données, de cette «évidence» fantaisiste, rien qu'en citant le cas de la France. Selon le rapport de la Commission d'enquête sur l'immigration

clandestine du Sénat d'avril 2006, les estimations du nombre de sans-papiers présents en France allaient à l'époque, de différentes sources officielles, de 200 000 à 800 000 – du simple au quadruple !

40. Fanon, p. 34-35. Le passage cité auparavant suit immédiatement.

41. *Ibid.*, p. 27 et 56.

42. *Ibid.*, p. 33 et 35.

43. Quelques brefs extraits, parmi ceux qu'on pourrait citer: «*Vouloir coller à la tradition ou réactualiser les traditions délaissées c'est non seulement aller contre l'histoire mais contre son peuple. [...] La culture négro-africaine, c'est autour de la lutte des peuples qu'elle se densifie et non autour des chants, des poèmes ou du folklore. [...] Ce sont les colonialistes qui se font les défenseurs du style indigène.*» (p. 163, 172 et 177)

44. Ce que Fanon appelle «culture nationale» (et «conscience nationale») est, à vrai dire, loin de toute référence nationaliste. Chez lui «national» vaut global: en tant qu'il s'oppose à tout localisme, à tout ethnocentrisme, à tout indigénisme; en tant que premier élément unificateur, dans les conditions de la lutte anticolonialiste et de la décolonisation, des luttes locales – leur dépassement dans un mouvement d'ensemble. Le cas algérien qu'il cite largement est là-dessus exemplaire. «*Se battre pour la culture nationale, c'est d'abord se battre pour la libération de la nation, matrice matérielle à partir de laquelle la culture devient possible. Il n'y a pas un combat culturel qui se développerait latéralement au combat populaire. Par exemple, tous ces hommes et toutes ces femmes qui se battent poings nus contre le colonialisme français en Algérie ne sont pas étrangers à la culture nationale algérienne. La culture nationale algérienne prend corps et consistance au cours de ces combats, en prison, devant la guillotine, dans les postes militaires français investis et détruits.*» (p.170) Que le national soit fonction d'une phase de la lutte, que son dépassement soit, après cette phase, nécessaire, cela est nettement formulé: une fois la victoire emportée, «*il faut rapidement passer de la conscience nationale à la conscience politique et sociale.*» (p. 146)

45. «*C'est la lutte qui, en faisant exploser l'ancienne réalité coloniale révèle des facettes inconnues, fait surgir des significations nouvelles et met le doigt sur les contradictions camouflées par cette réalité. Le peuple qui lutte, le peuple qui, grâce à la lutte, dispose cette nouvelle réalité et la connaît, avance, libéré du colonialisme.*» (p. 105)

46. *Ibid.*, p. 179.

47. *Ibid.*, p.119.

48. *Ibid.*, p. 98, 170, 220, 222, 228.

49. *Ibid.*, p. 237-238.

### **Trois quarts des pauvres de la planète continuent-ils «de vivre en milieu rural» ?**

C'est ce qu'affirme le Bureau international du travail (BIT) dans son *Rapport sur l'emploi dans le monde, 2004-2005* (Genève, 2005), dont un chapitre tout entier a pour titre: «La pauvreté est un phénomène essentiellement rural».

Ces experts du recensement du marché mondial du travail utilisent sans sourciller le critère du seuil de deux dollars Ppa (parités de pouvoir d'achat, au cours 1993) par jour (pauvreté) et d'un dollar (extrême pauvreté) pour chiffrer la part des pauvres dans la population et la population active mondiales.

Censés plus proches de la réalité que les valeurs courantes des changes ou des moyennes pondérées de la Banque mondiale, et surtout que celles des indices gouvernementaux – volontiers fallacieux –, et du coup assez largement utilisés, les dollars Ppa n'en restent pas moins des entités théoriques. Calculés à un taux de change fictif, à des prix moyens mondiaux, ils peuvent à leur tour se prêter à des conclusions hâtives, voire intéressées, si l'on renonce à en faire un usage critique. Admettons que ce ne soit pas le cas ici. Mais n'oublions pas que souvent l'enfer est pavé de bonnes intentions.

A propos des pauvres de l'Inde, se demandait récemment un auteur: «Combien sont-ils? Personne ne le sait, ou plus exactement cela dépend des définitions retenues. Comme tout pays, l'Inde dispose de sa propre définition d'un seuil de pauvreté (*poverty line* ou Pl) [...]: 2400 calories par jour et par personne adulte en zone rurale, 2100 calories en zone urbaine.» Ce qui donne, pour 2002, en Pl, 28,6 pour cent de pauvres sur la population indienne totale: alors qu'en 1 et 2 dollars Ppa par jour, ils sont respectivement 34,7 et 79,9 pour cent. (J.-J. Boillot, *L'économie de l'Inde*, La Découverte, Paris, 2006, p. 58-59).

Personne ne le sait... Mais les experts du BIT le savent pertinemment. Pour chaque zone géographique – et aussi pour la planète tout entière. Pour sa population active – et pour la population totale mondiale. C'est qu'ils n'utilisent, et d'une manière absolue, que le critère des deux «seuils de pauvreté». Ils n'envisagent même pas (et ne considèrent d'ailleurs pas comme une difficulté pour l'ensemble de leur discours) que la pauvreté puisse être, non une notion de «pouvoir d'achat» pesé sur une balance moyenne théorique, mais des conditions de vie non fictives, fonction des besoins réels.

Ils ne considèrent pas non plus que l'«exode rural», la fuite massive de la misère noire des campagnes – l'espoir vivant de tout être

humain de s'en sortir, de passer d'une situation de vie bloquée à une situation évolutive –, puissent alimenter autre chose qu'un nombre abstrait d'«urbains» envisagés exclusivement sous l'angle du dépassement de ces deux seuils. Ils semblent ignorer que, dans le contexte social concret d'un bidonville, l'on puisse être matériellement tout aussi pauvre avec trois ou quatre dollars par jour qu'avec un ou deux «à la campagne». Ils ferment les yeux sur le fait que derrière une plus faible pauvreté évaluée selon des chiffres théoriques, puissent s'en cacher d'autres. Et par exemple ceux d'une effective, non moindre, voire plus grande et massive misère noire «à la ville».

Munis de leur clef en dollars théoriques, sésame ouvrant toutes les portes de la pauvreté du monde, ils peuvent ainsi établir:

1) qu'en 2003, «1,39 milliard de personnes qui travaillent dans le monde vivent au seuil de la pauvreté», ce qui représente «49,7 pour cent des travailleurs de la planète» (p. 23);

2) qu'en regard de cela, «environ 75 pour cent des pauvres [de tous les pauvres, les travailleurs pauvres y compris] continuent de vivre en milieu rural» (p. 137).

Tout cela ne reviendrait qu'à pérorer en faveur d'une lapalissade (en termes de «modernisation») du type: les pays les moins développés économiquement sont aussi les plus économiquement pauvres – ceux aux revenus les plus faibles sont... «les pays à faibles revenus», à savoir, ceux où «l'agriculture est le plus souvent la principale source d'emploi» (p. 142) –, si ce morceau de bravoure n'en cachait pas un autre.

Voici à quelles autres statistiques significatives des vastes évolutions sociologiques en cours dans la population mondiale, susceptibles donc d'indiquer la voie à de vastes décisions internationales et nationales de politique sociale, ces experts internationaux du travail peuvent ouvrir la porte en faisant tourner leur clef.

Entre 1980 et 2003, en seulement 23 ans, le nombre total des pauvres a diminué en pourcentage de la population mondiale de 14 points et demi, passant de 65,7 à 51,2 pour cent. Parmi eux, les extrêmement pauvres ont fait encore mieux: leur pourcentage a baissé de plus de la moitié, passant de 39,7 à 19,5 pour cent. Les travailleurs pauvres ne sont pas non plus demeurés en reste, ils ont diminué de plus de 10 points en pourcentage de la population active mondiale: de 59,8 à 49,7 pour cent. Mais les travailleurs extrêmement pauvres ont fait mieux encore: ils ont également (et mieux que quiconque) réussi à réduire leur pourcentage de plus de la moitié: de 40,3 à 19,7 pour cent.

Ces chiffres mondiaux sont fortement différenciés selon les différentes régions du monde, et, parmi toutes, celle qui fait figure de cas mirobolant est l'Asie orientale, incluant ce véritable volcan de la population mondiale qu'est la Chine.

Dans cette région, dans la même période, les pauvres ont baissé en pourcentage de la population totale de presque la moitié (de 85,3 à 43,2 pour cent) et les extrêmement pauvres de rien moins que les trois quarts (de 61,6 à 14,9 pour cent); quant aux travailleurs pauvres et aux travailleurs extrêmement pauvres, leur nombre a chuté d'autant en pourcentage de la population active (de 92 à 49,2 et de 71,1 à 17 pour cent respectivement). Le propre de cette région est que, bien plus que partout ailleurs, la forte urbanisation s'est accompagnée d'une très forte augmentation de la «productivité du travail».

Nous voilà ainsi arrivés au thème même de ce Rapport, énoncé dès le sous-titre: Emploi, productivité et réduction de la pauvreté.

Le «miracle» des quatre «dragons» d'Asie orientale (Corée du Sud, Taiwan, Hongkong, Singapour), leurs exploits dans le domaine de l'industrialisation intensive, qui ont amené à forger pour eux la nouvelle dénomination de NPI, nouveaux pays industrialisés, ont tellement et pendant si longtemps défrayé les chroniques économiques, qu'ils nous dispensent de nous y arrêter<sup>(1)</sup>. Les experts du BIT eux-mêmes ne s'y arrêtent d'ailleurs pas, et pour cause. Ce n'est que le cas de la Chine, avec sa population majoritairement «rurale», qui les captive.

Que s'est-il donc passé d'autre, de remarquable à l'échelle mondiale, pendant les dernières décennies? Il s'est passé justement que «selon la Division de la population (ONU) beaucoup d'économies en développement sont de plus en plus urbaines» (p. 137). (Rappelons que, dans ces pays, les «urbains», estimés à 280 millions en 1950, l'étaient à 2,2 milliards en 2003, multipliés par huit en seulement un demi siècle.)

De tels faits sont si macroscopiques, qu'il suffit de les énoncer pour entraîner leur rapprochement et l'adhésion à leur signification globale élémentaire. Serait-ce un hasard, si, dans le même temps, se sont produites aussi ces baisses spectaculaires du nombre des pauvres dans la population mondiale? Au contraire, à ce train, il apparaît évident que, grâce à l'urbanisation du monde, la pauvreté extrême du monde est en voie de disparaître, et que la simple pauvreté aussi est acheminée dans la bonne voie.

Ce constat une fois fait, c'est aux experts internationaux du travail de dépasser cette évidence élémentaire; d'en relever la complexité virtuelle et d'en tirer des conséquences efficaces pour le travail mondial des pauvres. Ceux-ci, pour vivre, doivent travailler, c'est même la loi d'airain du temps présent dans les régions du sous-développement.

Or, qu'est-ce qui différencie, en définitive, le travail dans les villes, et pourquoi les pauvres y sont-ils bien moins nombreux que dans les campagnes? Simplement le fait que le travail y est plus productif. Les deux courbes du travail mondial et de la pauvreté mondiale font suffisamment ressortir qu'en règle générale la pauvreté diminue avec

l'accroissement de la productivité du travail. Ce sont là (en tout cas à la longue) deux variables inversement proportionnelles.

«Ce n'est donc pas n'importe quel travail qui peut faire sortir les gens de la pauvreté, mais du travail productif.» (p. 2)

Or la pauvreté du monde frappe avant tout des ruraux. (Notons qu'il y a des limites physiques à l'urbanisation: avec quels moyens, quelles ressources, la formidable fraction pauvre des plus de deux milliards de ruraux de la Chine, de l'Inde et de l'Afrique noire, pour ne rappeler que ces trois régions, pourraient-ils être embauchés dans les villes, y être logés, nourris?... ) Si le but est de les faire sortir de la pauvreté, ce n'est donc pas n'importe quelle productivité qui est en jeu, mais, avant tout, celle du travail agricole.

*«Etant donné que la majorité des pauvres de la planète continuent à dépendre de la terre, ne devrait-on pas considérer que la productivité agricole est la clé d'une croissance favorable aux pauvres ? [...] Dans la mesure où ce sont la faible productivité et donc le bas niveau des revenus qui sont à l'origine de la pauvreté rurale, il semble bien que [sa] réduction soit directement liée à l'accroissement de la productivité agricole. [...] Les pays dans lesquels la productivité et l'emploi du secteur agricole ont tous deux progressé sont ceux dans lesquels l'extrême pauvreté a le plus régressé.» Et de citer la Chine: «L'exemple de la Chine est significatif: non seulement elle est en train de devenir la base industrielle de la planète mais c'est aussi un pays dans lequel la production et l'emploi agricoles ont considérablement augmenté et où la pauvreté a régressé dans des proportions non négligeables.» (p. 9 et 15-16)*

Citer la Chine en exemple, voilà qui est en effet très significatif. Et loin d'être anodin pour quiconque aura lu l'essai ci-dessus. Passons sur les erreurs factuelles que contient la dernière phrase rapportée<sup>(2)</sup>. Que signifie, au fond, un tel exemple ? Pour répondre convenablement il nous faut lire quelques autres extraits du Rapport du BIT.

«Comme on pouvait s'y attendre, la courbe de la production par habitant en Chine et dans l'Afrique subsaharienne correspond à celle de la pauvreté: alors qu'en Chine la production agricole par habitant a augmenté et que la pauvreté a baissé, cela a été l'inverse dans l'Afrique subsaharienne. [...] Les résultats de la Chine sont spectaculaires: la production agricole (en dollars de 1990) a augmenté de plus de 400 pour cent depuis 1980, soit environ le double de ce qui a été enregistré dans l'agriculture à l'échelle mondiale.» (p. 142-3 et 149)

Ainsi, l'exemple de la Chine est non seulement cité, mais explicitement proposé aux pays pauvres, et notamment aux pauvres parmi les pauvres, ceux de l'Afrique noire, comme modèle à suivre. Mais poursuivons:

«La Chine est l'un des rares pays du monde en développement à avoir considérablement progressé dans la réduction de la pauvreté ces vingt dernières années. De source officielle, celle-ci a commencé à reculer à partir de 1978 – on comptait alors 250 millions de pauvres



en milieu rural, soit 33 pour cent de la population rurale. En 1984, 11 pour cent seulement de cette population vivait au-dessous du seuil de pauvreté – 8 pour cent en 1994 et 3,7 pour cent en 2000 [...]. Il n'y a pas de précédent d'une baisse aussi forte de la pauvreté en aussi peu de temps. [...] La productivité agricole a beaucoup progressé entre 1979 et 1984»... et cetera. (p. 162)

La Chine actuelle, son nom – écrits en lettres d'or dans le grand livre du relèvement de l'humanité pauvre et souffrante ! Il y a, dans une telle apologétique qui se veut pragmatique, quelque chose qui va bien au-delà d'une simple méconnaissance. Un parti pris de fond, outrancier, jusqu'aboutiste, concernant les fondements sociaux de toute société contemporaine. Derrière l'étalage de bonnes intentions, derrière les très nobles mobiles institutionnels du BIT, c'est la révolution moderne capitaliste dans les campagnes, l'expropriation et la transmutation totale, la sur-prolétarianisation radicale de tout ce qui reste des classes pauvres paysannes sur la face de la terre, qui sont ainsi prônées. Nous sommes en face d'un modèle universel, présenté comme la voie unique d'une modernisation qui doit tout embrasser.

On notera, dans le dernier passage cité, l'acceptation passive de la «source officielle». Le caractère singulier, sans précédent, «d'une baisse aussi forte de la pauvreté en aussi peu de temps» n'est signalé que dans un but apologétique. Sans broncher, on accorde foi à ces chiffres qui font chuter le nombre des «pauvres en milieu rural» de 33 à 11 pour cent, de deux tiers en seulement six ans ! (et qui, dans la mesure où ils correspondent à la vérité, sont l'indice d'autres bouleversements sociaux de fond). Ces chiffres rappellent les formules hyperboliques du «grand bond en avant» maoïste (voir l'essai ci-dessus : «Made in China», pages XX-XX). Et même pas le fait que le même personnage, Deng Xiaoping, ait été jadis, et était plus récemment, à la tête du parti-Etat chinois ne semble inquiéter le BIT – et ses experts ne peuvent l'ignorer.

Mais lisons ce qu'écrit, au contraire, du travail salarié rural en Chine, et donc notamment de celui des pauvres en milieu rural, un autre auteur :

*«Les données sur les salaires dans les entreprises rurales sont quasi inexistantes. [...] La ligne de clivage la plus importante est celle qui sépare les villes et les campagnes. [...] Les rémunérations des ouvriers des entreprises rurales comme celles des migrants sont, d'après les enquêtes, en moyenne environ deux fois moins élevées que celles des ouvriers des entreprises urbaines (0,5 dollar de l'heure contre 1 dollar en 2002) et elles ont peu ou pas augmenté entre le milieu des années 1990 et 2003. Dans la province du Guandong [Canton], le très faible niveau des rémunérations n'attirait plus les migrants et les entreprises ont été confrontées à des pénuries de main-d'œuvre dans le courant de l'année 2003. D'après une enquête de la Banque populaire de Chine, les migrants travaillant dans cette province gagnaient environ un demi-dollar de l'heure encore en 2005. Ainsi, la majeure partie de la main-*

*d'œuvre dans l'industrie manufacturière chinoise est située hors des zones urbaines, largement constituée d'ouvriers peu qualifiés, avec un niveau de salaire très bas et qui a peu augmenté au cours de la dernière décennie.»* (F. Lemoine, *L'économie de la Chine*, La Découverte, Paris, 4<sup>e</sup> éd., 2006, p. 50-51).

Voici à quoi ressemble l'avenir radieux que souhaite le BIT aux paysans pauvres du monde entier, quand, à la fois, il leur indique le modèle chinois et qu'il prononce ses formules incantatoires des deux «seuils de pauvreté». Le pavé des bonnes intentions des uns est l'enfer de la condition salariale réelle des autres, sous-payée et sauvage.

Y a-t-il une part d'exagération dans notre présentation du panégyrique que fait le BIT d'une Chine contemporaine dont la situation sociale est résumée comme suit (pour 2006) dans l'édition 2008 de *L'état du monde* ?

«Les inégalités sociales ont encore progressé et la Chine est le pays le plus inégalitaire d'Asie après les Philippines. [...] Le manque d'emplois reste chronique, les statistiques officielles du chômage urbain, évalué à 4,1 pour cent, reflètent mal l'ampleur du phénomène.» (La Découverte, Paris, 2007, p. 193-194)

*L'état du monde* serait-elle une publication particulièrement blâmable pour son extrémisme ? Dans ce cas, cela concerne aussi, et bien davantage, les publications du très officiel Institut national d'études démographiques français, où l'on peut lire une étude sur la Chine au titre parlant, *Les revenus: une pauvreté persistante et des inégalités croissantes*, et qui se conclut ainsi:

«*La Chine est un pays pauvre et très inégalitaire. Sur 174 pays classés [dans le monde], son rang en matière d'Indice du développement humain [espérance de vie à la naissance + niveau d'instruction + PIB par tête] est le 106<sup>e</sup>, entre l'Albanie et la Namibie.» L'indice de la disparité des revenus, 41,5 en 1995 selon la Banque mondiale (bien plus, 45,2, selon d'autres calculs), «est plus élevé qu'en Indonésie (31,7), au Pakistan (40,7) et surtout bien supérieur à celui de l'Inde (33,8), l'autre géant démographique de la planète. [...] La comparaison avec l'Inde (un milliard d'hommes en 1999), pays dont on ne cesse de ressasser l'idée reçue d'une inégalité extrême est, là encore, objet de surprise.»* (J.-C. Chesnais, in *La Chine au seuil du XXI<sup>e</sup> siècle. Questions de populations, questions de société*, INED, Paris, 2002, p. 473-474)

Le lecteur pourra juger à la fois de la part de notre exagération et de celle de l'extrémisme de ces deux publications, après une dernière citation. Dès la deuxième page de leur Rapport, en effet, les experts du BIT ne craignent pas d'afficher leur idéal – ce qui se présente sans ambages comme leur utopie du capital d'entreprise productif. La voici telle quelle:

«Pour le travailleur, un accroissement de la productivité entraîne idéalement une augmentation de salaire qui vient s'ajouter à son revenu et/ou lui permet de réduire son temps de travail. Pour l'entreprise, une hausse de productivité se traduit par un prix de

revient unitaire plus bas et donc un bénéfice plus élevé qui peut être réinvesti mais aussi redistribué aux travailleurs, sous forme d'augmentation de salaire ou de création d'emplois, et aux actionnaires, sous forme de majoration de dividendes. En outre, sur un marché concurrentiel, produire plus avec moins lui permet de baisser son prix de vente et donc d'être plus compétitive (parfois, il est vrai, au détriment [seul point sombre du tableau] de la compétitivité d'autres entreprises).» (p. 2)

C'est évident, chacun y trouve, idéalement, son compte. Et tout le monde est content<sup>(3)</sup>.

### Notes

1. Voir toutefois F.C. Deyo, *Beneath the miracle: Labor subordination in the new asian industrialism*, University of California Press, Berkeley et Los Angeles, 1989, pour un tableau «structurel» de la surexploitation économique et du contrôle étatique et social d'une main-d'œuvre mobile, jeune et non qualifiée, sous-jacents au miracle des quatre dragons asiatiques.

2. La plus grossière concerne l'emploi agricole. Les réformes chinoises ont, au contraire, libéré énormément de bras de l'agriculture, et permis du coup, entre autres, pour ne parler que de l'emploi *rural*, de les surexploiter massivement dans l'industrie dite «rurale». Voici un tableau récent et moins idyllique de ce que c'est que la situation de l'emploi dans les campagnes chinoises: «L'agriculture emploie actuellement en 2004 plus de 40 pour cent de la population active, mais on estime que 20 pour cent suffiraient pour assurer le niveau actuel de production avec les techniques actuelles. Cet écart donne la mesure du sous-emploi massif qui caractérise ce secteur et indique qu'il y a environ 150 millions de personnes "en trop" dans l'agriculture. [...] Finalement, c'est plus de 35 pour cent des emplois ruraux qui se situent hors de l'agriculture, emplois souvent saisonniers [...]. Mais le dynamisme des entreprises rurales s'essouffle depuis le milieu des années 1990 [...] et désormais l'exode rural apparaît le seul moyen de réduire le sous-emploi rural. En 2005, le nombre total des migrants (près de 150 millions de personnes) pourrait dépasser celui des emplois dans ces entreprises de bourgs et villages.» (F. Lemoine, *L'économie de la Chine*, La Découverte, Paris, 4<sup>e</sup> éd., 2006, p. 47-49, qui renvoie à la revue *Tiers-Monde*, 183-2005, *Paysans: mode de survie*.)

3. Une utopie est un lieu (mental) sans lieu (physique). Il est donc normal que l'utopie économique du BIT puisse entre autres faire l'économie, dans ses comptes, du physique encombrant de l'État.

# Souscription

## pour un recueil

## de textes

## de Loren Goldner

La revue *Ni patrie ni frontières* publiera un recueil des textes de Loren Goldner en octobre 2008. Ceux et celles qui sont intéressés par un tel livre peuvent, s'ils le souhaitent, participer à la souscription que nous lançons à cet effet. Le livre comptera environ 450 pages et coûtera 12 euros, frais de port inclus. Si cela vous intéresse, vous pouvez envoyer un chèque de 12 euros à l'ordre d'Yves Coleman (le chèque n'étant encaissé qu'à la parution du livre) 10 rue Jean-Dolent 75014 Paris. Ou nous contacter par email à [yvescoleman@wanadoo.fr](mailto:yvescoleman@wanadoo.fr)

Il contiendra à la fois des textes qui ont déjà été traduits et publiés en français sur Internet ou dans des revues (*Echanges*, *Courant alternatif* et *Ni patrie ni frontières*):

- La classe ouvrière coréenne: de la grève de masse à la précarisation et au reflux

- Le capital fictif pour les débutants: impérialisme, «anti-impérialisme» et pertinence actuelle de Rosa Luxembourg

- La crise du dollar et nous

- Notes sur une nouvelle défaite des travailleurs américains (2004)

- Je n'ai pas vu le même film: compte rendu du livre de Max Elbaum *Revolution in the Air* (2004)

- Une pause dans la crise ou l'amorce d'un nouveau boom économique?(2003)

- Un "warfare state" keynésien vide de substance: L'évolution de la démocratie américaine d'hier à aujourd'hui

- L'Allemagne 1938, Etats-Unis 2003: parallèles historiques?

- Sur le capital fictif

- La révolte américaine contre la "globalisation"? (2000)

- Crise de la liquidité internationale et lutte des classes: Première approximation

- La classe ouvrière américaine: restructuration du capital global, recomposition du terrain de classe (2002)

- Lutte de Classes en Basse Andalousie, 1995-1996 (1996)

- Le communisme est la communauté matérielle humaine: Amadeo Bordiga et notre temps

- Le concept de race et le siècle des Lumières: De l'antisémitisme à la suprématie des Blancs 1492-1676

- Multiculturalisme ou culture mondiale? Sur une réponse de

"gauche" au déclin social actuel (1993)

- La fusion afro-indiano-anabaptiste: Les sources du radicalisme américaine (2002)

- Compte rendu du livre de Franklin Rosemont, Joe Hill. *The IWW & the Making of a Revolutionary Working class Counterculture.* (2003)

...Mais aussi les textes suivants (inédits en français):

- Renaissance et rationalité, le statut des Lumières aujourd'hui

- Le primitif américain en rouge, noir et blanc: race et classe aux Etats-Unis

- Race et Lumières. Les Lumières françaises et ce qui s'ensuit

- Les nazis et la déconstruction: Comment Jean-Pierre Faye démolit Derrida

- La reproduction sociale pour les débutants: le retour du réel

- Sur l'altermondialisme et le livre de Patrick Bond *Linking below, across and against*

- Introduction à la tendance Johnson-Forest Tendency et au livre de CLR James, G. Lee et P. Chaulieu: *Facing Reality*

*Facing Reality* 45 ans après: dialogue critique avec CLR James, Grace Lee et Pierre Chaulieu

«La main qui dirigera le monde: un seul grand syndicat» (affiche des IWW)



Solidarity, June 30, 1917. The Hand That Will Rule the World—One Big Union.

## ***Le nerf de la guerre***

### **Ventes des numéros de la revue**

N° 1: 144 - N° 2: 119 - N° 3: 114 - N° n° 4-5: 89 - N° 6-7: 76  
N° 8-9: 94 - N° 10: 78 - N° 11-12: 85 - N° 13-14: 70 - N° 15: 119  
N° 16-17: 105 - N° 18-19-20: 80 - N° 21-22: 75

### **Ventes des brochures**

Emma Goldman et la révolution russe	67
Nationalisme, antisémitisme et «altermondialisme»	56
Voltaire de Cleyre	19
Débat sur la révolution russe	14
Femmes en Irak	122

Comme le lecteur peut le constater, la revue *Ni patrie ni frontières* est loin d'être bénéficiaire. Le déficit est lié à son coût de fabrication élevé (entre 1 300 et 1700 € suivant le nombre de pages), au coût prohibitif des envois postaux (entre 2,7 et 3,9 € par numéro), à la marge d'au moins 33 % prise par les libraires... et surtout à la faiblesse globale des ventes. Pour couvrir les frais d'impression et les frais d'envoi, il faudrait vendre la totalité des 200 exemplaires imprimés... et à un prix bien supérieur. En effet, un numéro de 400 pages édité à 200 exemplaires revient à 6,5 € l'unité; si on y ajoute le pourcentage du libraire 3,3 € ou les frais d'envoi (3,8 €), on atteint 10 €; et puisque la moyenne des ventes tourne autour de 80 exemplaires, il faudrait vendre le numéro au double de son prix actuel, soit 20 €, pour rentrer dans nos frais. Ce qui est évidemment impossible, vu les faibles moyens de celles et ceux qui s'intéressent aux idées révolutionnaires.

Les abonnements (dont le nombre a oscillé entre 25 et 42 au cours des 6 années écoulées) sont le plus sûr moyen d'assurer la pérennité de la revue, étant donné qu'elle n'est vendue que dans 9 librairies parisiennes (La Brèche, Publico, L'Emancipation syndicale, Le Point du Jour, Tiers Mythe, La Compagnie, Lady Long Solo, Parallèles et Quilombo) et une seule librairie en province (La Gryffe à Lyon).

Le déficit cumulé pour les années 2002-2008 se monte à environ 12 000 €, ou encore 180 € par mois. Et il nous faut assumer cette charge mensuelle, sans subvention étatique (heureusement !) ni mécène «gauchiste»...

Notre avenir réside donc entre vos mains. Si vous appréciez notre publication, abonnez-vous, réabonnez-vous et faites-la connaître autour de vous. Nous avons édité un petit catalogue avec tous les sommaires et les présentations des numéros et nous pouvons vous en faire parvenir quelques exemplaires si vous souhaitez les faire circuler autour de vous, les passer à des amis, les déposer dans une librairie militante, un squat, etc.

# Ni patrie ni frontières

## Revue de traductions et de débats

«Le communiste moyen, qu'il soit fidèle à Trotsky ou à Staline, connaît aussi peu la littérature anarchiste et ses auteurs que, disons, un catholique connaît Voltaire ou Thomas Paine. L'idée même que l'on doit s'enquérir de la position de ses adversaires politiques avant de les descendre en flammes est considérée comme une hérésie par la hiérarchie communiste.»

Emma Goldman

Au moment où l'Europe tente de réaliser son unification politique, les divisions linguistiques, politiques et culturelles sont encore suffisamment fortes pour entretenir l'isolement entre les militants de différents pays. Certes le capitalisme repose aujourd'hui sur des multinationales, les États possèdent de multiples structures de dialogue et de confrontation, les possédants et les technocrates utilisent la visioconférence, mais le mouvement ouvrier semble encore très en retard par rapport à ses adversaires.

À l'heure où la prétendue lutte contre la mondialisation a le vent en poupe, force est de constater que l'isolement national se perpétue dans les luttes de classe. Malgré Internet, les voyages militants à Seattle, Gênes, Göteborg, Barcelone ou Porto Alegre, et la multiplication des chaînes de télévision, le flux d'informations qui circulent n'a, en fait, que peu d'incidences sur la vie quotidienne, les pratiques des groupes existants et les luttes des travailleurs dans chaque pays. C'est un tel constat pessimiste qui nous incite à vouloir créer cette revue. Mais c'est aussi la conviction qu'une autre attitude est possible face au riche patrimoine politique et théorique qui existe à l'échelle internationale.

Pour débloquer la situation, toute une série de conditions seraient nécessaires, conditions qui ne sont pas liées à la simple volonté de ceux qui rejettent absolument cette société et toute solution de rafistolage. Mais nous pourrions au moins commencer par discuter et réfléchir ensemble autrement.

Dans les milieux d'extrême gauche, en effet, on débat rarement dans le but d'avancer, d'apprendre des autres «camarades», qu'ils militent en France ou dans d'autres pays. Il s'agit surtout de «(con)vaincre» son interlocuteur, de le coincer, de le dominer. Il n'est pas vraiment utile de connaître les positions de son vis-à-vis, toujours perçu comme un «adversaire». Un petit vernis politicien et un bon bagout suffisent largement à la tâche.

Non seulement on est fier de son ignorance, mais on la théorise: les autres groupes ne diraient rien d'essentiel, ils feraient tous le jeu du réformisme ou de la bourgeoisie; ce seraient d'obscurs

intellectuels souvent carriéristes, toujours confus; la situation dans telle ou telle région du globe serait trop différente; les autres organisations seraient « activistes », « ouvriéristes », « syndicalistes », etc. Le stock d'anathèmes et de faux-fuyants est inépuisable. Pourtant la réflexion politique et théorique n'avance pas du même pas, suivant les États et les continents, et – ne serait-ce qu'à ce niveau – les échanges devraient être fructueux.

Malheureusement, chaque groupe se contente d'un petit « capital » de références qui, avec les ans, non seulement ne s'accroît pas mais s'amenuise régulièrement. Plus grave encore: l'indifférence à la réflexion ne se limite pas aux questions dites « théoriques ».

Elle concerne aussi la réalité des luttes ouvrières, des pratiques syndicales ou extra-syndicales dans d'autres pays. Lorsque des centaines de milliers d'ouvriers portugais ont occupé leurs usines en 1974-1975, qu'ils ont essayé de les gérer eux-mêmes, il ne se s'est trouvé que fort peu de militants pour se mettre à leur écoute et les soutenir efficacement. Certains ont fait le voyage jusqu'au Portugal ou se sont précipités sur les différents journaux militants pour avoir des « nouvelles ». Mais toute leur attention était centrée sur le groupuscule ou le parti qui allait grossir le plus vite, voire qui allait prendre le pouvoir. Résultat, les travailleurs portugais ont dû se dépatouiller tout seuls avec leurs problèmes. On pourrait établir la même constatation à propos de l'Iran au moment de la prise de pouvoir par Khomeyni (où l'agitation ouvrière ne fut presque jamais évoquée), de Solidarnosc, des grèves ouvrières dans la Russie de Poutine, sans parler de l'Argentine ou du Venezuela actuels.

Dans tous les cas, on a l'impression que seuls comptent les discours des possédants et les récits dithyrambiques des « victoires » minuscules des groupuscules ou des partis politiques. Les luttes des travailleurs, les formes originales d'organisation qu'ils créent, tout cela passe à la trappe – à l'exception de quelques revues confidentielles qui s'en font l'écho. Et l'incompréhension est encore aggravée par le fait que, les rares fois où on les interroge, les militants ont souvent du mal à synthétiser leur expérience et qu'ils adoptent, sans le vouloir, un langage de politicien ou de commentateur, qui affadit la valeur de leur témoignage.

À notre échelle, nous ne sommes évidemment pas en mesure de renverser une telle situation. Mais nous pouvons poser quelques infimes jalons, notamment en traduisant des textes théoriques et politiques classiques qui ont formé des générations de militants dans d'autres pays et ne sont jamais parvenus jusqu'à nous, ainsi que des textes plus récents, liés à l'actualité.

Quels seront nos critères de choix? Tout d'abord la lisibilité. Ce qui exclut les commentaires verbeux, les sempiternelles et vaines exégèses de textes sacralisés. Nous ne sommes pas opposés aux polémiques, mais à condition qu'il ne s'agisse pas de diatribes sectaires et stériles. L'objectif n'est pas de rassurer, de ronronner,



mais d'apprendre quelque chose. Nous puiserons dans les traditions marxistes, libertaires, ou autres, sans exclusive. À condition que leurs auteurs soient mus par une saine révolte contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

Nous souhaitons éveiller la curiosité, le sens critique. Nous voulons sortir des carcans mentaux et idéologiques imposés par de longues années d'isolement. Rien ne nous est plus étranger que le patriotisme, y compris sa variante étriquée: le patriotisme d'organisation. Le célèbre: RIGHT OR WRONG, MY PARTY («Qu'il ait tort ou raison, c'est mon parti et je défends sa ligne et ses frontières» ) a montré ses aspects catastrophiques pour tous les aspects du mouvement d'émancipation.

Cette revue essaiera, en tâtonnant, de provoquer la réflexion et l'échange, en ces temps d'apathie et de désintérêt pour les idées, et de peur de la discussion. Elle présentera des positions différentes voire contradictoires, avec la conviction que de ces textes, anciens ou récents, peut naître un dialogue fécond entre les hommes et les femmes qui prétendent changer le monde. Enfin, cette revue se prononcera aussi sur la situation française puisqu'il paraît dans ce pays. Notre contribution à la clarification politique consistera à rappeler quelques principes et à mettre en évidence les conceptions, à notre avis erronées, qui sous-tendent les schémas d'interprétation les plus courants. (Septembre 2002)

# Quelques points de vue contrastés sur *Ni patrie ni frontières*

## A PROPOS DU N° 1

« (...) Ce premier numéro consacre un long et passionnant dossier à la Révolution russe, ou plus précisément au débat entre libertaires et trotskistes sur cette question. (...) On l'aura compris, les positions anti-autoritaires sortent de la confrontation à leur avantage. (...) Nous n'avons donc pas entre les mains une revue anarchiste — ce qu'elle ne prétend d'ailleurs pas être. En revanche, un souci réel de l'émancipation humaine, autant que de la rigueur théorique, transparait des différentes contributions. (...) » Max Lhourson, *Le Monde libertaire*, 5-11 décembre 2002

## A PROPOS DU N° 2

« “Mariage, famille et morale sexuelle”. Pour traiter ce thème, une large place est faite à la militante féministe libertaire américaine Voltairine de Cleyre (...). Un autre texte important est l'étude d'Arturo Peregalli sur les positions en matière de politique familiale du Parti communiste italien (...) » *Dissidences* n° 14-15, octobre 2003-janvier 2004.

## A PROPOS DU N° 3

« **UNE REVUE ECLECTIQUE ET CONFUSIONNISTE** - *Ni patrie ni frontières* en est à son numéro 3 et le niveau ne cesse de baisser (...). Aucun cadre de compréhension n'est fourni pour les textes jetés en vrac (...). Cette cécité est accompagnée d'un travail de censure de tout le mouvement révolutionnaire réel (...). Une revue qui n'a donc pas tenu ses engagements initiaux (...). » Pierre Hempel, *Le Proletariat universel* (avril 2003)

« Que faire contre les guerres? ». Sa lecture m'a permis de comprendre pourquoi je ne me sentais pas l'envie de manifester contre la guerre en Irak : ça fait trop harmonie en chiraquie. Quel amour en effet entre l'opinion publique et Chirac ! Ces manifestations arrangent l'Etat français. (...) » M. *Combat Syndicaliste* de Midi-Pyrénées n°80 - avril-mai 2003

« La première partie, intitulée “Guerre, patriotisme et pacifisme”, (...) présente un ensemble de réflexions sur les deux premières guerres

mondiales. Emma Goldman, Kropotkine, Malatesta, autant de figures de l'anarchisme de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle dont on lira avec intérêt les analyses sur les deux conflits mondiaux de cette période. On relèvera aussi l'article de Trotski "Après Munich, une leçon toute fraîche sur le caractère de la guerre prochaine", car il montre bien comment les formes de régime interne de l'Etat (en l'espèce tchécoslovaque) se modifient - se modifient d'elles-mêmes ou sont modifiées par des puissances extérieures (...). La seconde partie intitulée "Guerres du Golfe, impérialisme et pacifisme" est surtout intéressante par l'analyse critique qu'elle opère sur les mobilisations contre la guerre en Irak. Une première série de critiques est adressée aux positions politiques qui ont pu émerger des manifestations (...) La seconde série de critiques concerne les faiblesses théoriques et sociales du mouvement anti-guerre. (...) » *A contre-courant*, août 2003

« On regrettera la juxtaposition de textes d'intérêt et de portée divers et inégaux ainsi que l'absence d'appareil critique et de référence bibliographique. » *Dissidences* n° 14-15, octobre 2003-janvier 2004

« Que faire contre les guerres ?

« C'est sous ce titre que Ni patrie, ni frontières a sorti en mars 2003 son troisième numéro. Cette jeune revue de "traductions et de débats" rassemble un ensemble de textes "pacifistes, anarchistes et marxistes" retraçant une partie de l'analyse des conflits militaires du XX<sup>e</sup> siècle et de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. De la première guerre mondiale à la guerre en Irak.

« Revenir aux classiques

« La première partie, intitulée "Guerre, patriotisme et pacifisme", qualifiée de "textes classiques" par la rédaction présente un ensemble de réflexions sur les deux premières guerres mondiales. Emma Goldman, Kropotkine, Malatesta, autant de figures de l'anarchisme de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle dont on lira avec intérêt les analyses sur les deux conflits mondiaux de cette période. On relèvera aussi l'article de Trotski "Après Munich, une leçon toute fraîche sur le caractère de la guerre prochaine", car il montre bien comment les formes de régime interne de l'Etat (en l'espèce tchécoslovaque) se modifient - se modifient d'elles-même ou sont modifiées par des puissances extérieures - en fonction des deux paramètres suivants : les intérêts de la classe dominante nationale et les intérêts des puissances impérialistes environnantes (en l'espèce France, Grande-Bretagne et Allemagne hitlérienne.) Comme l'écrit Trotski, les changements du régime tchèque se sont faits "sans le peuple et contre le peuple", contrairement ensuite des les approuver par référendum, un revolver sur la tempe. Les faiblesses de l'actuel mouvement anti-guerre en Europe occidentale devraient l'obliger à méditer ces deux leçons de Trotski: d'abord que "toute guerre

impérialiste est faite non pour défendre l'indépendance nationale mais pour redistribuer le monde conformément aux intérêts des différentes cliques du capital financier"; mais surtout ceci : "ce serait une erreur pour un marxiste de définir sa position sur la base de regroupements diplomatiques et militaires épisodiques plutôt que sur la base de la définition générale des forces sociales qui sont derrière cette guerre".

« Critiques et perspectives du mouvement anti-guerre

« La seconde partie intitulée "Guerres du golf, impérialisme et pacifisme" est surtout intéressante par l'analyse critique qu'elle opère sur les mobilisations contre la guerre en Irak. Une première série de critiques est adressée aux positions politiques qui ont pu émerger des manifestations: aveuglement ou relativisation de la tyrannie de Saddam Hussein par une partie non négligeable des manifestants; soutien assez général à la position de l'Etat français telle que définie par Chirac; formes minoritaires mais particulièrement virulentes et fortement présentes chez certains groupes arabes (surtout maghrébins) de racisme et d'antisémitisme. Mais au fond, à la suite de l'article Arundhati Roy "Georges W. Bush, obscène mécanicien de l'Empire", n'est ce pas là l'effet pervers mais recherché des actuels gouvernements américain et israélien, qu'en menant une politique nationaliste et raciste, ils suscitent en retour des réactions elles aussi nationalistes et racistes! qu'au fond ils paralysent les oppositions à leur politique, incapables de se battre sur un autre terrain que celui sur lequel les puissances en questions les ont amenées, incapables de poser en termes de classe et d'internationalisme leur combat!

« La seconde série de critiques concerne les faiblesses théoriques et sociales du mouvement anti-guerre. Les contributions, en particulier, de Yves Coleman, Guy Fargette et Temps Critiques développent les difficultés importantes que rencontre, lorsque s'engage la mobilisation, un mouvement social pour tracer des perspectives révolutionnaires à son action. Sans souscrire mais en comprenant fort bien l'espèce de pessimisme fataliste exprimé par Guy Fargette - "L'état du monde confirme en ces occasions à quel point les gens comme nous, qui nous référons toujours à la perspective d'une émancipation générale du genre humain, sont placés hors du jeu de l'histoire immédiate. Nous n'avons pas de prise raisonnable sur ces événements, parce que les seuls choix accessibles représentent des inconvénients rédhibitoires". -, il demeure indispensable de ne pas se faire d'illusion sur les forces du mouvement social dans lequel nous sommes engagés, et d'évaluer lucidement ses faiblesses. Sans quoi, on prend le risque de s'en remettre à l'appareil militaire et étatique et aux forces politiques attaqués par les États-Unis pour lutter contre leur dynamique hégémonique. Avant-hier, le régime taliban et les organisations militaires para-étatiques islamistes basées en Afghanistan; hier le régime de Saddam Hussein; demain le régime stalinien nord-coréen, celui chiite iranien ou dictatorial syrien ?

Combien parmi les manifestants espéraient en effet, secrètement ou ouvertement, que la résistance de l'armée irakienne mine l'orgueil militaire américain et que l'Irak se transforme en Viêt-nam ? Espoir aussi criminel qu'imbécile. Criminel car c'est, théoriquement et politiquement, s'appuyer sur un régime tyrannique et sanguinaire pour combattre les éléments dictatoriaux du régime américain. Imbécile surtout, car c'est immanquablement se retrouver les dupes des négociations secrètes entre les clans militaires, politiques et économiques des belligérants; c'est se retrouver les dupes d'une histoire souterraine dont on a d'autant moins prise qu'elle nous est inaccessible.

« Guy Fargette montre bien que la force présente de l'Etat américain tient essentiellement à l'avance stratégique qu'il a prise, autant sur les Etats occidentaux que sur le mouvement social international. En effet il considère, dans le monde actuel, comme intenable la logique du statu-quo. C'est ce qui explique son activisme et son volontarisme présents. Il nous appartient donc de nous hisser à ce même niveau d'action et de prendre à contre-pied la dynamique du Capital. Aussi, en dépit des critiques évoquées précédemment, ce qui constitue l'un des éléments essentiels de ces derniers mois, c'est que cette guerre ait cristallisé une mobilisation sociale internationale dans nos sociétés. C'est donc ici -aux Etats-Unis, en Italie, en Espagne, en Angleterre ou en France- qu'il faut poursuivre la mobilisation, l'élargir. C'est pour nous d'abord ici qu'il faut organiser le mouvement contre le Capitalisme - et non en comptant sur les forces militaires syriennes ou les armes nucléaires nord-coréennes pour "endiguer" la tentation hégémonique américaine. (*A contre-courant*, n° 147, août 2003)

« Le troisième numéro de cette copieuse revue de traductions et de débats confirme l'intérêt que nous avons porté aux deux précédents. » *A contretemps* n° 13, septembre 2003

« (...) il juxtapose des textes d'intérêt et de statut différent sans mise en perspective critique » *L'Oiseau-Tempête* n° 10, printemps 2003

#### **A PROPOS DU N° 4-5**

« Cette publication qui traduit et republie les textes susceptibles de nourrir la réflexion de la mouvance libertaire, et au-delà, aborde le thème du nationalisme (y compris la question des « limites de l'antisionisme » et revient sur les grèves du printemps 2003. » *Le Monde diplomatique*, septembre 2003

« Fidèle à son idée de départ, la revue exhume des textes totalement inaccessibles aux lecteurs francophones jusque-là (...). Une heureuse

surprise : la présentation par Victor Serge de « La pensée anarchiste » (...) rigoureusement introuvable [depuis 1938]. » *Dissidences* n° 14-15, octobre 2003-janvier 2004

« *Ni patrie ni frontières* (...) propose des textes anciens et actuels, certains traduits, écrits par des auteurs libertaires et des divers courants d'ultragauche. Il cherche à faire naître le débat entre des individus qui souvent s'ignorent malgré la proximité de leurs idées. » *Feuille d'infos du CIRA* (Centre international de recherches sur l'anarchisme » n° 53, juillet-août 2004

### **A propos du n° 6-7**

« Ce numéro (...) s'ouvre par la contribution étonnante d'un collectif montpelliérain de syndicalistes libertaires de la CGT qui récusent la thèse de la trahison des dirigeants syndicaux (...). A noter aussi des témoignages intéressants issus de collectifs de travailleurs en lutte à McDonald's, Fnac, Virgin etc. ainsi que la suite du témoignage de Michel Tardieu militant syndicaliste à Air France durant de nombreuses années. Dans ce volume, on trouvera aussi de nombreuses contributions militantes qui alimentent des débats sur les perspectives du mouvement social, la question du voile islamique et des actions anti-PS. On peut regretter le ton excessivement polémique qu'accompagnent souvent des allégations infondées qui donnent à certaines contributions un arrière-goût désagréable de procès stalinien<sup>I</sup> ». (Site *Dissidences.net*)

### **A propos du n° 8-9**

« Dans la période actuelle d'inversion et de confusion extrêmes des valeurs, (...) les différents articles rassemblés dans ce gros numéro devraient ouvrir les yeux à certains (trop peu nombreux hélas !) et permettre aux autres d'avancer dans la réflexion et l'action politique au quotidien et vers la réconciliation inéluctable mais si difficile entre deux nations, israélienne et palestinienne, tragiquement déchirées. On pourra lire en complément les percutants articles de groupe hollandais De Fabel van de illegaal sur les ravages de l'antisémitisme au sein du mouvement altermondialiste (supplément au numéro 4-5,

---

<sup>I</sup> Note de *Ni patrie ni frontières* : on remarquera que l'auteur de cette note « oublie » d'illustrer sa critique par un seul exemple précis. Un « procès stalinien » n'est-ce pas un procès sans preuves ? Curieux procédé de disqualification pour un « historien » soucieux de rigueur scientifique....

novembre 2003. » **P.H. Zaidman, *Gavroche* n° 140, mars-avril 2005**

« Ce copieux numéro (...) confirme, sur un sujet qui lui tient à cœur, la démarche très originale de ce bulletin de traductions et de débats. Pour l'occasion il offre au lecteur — à condition qu'il dépose au vestiaire « bonne conscience et arrogance radicales » — une impressionnante quantité de « matériaux de réflexion variés ». (...) Les denses et riches contributions retenues ici prouvent, en tout cas, chacune dans leur domaine, une authentique volonté de ne céder ni au déni, ni à l'angélisme, ni au lieu commun. » *A contretemps*, n° 18, octobre 2004

« (...) On notera aussi des textes issus d'un très bon dossier sur le négationnisme publié en 1999 par la revue anarchiste suisse *L'Affranchi*. » (Site *Dissidences.net*)

### **A PROPOS DU N° 10**

« Bonjour, j'ai reçu le n°10 de *Ni patrie ni frontières*, et je le trouve formidable: informatif, équilibré, nuancé, militant, bref tout ce qu'on attend mais qu'on trouve si rarement. » A.S. (novembre 2005)

« Le dernier numéro de cette revue artisanale publié depuis deux ans contient un dossier sur « Religion et laïcité : multiculturalisme, communautarisme et citoyennisme » (...). C'est d'ailleurs, quels que soient les réserves ou les désaccords (...), l'un des principaux intérêts de cette publication présente des « positions différentes, voire contradictoires avec la conviction que de ces textes, anciens ou récents, peut naître un dialogue fécond entre les hommes et les femmes qui prétendent changer le monde ». » C.J., *La Question sociale* n°2, Hiver 2004-2005

« Comme son sous-titre l'indique, cette revue laisse une large place à des traductions de textes anciens et actuels. Beaucoup d'écrits inédits, parfois difficilement accessibles, sont proposés. À chaque numéro un thème central (...). Si la revue pêche par sa présentation, elle constitue un excellent aperçu des débats passés et présents qui ont lieu dans le mouvement révolutionnaire. Cette publication mériterait vraiment d'être plus connue qu'elle ne l'est actuellement. » *Offensive libertaire et sociale* n° 5, janvier 2005

### **A PROPOS DU N° 11-12**

« C'est une revue singulière et passionnante. Depuis 2002, elle « publie et republie des textes de diverses tendances et de différents pays sur des thèmes généraux ainsi que sur l'actualité, le tout dans un esprit critique mais non sectaire, pour susciter un débat

indispensable entre « révolutionnaires ». Dans son numéro 11/12 publié en février 2005, un numéro très dense de près de 300 pages, elle s'intéresse aux terrorismes et aux violences politiques. Vous y trouverez ainsi rassemblés des textes de Lénine et Trotsky, de l'anarchiste Alexandre Berkman, du syndicaliste révolutionnaire Georges Yvetot, de différents anarchistes-individualistes sur la question de l'illégalisme, ou encore du groupe d'extrême gauche Combat communiste.

« *Ni patrie ni frontières* nous fait également franchir... les frontières étatiques, celles nous menant dans l'Italie des années de plomb, en Irak sous « contrôle américain », ou aux Pays-Bas en butte au racisme avec les textes du collectif De fabel van de Illehaal : ces textes sont d'ailleurs salutaires puisqu'il rappelle que le documentariste Théo Van Gogh assassiné l'an dernier par un islamiste, n'était pas le brave type un peu provocateur présenté par les médias, mais un réactionnaire raciste et antisémite, sexiste et homophobe. Si cela ne justifie pas qu'on le liquide froidement, les lauriers qui lui furent tressés par toute la classe politique hollandaise témoignent de l'état des relations, plus que tendues, existant entre les différentes « communautés » présentes aux Pays-Bas. Enfin, hors thématique, *Ni patrie ni frontières* nous propose enfin une compilation de textes touchant à l'immigration et à la situation sociale de l'hexagone. » (*Noire-Atlantique*, n° 9, juin 2005 et émission « Le monde comme il va », radio Alternantes)

**N° 11-12** : Terrorismes et violences politiques

**N° 13-14** : Elections ? Démocratie ? Europe ?

**N° 15** : Premier bilan des "émeutes" d'octobre-novembre 2005

Cette revue dont nous avons déjà signalé qu'elle avait pour ambition d'aider à faire " naître un dialogue fécond entre les hommes et les femmes qui prétendent changer le monde " en présentant des " positions différentes, voire contradictoires " sur un même sujet, s'est attaquée en l'espace d'un an à trois gros morceaux. La question de la violence politique est abordée à travers des textes surtout historiques (un " florilège marxiste " d'un côté, une série d'articles sur la problématique de l'illégalisme et de l'action directe de l'autre) et quelques autres datant des années 1970-80 relatifs au terrorisme allemand et italien d'extrême gauche. La question de l'électorisme et du rôle qu'il joue dans cette " démocratie " est l'occasion d'un recueil plus équilibré entre d'une part des textes historiques (d'anarchistes et de marxistes là aussi) et, de l'autre, des textes récents écrits pour l'essentiel à l'occasion du référendum sur la Constitution européenne. Le tout dernier numéro, en revanche, s'attaque à un sujet on ne peut plus d'actualité - les émeutes de cet automne dans les banlieues - en rassemblant une soixantaine de tracts, témoignages, communiqués... émanant de presque tout ce que la gauche extrême, ultra ou libertaire compte de regroupements. Le



résultat du gros travail de compilation que suppose chacun de ces numéros frappe à la fois par sa richesse et par ses limites : il est rare que les textes proposés se répondent, et même si l'on trouve aussi dans tous ces numéros quelques articles rédigés par des membres de la rédaction, on se dit que ce qui nous est proposé là constitue certes une sérieuse base de départ pour le débat entre sensibilités militantes diverses, mais qui ne peut remplacer le débat lui-même. Pour exister, celui-ci a besoin d'une vraie volonté de rencontre et d'échange. Nous n'en sommes malheureusement pas (encore ?). N. T. (*La Question sociale*)

### **A PROPOS DES NUMÉROS 15 ET 16-17**

« Cet épais bulletin est issu de la constatation de l'ignorance des milieux militants vis-à-vis de leur propre histoire et de leur enfermement national : ainsi on discute du voile en France sans prendre en compte des querelles sur les relations avec l'Islam, discussions très développées dans des pays comme le Royaume-Uni ou l'Irak ! Les numéros sont thématiques, le n° 15 portait sur les « émeutes des banlieues ». Le dernier numéro (16-17) de ce bulletin est consacré au récent mouvement sur le CPE, qui a suscité beaucoup d'espoir mais sur lequel on ne possède pas grand-chose ; c'est chose faite avec cette collation d'articles de tous les horizons de l'extrême gauche sur tous les aspects de cette lutte, et notamment sur la question des « casseurs ». » (*N'Autre Ecole* n° 14, hiver 2006)

### **A PROPOS DU N° 16-17**

« Dans cette nouvelle livraison, toujours copieuse, un ensemble particulièrement touffu de documents sur le mouvement contre le CPE, et la loi sur l'égalité des chances est constitué. » [La revue] « a choisi de privilégier ceux qu' [elle] appelle les "spontanéistes" plutôt que les militants des différentes organisations d'extrême gauche, ce qui offre un panorama aussi riche que mélangé d'une certaine ultragauche et d'une partie du mouvement anarchiste. Les événements de la Sorbonne et du Collège de France, occupés et en partie saccagés, selon les médias officiels, sont ainsi pris sous un autre angle, et plusieurs textes reviennent également sur le problème des "casseurs de manifestations" originaires des banlieues. Paris n'est pas la seule ville à être traitée, puisque des éclairages sur Avignon et Caen (1) sont également proposés. Un recueil important, incontournable, mais pas suffisant pour permettre une approche exhaustive de ce mouvement multiforme. »

*Dissidences*, site Internet de la revue homonyme, deuxième semestre 2006

i. Mais aussi Grenoble, Tours, Aix-en-Provence, Reims, Marseille et Forcalquier (Note de *Ni patrie ni frontières*).

### A PROPOS DU N° 18-19-20

« *Ni patrie ni frontières* offre pour son numéro triple de mai 2007 une somme passionnante (...). Fidèle à son choix éditorial de stimuler les confrontations politiques notamment vis-à-vis des traditions marxistes et libertaires en offrant un accès à une large sélection de documents tant historiques que contemporains, *Ni patrie ni frontières* aborde les thèmes de la religion, de l'athéisme, des courants politiques chrétiens ou musulmans. Les récentes controverses autour des caricatures de Mahomet, de la liberté d'expression, de l'islamophobie, du nouvel antisémitisme sont présentées à la suite d'un rappel de textes anarchistes (Elisée Reclus, Johan Most, Peilharot, C. Berneri) ou marxistes (Engels, Paul Lafargue, Lénine, Bordiga, Pannekoek). A voir aussi de nombreux textes de l'AWL et du PCOI. » (*Lettre de Liaisons* n° 216, 22 mai 2007)

« Egalement la religion dans cet épais numéro pluriel, avec une compilation de textes classiques et rarement disponibles des grands révolutionnaires sur le sujet, puis l'examen de toutes les questions qui fâchent, l'attitude à l'égard de l'islam, le manque de vigilance vis-à-vis de l'antisémitisme. On peut ne pas partager tous les points de vue de l'auteur, mais il y a en tous cas beaucoup d'informations sur ces thèmes de discussion, avec une ouverture internationale qui est le premier mérite de cette revue artisanale qui, au ful des numéros, gagne en clarté, sans perdre en consistance. » (*N'Autre Ecole* n°16, automne 2007)

\* *Ni Patrie, ni Frontières*, n°18-19-20, mai 2007, « Dieu, race, nation : mythes mortifères ». Dans cette nouvelle livraison, on trouve comme à l'accoutumée une sélection riche et pointue de nombreux textes, sur des thèmes déjà en partie abordés dans le n° 10 d'octobre 2004. On a d'abord un retour aux fondamentaux, avec des réflexions sur la religion de Marx et Engels, dont les « Contributions à l'histoire du christianisme primitif », véritable leçon d'analyse marxiste, mais aussi de Paul Lafargue, Lénine, Bordiga, Pannekoek, Elisée Reclus ou, moins connu, de l'anarchiste Johann Most. Suivent ensuite des textes plus contemporains, thèses stimulantes de la Communist League des États-Unis sur « Fondamentalisme religieux et déclin capitaliste » et un extrait d'un livre de Will Barnes, inédit en langue française, sur « Religion, révolution et fondamentalisme aux États-Unis ». Véritable fil rouge, l'idée selon laquelle certains révolutionnaires d'aujourd'hui ont tendance à être trop peu offensifs à l'égard des religions (en Amérique latine, en particulier), et qu'il faudrait, en défendant toujours la liberté d'expression, assumer et affirmer un engagement

matérialiste athée cohérent. Autre sujet développé dans ce volume, l'exemple des caricatures de Mahomet, dénonçant la complaisance de certains secteurs de l'extrême gauche vis-à-vis de l'islam politique, avec des articles opposés sur la question de l'islamophobie, fourrier du racisme ou mythe réactionnaire. Un troisième axe est consacré au caractère réactionnaire des « grandes » religions monothéistes, avec divers exemples à l'appui, de l'antisémitisme de Luther aux origines violentes de l'Islam (très bien mises en lumière dans la biographie de *Mahomet* par Maxime Rodinson), sans oublier le bouddhisme. L'Islam politique est justement plus longuement analysé, abordant particulièrement la question du port du voile pour s'y opposer clairement, ou surtout le soutien à apporter ou non au Hezbollah libanais (*Ni patrie ni Frontières* défendant une vision foncièrement critique). Sur les rapports entre laïcité et religion, on découvre en outre quelques textes du Parti communiste ouvrier d'Iran (voir la note de lecture sur ce site de *Résistances irakiennes*), et une partie des discussions qu'ils ont engendrées. Enfin, avec le meurtre d'Ilan Halimi, on s'intéresse au communautarisme et à l'antisémitisme, thèmes sur lesquels il y aurait encore beaucoup à dire. Mentionnons pour terminer un utile décryptage des analyses de Sarkozy dans son livre *La République, les religions, l'espérance*. (Critique extraite du site de la revue *Dissidences*)

## À PROPOS DU N° 21-22

*Ni patrie ni frontières* propose à la lecture des dossiers thématiques compilant textes anciens et inédits, pour une part de langue anglaise, émanant de militants connus ou inconnus de la galaxie révolutionnaire (trotskyste, anarchiste, etc.). Elle propose donc souvent des textes inconnus au petit monde militant français, ce qui n'est pas le moindre de ces mérites. L'intérêt de *Ni patrie ni frontières*, selon moi, est qu'elle permet de vivifier la confrontation d'idées et de pratiques au sein du mouvement révolutionnaire. Elle donne à lire, à réfléchir, à penser. Et j'espère ne pas me tromper en avançant qu'Yves Coleman doit apprécier ces propos tenus en son temps par Victor Serge : « Dans la pratique, la seule chose qui puisse empêcher l'entente de tous les révolutionnaires pour une action commune, c'est l'étroitesse d'esprit de ceux pour qui toute pensée différente de la leur est nuisible. » Le dernier numéro, « Offensives réactionnaires », proposent entre autres trois forts dossiers : le premier s'intéresse à Nicolas Sarkozy et s'intitule « Le « Petit Démagogue et la droite gauloise » ; le second, « Banlieues et guerilla urbaine », revient sur les émeutes de 2005 et notamment sur les thèses développées par un militant italien Emilio Quadrelli ; le troisième dossier, « Trotskystes et obsessions électorales », est une compilation de textes du groupe Combat communiste datant des années 1970 et 1980 critiquant les stratégies électorales de Lutte Ouvrière et de la LCR. **Patsy**, « Le

monde comme il va », Alternantes FM 98.1 Mgh

Après cinq ans d'existence, *Ni patrie ni frontières*, ce curieux OVNI de la galaxie critique, a conquis sa place dans le monde des revues politiques. Par son iconoclastie assumée, par le ton qu'elle adopte, par la richesse des textes et des traductions qu'elle produit, on pourrait même dire qu'elle est devenue diablement nécessaire à qui refuse le « politiquement correct » du prêt-à-penser gauchiste (et libertaire) en matière de radicalité. Sortie dans une nouvelle maquette au format livre, sa dernière – et fort copieuse – livraison nous le prouve une fois de plus, en s'intéressant, par exemple, à la manière dont, à l'occasion de la campagne présidentielle, l'extrême gauche et « certains libertaires dopés aux amphétamines d'un antifascisme mythologique » firent de Sarkozy une sorte de réincarnation de Vichy (ou même... de Hitler). Degré zéro de l'analyse politique, cette volonté de diabolisation de qui, n'était en fin de compte, que le candidat adoubi du capitalisme réellement existant, prouve surtout la totale inadéquation entre le verbiage catastrophiste d'un sous-gauchisme éculé et les conditions modernes de la domination.

La même crétinerie, nous rappelle *Ni patrie ni frontières*, fut à l'œuvre – du côté de l'extrémisme sans risque (plus souvent ultragauche et post-situ cette fois) – dans l'analyse fascinée des « émeutes de banlieue » de l'automne 2005. Sur ces thématiques parallèles, on lira avec grand profit les deux dossiers centraux de ce numéro : « Sarkozy et la droite gauloise » et « Banlieues et guérilla urbaine ». *À contretemps*, n° 29, janvier 2008

(...) Regroupés un peu artificiellement sous le titre « Offensives réactionnaires », des sujets très variés sont abordés (...). C'est documenté, argumenté, précis. (...) après 5 années d'existence *Ni patrie ni frontières* n'a qu'un nombre limité de lecteurs, même si sa version électronique sur mondialisme.org est davantage consultée. Il est vrai que le ton, direct, ne doit pas lui faire beaucoup d'amis. (...) Les adeptes de vifs débats ne doivent surtout pas s'abstenir de lire ces 400 pages ! *À contre-courant* n° 191, janvier 2008-

### **Et pour finir, le point de vue d'un... dictionnaire :**

Sous la rubrique « Ultragauche » et dans un paragraphe intitulé « La ténacité du courant ouvrieriste spontanéiste » (diable !) du *Dictionnaire de l'extrême gauche* de Serge Cosseron (Larousse, 2007) on peut lire à la page 263 : « *Ni patrie ni frontières* (...) se présente comme un bulletin de traduction et de débats, offrant un éclairage international sur des bases sérieuses et non idéologiques ».

## Publications reçues

*Le prolétaire* et *Programme communiste* Correspondance: Éditions Programme, 3 rue Basse-Combalot 69 007 Lyon

*A contre-temps*, Fernand Gomez, 55 rue des Prairies, 75 020 Paris.

<http://www.plusloin.org/acontretemps/>

*Le Combat syndicaliste*, bimestriel de la CNT-AIT. Bureau confédéral de la CNT-AIT contact: Syndicat Interco Hérault – BP 51 142 – 34008 Montpellier cedex 1. Site Web: <http://www.cnt-ait-fr.org> - CNT-AIT de Toulouse et le supplément régional Midi-Pyrénées: *Le Combat Syndicaliste* 7,rue Saint-Rémésy 31 000 Toulouse. Site: **http://cnt-ait.info.**

A contre-courant syndical et politique: BP 2123 68060 Mulhouse cedex

<http://www.acontrecourant.org/>

*Lettre de liaison du GARAS*, c/o Sarthe Libertaire Maison des associations Salle N°223 4, rue D'Arcole 72 000 Le Mans

*N'autre École*, FTE-CNT 33, rue des Vignoles 75020 Paris

[www.cnt-f.org/fte](http://www.cnt-f.org/fte)

*A trop courber l'échine*, Bulletin acrate c/o STA BP 1021 76171 Rouen Cedex 1 France

*Bilan et perspectives*, BP 45, 13266 Marseille cedex 08 E-mail: [france@ibrp.org](mailto:france@ibrp.org)

*L'internationaliste*, traduction en français du mensuel du groupe italien *Lotta comunista*. Editions Science Marxiste 10 rue Lavoisier, 93100 Montreuil-sous-Boi

*Echanges et mouvement*, revue trimestrielle, BP 241, 75866 Paris Cedex 18. Site Internet: [www.mondialisme.org](http://www.mondialisme.org)

*De Fabel van de illegaal*, Koppenhinksteeg 2, 2312 HX Leiden, Pays-Bas. Site Internet: <http://www.gebladerte.nl/vo1.htm> (nombreuses traductions en anglais et en français)

Livres imprimés sur des papiers labellisés  
FSC  
Certification garantissant une gestion durable de la forêt

Dépôt légal 1<sup>er</sup> trimestre 2008

Achévé d'imprimer sur les presses du

Centre Littéraire d'Impression Provençal  
Artizanord n° 203  
42, boulevard de la Padouane – 13015 Marseille  
[www.imprimerie-clip.com](http://www.imprimerie-clip.com)

N° d'impression 07100227

---